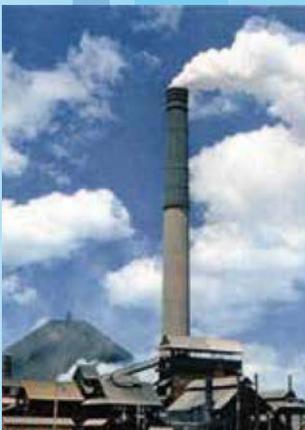




BANQUE CENTRALE DU CONGO



RAPPORT ANNUEL 2012

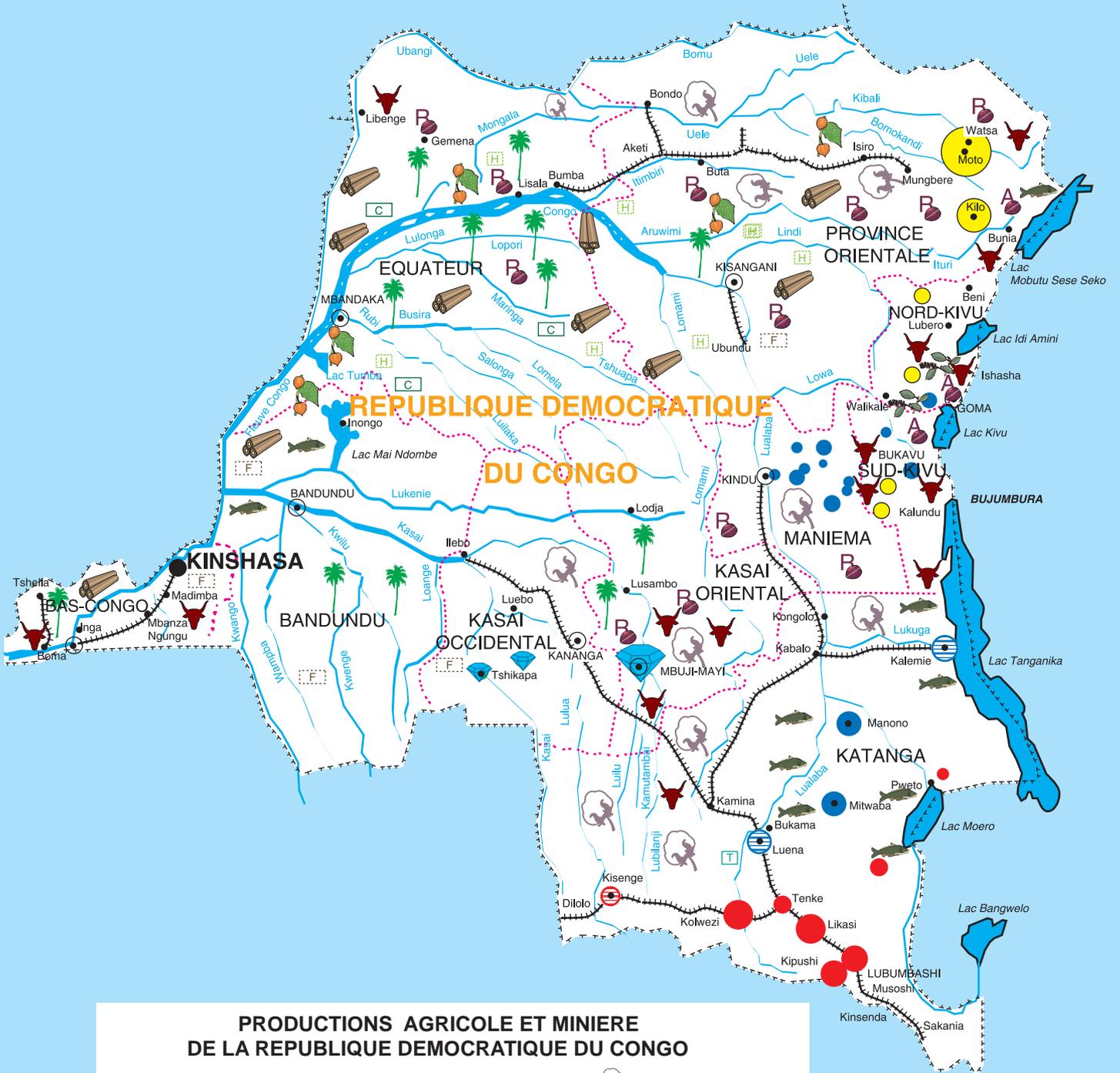




BANQUE CENTRALE DU CONGO



RAPPORT ANNUEL 2012



**PRODUCTIONS AGRICOLE ET MINIERE
DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

- | | | |
|---|---|--|
|  Or |  Fibre |  Coton |
|  Diamant |  Copal |  Thé |
|  Cuivre, cobalt, zinc |  Hévéas |  Palmeraies |
|  Cassitérite, wolfram, colombo - tantalite |  Tabac |  Café-Arabica |
|  Charbon |  Pêche |  Café-Robusta |
|  Manganèse |  Elevage |  Cacao |
|  Chemins de fer |  Bois | |

HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE



Deogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO
Gouverneur



Jules BONDOMBE ASSANGO
Vice-Gouverneur

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège social :

Boulevard Colonel Tshatshi

B.P. 2697

KINSHASA I

Tél. : + 243 81 07 50 340 (Haute Direction)

+ 243 99 23 20 001 (Direction Générale de la Politique
Monétaire et des Opérations Bancaires)

+ 243 97 00 44 802 (Direction des Analyses Economiques)

+ 243 97 00 44 803 (Direction de la Recherche et des Statistiques)

E-mail : info@bcc.cd

Site Web : <http://www.bcc.cd>

Directions Provinciales :

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani,
Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Agences autonomes :

Boende, Boma, Bumba, Bunia, Gbadolite, Gemena, Ilebo, Inongo, Isiro, Kabinda,
Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Lodja, Tshikapa, Uvira et Zongo.

Bureau de Représentation à Bruxelles (Belgique) :

Avenue des Arts, 50

1040 BRUXELLES

Téléphone : + 32 (02) 502 58 00

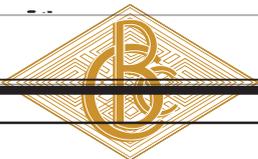
Téléfax : + 32 (02) 502 67 07

Télex : 61810

Agences mandataires par Provinces :

- *Mbanza-Ngungu, Moanda, Tshela (Bas-Congo)*
- *Kenge, Inongo (Bandundu)*
- *Basankusu, Lisala (Equateur)*
- *Buta (Province Orientale)*
- *Beni, Butembo (Nord Kivu)*
- *Mwene-Ditu (Kasaï Oriental)*
- *Tshimbulu (Kasaï Occidental)*
- *Kolwezi (Katanga).*

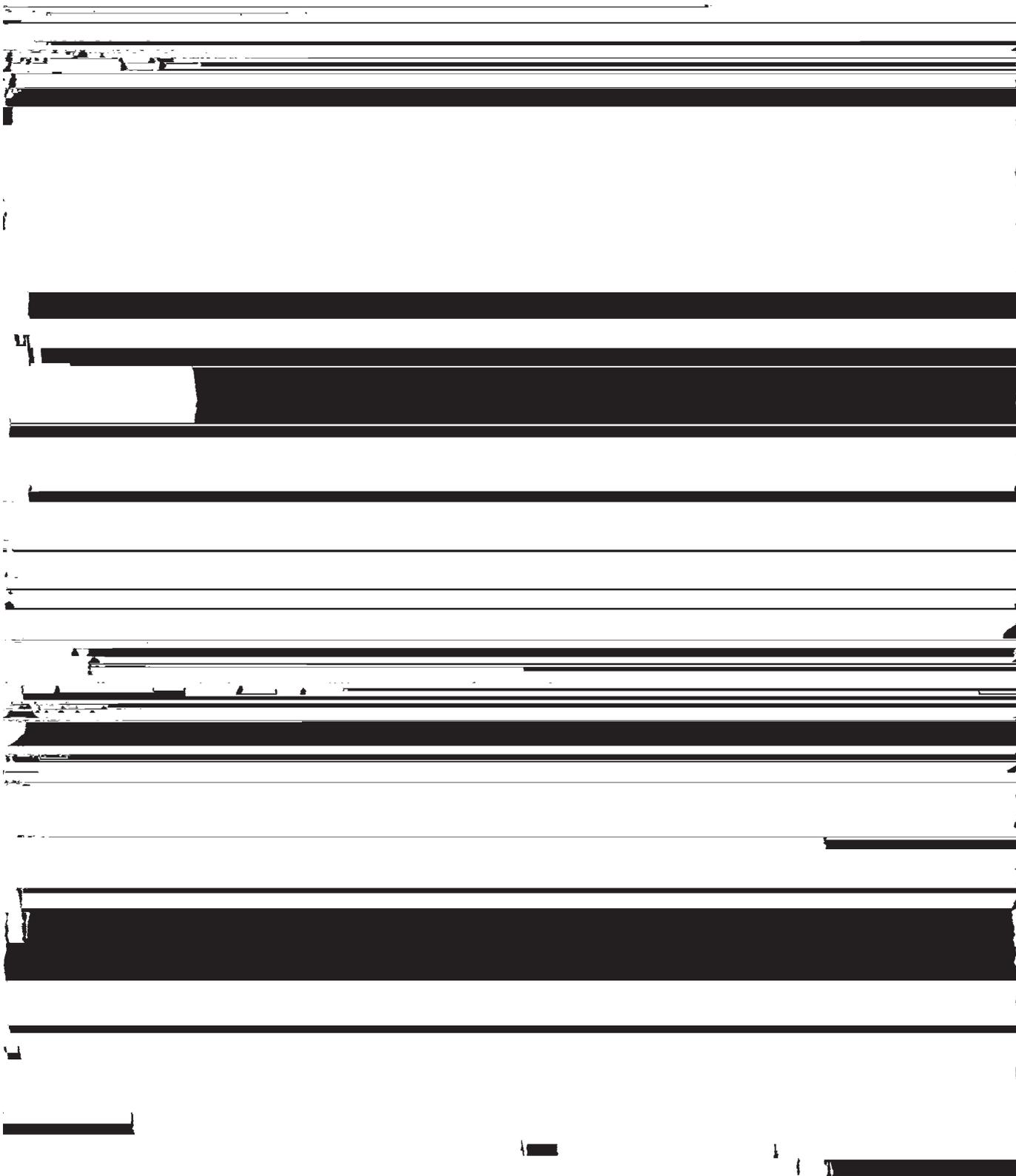
BANQUE CENTRALE DU CONGO



LE GOUVERNEUR

A handwritten signature or mark in black ink, located in the bottom right corner of the page. It appears to be a stylized, cursive letter, possibly 'A' or 'B', written in a fluid, personal style.

VI



Deogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO
Gouverneur

TABLE DES MATIERES

APERCU GENERAL	XVII
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	XVII
II. ENVIRONNEMENT INTERIEUR.....	XX
PREMIERE PARTIE EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2012	1
TITRE I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	3
CHAPITRE I PRODUIT INTERIEUR BRUT.....	6
I.1. EVOLUTION DES BRANCHES D'ACTIVITE ET CONTRIBUTION A LA CROISSANCE	8
CHAPITRE II PRIX INTERIEURS	26
II.1. INFLATION CALCULÉE PAR L'INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES (INS).....	26
II.2. INFLATION CALCULÉE PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)....	26
II.3. STRUCTURE DES PRIX DES CARBURANTS.....	29
CHAPITRE III EMPLOI ET SALAIRE	31
III.1. EMPLOI	31
III.2. SALAIRES	32
CHAPITRE IV DEVELOPPEMENT HUMAIN ET DEVELOPPEMENT DURABLE.....	33
IV.1. INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (IDH)	33
IV.2. DEVELOPPEMENT DURABLE	34
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I.....	39
TITRE II FINANCES PUBLIQUES.....	75
CHAPITRE I OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE.....	79
I.1. RECETTES	81
I.2. DEPENSES PUBLIQUES.....	85
I.3. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE.....	90
I.4. EVOLUTION COMPAREE DU SOLDE MENSUEL	90
CHAPITRE II OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE	92
II.1. RECETTES	92
II.2. DEPENSES	92
CHAPITRE III ANALYSE DES ARRIERES DE PAIEMENTS EN 2012	94
III.1. ANALYSE PAR NATURE DES DEPENSES.....	94
III.2. ANALYSE PAR FONCTION DES DEPENSES	95
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II.....	97
TITRE III RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	119
CHAPITRE I COMMERCE EXTERIEUR	122
I.1. COURS DE PRINCIPALES MATIERES PREMIERES.....	122
I.2. ECHANGES COMMERCIAUX	124
I.3. TERMES DE L'ECHANGE	125
CHAPITRE II POLITIQUE DE CHANGE	126
II.1. CADRE DE SUIVI DE LA POLITIQUE DE CHANGE	126
II.2. OBJECTIFS ET INSTRUMENT DE LA POLITIQUE DE CHANGE	126
II.3. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE CHANGE	127

CHAPITRE III	EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	132
III.1.	COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	132
III.2.	COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	138
III.3.	BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT	139
CHAPITRE IV	DETTE EXTERIEURE	140
IV.1.	NOUVEAUX ENGAGEMENTS	140
IV.2.	TIRAGES	140
IV.3.	RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS	141
IV.4.	STOCK DE LA DETTE	143
IV.5.	SERVICE DE LA DETTE	144
CHAPITRE V	DONATIONS EXTERIEURES	146
V.1.	ASSISTANCE MULTILATERALE	146
V.2.	ASSISTANCE BILATERALE	147
CHAPITRE VI	COOPERATION INTERNATIONALE ET REGIONALE	150
VI.1.	ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)	150
VI.2.	ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES (ABCA)	151
VI.3.	BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)	154
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III		155
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	179
CHAPITRE I	POLITIQUE MONETAIRE	182
I.1.	RAPPEL DU CADRE DE SUIVI	182
I.2.	CADRE OPERATIONNEL	182
I.3.	FACTEURS AUTONOMES DE LA LIQUIDITE ET REACTION DE LA POLITIQUE MONETAIRE	183
I.4.	EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE	190
CHAPITRE II	EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES	193
II.1.	EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE	193
II.2.	EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE	196
CHAPITRE III	MARCHE MONETAIRE	202
III.1.	EVOLUTION DES TRANSACTIONS	202
III.2.	COMPORTEMENT DES TAUX D'INTERET	205
CHAPITRE IV	DYNAMIQUE DE L'ACTIVITE BANCAIRE	209
IV.1.	EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS	209
IV.2.	EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES DEPOTS	215
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV		219
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	259
CHAPITRE I	PERSPECTIVES MONDIALES 2013-2014	261
I.1.	DANS LES PAYS AVANCES	261
I.2.	DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	262
I.3.	PRINCIPAUX RISQUES PESANT SUR L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2013 - 2015	263
CHAPITRE II	PERSPECTIVES INTERIEURES 2013-2014	264
II.1.	SECTEUR REEL	264
II.2.	SECTEUR PUBLIC	266
II.3.	SECTEUR EXTERIEUR	267
II.4.	SECTEUR MONETAIRE	269

DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....	271
TITRE I	ADMINISTRATION ET ACTIVITES DE LA BANQUE.....	273
CHAPITRE I	ADMINISTRATION	275
I.1.	LE CONSEIL DE LA BANQUE	275
I.2.	LE GOUVERNEUR	276
I.3.	STRUCTURES DE CONTROLE	276
CHAPITRE II	ACTIVITES DE LA BANQUE.....	278
II.1.	GESTION COURANTE.....	278
II.2.	PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES	283
II.3.	PERSONNEL	283
CHAPITRE III	CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE EN 2012	290
TITRE II	COMPTES DE LA BANQUE	297
CHAPITRE I	BILAN.....	300
I.1.	ACTIF	300
I.2.	PASSIF	302
CHAPITRE II	COMPTES DE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE 2012.....	304
II.1.	MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE.....	304
II.2.	MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE	304
II.3.	VALEUR AJOUTEE	305
II.4.	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	305
CHAPITRE III	OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO	306
LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES		309
I.1.	ETABLISSEMENTS DE CREDIT	311
I.2.	CAISSES D'EPARGNE.....	312
I.3.	INSTITUTIONS FINANCIERES SPECIALISES	313
I.4.	COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT	313
I.5.	LES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES.....	317
II.	INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE.....	317
III.	MESSAGERIES FINANCIERES.....	318
IV.	BUREAUX DE CHANGE	319
LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES.....		321

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2012	1
TITRE I	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	3
Tableau I.1	Taux de croissance réel de différents secteurs et de leurs composantes.....	9
Tableau I.2	Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut	10
Tableau I.3	Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB	22
Tableau I.4	Evolution mensuelle de l'inflation entre 2011 et 2012	26
Tableau I.5	Evolution annuelle des prix relatifs en 2012.....	28
Tableau I.6	Evolution mensuelle des taux d'inflation sous-jacente en 2012	28
Tableau I.7	IDH en 2012	33
Tableau I.8	IDH sur le plan mondial.....	33
Tableau I.9	Indices de santé en 2012	34
Tableau I.10	Indices d'éducation en 2012	34
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I		39
Tableau I.11	Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut.....	41
Tableau I.12	Utilisation du Produit Interieur Brut	42
Tableau I.13	Produit Interieur Brut.....	43
Tableau I.14	Produit national brut et revenu national.....	44
Tableau I.15	Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut	45
Tableau I.16	Contribution de différents secteurs au Produit intérieur Brut	46
Tableau I.17	Utilisation du Produit Intérieur Brut.....	47
Tableau I.18	Utilisation du Produit Intérieur Brut	48
Tableau I.19	Compte des opérations courantes de l'Etat	49
Tableau I.20	Compte de capital et financier de l'Etat.....	50
Tableau I.21	Formation brute de capital fixe	51
Tableau I.22	Compte extérieur de l'économie	52
Tableau I.23	Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages	53
Tableau I.24	Importations et estimation de la production commercialisée de principaux produits alimentaires	54
Tableau I.25	Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse.....	55
Tableau I.26	Production agro-industrielle	56
Tableau I.27	Production minière et métallurgique	57
Tableau I.28	Principales productions manufacturières	58
Tableau I.29	Industries des biens d'équipement et d'approvisionnement	59
Tableau I.30	Indice de la production des industries manufacturières	60
Tableau I.31	Production, exportation et consommation intérieure de ciment	61
Tableau I.32	Consommation de produits pétroliers.....	62
Tableau I.33	Production et consommation d'électricité par Province	63
Tableau I.34	Production et consommation d'eau et d'électricité	64
Tableau I.35	Activité de principaux organismes de transport	65
Tableau I.36	Marchandises manutentionnées dans les principaux ports.....	66
Tableau I.37	Communication téléphonique.....	67
Tableau I.38	Indice des prix de détail à Kinshasa	68
Tableau I.39	Indices des prix de détail à Kinshasa établi par la Banque Centrale du Congo	69
Tableau I.40	Indices des prix de détail à Kinshasa établi par la Banque Centrale du Congo	70
Tableau I.41	Variation des indices des prix à la consommation	71
Tableau I.42	Répartition par province des salariés affiliés à l'INSS	72
Tableau I.43	Effectifs des travailleurs de l'Administration Publique et du secteur privé.....	73
Tableau I.44	Salaire réel dans le secteur privé et dans l'Administration Publique	74

TITRE II	FINANCES PUBLIQUES	75
Tableau II.1	Opérations intégrées des Administrations publiques.....	80
Tableau II.2	Importance relative de différentes catégories des recettes	81
Tableau II.3	Structure des dépenses courantes par ministère et institution	89
Tableau II.4	Solde des opérations du cadre budgétaire.....	90
Tableau II.5	Opérations à financement extérieur spécifique	93
Tableau II.6	Arriérés de paiements par nature des dépenses	94
Tableau II.7	Arriérés de paiements par fonction des dépenses.....	95
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II.....		97
Tableau II.8	Importance relative des finances publiques dans l'économie	99
Tableau II.9	Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques	100
Tableau II.10	Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat	101
Tableau II.11	Recettes des Administrations Publiques	102
Tableau II.12	Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur	103
Tableau II.13	Recettes des impôts sur le commerce extérieur	104
Tableau II.14	Prévisions des recettes des impôts sur les revenus	105
Tableau II.15	Recettes des impôts sur les revenus	106
Tableau II.16	Prévisions des recettes des impôts sur biens et services	107
Tableau II.17	Recettes des impôts sur biens et services	108
Tableau II.18	Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution	109
Tableau II.19	Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution.....	110
Tableau II.20	Dépenses courantes de l'Etat par nature	111
Tableau II.21	Budget des dépenses en capital de l'Etat	112
Tableau II.22	Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat	113
Tableau II.23	Dépenses publiques en capital du cadre budgétaire Répartition par secteur.....	114
Tableau II.24	Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale	115
Tableau II.25	Couverture des besoins nets de financement de l'Etat.....	116
Tableau II.26	Tableau des opérations financières de L'ETAT-Programme.....	117
Tableau II.27	Tableau des opérations financières de l'Etat-Exécution.....	118
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES	119
Tableau III.1	Evolution du taux de change en 2012.....	128
Tableau III.2	Réserves internationales de la RDC.....	130
Tableau III.3	Composantes de la balance des paiements	132
Tableau III.4	Structure des exportations.....	134
Tableau III.5	Exportations des produits miniers et hydrocarbures	135
Tableau III.6	Structure des importations	136
Tableau III.7	Répartition des opérations sur les services	137
Tableau III.8	Evolution des opérations sur les revenus.....	138
Tableau III.9	Evolution des transferts courants	138
Tableau III.10	Evolution du compte de capital et d'opérations financières	139
Tableau III.11	Nouveaux emprunts en 2012	140
Tableau III.12	Tirages en 2012	141
Tableau III.13	RDC - Stock de la dette en 2012	144
Tableau III.14	Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2012	145
Tableau III.15	Evolution du Service de la dette par groupes de créanciers de 2008 à 2012.....	145
Tableau III.16	Provenance des donations extérieures d'origine publique	148
Tableau III.17	Types de donations d'origines multilatérales	149
Tableau III.18	Types de donations d'origines bilatérales	149
Tableau III.19	Pays ayant défendu leur politique commerciale en 2012.....	150
Tableau III.20	Evaluation des critères en 2012.....	153

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III.....	155
Tableau III.21	Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise .. 157
Tableau III.22	Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise... 158
Tableau III.23	Evolution des indices des cours des matières premières 159
Tableau III.24	Répartition des exportations par principaux pays de destination 160
Tableau III.25	Répartition des importations par principaux pays fournisseurs 161
Tableau III.26	Balance commerciale 162
Tableau III.27	Evolution des termes de l'échange 163
Tableau III.28	Cours interbancaires des devises 164
Tableau III.29	Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles 165
Tableau III.30	Composition des Réserves de change de la RDC 166
Tableau III.31	Composition des Réserves de change de la RDC 167
Tableau III.32	Balance générale des paiements 168
Tableau III.33	Solde de la balance générale des paiements 169
Tableau III.34	Balance générale des paiements 170
Tableau III.35	Solde de la balance générale des paiements 171
Tableau III.36	Balance des paiements 2012 selon le format F.10 du FMI 172
Tableau III.37	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par groupe d'entreprises..... 173
Tableau III.38	Répartition des paiements d'importation de marchandises par mode de financement 174
Tableau III.39	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit 175
Tableau III.40	Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisations 176
Tableau III.41	Dettes extérieures 177
Tableau III.42	Dettes extérieures 178
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT 179
Tableau IV.1	Les facteurs de liquidité bancaire en 2012 183
Tableau IV.2.	Comportement des facteurs autonomes..... 184
Tableau IV.3	Comportement des facteurs institutionnels ¹ 185
Tableau IV.4	Fréquence des modifications du taux directeur en 2012..... 187
Tableau IV.5	Contribution des BTR à la régulation de la liquidité 189
Tableau IV.6	Composantes de la base monétaire 194
Tableau IV.7	Composantes de la masse monétaire..... 197
Tableau IV.8.	Contreparties de la masse monétaire..... 198
Tableau IV.9	Evolution de l'encours des BTR en 2012 204
Tableau IV.10	Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers 214
Tableau IV.11	Encours des dépôts par catégorie de déposants 215
Tableau IV.12	Evolution des dépôts à vue et à terme 216
Tableau IV.13	Evolution des dépôts en monnaie nationale et en devises 217
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV.....	219
Tableau IV.14	Situation des institutions de dépôts 221
Tableau IV.15	Situation des institutions de dépôts..... 222
Tableau IV.16	Situation des institutions de dépôts en 2012 223
Tableau IV.17	Situation des institutions de dépôts en 2012 224
Tableau IV.18	Liquidités monétaires..... 225
Tableau IV.19	Liquidités monétaires en 2012 226
Tableau IV.20	Origine des variations de la masse monétaire 227
Tableau IV.21	Origine des variations de la masse monétaire 228
Tableau IV.22	Origine des variations de la masse monétaire en 2012 229
Tableau IV.23	Origine des variations de la masse monétaire en 2012 230
Tableau IV.24	Ventilation des émissions monétaires en francs congolais 231
Tableau IV.25	Ventilation des dépôts bancaires à vue par secteur d'activités, catégories de déposants et province 232

Tableau IV.26	Ventilation des dépôts bancaires à terme par secteur d'activités, catégories de déposants, province et échéance	233
Tableau IV.27	Crédits aux entreprises et aux particuliers	234
Tableau IV.28	Crédits aux entreprises et aux particuliers	235
Tableau IV.29	Ventilation des crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité	236
Tableau IV.30	Ventilation des crédits bancaires à décaissement par branche d'activité	237
Tableau IV.31	Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité.....	238
Tableau IV.32	Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits	239
Tableau IV.33	Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit par branche d'activité	240
Tableau IV.34	Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo	241
Tableau IV.35	Situation monétaire de la banque centrale du congo en 2012	242
Tableau IV.36	Situation monétaire des autres institutions de dépôts	243
Tableau IV.37	Situation monétaire d'autres institutions de dépôts en 2012.....	244
Tableau IV.38	Réserves de la Banque Centrale du Congo	245
Tableau IV.39	Réserves de la Banque Centrale du Congo	246
Tableau IV.40	Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2012	247
Tableau IV.41	Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2012.....	248
Tableau IV.42	Evolution des opérations d'adjudication du Billet de trésorerie	249
Tableau IV.43	Evolution des opérations d'adjudication du Billet de Trésorerie	250
Tableau IV.44	Différents taux d'intérêt appliqués par le système bancaire	251
Tableau IV.45	Différents taux d'intérêt appliqués par le système bancaire	252
Tableau IV. 46	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires..	253
Tableau IV.47	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires en 2012	254
Tableau IV. 48	Situation résumée de la Société Financière de Développement	255
Tableau IV.49	Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances	256
Tableau IV.50	Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances	257
Tableau IV.51	Evolution de la base monétaire sens strict	258
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	259
Tableau V.1	Contribution à la croissance	265
Tableau V.2	Projection de la balance des paiements	268
DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....	271
TITRE I	ADMINISTRATION ET ACTIVITES DE LA BANQUE.....	273
Tableau I.1	Evolution des personnes à charge de la Banque Centrale du Congo	284
Tableau I.2	Repartition du personnel de la Banque par niveau d'études.....	285
Tableau I.3	Personnel formé à l'intérieur du pays.....	286
Tableau I.4.	Personnel formé à l'extérieur du pays	287
Tableau I.5	Répartition des stagiaires par Direction en 2012	289
Tableau I.6	Répartition des stagiaires par provenance en 2012	289
TITRE II	COMPTES DE LA BANQUE	297
Tableau II.1	Avoirs de la Banque	301
Tableau II.2	Engagements de la Banque.....	303
Tableau II.3	Tableau de formation du résultat	305

LISTE DES GRAPHIQUES

	Graphique i.1 Evolution de la croissance mondiale	XVIII
PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2012	1
TITRE I	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	3
Graphique I.1	Croissance du PIB et du revenu réel par habitant.....	6
Graphique I.2	Croissance économique, chômage et IDH	7
Graphique I.3	Contribution de principales branches d'activité à la croissance du PIB	8
Graphique I.4	Evolution des indices de production agricole globale et de production agricole d'exportation	11
Graphique I.5	Indices des productions minières, métallurgiques et du pétrole brut.....	13
Graphique I.6	Production de cuivre et de cobalt.....	14
Graphique I.7	Production de diamant.....	15
Graphique I.8	Production de pétrole brut.....	15
Graphique I.9	Evolution mensuelle des indices de production et de consommation du ciment.....	16
Graphique I.10	Indice de production des biens de consommation	17
Graphique I.11	Evolution des indices de production d'eau et d'électricité.....	18
Graphique I.11	Croissance économique et principales composantes de la demande globale... 22	
Graphique I.13	Contribution des composantes de la demande globale à la croissance du PIB réel.....	23
Graphique I.14	Evolution des taux d'inflation mensuel, annualisé et en glissement annuel	27
Graphique I.15	Evolution de l'inflation sous-jacente	29
Graphique I.16	Evolution des prix des produits pétroliers.....	29
Graphique I.17	Evolution de la consommation privée et du chômage.....	32
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES.....	75
Graphique II.1	Importance relative des opérations du cadre budgétaire	78
Graphique II.2	Evolution du solde budgétaire	79
Graphique II.3	Situation intégrée des opérations des administrations publiques	80
Graphique II.4	Importance de différentes catégories des recettes	83
Graphique II.5	Structure des dépenses publiques	86
Graphique II.6	Evolution mensuel du solde budgétaire en 2011 et 2012.....	91
Graphique II.7	Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur.....	93
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	119
Graphique III.1	Indice des cours de principaux produits exportés.....	122
Graphique III.2	Cours de cuivre sur les marchés mondiaux.....	123
Graphique III.3	Cours de zinc et de cobalt sur le marché de Londres.....	123
Graphique III.4	Cours de principaux produits végétaux exportés	124
Graphique III.5	Evolution des termes de l'échange	125
Graphique III.6	Evolution des interventions de la BCC sur le marché des changes en 2012	127
Graphique III.7	Evolution des taux de change indicatif et parallèle.....	128
Graphique III.8	Evolution des transactions sur le marché des changes.....	129
Graphique III.9	Composition des réserves internationales en 2012.....	131
Graphique III.10	Soldes des composantes de la balance des paiements	133

TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	179
Graphique IV.1	Evolution du taux directeur de 1967 à 2012	186
Graphique IV.2	Taux directeur	187
Graphique IV.3	TMP nominal des BTR et taux d'intérêt réels	188
Graphique IV.4	Encours des BTR	189
Graphique IV.5	Evolution du coefficient de la réserve obligatoire depuis 1993	190
Graphique IV.6	Objectifs de la politique monétaire	191
Graphique IV.7	Evolution de long terme du taux d'inflation	192
Graphique IV.8	Evolution de la base monétaire.....	194
Graphique IV.9	Evolution des avoirs extérieurs nets en 2012	195
Graphique IV.10	Evolution des avoirs intérieurs nets en 2012	196
Graphique IV.11	Evolution de la masse monétaire	197
Graphique IV.12	Evolution des avoirs extérieurs nets	199
Graphique IV.13	Evolution des avoirs intérieurs nets.....	200
Graphique IV.14	Evolution du multiplicateur	201
Graphique IV.15	Volume des transactions sur le marché monétaire.....	202
Graphique IV.16	Evolution mensuelle des facilités permanentes	203
Graphique IV.17	Volume mensuel des transactions interbancaires	204
Graphique IV.18	Volume mensuel des ventes des billets de trésorerie	205
Graphique IV.19	Taux d'intérêt de la BCC et du marché interbancaire	206
Graphique IV.20	Taux d'intérêt des banques commerciales.....	207
Graphique IV.21	Taux d'intérêt réels	208
Graphique IV.22	Variation de l'encours des crédits.....	209
Graphique IV.23	Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire	210
Graphique IV.24	Structure des crédits par terme	211
Graphique IV.25	Allocation sectorielle des crédits à court et moyen termes	212
Graphique IV.26	Structure des crédits suivant la monnaie de règlement	213
Graphique IV.27	Structure des crédits d'engagement.....	214
Graphique IV.29	Encours de Dépôts en milliards de CDF et en devises en 2012	217
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	259
Graphiques V.1	Contribution sectorielle à la croissance du PIB	264

AVERTISSEMENT

Les signes conventionnels et sigles suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	non disponible
-	nul
p	provisoire
e	estimation
r	rectifié
a	chiffre inférieur à l'unité
n.d.a.	chiffre non déterminé ailleurs
t	tonne
tm	tonne métrique
m ³	mètre cube
brl.	baril
c.s.	cotation suspendue
n.c.	non communiqué
XDR (DTS)	Droit de Tirage Spécial
USD	Dollar des Etats-Unis
(CDF) (FC)	Franc Congolais
Cc	Centime congolais
Cts	Cents
PIR	Programme Intérimaire Renforcé du Gouvernement
PEG	Programme Economique du Gouvernement
BTR	Billet de trésorerie
PRC	Programme Relais de Consolidation
PSSF	Programme Suivi par les Services du Fonds
ME	Monnaies Etrangères
MN	Monnaie Nationale
BCM	Banques Créatrices de Monnaie
TMP	Taux d'intérêt Moyen Pondéré
IMF	Institution de Micro-Finance
PGAI	Plate-forme pour la Gestion de l'Aide Internationale et des Investissements
REDD +	Réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts
XAF	Franc CFA

APERCU GENERAL

L'économie mondiale a été marquée en 2012 par le durcissement des mesures d'austérité budgétaire dans les économies avancées, avec pour effet direct le ralentissement de la croissance et l'aggravation des risques sur la stabilité financière. En dépit de cet environnement morose, la croissance économique mondiale est demeurée robuste, soutenue principalement par les économies émergentes.

En ce qui concerne la République Démocratique du Congo, le cadre macroéconomique est demeuré stable. En effet, la croissance économique s'est accélérée, impulsée essentiellement par le secteur des mines et hydrocarbures, dont la demande des pays émergents est restée robuste. En matière des prix intérieurs, le taux d'inflation a nettement reculé comparativement à l'année précédente à la faveur d'une meilleure coordination des politiques macroéconomiques.

S'agissant particulièrement de la politique monétaire, elle a été sensiblement assouplie et s'est traduite par la réalisation de toutes les cibles au cours de l'année sous revue.

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance économique dans le monde

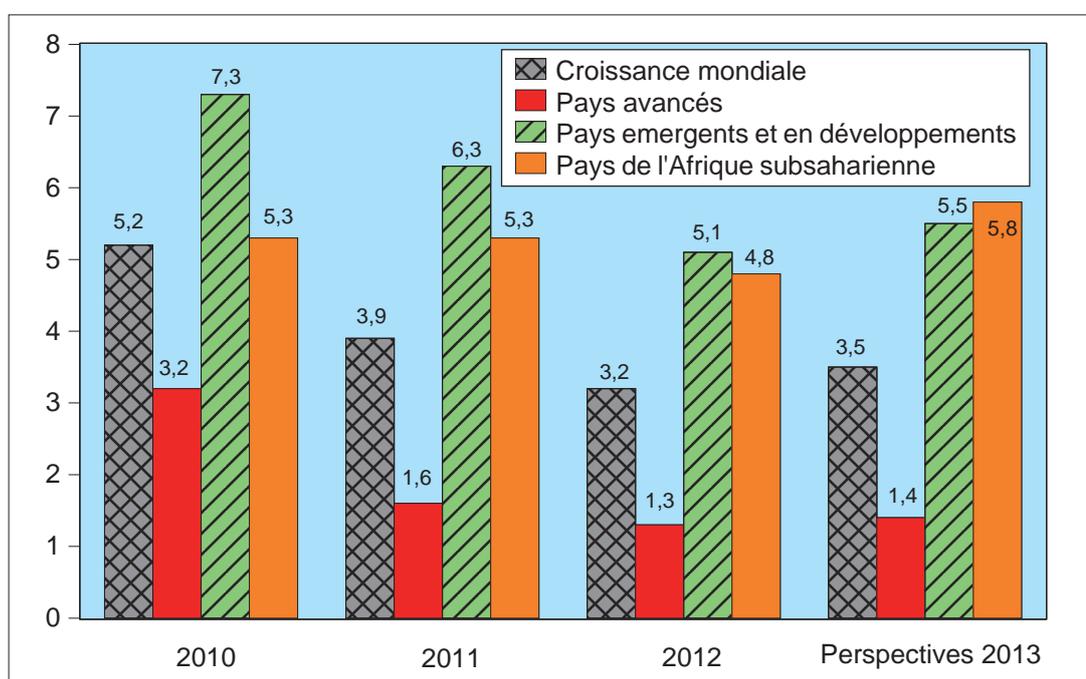
Le renforcement des mesures d'austérité budgétaire dans les économies avancées a induit le ralentissement de la croissance de l'économie mondiale et l'aggravation des risques sur la stabilité financière. L'Europe, épicerie du déséquilibre mondial, est demeurée au cœur des préoccupations de la communauté internationale. La nécessité de son ajustement budgétaire en vue d'assurer la viabilité de sa dette à moyen terme, s'est avéré indispensable pour restaurer la stabilité financière internationale et améliorer les perspectives de la croissance mondiale.

Dans ce contexte, après avoir faibli en 2011 à 3,9 % revenant de 5,2 % une année plus tôt, la croissance s'est établie à 3,2 % en 2012. Toutefois, une analyse-infra annuelle de l'évolution de la croissance mondiale en 2012 permet de noter ce qui suit :

- *au premier trimestre* : amélioration soutenue de la croissance due, d'une part, aux efforts de redressement de la confiance, déployés par la Banque Centrale Européenne (BCE) et les Pouvoirs Publics et, d'autre part, à la vigueur de la croissance dans les pays émergents ;

- *au deuxième trimestre* : poursuite des évolutions observées au premier trimestre, en dépit de la persistance des signes de faiblesses dans certaines économies ;
- *au troisième trimestre* : accélération de la croissance sous l'impulsion des pays émergents où l'activité s'est redressée plus ou moins comme prévu et des États-Unis où la croissance a été supérieure aux prévisions ;
- *au quatrième trimestre* : recul de l'activité mondiale, principalement, à la suite de la décélération de la production industrielle et du commerce mondial.

Graphique i.1 Evolution de la croissance mondiale
(en pourcentage)



Source : Perspectives économiques mondiales du FMI.

De nombreuses banques centrales ont poursuivi des politiques monétaires accommodantes afin de créer des conditions de relance du crédit et de l'investissement. Parallèlement, certains Etats ont recouru notamment à des financements importants à l'effet de stimuler la demande intérieure et de soutenir la croissance.

Par ailleurs, l'inflation dans les économies avancées a enregistré un recul de 0,8 point de pourcentage et s'est situé à 1,9 %, en dépit des politiques monétaires expansionnistes appliquées. Pour les pays émergents et en développement, elle est tombée à 6,1 % contre 7,2 % en 2011.

1.2. Evolution de la croissance par région

- **Zone euro**

La Zone euro a été frappée par une récession économique. En effet, partie d'un niveau de 1,4 % en 2011, la croissance économique a chuté à -0,4 % en 2012. Cette situation s'explique par la contraction de la demande intérieure suite aux mesures d'ajustement budgétaire et à l'insuffisance des réformes budgétaires dans un contexte d'aggravation des tensions sur les marchés financiers.

Les efforts de rééquilibrage budgétaire étant importants, l'action de la BCE, au travers des opérations de refinancement à long terme, a permis néanmoins d'améliorer en partie la situation financière et de redresser la confiance des marchés.

- **Etats-Unis**

La croissance économique s'est accélérée en 2012, s'établissant à 2,3 % contre 1,8 % en 2011. Cette situation relève d'une politique monétaire accommodante de la Fed via ses interventions directes sur le marché des titres, d'une part, et de la baisse des rendements à long terme due à la recherche de valeurs refuges, d'autre part.

- **Chine et Japon**

L'activité économique en Chine a décliné de 1,5 point de pourcentage entre 2011 et 2012, se situant à 7,8 %. Il sied de souligner que le financement de grands travaux par le Gouvernement a substantiellement concouru à soutenir la croissance.

S'agissant du Japon, il est sorti de la récession économique. En effet, la mise en oeuvre des réformes visant notamment un assouplissement quantitatif agressif, un objectif d'inflation positive et, une relance budgétaire, etc a stimulé la croissance qui s'est chiffrée à 2,0 % en 2012.

- **Pays émergents et en développement**

En dépit du ralentissement observé, la croissance économique de ces pays est demeurée robuste en 2012. Elle s'est située à 5,1 % contre 6,3 % en 2011. Ce ralentissement tient, en partie, de la détérioration de la conjoncture extérieure et de la baisse de la demande intérieure suite à des contraintes de capacités de production et au durcissement de la politique économique.

- **Afrique subsaharienne**

Les économies de cette zone ont su maintenir leur résilience face à la baisse de l'activité économique dans les économies avancées, ne perdant que 0,5 point de pourcentage par rapport à 2011. Le maintien des cours de produits de base à des niveaux satisfaisants couplé à de bonnes politiques macroéconomiques mises en place ont permis de dégager un taux de croissance de 4,8 %.

1.2.1. Marché des produits de base

Les cours de principales matières premières, quoi qu'en baisse, se sont maintenus à des niveaux élevés. Cette situation s'explique par le maintien de la demande privée des pays émergents à des niveaux satisfaisants.

II. ENVIRONNEMENT INTERIEUR

L'activité économique en République Démocratique du Congo a poursuivi son expansion, dans un contexte de ralentissement de la croissance économique mondiale. En effet, le taux de croissance du PIB s'est établi à 7,2 % contre 6,9 % l'année précédente. Cette croissance a été impulsée par la performance des secteurs des mines, du commerce de gros et de détail, des bâtiments et travaux publics ainsi que de l'agriculture.

Sur le marché des biens et services, il a été enregistré un taux d'inflation de 2,72 % sur l'ensemble du territoire national face à un niveau programmé de 9,90 % retenu dans le cadre du Programme Economique du Gouvernement. Ce taux d'inflation est sensiblement faible en comparaison à ceux observés dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne.

Les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un excédent budgétaire représentant 2,5 % du PIB. Ce solde résulte essentiellement d'importants ajustements à la baisse des dépenses budgétaires dont le taux d'exécution n'a atteint que 51,0 %. Ce faible taux d'exécution des dépenses publiques est partiellement expliqué par l'adoption tardive du budget 2012 qui a retardé la planification des projets, le lancement des marchés publics et les engagements financiers.

En ce qui concerne le secteur extérieur, il s'est observé la poursuite de la stabilité de la monnaie nationale sur le marché des changes. La balance des paiements s'est sensiblement améliorée suite au bon comportement du compte capital et opérations financières. Cette situation a induit des flux importants des devises ayant conduit l'autorité monétaire à accroître ses interventions à l'achat des devises.

Au plan monétaire, la Banque Centrale du Congo a poursuivi l'assouplissement de sa politique. Elle a revu successivement à la baisse son principal taux de référence, lequel est passé de 20,0 % à fin décembre 2011 à 4,0 % à fin décembre 2012. Néanmoins, dans le cadre de sa stratégie de prudence, elle a maintenu le coefficient de la réserve obligatoire à 7,0 % dans un contexte de flexibilité du Billet de trésorerie.

Cette orientation stratégique, laquelle a bénéficié du renforcement de la coordination des politiques macroéconomiques, s'est traduite par la réalisation de toutes les cibles de la politique monétaire au cours de la période sous revue. En effet, les prix à la consommation ont connu un ralentissement notable. Aussi, l'offre de monnaie est globalement demeurée sous contrôle. En effet, le stock monétaire et la base monétaire ont été contenus en deçà de leurs cibles annuelles.

PREMIERE PARTIE
EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE
ET FINANCIERE EN 2012

TITRE I

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE



L'activité économique en République Démocratique du Congo s'est caractérisée, en 2012, par la poursuite de son expansion, dans un contexte d'austérité et de reprise hésitante de l'économie mondiale. Le taux de croissance du PIB, initialement estimé à 6,7 %, s'est confirmé à 7,2 %, venant de 6,9 % l'année précédente. Ce niveau de croissance, nettement supérieur à la moyenne africaine de 4,8 %, traduit la vigueur de l'activité économique. Cette croissance a été impulsée par la performance du secteur minier, du commerce de gros et de détail, des bâtiments et travaux publics et de l'agriculture.

Néanmoins, l'analyse de la qualité de cette croissance met en lumière sa nature faiblement inclusive. En effet, elle reste caractérisée notamment par sa faible capacité à générer des emplois et à distribuer des revenus susceptibles de réduire sensiblement la pauvreté. Le PIB par habitant a atteint 250,6 USD en valeur nominale en 2012 contre 225,2 USD et 190,6 USD respectivement en 2011 et 2010.

Sur le marché des biens et services, il s'est observé un ralentissement notable du rythme de formation des prix intérieurs, en dépit de pressions inflationnistes survenues au premier mois de l'année lors de l'instauration de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). En effet, les prix intérieurs ont connu une progression de 2,72 % sur l'ensemble du territoire national face à un niveau programmé de 9,90 % retenu dans le cadre du Programme Economique du Gouvernement. Ce taux d'inflation est sensiblement faible en comparaison à ceux observés dans la plupart des pays de l'Afrique Subsaharienne.

S'agissant du développement humain, il y a lieu de noter que le Rapport publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) classe la RDC à la 186^{ème} place avec un IDH de 0,304 sur un total de 187 pays pris pour échantillon.

CHAPITRE I

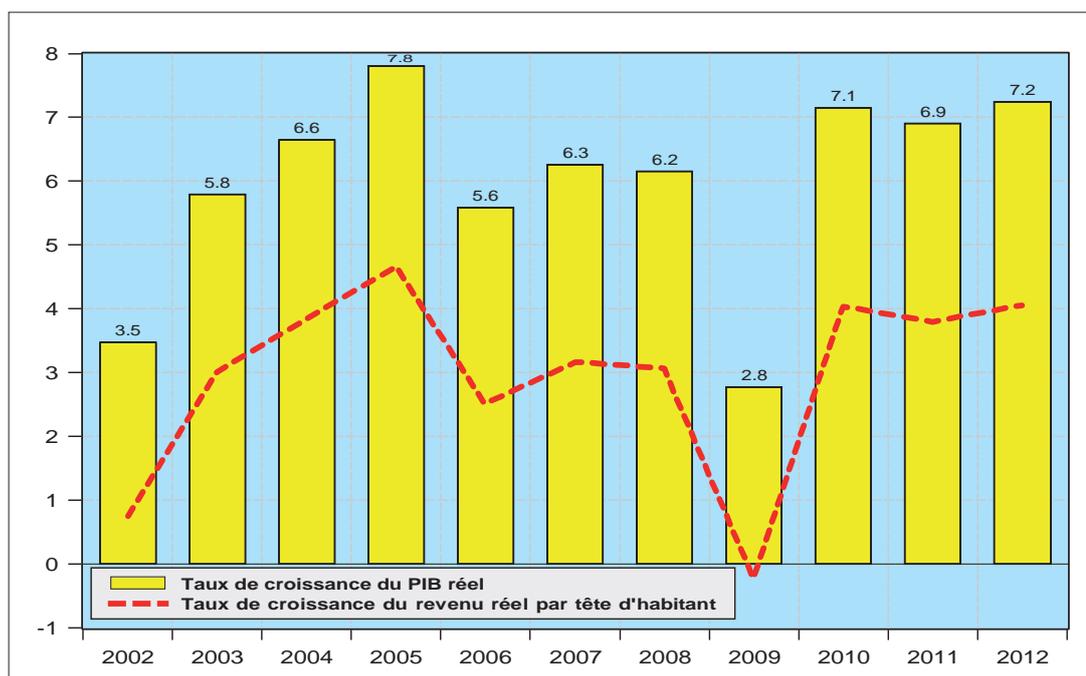
PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'environnement économique de la République Démocratique du Congo a été globalement caractérisé, en 2012, par la consolidation de la reprise de l'activité économique, en dépit d'un contexte international difficile. En effet, le taux de croissance économique a été estimé à 7,2 % en 2012 contre 6,9 % réalisé en 2011. Cette évolution de la croissance traduit la vigueur de l'activité économique.

Considérant l'approche par l'offre, l'activité économique est restée soutenue par le dynamisme affiché dans les secteurs des Mines, du Commerce, de l'Agriculture ainsi que des Bâtiments et travaux publics. Du point de vue de l'approche par la demande, cette croissance est tirée essentiellement par l'absorption.

Graphique I.1 Croissance du PIB et du revenu réel par habitant

(en pourcentage)



Source : Banque centrale du Congo.

Encadré I.1 De l'inclusivité de la croissance économique en RDC

La croissance inclusive constitue une nouvelle orientation à donner au développement économique en Afrique. L'enjeu est de générer une croissance qui offre davantage de possibilités de développement socio-économique au plus grand nombre de personnes, avec une attention particulière aux groupes vulnérables. Il s'agit de mettre l'accent non seulement sur le taux mais encore sur le type de croissance.

La croissance inclusive peut ainsi s'articuler autour de trois axes : une croissance reposant sur une base large d'acteurs, une forte création d'emplois productifs, une attention portée aux groupes défavorisés (jeunes, femmes et populations rurales).

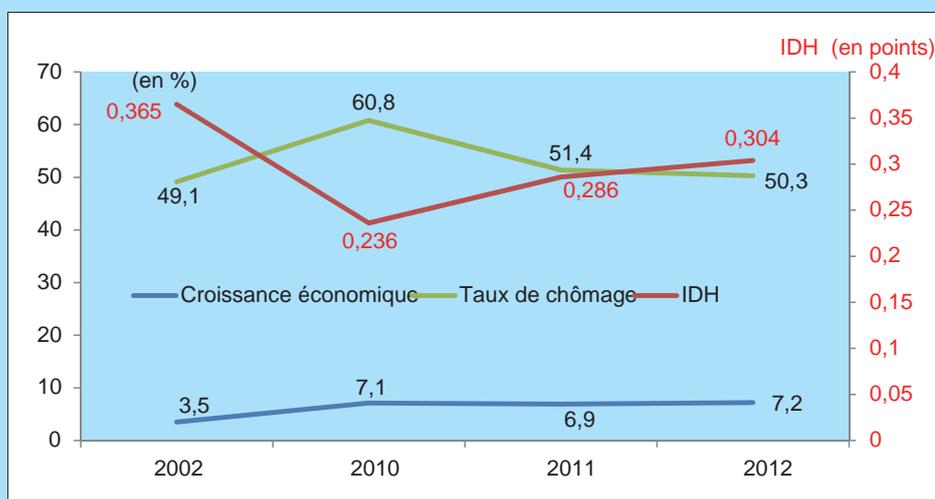
En dépit d'une forte croissance économique au cours de dernières années et des perspectives optimistes, la RDC continue à faire face aux défis majeurs de réduction de la pauvreté et de lutte contre les inégalités que seule une croissance inclusive aiderait à remédier.

Il convient de rappeler qu'après la morosité économique des décennies 1980-1990, la RDC a marqué un redressement significatif qui s'est traduit par une forte croissance de son PIB réel, à la faveur, d'une part, du changement d'orientation en matière de politique économique intervenu au début de l'année 2001 et, d'autre part, de la reprise de la coopération avec les Institutions financières multilatérales. Celui-ci a augmenté de 5,3 % en moyenne entre 2001 et 2012, largement supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Néanmoins, ce taux de croissance demeure encore inférieur à celui souhaité comparativement au potentiel du pays.

En effet, face aux enjeux du développement, cette croissance s'est avérée en partie inefficace du point de vue de la réduction de la pauvreté et de la création des emplois adéquats pour la majorité de la population. L'analyse de la qualité de cette croissance a mis en lumière sa nature faiblement inclusive.

A titre illustratif, la croissance économique poursuit sa trajectoire à la hausse observée au cours des dix dernières années, mais ne s'accompagne pas d'une création d'emplois suffisante susceptible de réduire sensiblement le taux de chômage moyen, lequel reste élevé autour de 50,0 % de la population active. Par ailleurs, en dépit d'une hausse de l'IDH, son niveau demeure toujours très faible, soit 0,3.

Graphique I.2 Croissance économique, chômage et IDH



Source : Banque Centrale du Congo.

Il convient de relever que l'absence de la création d'emplois peut s'expliquer par les faits suivants :

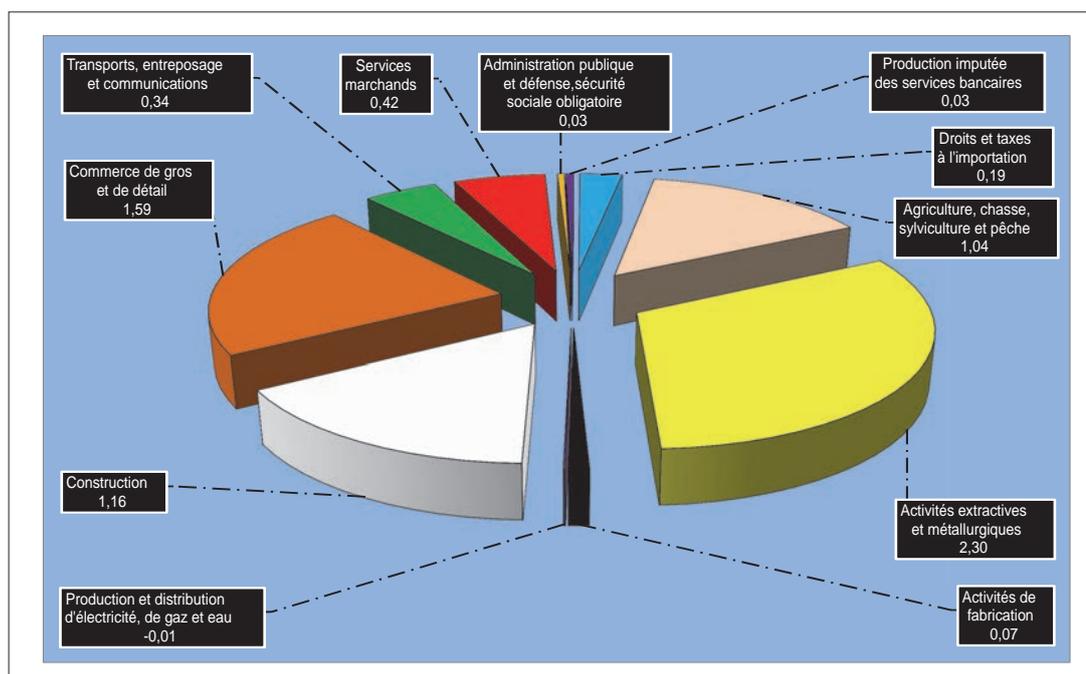
- ▶ la croissance a été essentiellement impulsée par les secteurs minier, du commerce, et de construction sans qu'elle puisse s'intéresser aux secteurs structurants tels que l'agriculture et la manufacture qui couvrent souvent un large segment de la population ;
- ▶ les opportunités économiques générées par la croissance de la dernière décennie ont été essentiellement saisies par de grandes entreprises sans un essor significatif des petites structures du secteur privé telles que les micro, petites et moyennes entreprises et sans un accroissement considérable de leur savoir-faire, ni de la création d'emplois productifs locaux ;
- ▶ malgré les efforts fournis au cours des dernières années, de fortes disparités entre les hommes et les femmes persistent dans plusieurs domaines comme l'accès à l'éducation, à la santé et aux opportunités économiques.

I.1. EVOLUTION DES BRANCHES D'ACTIVITE ET CONTRIBUTION A LA CROISSANCE

Selon l'évolution des composantes du PIB par branche d'activités, la vitalité de la croissance en 2012 résulte notamment de la performance affichée dans les industries extractives, le commerce de gros et de détail, la construction ainsi que l'agriculture.

Graphique I.3 Contribution de principales branches d'activité à la croissance du PIB

(en points de pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Nonobstant la baisse de leur contribution à la croissance en 2012, les industries extractives sont demeurées dynamiques avec 2,2 points de pourcentage contre 2,4 points en 2011. Cette évolution est attribuable notamment (i) à la demande persistante des pays émergents, entraînant le maintien, à des niveaux élevés, des cours des matières premières sur le marché mondial, et (ii) au passage à l'étape d'exploitation pour certaines entreprises, après les investissements réalisés.

Tableau I.1 Taux de croissance réel de différents secteurs et de leurs composantes
(en points de pourcentage)

SECTEURS D'ACTIVITE	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011(p)	2012(e)
I. Secteur des biens	4,6	6,6	7,2	3,7	3,5	4,7	3,5	8,2	6,9	7,1
1.Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et chasse	1,2	0,6	2,9	3,2	3,2	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
2.Activités extractives et métallurgiques	13,2	16,4	13,6	0,9	2,5	11,4	2,5	24,6	15,7	13,7
3.Activités de fabrications	-3,3	24,0	5,6	0,9	5,1	2,7	1,4	1,6	1,8	2,0
4. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	8,3	-7,4	1,7	4,3	1,8	-4,9	-1,6	0,8	-2,7	-1,3
5. Construction	23,8	22,5	24,1	13,2	5,4	3,8	9,1	9,4	10,3	13,0
II. Secteur des services	8,0	7,5	8,7	9,1	11,1	9,8	2,4	4,1	5,5	7,2
1.Commerce de gros et de détail	3,5	5,7	9,9	8,9	13,1	12,3	4,3	4,4	5,3	7,8
2.Transports, entreposage et communications	27,8	11,3	10,1	12,5	10,9	8,4	2,9	5,0	5,7	5,8
3.Services marchands	6,2	8,1	8,5	7,5	6,9	4,8	3,5	3,1	6,9	7,2
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	14,4	11,6	-3,5	5,8	6,2	4,2	-23,0	0,1	0,3	2,6
Droits et taxes à l'importation	4,7	11,5	13,7	14,0	19,0	15,4	8,5	12,5	17,9	5,5
Produit Intérieur Brut	5,8	6,6	7,8	5,6	6,3	6,2	2,8	7,1	6,9	7,2

Source : Banque centrale du Congo.

La croissance a également bénéficié de l'apport non négligeable des branches du commerce de gros et de détail qui ont contribué pour 1,6 point de pourcentage contre 1,1 point en 2011. Cette évolution a résulté des effets induits du bon comportement des mines, de l'amélioration des infrastructures tant routières qu'immobilières, dans le cadre de la modernisation du pays ainsi que des mesures douanières visant à désengorger systématiquement les ports de Matadi et de Boma.

Le regain d'activité observé dans le secteur des Bâtiments et Travaux Publics, avec une contribution à la croissance de 1,1 point de pourcentage contre 0,9 point l'année précédente, a été principalement impulsé par la poursuite de grands travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures de base et de modernisation.

La contribution à la croissance du secteur agricole, représentant 1,2 point de pourcentage contre 1,1 point en 2011, tient notamment de la réhabilitation des infrastructures routières et du financement des projets par la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement dans le cadre de la relance de certaines cultures d'exportation.

Tableau I.2 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(en pourcentage aux prix de 2000)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1. AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE et PÊCHE	6,5	9,9	4,4	15,6	23,6	20,6	18,8	40,6	15,8	15,7	14,5
2. INDUSTRIES	54,3	44,8	62,3	46,9	21,5	16,1	30,0	39,8	57,9	49,0	49,1
1. Activités extractives et métallurgiques	30,3	25,6	29,7	22,9	2,1	5,4	23,7	12,1	45,9	35,3	32,0
2. Activités de fabrications	8,0	-2,4	13,9	3,2	0,7	3,4	1,8	2,0	0,9	1,0	1,0
3. Production et distribution d'électricité, de gaz et eau	0,7	1,3	-1,0	0,2	0,6	0,2	-0,6	-0,4	0,1	-0,2	-0,1
4. Construction	15,2	20,3	19,6	20,6	18,2	7,1	5,0	26,2	11,1	12,9	16,2
3. SERVICES	42,1	41,5	34,4	34,5	50,6	57,2	53,5	30,6	19,9	26,6	33,2
1. Commerce de gros et de détail	9,1	11,0	15,3	22,4	28,8	38,8	39,5	32,2	13,1	15,9	22,2
2. Transports, entreposage et communications	21,2	19,7	8,4	6,7	11,8	9,8	8,0	6,3	4,2	4,8	4,7
3. Services marchands (1)	9,9	6,2	7,1	6,4	8,0	6,7	4,7	7,6	2,6	5,8	5,8
- dont services financiers	13,8	-10,0	8,8	0,3	0,4	0,3	0,3	4,2	0,1	-4,2	0,0
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	1,9	4,7	3,5	-0,9	2,0	1,9	1,3	-15,5	0,0	0,1	0,4
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	102,9	96,2	101,0	97,0	95,7	93,9	102,4	111,0	93,5	91,3	96,8
Production imputée des services bancaires	-11,2	2,2	-4,4	-0,6	-1,1	-1,0	-8,9	-19,7	1,2	0,5	0,5
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	8,3	1,6	3,4	3,6	5,4	7,1	6,6	8,7	5,3	8,2	2,7
Produit intérieur brut au prix du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Y compris les hôtels et restaurants.

Par contre, les autres branches d'activité ont enregistré des contributions faibles. Il s'agit des Services Marchands (0,4 point de pourcentage), des Transports et Communications (0,3 point) et des Industries manufacturières (0,1 point). Les contributions des branches « production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz » et « services non marchands » ont été négative pour la première et nulle pour la seconde.

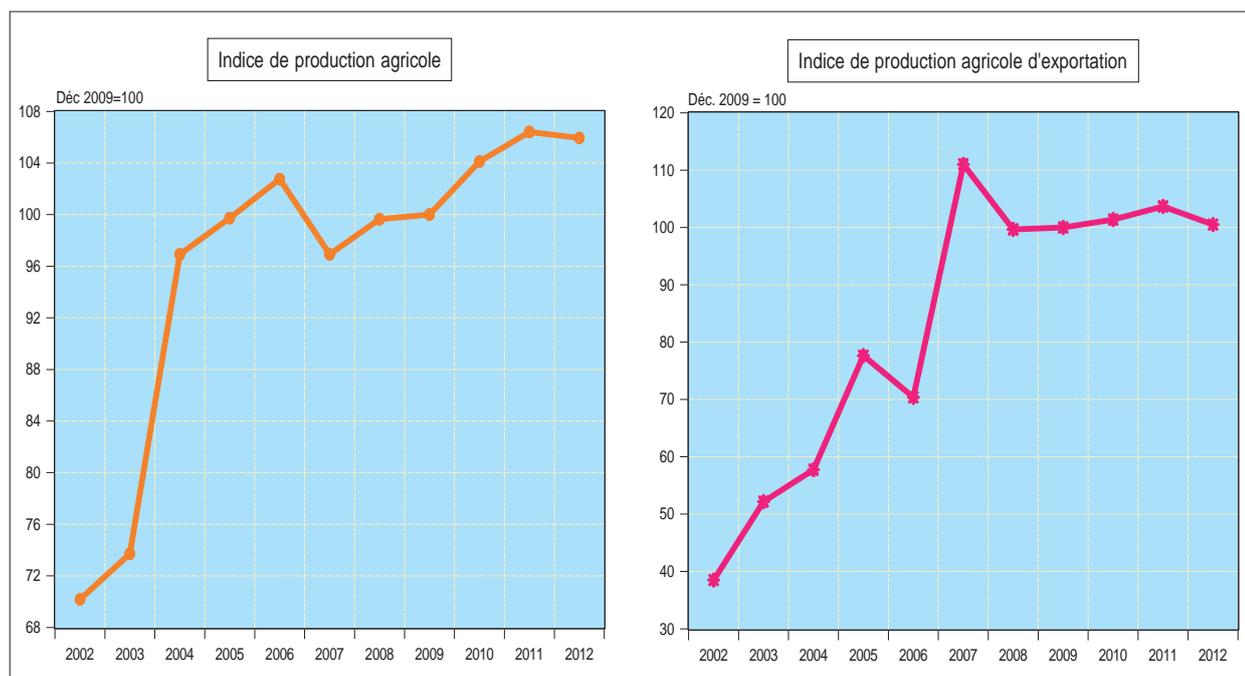
I.1.1. Agriculture, Sylviculture, Elevage, Pêche et Chasse

Après avoir progressé de 3,0 % en moyenne durant les quatre années précédentes, les activités de cette branche ont enregistré une croissance de 3,5 % en 2012, soit une contribution de 16,9 % dans la richesse nationale. Cette évolution est également attestée par la variation de son indice de production, lequel est passé de 106,9 points à 109,9 d'une année à l'autre.

I.1.1.1. Agriculture

La production agricole indique, dans l'ensemble, des tendances haussières à travers toutes ses composantes. Toutefois, cet accroissement n'a pas été suffisant pour couvrir toute la demande. D'où, la persistance des importations des produits alimentaires comme le maïs, le riz, le blé, la viande et le poisson.

Graphique I.4 Evolution des indices de production agricole globale et de production agricole d'exportation



Source : Banque Centrale du Congo.

Dans le souci de rendre plus offreur le marché des denrées alimentaires en RDC, le Gouvernement a bénéficié d'un don de 220,0 millions de USD de la part de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de l'Association Internationale de Développement (IDA), en vue de l'application de son programme d'action 2012-2016.

Encadré I.2 Programme gouvernemental de relance du secteur agricole

Le Programme gouvernemental de relance agricole pour la période 2012 – 2016 vise la construction et la modernisation des infrastructures de base telles que les routes de desserte agricole, dont près de 25.000 Km de pistes rurales, la construction de 9 quais d'accostage et de 40 marchés, la création de 209 points d'eau potable et de 18 réseaux d'adduction d'eau ainsi que de 30 entrepôts et de 16 abattoirs.

Il est aussi prévu de réaliser 40 structures de formation professionnelle devant servir à la réinsertion sociale, à la fabrication d'outils mécaniques ainsi qu'à la transformation des produits agricoles. Les campagnes agricoles à travers toutes les provinces bénéficieront désormais de la distribution des matériels (tracteurs et houes), des intrants agricoles (semences) et des têtes de bétail.

Ces activités permettront, à terme, la création de 23.000 emplois permanents, l'accroissement du revenu des bénéficiaires de plus de 60,0 % et la commercialisation additionnelle de 2,3 millions de tonnes de vivres et de 20.000 tonnes de viande et de poisson.

Cultures vivrières

Sur base des estimations à fin décembre 2012, la même tendance haussière observée en 2011 s'est poursuivie en 2012, à travers ses cinq composantes qui se présentent comme suit : céréales (1,5 %), racines et tubercules (1,0 %), légumes et légumineuses (2,6 %), oléagineux (2,5 %) et fruits (3,0 %).

Production Agro-industrielle

En volume, l'Agro-industrie renseigne pour l'année 2012 une augmentation de 2,4 % dans son ensemble. Au regard de l'évolution par produit, il sied de noter que sur les quinze produits qui composent l'Agro-industrie seuls six affichent des variations positives, à savoir : thé 34,0 %, cacao 16,0 %, tourteaux de palmiste 4,0 %, canne à sucre 3,0 %, bois de grume 2,0% et café arabica 5,2 %.

Cultures d'exportation

En 2012, l'indice de la production agricole d'exportation affiche une hausse de 3,4 % comparé à celui de 2011. Sur les six produits exportés, la moitié renseigne des augmentations de production comme le café arabica (5,2 %), le bois de grume (1,5 %) et l'huile de palmiste (36,6 %). A l'opposé, les productions du café robusta, du cacao et du caoutchouc ont chuté respectivement de 38,2 %, 59,4 % et 39,9 %.

I.1.1.2. Sylviculture

Les produits de sylviculture ont gardé le même rythme d'accroissement enregistré l'année précédente. En effet, en progression de 3,0 % comme en 2011, les productions de bois de chauffage et de charbon en 2012 sont évaluées respectivement à 75.314 et 2.947 tonnes.

I.1.1.3. Elevage

Les activités agro-pastorales ont connu dans l'ensemble une progression de 3,0 % en 2012. Les effets d'entraînement occasionnés notamment par la réhabilitation des routes se sont ressentis sur les activités.

I.1.1.4. Pêche et Chasse

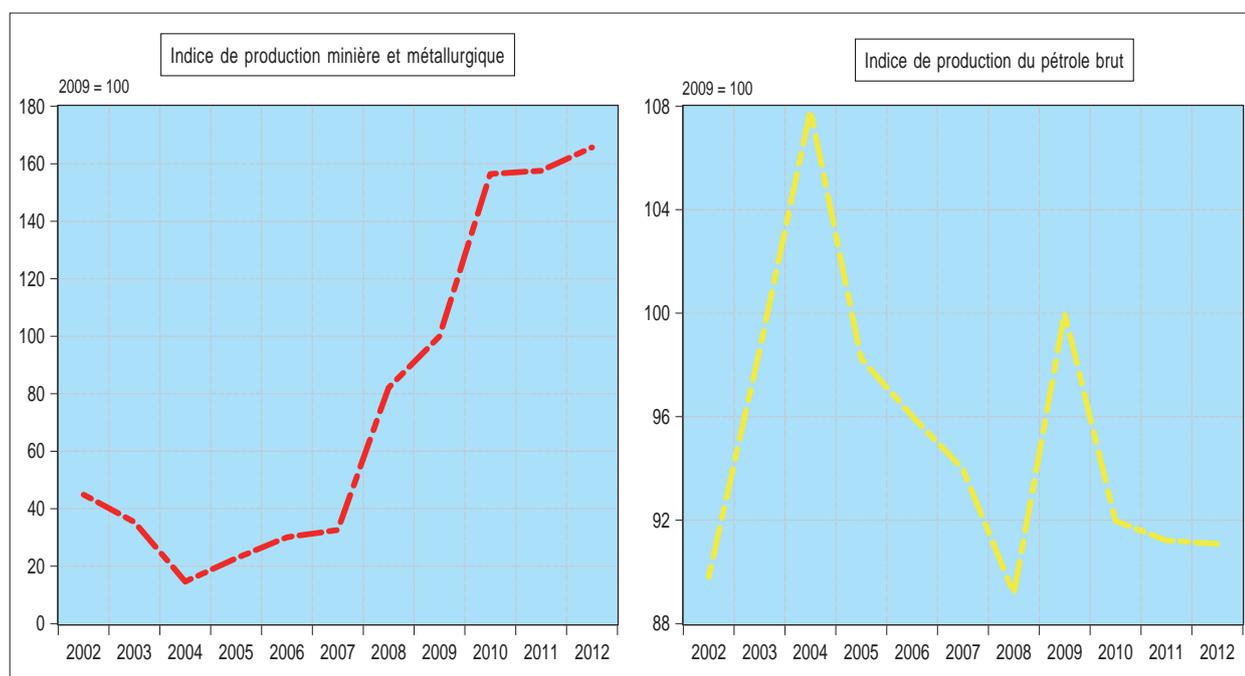
En 2012, l'augmentation de la production de cette sous-branche s'est maintenue à son niveau de 2011, soit 3,0 %. La production des poissons frais équivaut à 430,0 tonnes et celle de gibier a atteint 308,0 tonnes.

I.1.2. Extraction minière et Industries métallurgiques

En dépit d'incertitudes qui ont pesé sur les économies des pays partenaires de la RDC, le secteur des industries extractives - principal moteur de la croissance économique en RDC - poursuit sa prédominance dans la formation des richesses nationales.

En effet, la valeur ajoutée de la branche a progressé de 13,0 % contre 15,7 % en 2011, dans un contexte de maintien des cours à des niveaux favorables par rapport aux prix de revient. La contribution sectorielle au PIB s'est située à 30,5 % en 2012, revenant de 35,3 % l'année précédente.

Graphique I.5 Indices des productions minières, métallurgiques et du pétrole brut



Source : Banque Centrale du Congo.

Parallèlement, l'indice d'activité de production de ce secteur s'est établi à 163,6 points en 2012 contre 157,5 points une année auparavant, soit une augmentation globale de 3,9 %.

Cuivre

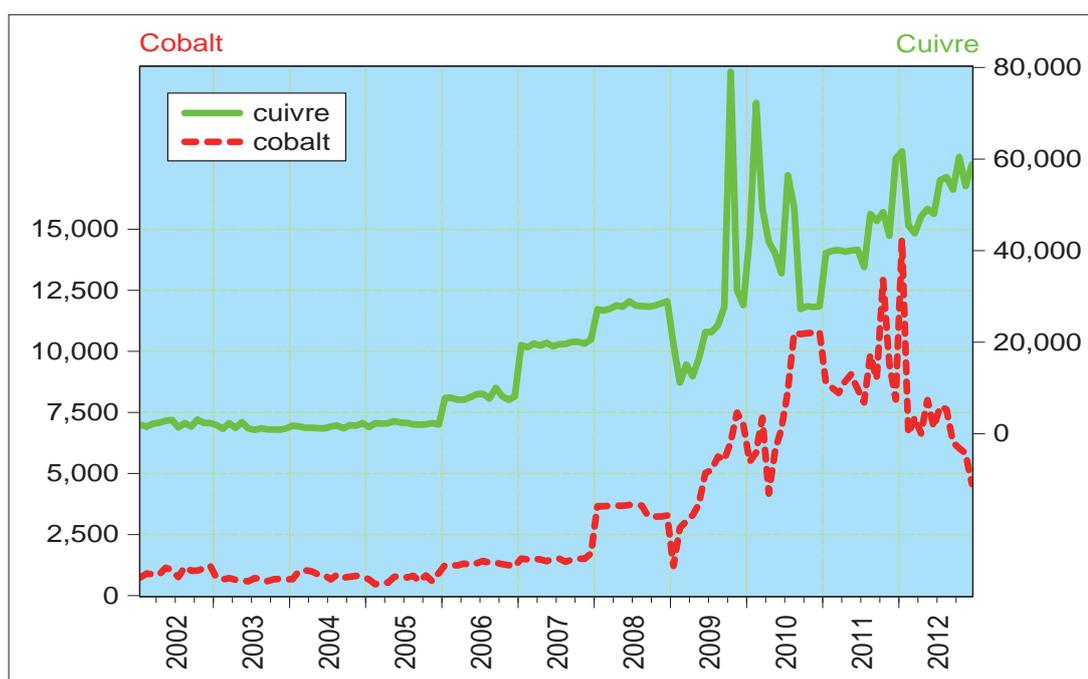
La production totale de cuivre en 2012 a progressé de 24,1 % par rapport à son niveau de 2011. Elle s'est chiffrée à 619.301 tonnes, soit la plus forte production depuis l'accession du pays à l'indépendance. Le dynamisme des partenaires de la GECAMINES a substantiellement boosté cette tendance, en réalisant 96,7 % de la production globale, équivalent à 599.109,5 tonnes en 2012. Le comportement des cours sur le marché international a contribué au maintien du rendement, et suscité la croissance de la production sur fond d'accumulation des investissements.

Cobalt

La production du cobalt a chuté en 2012, se situant à 85.409,0 tonnes contre 99.475,0 tonnes en 2011, soit une baisse de 14,1 %. La tendance baissière de son cours consécutive au repli de la demande sur le marché mondial, en est la principale cause.

Graphique I.6 Production de cuivre et de cobalt

(en tonne métrique)



Source : Banque Centrale du Congo.

Zinc

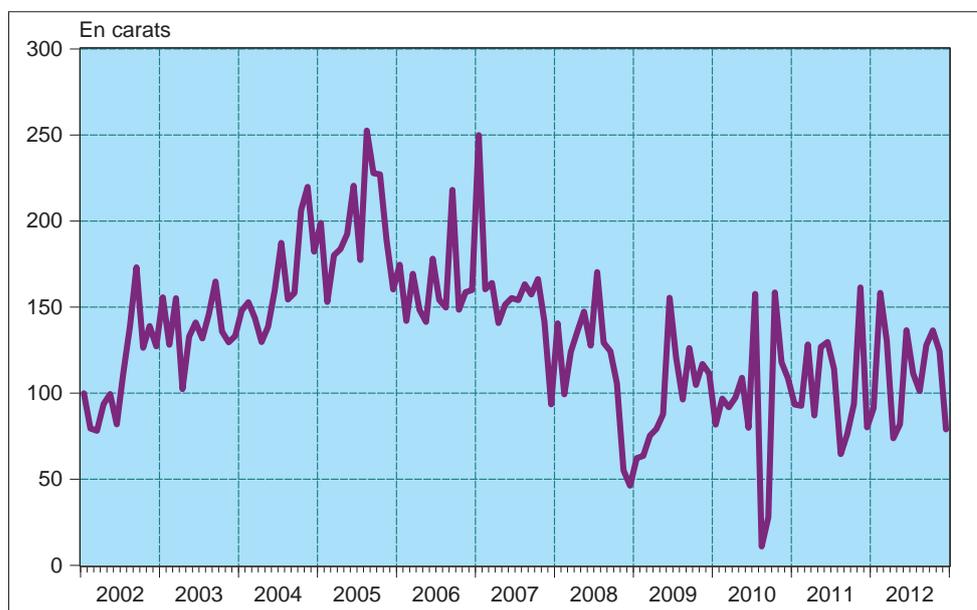
La production totale du Zinc s'est située à 12.235,0 tonnes, après s'être établie à 14.758,0 tonnes l'année précédente, soit une contraction de 17,1 %. Les difficultés liées à l'approvisionnement en oxyde de zinc continuent à peser sur les activités de ce secteur.

Or

Les statistiques sur la production aurifère renseignent un boom en 2012. En effet, son niveau de production a atteint 2.546,0 kilogrammes contre 286,0 kilogrammes en 2011, soit un accroissement de 789,1 %. Cette évolution est consécutive à l'entrée en phase d'exploitation d'une grande unité de production industrielle, contribuant à plus de 80,0 % de la production totale.

Diamant

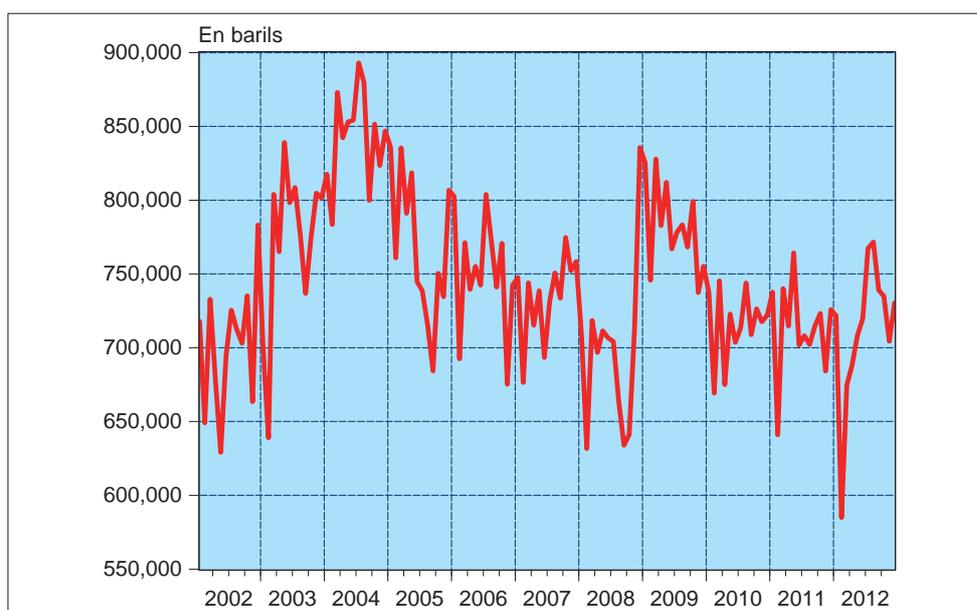
La production de diamant s'est accrue de 8,3 % en 2012 à la suite d'une production de 20.140,0 milliers de carats contre 18.598,0 milliers en 2011. Il sied de signaler que l'activité reste dominée à plus de 85,0 % par la production artisanale.

Graphique I.7 Production de diamant

Source : Banque Centrale du Congo.

Pétrole brut

L'activité de production du pétrole a enregistré un léger recul en 2012. En effet, sa production s'est située à 8.545,5 milliers de barils contre 8.557,9 milliers une année plus tôt, soit une contraction de 0,1 %. Cette situation est tributaire des travaux de reconditionnement de certains puits d'une grande société de ce secteur.

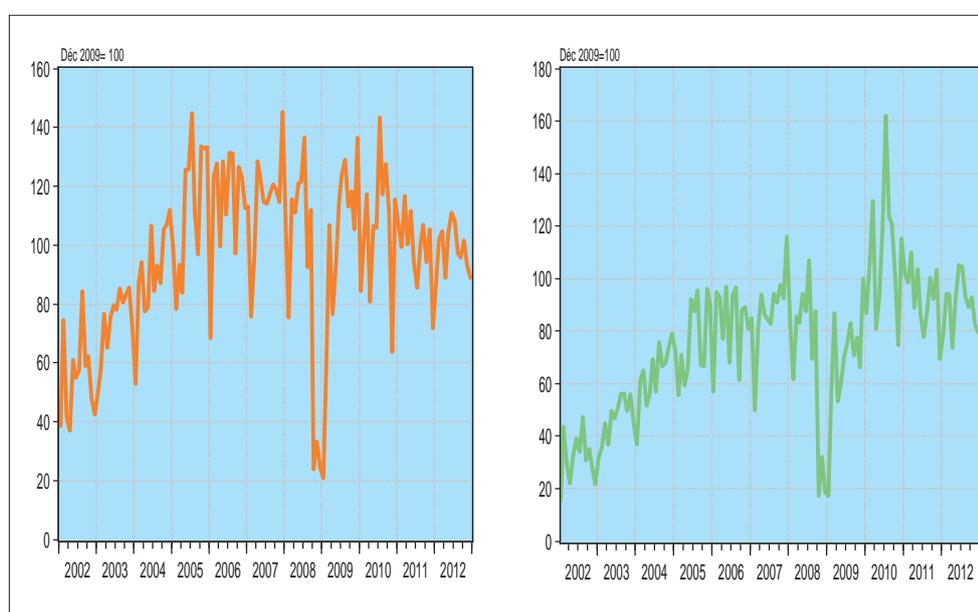
Graphique I.8 Production de pétrole brut

Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.3. Industries manufacturières

La croissance de la valeur ajoutée de la branche « industries manufacturières » s'est légèrement accélérée à 2,8 % contre 1,8 %. Cette évolution est également attestée par le comportement de son indice de production globale qui s'est établi à 106,5 points contre 103,9 points l'an précédent, soit 2,5 % d'accroissement. En dépit de cette légère amélioration, cette branche connaît des goulots d'étranglement persistants qui retardent son essor.

Graphique I.9 Evolution mensuelle des indices de production et de consommation du ciment



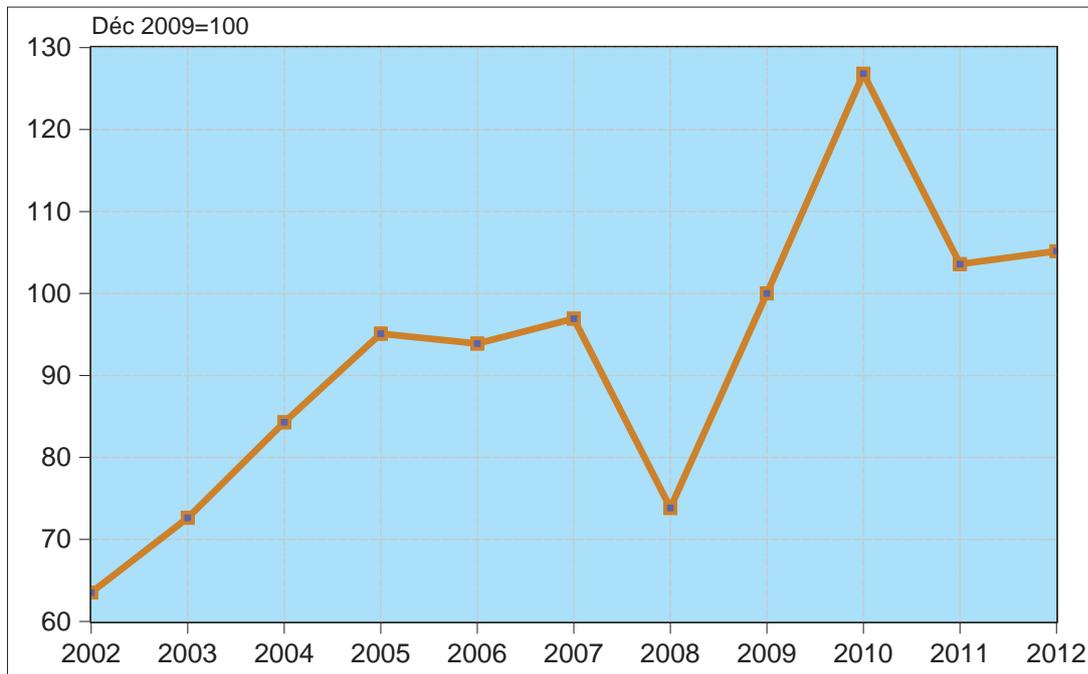
Source : Banque Centrale du Congo.

Comme en 2011, la branche a bénéficié de l'évolution favorable aussi bien des industries des biens de consommation que de celles des biens d'équipement et d'approvisionnement. En effet, l'indice de production de cette dernière sous branche a progressé de 10,6 % suite aux effets induits liés au développement du secteur minier et des activités de construction. Parallèlement, l'indice de production des industries des biens de consommation s'est faiblement accru de 1,5 %.

Industries des biens de consommation

Les industries des biens de consommation ont affiché un bon comportement par rapport à l'année précédente. En effet, son indice de production a connu un accroissement de 1,5 % en 2012 contre une contraction de 18,3 % en 2011.

Cet accroissement a été essentiellement impulsé par l'évolution des industries de fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton (4,0 %) ; de l'édition, l'imprimerie et reproduction (3,5 %) ; des produits alimentaires (3,0 %) ; des boissons (1,0 %) ; de tabacs (1,4 %) ; de plastique (1,5 %).

Graphique I.10 Indice de production des biens de consommation

Source : Banque Centrale du Congo.

Par contre, les industries de tissu, confection et bonneteries ainsi que des chaussures et cuirs ont réalisé des croissances négatives. Cette évolution résulte principalement de la concurrence des produits similaires importés.

Industries des biens d'équipement et d'approvisionnement

L'indice de production de cette sous-branche s'est établi à 118,5 points contre 107,2 points une année plus tôt. Cette progression découle du dynamisme des activités minières et de construction.

L'analyse par composante de cette sous-branche révèle que l'indice de la production du matériel de transport a fortement évolué à la hausse, soit 30,0 %. Quant aux autres composantes, leurs indices ont également enregistré des accroissements, mais de faible ampleur. Il s'agit notamment de la transformation de bois (2,0 %), des minéraux non métalliques (0,2 %) et de fabrication métallique lourde (0,2 %).

Concernant la forte augmentation de l'indice de production des industries du matériel de transport, elle est attribuable au bon comportement des activités de construction et celles de réparation navale qui ont respectivement progressé de 166,7 % et de 29,7 %.

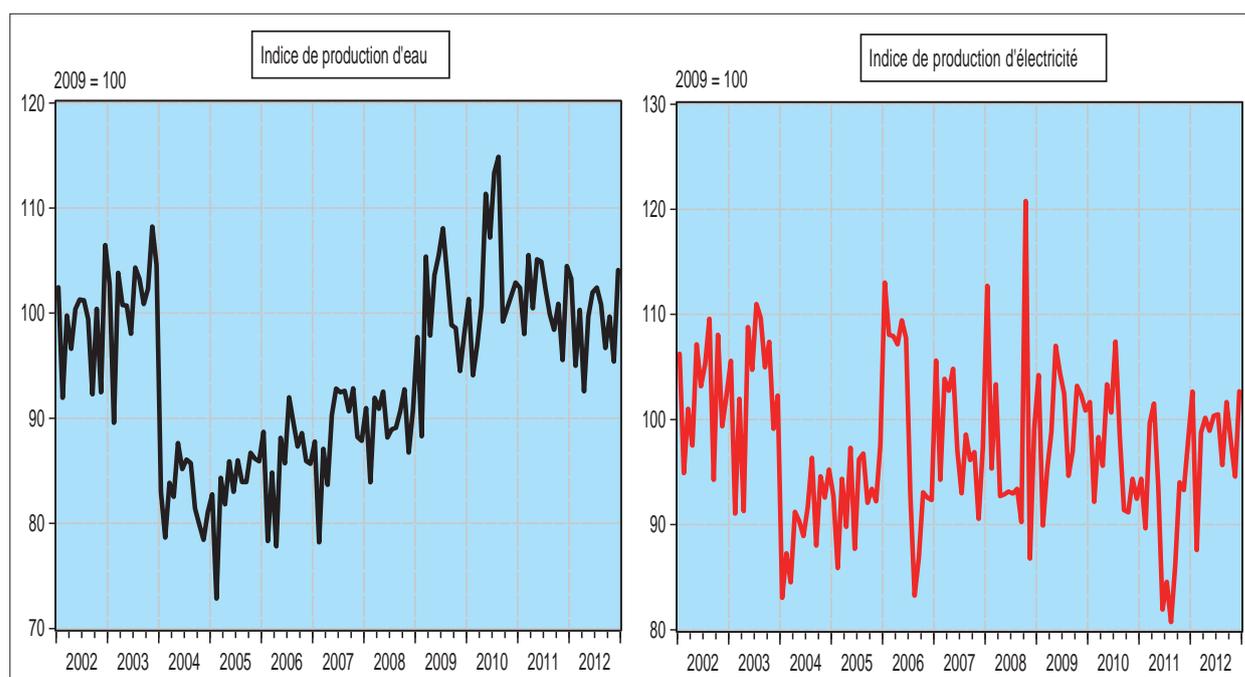
Pour ce qui est des industries de transformation, leur évolution est consécutive au regain observé dans les productions des stylos à billes (10,2 %), des mobiliers métalliques (5,2 %), des tranchages (3,5 %), des contreplaqués (3,1 %), des matelas (3,0%) et de menuiserie métallique (3,0 %).

Quant à l'indice de production des industries de minéraux non métalliques, la hausse enregistrée est impulsée par l'amélioration des productions notamment des concassés (10,0 %), de fibrociment (4,8 %), des produits en béton (3,9 %), des bouteilles (3,0 %) et de carrelage (1,7 %).

I.1.4. Electricité et Eau

Malgré les efforts multiples de redressement fournis par le Gouvernement et ses partenaires tant pour la production que pour la distribution d'eau et d'électricité, cette branche a de nouveau connu un repli de ses activités. En effet, après avoir enregistré une baisse de 2,7 % de ses activités l'année précédente, la branche de production et distribution d'eau et d'électricité a affiché une décroissance de 1,3 % de sa valeur ajoutée en 2012.

Graphique I.11 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité



Source : Banque Centrale du Congo.

Concomitamment, les indices d'activité de production d'eau et d'électricité ont évolué de manière divergente. L'indice d'activité de production d'eau s'est inscrit en baisse de 2,1 %, alors que celui de l'électricité a progressé de 7,7 %. Quant aux indices de consommation intérieure, celui de l'eau s'est accru de 1,0 %, celui d'électricité s'est replié de 1,5 %.

Electricité

Après avoir enregistré une croissance négative sur deux ans, la production d'électricité en 2012 affiche un accroissement de 7,7 %, passant de 7.010,0 milliers de Mgw/h en 2011 à 7.547,0 milliers une année après.

Les programmes de réhabilitation et d'entretien des équipements et autres matériels de production ainsi que les progrès réalisés dans l'exécution des projets visant le développement des capacités de production ont permis de stopper la dégradation observée les deux dernières années.

Par contre, la consommation d'électricité a accusé une baisse par rapport à la période antérieure, se situant à 6.678, milliers de MgwH contre 6.781,0 milliers, soit 1,5 % de repli.

Eau

Au terme des statistiques arrêtées à fin 2012, la production d'eau a marqué un recul de 2,1 %, résultant d'un passage de la production, d'une année à l'autre, de 277,2 millions de m³ à 271,3 millions.

La contreperformance des activités de production est due à (i) l'arrêt des machines enregistré au cours de l'année qui a affecté leur taux de disponibilité, (ii) la mauvaise qualité des services de fourniture d'électricité et (iii) la carence du carburant pour alimenter les groupes électrogènes à l'intérieur du pays.

S'agissant de la consommation, elle a connu un léger relèvement de 1,0 % par rapport à la période antérieure en raison notamment de l'augmentation de 2,1 % du nombre d'abonnés.

I.1.5. Construction

En pleine essor depuis quelques années, les activités de construction ont poursuivi leur trajectoire à la hausse. En effet, la valeur ajoutée de la branche « Construction » s'est améliorée en 2012, avec un taux d'accroissement de 13,0 % contre 10,3 % en 2011. Cette évolution découle, une fois de plus, de la poursuite de grands travaux d'infrastructure dans le cadre de la reconstruction et de la modernisation du pays ainsi que des initiatives privées à travers l'investissement immobilier.

Cependant, dans ce contexte de dynamisme des activités de construction, il s'est observé une baisse de 17,7 % de la production totale de ciment, expliquée notamment par des arrêts d'activité à répétition d'une grande société de ce secteur, liés aux défaillances techniques des élévateurs et à l'engorgement des moulins. Ce déficit de production a été couvert par des importations de ciment.

I.1.6. Commerce de gros et de détail

En 2012, la valeur ajoutée de la branche « Commerce de gros et de détail » a progressé de 7,8 %, venant de 5,3 % en 2011. Cette évolution, attestée par sa forte contribution à la croissance, autour de 22,0 %, est l'effet notamment du dynamisme du secteur minier et de l'amélioration des infrastructures de base.

I.1.7. Transports et Communications

Rapprochées à l'année précédente, les activités de la branche « Transport et Communication » se sont de nouveau affermies en 2012. En effet, sa valeur ajoutée a progressé de 5,8 % contre 5,7 % en 2011, en liaison avec essentiellement les nouveaux investissements consentis dans le secteur de la téléphonie et de transport. En termes de contribution à la formation des richesses, ce secteur représente une part faible, de l'ordre de 4,7 %.

I.1.7.1. Transports

Trafic des marchandises et des personnes

L'indice du trafic des marchandises et des personnes s'est amélioré de 16,0 % en 2012, passant de 134,6 points en 2011 à 156,2 points. Cette situation est attribuable au dynamisme des trafics tant pour les marchandises que pour les personnes.

En effet, le trafic des marchandises a connu un essor de ses activités en 2012, avec une croissance de 16,6 %, résultant essentiellement de l'explosion du trafic par voies routière et aérienne dont les variations ont atteint respectivement 17,1 % et 16,3 %. Cette amélioration tient, d'une part, de la réhabilitation des routes nationales des dessertes agricoles et, d'autre part, de la modernisation de quelques aéroports dans le cadre de la reconstruction du pays et des nouveaux investissements réalisés dans le transport aérien. Par contre, le trafic fluvial et ferroviaire, en faible progression de l'ordre de 3,4 % et 1,0 % respectivement, continue de subir les contrecoups du manque d'investissements nécessaires.

De son côté, le trafic des voyageurs a progressé de 9,4 %, sous l'impulsion des mouvements des voyageurs par voies routière et aérienne, lesquels ont progressé de 12,5 % chacun. La préférence des voyageurs pour les deux voies de transport récemment réhabilitées explique cette évolution.

Manutention

Après avoir fortement progressé de 22,7 % l'année précédente, l'indice d'activité de la manutention dans les principaux ports s'est contracté de 2,7 % en 2012, passant de 121,6 points à 118,3 points. L'analyse par port indique un raffermissement d'activités au niveau principalement des villes de Kinshasa et Boma, lesquelles ont mentionné des progressions respectives de 7,2 % et 20,6 %. Par contre, le port de Matadi a enregistré une baisse de 5,0 % de ses activités de manutention, suite au problème d'étiage rendant difficile le passage des navires.

I.1.7.2. Communications

En 2012, les activités de la téléphonie mobile sont demeurées vigoureuses, notamment à la suite de l'arrivée des nouveaux opérateurs dans le secteur, induisant un accroissement de nombre d'abonnés et d'unités consommées. Le temps de

communication est passé de 2.429,3 milliers d'unités en 2011 à 2.791,2 milliers l'année suivante, soit 14,9 % d'accroissement.

I.1.8. Services marchands

La trajectoire à la hausse de la valeur ajoutée de cette branche observée depuis ces quelques années s'est maintenue à un niveau confortable en 2012. En effet, la branche a connu un niveau de croissance de 7,2 %, résultant essentiellement des activités du secteur bancaire, de l'hôtellerie ainsi que des agences de voyage et de publicité, dans un contexte d'amélioration du climat des affaires.

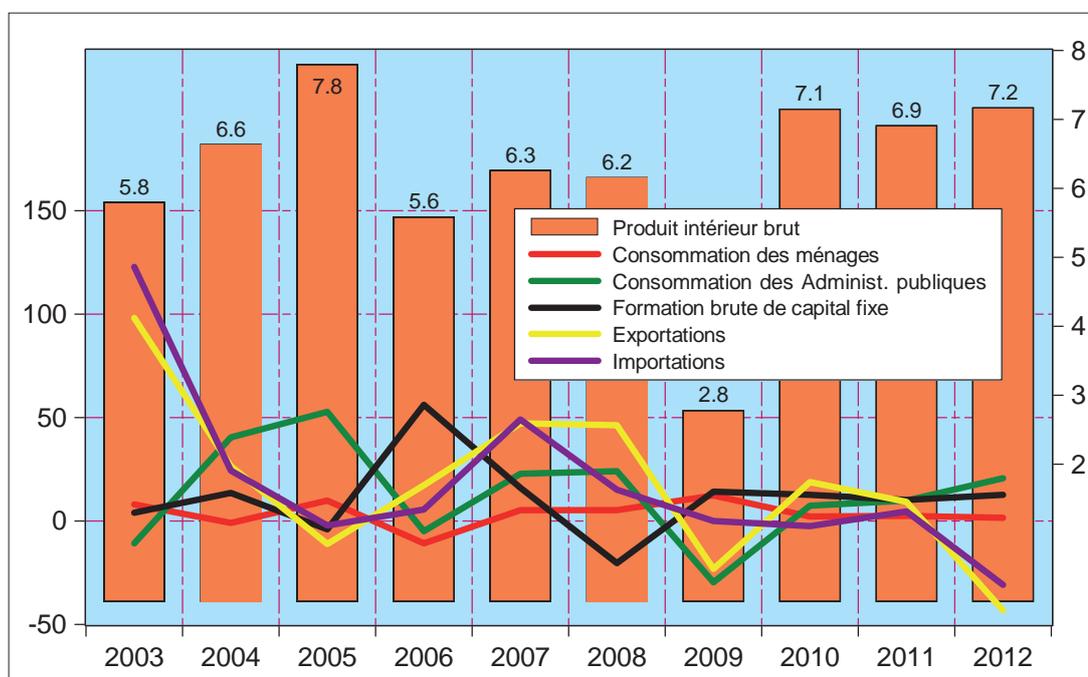
I.1.9. Services non marchands

La valeur ajoutée de cette branche a enregistré un relèvement de sa croissance de 2,6 % en 2012, après un léger accroissement de 0,3 % une année plus tôt. Cette évolution s'explique notamment par la consolidation du pouvoir d'achat des rémunérations des agents et fonctionnaires de l'Administration publique.

I.2. EVOLUTION DU PIB SELON LES EMPLOIS

L'analyse du comportement du PIB réel, selon l'optique de la demande, montre que la croissance économique a été uniquement tirée par le raffermissement de la demande intérieure. Cette dernière repose sur le dynamisme de ses composantes dont les niveaux de contribution ont atteint respectivement 6,1 points de pourcentage contre 1,5 point pour la demande des ménages, 4,1 points contre 2,1 points pour la formation brute de capital fixe (FBCF) et 2,7 points contre 1,0 point pour la demande des administrations publiques.

Graphique I.11 Croissance économique et principales composantes de la demande globale
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

La demande extérieure nette, par contre, a plombé la croissance à hauteur de 3,5 points de pourcentage, en raison particulièrement d'un contexte économique international difficile, lequel a perturbé les échanges commerciaux.

Tableau I.3 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB
(en pourcentage du PIB aux prix de 2000)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011(p)	2012(e)
1. Consommation des ménages	75,8	70,4	71,7	60,4	59,7	59,1	64,5	61,4	58,8	58,5
2. Consommation des administrations publiques	6,7	8,8	12,5	11,2	13,0	15,1	10,4	10,4	10,7	12,0
3. Formation brute de capital fixe	16,1	17,2	15,2	22,6	24,6	18,4	20,5	21,5	22,1	23,2
4. Variation des stocks	1,5	3,7	1,6	5,6	2,7	2,6	5,1	3,8	4,8	6,2
5. Exportations des biens et services	10,7	12,7	10,5	11,6	16,1	22,1	16,5	18,3	18,7	9,8
6. Importations des biens et services (-)	10,9	12,7	11,5	11,5	16,1	17,4	16,9	15,4	15,0	9,7
5. Exportations nettes des biens et services	-0,2	0,0	-1,0	0,2	0,0	4,7	-0,4	2,9	3,6	0,1
PRODUIT INTERIEUR BRUT	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

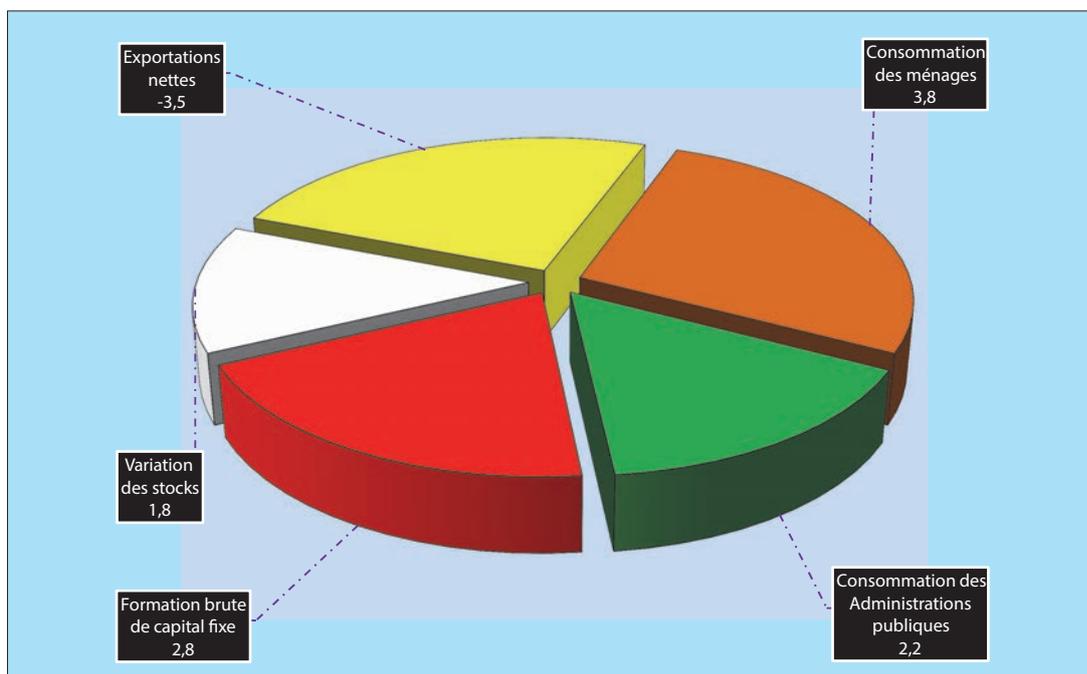
Source: Banque Centrale du Congo.

I.2.1. Demande intérieure

Globalement, la demande intérieure en 2012 s'est accrue de 8,0 % contre 6,1 % l'année précédente, sous l'effet notamment d'un accroissement du rythme de la consommation tant des ménages que de l'Administration Publique ainsi que des investissements publics et privés.

Graphique I.13 Contribution des composantes de la demande globale à la croissance du PIB réel

(en pourcentage)



Source : Banque centrale du Congo.

Consommation finale

La contribution de la consommation finale a progressé de 3,1 % en 2012 contre 2,5 % l'an dernier. Cette amélioration est consécutive, d'une part, à la forte consommation de ménages, et d'autre part, à la progression de la consommation des administrations publiques.

S'agissant de la consommation des ménages, sa part dans la progression du PIB, soit 0,9 point de pourcentage, a été essentiellement impulsée par l'augmentation de leurs revenus.

Pour ce qui est de la consommation des administrations publiques, la contribution à la croissance de cette composante, soit 2,2 points de pourcentage, serait le reflet d'un accroissement des dépenses tant pour le fonctionnement courant des Institutions et Services publics, au lendemain des élections, que pour la sauvegarde de la souveraineté nationale.

Investissements bruts

La contribution des investissements bruts à la croissance du PIB a été de 4,6 points de pourcentage contre 3,5 points une année plus tôt. Cette progression résulte, entre autre, du dynamisme de la branche des industries extractives par l'extension des activités de certaines sociétés, d'une part, et de la poursuite des travaux de reconstruction et de modernisation du pays, d'autre part.

La part des dépenses en capital de l'Administration Publique, représentant 3,1 % du PIB, est en progression de 0,9 point par rapport à son niveau de 2011. Cette variation est induite essentiellement par les dépenses effectuées en vue de rencontrer les besoins de reconstruction et de modernisation du pays.

Examinées par type d'agent, la formation brute de capital fixe des entreprises a représenté la part la plus importante, soit 49,8 % du total, suivies de celles de l'Administration Publique et des ménages respectivement pour 26,6 % et 23,6 %.

Par type d'investissement, les biens matériels d'équipement ont représenté 44,4 % ; les Bâtiments et Travaux Publics (BTP) 35,6 % et les autres types d'investissement 20,0 %.

I.2.2. Demande extérieure nette

La croissance négative de 95,7 % enregistrée en 2012 de la demande extérieure nette est imputable, d'une part à la régression des exportations des biens et services principalement celles de secteurs des mines et des hydrocarbures (cobalt, diamant et pétrole brut) en raison, entre autres, des perturbations ayant marqué les cours de ces produits sur le marché international et, d'autre part, au faible niveau des importations suite notamment au ralentissement tant des travaux de reconstruction et de modernisation du pays que de la production de certains produits miniers ayant affecté le besoin en biens d'équipement.

Il convient de signaler que la RDC est en pleine migration vers le SCN 93.

Encadré 1.3 Le passage du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies version 1968 (SCN 68) à celle de 1993 (SCN 93)

Dans le cadre de la modernisation des comptes nationaux de la République Démocratique du Congo, il est prévu le passage du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies version 1968 à celle de 1993, en vue de se conformer aux standards internationaux en la matière et d'assurer une meilleure lisibilité de l'évolution économique nationale.

Rapproché à l'ancien système, le nouveau Système de Comptabilité Nationale (SCN 93) va procéder notamment :

(i) **à la mise à jour** des paramètres macroéconomiques tenant compte des évolutions récentes en ce qui concerne, entre autres, la perception des phénomènes inflationnistes, le rôle de l'Etat dans une économie de marché, la prise en compte des problèmes environnementaux et le dynamisme des activités, tant informatique, communicationnel que financier, dans l'économie ;

(ii) **à la clarification et à la simplification** dans la description de l'économie. Ce nouveau Système, non seulement facilitera le travail du comptable national, mais aussi prendra en compte la grande variété des situations que le pays a connu depuis plus d'une décennie et leurs impacts. Aussi, il va préciser les principes d'évaluation des données, le moment d'enregistrement, l'agrégation, la notion de valeur brute et de valeur nette, l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée, le traitement des activités illégales, etc.;

(iii) **à l'harmonisation** dans le rapprochement du SCN 93 aux autres systèmes statistiques, notamment la balance des paiements, les statistiques financières et gouvernementales du FMI et les statistiques du Bureau International du Travail (sur la production, l'emploi, la distinction entre le secteur formel et informel, etc.).

En bref, la décision d'élaborer les comptes de la RDC selon le SCN 93, prise par le Gouvernement congolais avec le soutien technique du FMI, de l'AFRITAC Centre, requiert un système intégré des données de base fiables sur les structures économiques du pays, après intégration de certaines données statistiques, notamment celles de l'enquête nationale du type 1-2-3.

Comme conséquence, il en découlera, dans les années à venir, la réévaluation du PIB et de ses différentes branches d'activités économiques. Cette différence résultera à la fois d'une intégration des statistiques de meilleure qualité telles que les dépenses de consommation finale des ménages et les statistiques sur le secteur informel provenant de l'enquête 1-2-3 et, du changement de certains concepts ayant un impact aussi bien sur la production que sur la formation brute de capital fixe.

A titre illustratif, pour l'année de base 2005, le SCN 93 estime le PIB de la RDC à 5.670 milliards de CDF contre 3.577 milliards suivant le SCN 68, soit un taux de réévaluation du PIB d'environ 58,0 %.

CHAPITRE II

PRIX INTERIEURS

II.1. INFLATION CALCULÉE PAR L'INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES (INS)

L'inflation enregistrée en 2012 sur l'étendue du territoire national s'est située à 2,72 % contre 10,35 % l'année précédente. Le taux d'inflation réalisé en 2012 est, à plus de 7 points de pourcentage, inférieur à celui de l'objectif fixé à 9,90 %.

II.2. INFLATION CALCULÉE PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)

Evolution de l'Indice Général

En 2012, sur la place de Kinshasa, la BCC renseigne une inflation de moindre ampleur comparativement à celle de 2011, soit une baisse de 9,76 points de pourcentage. En effet, le rythme de formation des prix intérieurs s'est établi à 5,67 % contre 15,43 %. Ainsi, la variation des prix de l'année sous analyse se situe en deçà de l'objectif et dans l'intervalle de l'inflation ouverte -(inflation ouverte : 5 à 10 % de hausse avec des pointes à 20 %)-.

Hormis le mois de janvier, le maintien de l'inflation à des niveaux bas en 2012 résulte d'une part, de l'absence des chocs tant interne qu'externe et, d'autre part, de la bonne régulation de la liquidité dans un contexte de coordination des politiques macroéconomiques. Aussi, la moyenne mensuelle de variation des prix oscille autour de 0,12 %.

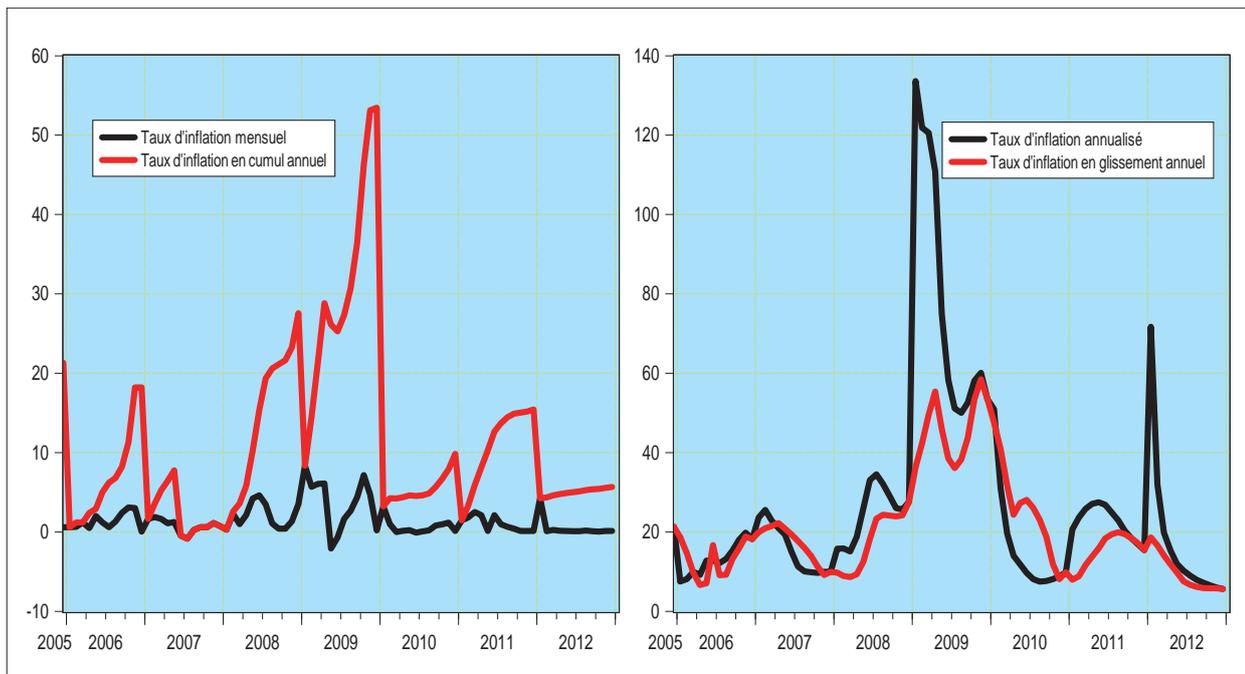
Tableau I.4 Evolution mensuelle de l'inflation entre 2011 et 2012

	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Taux Mensuel 2012	4,25	0,11	0,24	0,15	0,13	0,10	0,10	0,17	0,10	0,04	0,12	0,11
Taux Mensuel 2011	1,46	1,84	2,50	2,11	2,01	2,11	0,95	0,66	0,40	0,11	0,11	0,23
Taux en cumul annuel 2012	4,25	4,36	4,61	4,77	4,90	5,00	5,10	5,28	5,38	5,42	5,55	5,67
Taux en cumul annuel 2011	1,46	3,32	5,90	8,14	10,31	12,64	13,71	14,45	14,91	15,04	15,17	15,43

Source : Banque Centrale du Congo.

Seul le mois de janvier justifie près de 75 % d'augmentation des prix intérieurs pour toute l'année 2012. La tension inflationniste observée au début d'année a procédé de la mauvaise application de la réforme fiscale consacrant la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) en remplacement de l'Impôt sur le Chiffre d'Affaire (ICA). En effet, certains opérateurs ont repercuté la TVA dans leurs éléments de coût.

Graphique I.14 Evolution des taux d'inflation mensuel, annualisé et en glissement annuel
(en pourcentage)



Source : Banque centrale du Congo

Evolution des prix relatifs

De douze fonctions de l'indice des prix à la consommation, seule la fonction « **articles d'habillement et chaussures** » a présenté un prix relatif positif de l'ordre de 0,07 point. Il sied de relever que la quasi-totalité des produits composant cette fonction sont d'origine importée. De ce fait, ils subissent la taxation liée au commerce international et incorporent le coût de transport dans leur prix de revient. Quant aux autres fonctions, elles affichent des prix relatifs négatifs ou quasi-nuls consécutifs à la production locale d'une part importante de leurs articles et à l'administration des prix de certains produits.

Tableau I.5 Evolution annuelle des prix relatifs en 2012

Fonctions de consommation	Inflation (en %)	Prix relatif (en points de %)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,81	-4,86
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	4,73	-0,94
Articles d'habillement et chaussures	5,74	0,07
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	4,56	-1,11
Meubles, articles de ménage et entretien	5,02	-0,65
Santé	4,85	-0,82
Transports	4,20	-1,47
Communications	2,14	-3,53
Loisir et culture	3,04	-2,63
Enseignement	1,62	-4,05
Restaurants et hôtels	5,40	-0,27
Biens et services divers	3,82	-1,85

Source : Banque Centrale du Congo.

Inflation sous-jacente

Le taux d'inflation sous-jacente enregistré en 2012 a été de 4,65 % alors qu'en 2011, il s'est situé à 13,41 %.

Tableau I.6 Evolution mensuelle des taux d'inflation sous-jacente en 2012

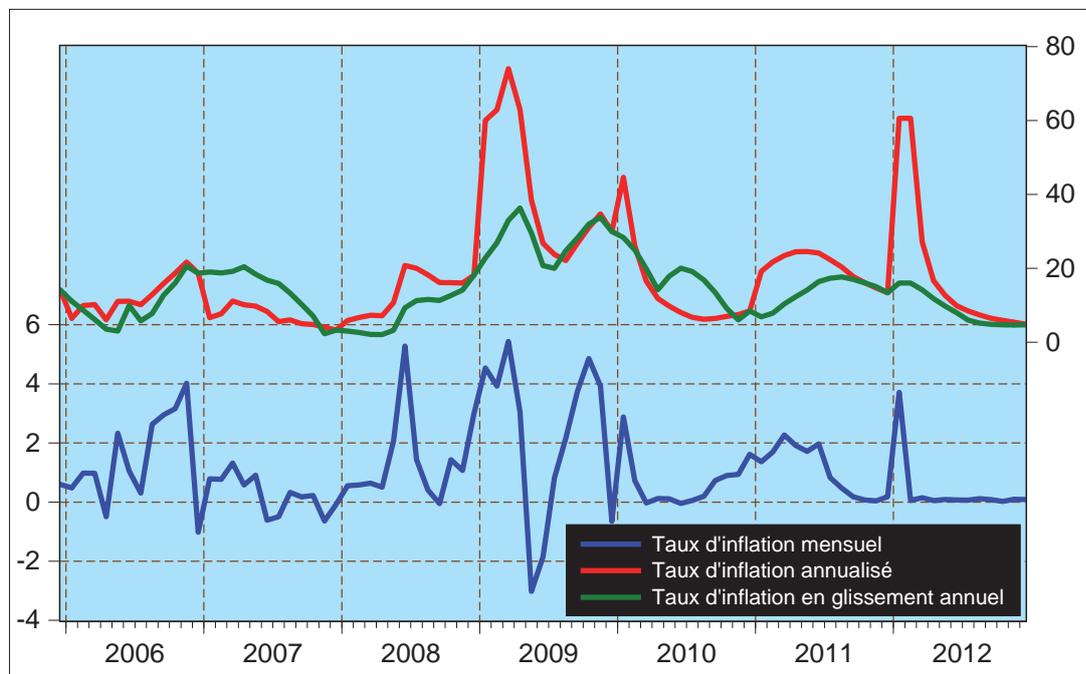
Mois	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Taux mensuel	3,71	0,06	0,15	0,05	0,09	0,07	0,07	0,12	0,09	0,02	0,09	0,09
Taux en cumul annuel	3,71	3,77	3,92	3,98	4,07	4,15	4,22	4,34	4,43	4,46	4,55	4,65

Source : Banque Centrale du Congo.

Deux évolutions peuvent être relevées s'agissant de cette inflation :

- la première relative à une forte tension inflationniste en début d'année avec un taux mensuel de 3,71 % représentant près de 80 % du cumul annuel, poussée due à la mauvaise application de la TVA.
- la seconde allant de février à décembre avec une moyenne mensuelle autour de 0,08 % et des taux mensuels oscillant dans la fourchette de 0,02 % à 0,15 %.

Graphique I.15 Evolution de l'inflation sous-jacente
(en pourcentage)

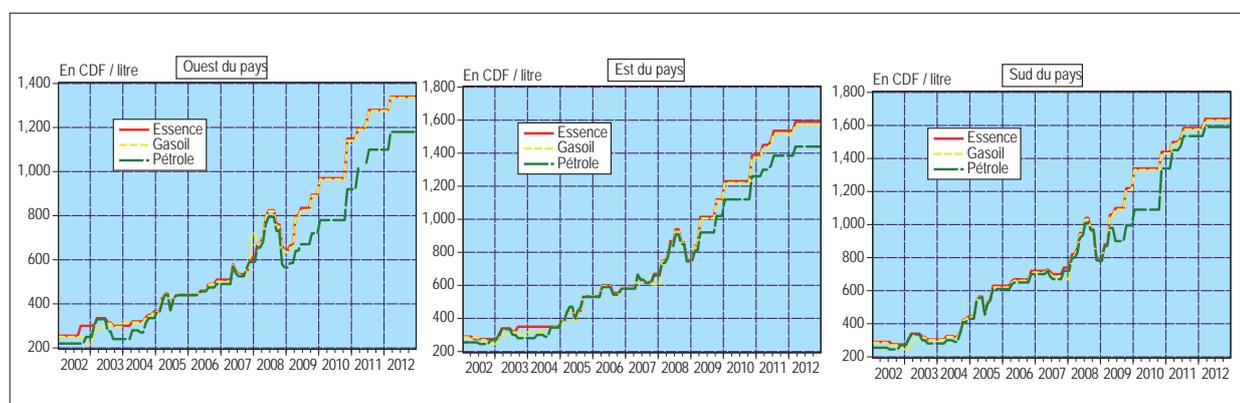


Source : Banque Centrale du Congo.

II.3. STRUCTURE DES PRIX DES CARBURANTS

Au regard de l'évolution de différents paramètres, l'analyse de la structure des prix des carburants fait état d'une seule modification effectuée au cours de l'année 2012, en date du 10 mars, fixant le prix du litre d'essence à l'ouest à 1.340,0 CDF alors qu'il était de 1.280,0. Cette modification de la structure a tenu compte du changement du prix moyen frontière commerciale (PMFC) de plus de 5,0 %.

Graphique 1.16 Evolution des prix des produits pétroliers



Source : Banque Centrale du Congo.

Pour rappel, en RDC, la modification des structures des prix des carburants terrestres (essence, pétrole lampant, gasoil, fuel-oil, gaz et pétrole liquéfiés) est régie par les arrêtés interministériels n°003/CAB/MIN/ECO-FIN&BUDG/2001 et n°021/MIN/MINE-HYDRO/2001 du 25 juin 2001, portant fixation des modalités de révision de la structure des prix des carburants terrestres.

CHAPITRE III

EMPLOI ET SALAIRE

III.1. EMPLOI

Le nombre d'emplois créés en 2012 se chiffre à 103.000 contre 65.000 en 2011, soit une augmentation de 58,5 %. Cependant, la population active s'est accrue de 4,5 %, passant de 42,4 millions à 44,3 millions d'une année à l'autre. Ainsi, pour 2012, le flux de demandeurs d'emploi est estimé à 1,8 million d'unités, soit un taux de chômage de 53,2 %.

III.1.1. Administration publique

L'administration publique congolaise compte en 2012 un effectif en augmentation de 2,6 %. Le nombre des travailleurs est estimé à 1,2 million, réparti comme suit :

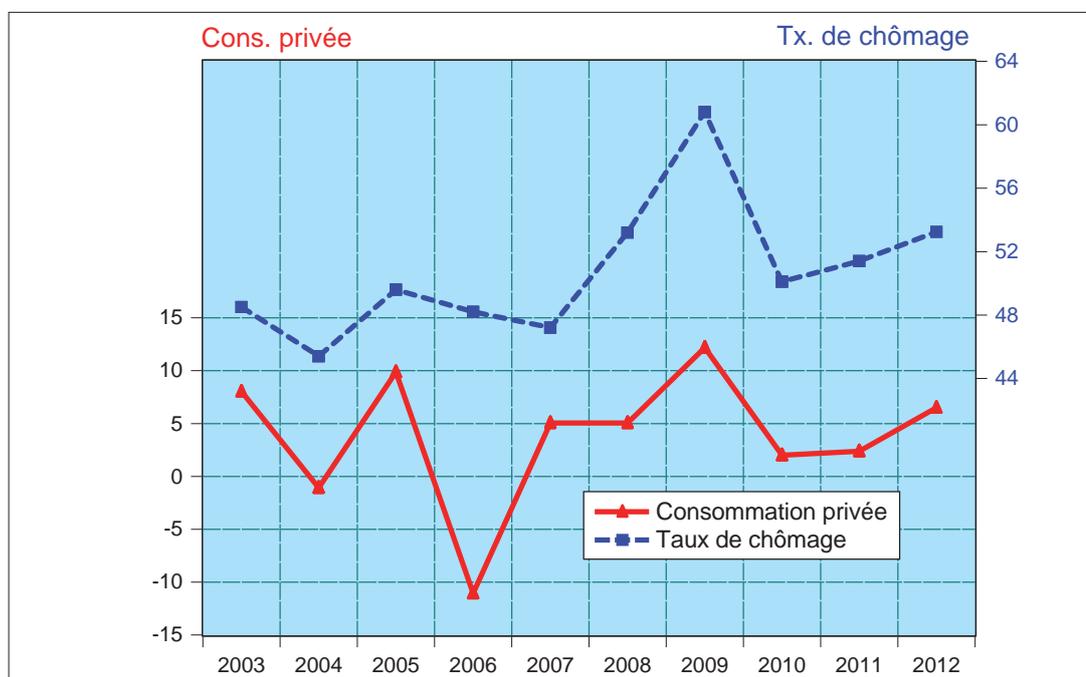
- 739,8 milliers d'unités, soit 61,1 %, sont sous-statut, indiquant un accroissement de 2,7 % par rapport à 2011 ;
- 128,7 milliers d'unités, soit 10,0 %, sont constituées des pensionnés civils et militaires, renseignant une variation annuelle de 3,9 % ;
- 341,8 milliers d'unités, soit 28,2 %, correspondent aux enseignants évoluant dans le secteur public, affichant une augmentation annuelle de 1,8 %.

III.1.2. Secteur privé

En 2012, le nombre des travailleurs dans le secteur privé est estimé à 19,5 millions d'unités contre 19,4 millions en 2011, soit une faible augmentation de 0,4 %.

Le nombre de nouveaux travailleurs, enregistré par la sécurité sociale, a progressé de 8,1 % passant de 326,1 milliers d'unités à 352,5 milliers d'une année à l'autre. En même temps, les nouveaux travailleurs non affiliés sont recensés à 19.129,6 unités en 2012 contre 19.083,4 unités une année auparavant. Sur le total de 19,5 millions des travailleurs du secteur privé, 352,5 milliers (à peine 1,8 %) sont sous la couverture de l'INSS.

Graphique I.17 Evolution de la consommation privée et du chômage
(en pourcentage)



III.2. SALAIRES

Depuis trois ans, l'indice du salaire nominal minimum légal est resté inchangé, équivalant à 100 points. Par contre, celui du salaire réel a accusé un recul de 8,5 %, passant de 109,3 points à 100 en 2012. Cependant, suivant l'indice moyen des prix à la consommation établi par la BCC, l'érosion monétaire pour l'année sous revue correspond à 9,3 %.

III.1.1. Secteur privé

Par rapport à 2011, l'indice de salaire nominal a augmenté de 2,6 % en 2012 se situant à 100 points contre 97,5 points en 2011. En revanche, le salaire réel a baissé de 6,2 % passant de 106,6 points à 100.

III.1.2. Administration publique

L'indice de salaire nominal de l'administration publique s'est chiffré à 100 points en 2012 contre 94,4 points en 2011 soit une progression de 5,9 %. A l'opposé, l'indice de salaire réel s'est replié de 3,1 %, s'établissant à 100 points contre 103,2 points une année auparavant.

CHAPITRE IV

DEVELOPPEMENT HUMAIN ET DEVELOPPEMENT DURABLE

IV.1. INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (IDH)

L'indice de développement humain en 2012, tel que publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), positionne la RDC au bas du classement avec un IDH de 0,304 contre 0,286 une année plus tôt.

Tableau I.7 IDH en 2012

Catégories d'IDH	IDH	IDH non monétaire
Développement Humain très élevé	0,905	0,927
Développement Humain élevé	0,757	0,781
Développement Humain moyen	0,639	0,661
Développement Humain faible	0,466	0,487
Afrique Subsaharienne	0,475	0,479
RDC	0,304	0,404

Source : PNUD.

Cependant, ne tenant compte que de l'IDH non monétaire, la RDC présente un indice de 0,404.

Indice économique

La mollesse de l'IDH congolais est en grande partie justifiée par le revenu national brut (RNB) par habitant qui se chiffre à 319,0 \$ suivant la Parité du Pouvoir d'Achat (PPA). Il convient de relever que le niveau minimum correspond à 2.035,0 \$PPA pour l'IDH de faible niveau ou à 1.651,0 \$PPA pour l'Afrique subsaharienne.

Tableau I.8 IDH sur le plan mondial

Catégories d'IDH	R.N.B.par Habitant (\$PPA constant 2005)
Développement Humain très élevé	33.384
Développement Humain élevé	11.579
Développement Humain moyen	5.479
Développement Humain faible	2.035
Afrique subsaharienne	1.651
RDC	319

Source : PNUD.

Indices de santé

Bien que la part en pourcentage du PIB des dépenses publiques de la RDC affectées à la santé est supérieure à la moyenne africaine ; son indice renseignant son état sanitaire reste bas, l'espérance de vie pour un congolais n'est en moyenne que de 48,7 ans.

Tableau I.9 Indices de santé en 2012

Catégorie d'IDH	Espérance de Vie à la naissance	Enfants avec insuffisance pondérale (% d'enfants de moins de 5 ans)	Dépense Publique pour la Santé (en % PIB)	Médecins pour 1.000 personnes
Développement Humain très élevé	80,1	Nul	8,2	2,9
Développement Humain élevé	73,4	nul	3,6	2,3
Développement Humain moyen	69,9	22,7	2,4	1,0
Développement Humain faible	59,1	26,1	1,8	0,3
Afrique subsaharienne	54,9	21,2	3,0	0,2
RDC	48,7	24,2	3,4	0,1

Source : PNUD.

Indices d'éducation

Malgré la faiblesse des dépenses publiques affectées à l'éducation qui ne représentent que 2,5 % du PIB, la RDC présente néanmoins un taux d'alphabétisation des adultes de 66,8 %, taux supérieur à celui de l'Afrique subsaharienne chiffré à 63 % ou encore à celui des pays à développement humain faible situé à 60,8 %.

Tableau I.10 Indices d'éducation en 2012

Catégorie d'IDH	Taux d'alphabétisation des adultes	Dépense Publique pour l'Education (en % PIB)
Développement Humain très élevé	100	5,1
Développement Humain élevé	92,7	4,7
Développement Humain moyen	82,3	3,6
Afrique subsaharienne	63,0	5,2
Développement Humain faible	60,8	3,5
RDC	66,8	2,5

Source : PNUD.

IV.2. DEVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable est considéré comme un développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre le bien-être des générations futures. Il repose sur trois piliers interdépendants, à savoir : l'environnement, le social et l'économie.

Ce concept a été consacré lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro, en 1992. Ce Sommet avait marqué une

véritable prise de conscience et l'engagement de la communauté internationale vers un développement durable.

A l'issue de ce sommet, différents documents ont été élaborés, notamment :

- (i) une déclaration politique fondée sur 27 principes mettant en avant les liens entre le développement économique et la conservation de l'environnement ;
- (ii) un programme d'action appelé Action 21 pour la mise en œuvre concrète des principes de la Déclaration de Rio ;
- (iii) une déclaration de principe sur la gestion des forêts ;
- (iv) une convention sur la diversité biologique ;
- (v) une Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique ;
- (vi) un cadre de convention sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, dont le périmètre a été élargi par la suite pour inclure la dégradation des terres au sens large.

La mise en œuvre de l'Action 21 a été retardée en RDC, à la suite de l'instabilité de l'environnement socio-économico-politique qui a caractérisé le pays durant la décennie 90. Au cours de la dernière décennie, la gestion de l'urgence a progressivement laissé la place à l'adoption de cadres légaux et institutionnels, de politiques et programmes favorables au développement durable, dont l'exécution a été butée au manque de moyens. Ainsi, face à l'ampleur des besoins, les progrès réalisés n'ont pas rencontré les attentes, bien que les jalons aient été posés dans la mise en place d'un modèle de développement durable pour la RDC.

Ce modèle devrait permettre à toute la population de mener une vie digne et décente, libre des affres de la pauvreté. Dans cette quête du développement, le rôle clé que doit y jouer la gestion durable des ressources naturelles de la RDC s'est affermi, d'années en années, en dépit de multiples pesanteurs.

Par ailleurs, depuis trois ans, le pays s'est considérablement mobilisée dans le cadre du processus de préparation au programme de réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant de la déforestation et de la dégradation de l'environnement (REDD+) et fait actuellement figure de pionnier et de leader en Afrique. « Protéger l'environnement et lutter contre les changements climatiques » constitue dès lors un des quatre piliers de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la pauvreté. Ce principe est d'ailleurs conçu dans une vision de la transition du pays vers une économie verte.

La pertinence d'une économie verte en RDC tient de l'importance de ses ressources naturelles. En effet, le pays dispose de plus de la moitié (60,0 %) des forêts tropicales du bassin du Congo - deuxième massif tropical au monde de par sa superficie -, des ressources en eau douce qui représentent la moitié des réserves du continent et d'une des plus importantes et diversifiées ressources biologiques en Afrique.

En outre, sa riche biodiversité lui fait porter une grande responsabilité dans la construction d'un avenir meilleur, non seulement pour sa population mais aussi pour l'humanité toute entière.

En effet, ces ressources contribuent de manière significative aux moyens de subsistance de la population, particulièrement pour les plus pauvres, qui en dépendent étroitement pour leur nourriture, santé, énergie, transport et culture. Le développement économique du pays repose également largement sur les ressources naturelles au travers des activités telles que l'agriculture, la production hydroélectrique, l'exploitation du bois et le transport fluvial.

Encadré 1.4 L'économie verte : sa pertinence pour la RDC

L'économie verte est définie, selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), comme une économie visant à améliorer le bien-être humain et à réduire les inégalités à long terme, tout en préservant les générations futures de risques environnementaux et de pénuries écologiques majeures. Aussi, elle est comprise comme une économie à faible émission de carbone, peu gourmande en ressources, facilitant l'intégration sociale et protégeant, tout en renforçant leur utilisation durable, la biodiversité ainsi que les services fournis par les écosystèmes.

Ce concept qui s'inscrit dans celui plus large de développement durable, reconnaît l'économie comme le principal déterminant de la durabilité écologique, et le capital naturel comme facteur clé pour la production et le bien-être. Il met l'accent sur les synergies potentielles entre croissance économique et protection de l'environnement plutôt que sur leurs antagonismes, ainsi que sur les réponses écologiques à apporter au changement climatique. La conservation de la forêt peut ainsi permettre d'atténuer le changement climatique tout en favorisant l'adaptation de la population à ses effets. Puisque les populations pauvres sont les plus dépendantes d'un environnement sain pour assurer leur subsistance, elles pourraient être les premières bénéficiaires d'une économie verte qui, de fait, met notamment l'accent sur une production agricole durable et la sécurité alimentaire envisagée dans le sens d'une plus grande autosuffisance au niveau local.

L'économie verte s'est imposée récemment dans l'agenda international. En effet, dans le contexte de crise climatique, économique et financière, l'Assemblée Générale des Nations-Unies et diverses agences de cet organisme ont appelé à inscrire les efforts financiers de relance dans le cadre d'une transition écologique vers une économie verte. Ce changement structurel des économies aurait l'intérêt de rompre avec un modèle traditionnel ayant généré différentes crises (climatique, économique, agricole, environnementale, sociale, énergétique, etc.).

En RDC, la pertinence d'une économie verte est notamment liée au rôle clé de l'environnement pour lutter contre la pauvreté et favoriser un développement économique durable dans un contexte de changement climatique.

Dès lors, la gestion de la biodiversité congolaise devient stratégique d'une part, un moyen de subsistance pour les populations pauvres particulièrement les autochtones et d'autre part, elle est susceptible d'améliorer la qualité de vie. En effet, environ 75,0 % des protéines animales rurales proviennent de la faune sauvage et de la pêche, 91,5 % de la consommation d'énergie de la population congolaise reposent exclusivement sur le bois de chauffe et 85,0 % des ménages dans les provinces de Bandundu et de l'Equateur font recours aux plantes médicinales pour se soigner).

Le processus de dégradation de l'environnement observé aujourd'hui doit donc être combattu pour assurer un développement durable en RDC, d'autant plus que la croissance économique attendue, si elle n'est pas encadrée, pourrait aggraver ce processus.

La RDC dispose d'un potentiel important de mobilisation de financements des actions de développement durable dans le cadre du Fond Vert pour le climat (les accords au sein de la CCNUCC prévoient des transferts annuels de 100,0 milliards d'USD par an à partir de 2020 vers les pays en développement pour la lutte contre le changement climatique, dont 20,0 % pour la REDD+), principalement du fait de l'importance de sa forêt tropicale et des efforts consentis depuis 3 ans, pour se préparer à l'initiative REDD+. Selon les estimations de l'étude exploratoire du potentiel de la REDD+ en RDC, le pays pourrait obtenir un cumul de réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts entre 2010 et 2030 d'environ 2,2 à 2,5 Gt CO₂e. Le potentiel de séquestration des actions d'afforestation et reforestation est estimé à entre 1,2 et 1,4 Gt CO₂e sur la même période. Au total, c'est donc entre 3,4 et 3,9 Gt de CO₂e qui pourrait être ainsi séquestré ou maintenu dans la forêt entre 2010 et 2030. En considérant une hypothèse conservatrice de prix de la tonne de CO₂ de 5,0 USD, cela correspond à des revenus supérieurs à 900,0 millions de dollars par an.

Dans ce contexte, il est primordial de mettre en place une économie verte en RDC, caractérisée par la gestion durable de l'environnement favorisant un développement à faible intensité de carbone et résilient au changement climatique.

La gestion des ressources devient également stratégique dans un contexte de la lutte contre le changement climatique. L'évolution du climat actuellement observée laisse présager une augmentation des catastrophes naturelles, un stress hydrique accru, une aggravation du processus de dégradation des terres et une recrudescence de certaines maladies. Dès lors, la gestion durable de l'eau, des forêts et des sols apparaît au cœur des réponses à y apporter en termes d'adaptation à ces effets.

L'environnement et le changement climatique continuent toutefois d'occuper une place de plus en plus importante dans la planification du développement du pays au cours de ces dernières années. Ils sont ainsi reconnus comme un des cinq piliers de la Stratégie de Croissance et Réduction de la Pauvreté (SCRCP) du pays, adoptée en 2012.

La RDC a aussi le mérite de disposer d'un potentiel important d'atténuation du changement climatique, principalement du fait de l'importance de sa forêt tropicale et des efforts qu'elle attend consolider par son adhésion à l'initiative REDD+ , offrant une opportunité de mobilisation de financements internationaux importants pour la mise en œuvre d'un développement durable.

Pour la réussite de cette transition, la RDC a besoin de l'appui de ses partenaires internationaux et le caractère stratégique des ressources naturelles qu'elle recèle lui confère également un rôle particulier au niveau international.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I

Tableau I.11 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(en pourcentage du PIB à prix courants)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011(p)	2012(e)
1. AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE et PÊCHE	48,0	49,0	47,1	46,3	44,6	44,6	41,2	42,1	37,4	35,6
2. INDUSTRIES	22,4	20,8	22,0	21,9	22,5	22,5	22,0	23,5	25,7	26,9
1. Activités extractives et métallurgiques	9,2	8,5	9,0	8,6	8,5	8,5	8,9	10,5	11,5	13,0
2. Activités de fabrications	4,9	5,2	5,3	5,1	5,3	5,3	5,1	4,8	5,2	5,0
3. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	4,3	3,0	3,0	3,1	3,4	3,4	3,0	2,9	3,2	2,7
4. Construction	4,1	4,0	4,7	5,0	5,3	5,3	5,0	5,3	5,8	6,3
3. SERVICES	27,4	27,6	27,9	28,9	31,0	31,0	31,0	29,5	32,4	32,8
1. Commerce de gros et de détail	15,8	15,2	15,6	16,1	17,1	17,1	17,5	16,6	18,1	18,9
2. Transports, entreposage et communications	3,9	3,6	3,8	4,1	4,5	4,5	4,5	4,4	4,8	4,7
3. Services marchands (1)	5,4	5,2	5,3	5,4	5,7	5,7	5,5	5,4	5,9	6,2
- dont services financiers	-0,4	0,0	0,8	1,2	1,5	1,5	1,3	1,2	1,3	1,2
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	2,4	3,5	3,2	3,3	3,6	3,6	3,5	3,3	3,6	3,0
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	97,8	97,4	96,9	97,0	98,0	98,0	94,1	95,1	95,5	95,4
Production imputée des services bancaires (-)	-0,1	0,0	0,3	-0,0	-1,7	-1,7	-2,8	-0,0	-0,9	-0,8
DROITS ET TAXES À L'IMPORTATION	2,2	2,6	2,8	3,0	3,7	3,7	8,7	5,0	5,5	5,4
Produit intérieur brut au prix du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Y compris les hôtels et restaurants.

Tableau I.12 Utilisation du Produit Interieur Brut
(en pourcentage du PIB à prix courants)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011(p)	2012(e)
1. Consommation finale des ménages	73,20	67,65	58,15	76,54	56,96	44,73	70,19	38,33	49,95	49,31
2. Consommation finale des administrations publiques	11,98	16,14	21,26	9,92	10,57	13,18	9,93	7,56	6,58	6,90
3. Formation brute de capital fixe	12,48	18,50	19,95	25,30	46,13	40,64	30,06	33,51	39,25	39,75
4. Variation de stocks	4,41	-0,23	4,63	-9,61	-22,60	0,22	-5,02	17,29	0,75	3,09
5. Exportations des biens et services	24,27	29,36	33,40	31,13	61,70	59,07	39,05	64,27	59,00	45,38
6. Importations des biens et services	26,33	31,41	37,40	33,28	52,76	57,83	44,22	60,97	55,54	44,43
7. Exportations nettes des biens et services	-2,06	-2,06	-4,00	-2,15	8,94	1,24	-5,16	3,30	3,47	0,95
PRODUIT INTERIEUR BRUT	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.13 Produit Interieur Brut

Périodes	Estimations aux prix de 2000				Estimations à prix courants			Déflateur du PIB (2000 = 100)	Variation du déflateur du PIB (en %)
	en millions de CDF	en millions d'USD	Indice (2000 = 100)	Variations annuelles (en %)	en millions de CDF	Indice (2000 = 100)	Variations annuelles (en %)		
1980	483 829,56	7 007,960	162,870	2,3	0,000	0,000	19,048	0,000	18,74
1981	495 441,47	7 176,151	166,779	2,4	0,000	0,000	100,000	0,000	95,31
1982	492 964,26	7 140,270	165,945	-0,5	0,000	0,000	50,000	0,000	50,75
1983	499 915,05	7 240,948	168,284	1,4	0,001	0,000	66,667	0,000	64,35
1984	527 660,34	7 642,821	177,624	5,6	0,001	0,000	80,000	0,000	70,54
1985	530 298,64	7 681,035	178,512	0,5	0,001	0,000	33,333	0,000	32,67
1986	555 328,74	8 043,580	186,938	4,7	0,002	0,000	33,333	0,000	27,32
1987	570 322,61	8 260,756	191,985	2,7	0,003	0,000	81,250	0,000	76,48
1988	573 744,55	8 310,321	193,137	0,6	0,006	0,000	89,655	0,000	88,52
1989	565 712,13	8 193,976	190,433	-1,4	0,012	0,000	109,091	0,000	112,06
1990	528 375,12	7 653,174	177,865	-6,6	0,022	0,000	94,783	0,000	108,55
1991	483 885,94	7 008,777	162,889	-8,4	0,465	0,000	1 975,446	0,000	2 166,27
1992	433 077,92	6 272,855	145,785	-10,5	17,655	0,006	3 697,505	0,004	4 143,02
1993	374 557,45	5 425,224	126,086	-13,5	269,239	0,091	1 425,033	0,072	1 663,30
1994	360 059,73	5 215,234	121,206	-3,9	69,34	0,023	-74,245	0,019	-73,21
1995	362 641,52	5 252,629	122,075	0,7	396,42	0,133	471,692	0,109	467,62
1996	358 603,34	5 194,139	120,715	-1,1	2 896,25	0,975	630,601	0,808	638,83
1997	339 206,85	4 913,193	114,186	-5,4	7 803,82	2,627	169,445	2,301	184,85
1998	333 315,09	4 827,855	112,203	-1,7	9 989,43	3,363	28,007	2,997	30,27
1999	319 082,17	4 621,700	107,411	-4,3	51 823,85	17,445	418,787	16,242	441,93
2000	297 065,50	4 302,803	100,000	-6,9	297 065,46	100,000	473,221	100,000	515,71
2001	290 827,10	4 212,444	97,900	-2,1	1 407 545,00	473,816	373,816	483,980	383,98
2002	300 914,41	4 358,552	101,296	3,5	1 922 300,00	647,096	36,571	638,820	31,99
2003	318 341,15	4 610,967	107,162	5,8	2 298 655,50	773,788	19,578	722,073	13,03
2004	339 478,90	4 917,134	114,277	6,6	2 601 000,00	875,565	13,153	766,174	6,11
2005	365 960,77	5 300,706	123,192	7,8	3 407 940,09	1 147,202	31,024	931,231	21,54
2006	386 386,00	5 596,553	130,068	5,6	4 066 601,32	1 368,924	19,327	1 052,471	13,02
2007	410 565,11	5 946,772	138,207	6,3	5 148 172,96	1 733,010	26,596	1 253,924	19,14
2008	435 835,81	6 312,801	146,714	6,2	6 525 982,72	2 196,816	26,763	1 497,349	19,41
2009	447 925,55	6 487,914	150,783	2,8	9 026 676,30	3 038,615	38,319	2 015,218	34,59
2010	479 952,22	6 951,799	161,564	7,1	11 949 307,55	4 022,449	32,378	2 489,687	23,54
2011 (p)	513 095,027	7 431,851	172,721	6,9	14 760 487,30	4 968,766	23,526	2 876,755	15,55
2012 (e)	549 883,319	7 964,706	185,105	7,2	17 290 148,56	5 820,316	17,138	3 144,331	9,30

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.14 Produit national brut et revenu national
(en millions de CDF courants)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011(p)	2012(e)
Produit intérieur brut	2 298 655,5	2 601 000,0	3 407 940,1	4 066 601,3	5 148 173,0	6 525 982,7	9 026 676,3	11 949 307,6	14 760 487,3	17 290 148,6
Revenu des facteurs du reste du Monde	26 900,5	76 210,9	102 238,2	121 998,0	154 445,2	195 779,5	270 800,3	358 479,2	392 814,6	42 644,5
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	99 309,4	226 825,5	297 513,2	355 014,3	449 435,5	569 718,3	788 028,8	1 043 174,5	1 208 590,5	680 601,5
Revenu national brut (1)	2 226 246,6	2 450 385,4	3 212 665,1	3 833 585,1	4 853 182,7	6 152 043,9	8 509 447,7	11 264 612,2	13 944 711,4	16 652 191,6
Consommation de capital fixe (-)	68 959,7	78 030,0	102 238,2	121 998,0	154 445,2	195 779,5	270 800,3	358 479,2	442 814,6	518 704,5
Revenu national net	2 157 287,0	2 372 355,4	3 110 426,9	3 711 587,0	4 698 737,5	5 956 264,4	8 238 647,5	10 906 133,0	13 501 896,8	16 133 487,2
Transferts courants du reste du Monde	212 898,3	257 724,2	447 083,2	563 101,7	766 960,8	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 622 771,5
Transferts courants au reste du Monde (-)	-2 669,8	10 182,0	92 759,4	225 470,7	321 662,7	416 613,7	244 508,1	765 661,3	937 369,6	1 146 887,4
Revenu National disponible	2 372 855,1	2 619 897,6	3 464 750,7	4 049 218,0	5 144 035,6	6 515 068,4	9 368 530,7	11 669 520,7	14 799 135,4	17 609 371,3
Consommation finale (-)	1 957 799,5	2 179 342,1	2 706 408,0	3 516 012,3	3 476 661,0	3 778 778,7	7 232 165,8	5 483 704,8	8 343 884,4	9 719 463,1
Epargne nette	415 055,6	440 555,5	758 342,6	533 205,7	1 667 374,7	2 736 289,7	2 136 364,9	6 185 815,8	6 455 251,0	7 889 908,2

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Produit national brut selon SCN 68.

Tableau I.15 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF courants)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011(p)	2012(e)
1. AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE et PÊCHE	1 102 985,6	1 274 900,0	1 604 528,9	1 880 993,5	2 293 924,8	2 907 849,8	3 714 885,5	5 027 359,5	5 525 118,3	6 161 087,4
2. INDUSTRIES	515 185,6	541 405,0	748 547,1	888 699,0	1 156 207,1	1 465 643,7	1 982 055,7	2 802 566,2	3 792 716,5	4 653 052,4
1. Activités extractives et métallurgiques	211 549,5	221 802,0	307 149,1	350 783,1	438 441,4	555 781,9	801 271,1	1 253 619,2	1 696 524,5	2 241 631,2
2. Activités de fabrications	112 188,8	136 525,0	178 920,0	206 670,3	273 956,4	347 275,6	456 187,0	570 677,0	772 298,0	858 732,5
3. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	97 875,1	78 581,0	103 032,5	126 051,6	173 150,7	219 491,1	270 975,9	346 513,9	468 937,7	466 227,4
4. Construction	93 572,1	104 497,0	159 445,4	205 193,9	270 658,6	343 095,2	453 621,7	631 756,0	854 956,2	1 086 461,3
3. SERVICES	630 832,5	718 149,0	950 233,2	1 174 087,4	1 593 758,4	2 020 297,3	2 797 212,9	3 528 678,9	4 775 365,8	5 673 737,4
1. Commerce de gros et de détail	362 831,8	396 372,0	530 081,4	653 267,5	878 673,6	1 113 833,8	1 575 285,9	1 977 775,9	2 676 526,7	3 261 708,2
2. Transports, entreposage et communications	88 909,2	94 426,0	128 679,5	165 213,1	232 919,7	295 256,2	407 373,7	520 820,0	704 826,4	818 635,1
3. Services marchands (1)	123 991,9	135 949,0	181 015,3	221 172,2	294 691,4	373 559,9	499 796,5	640 969,6	867 425,0	1 071 494,6
- dont services financiers	-8 526,0	876,0	27 170,6	50 021,8	76 061,3	96 417,7	113 037,4	144 966,0	196 182,7	208 668,4
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	55 099,6	91 402,0	110 457,1	134 434,5	187 473,7	237 647,4	314 756,8	389 113,4	526 587,7	521 899,6
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	2 249 003,8	2 534 454,0	3 303 309,1	3 943 779,9	5 043 890,3	6 393 790,8	8 494 154,1	11 358 604,5	14 093 200,6	16 487 877,2
Production imputée des services bancaires (-)	-1 436,8	37,0	9 960,9	-1 154,6	-87 469,9	-110 879,5	-251 677,4	-4 220,3	-137 823,9	-136 574,8
DROITS ET TAXES À L'IMPORTATION	51 088,5	66 509,0	94 670,1	123 976,0	191 752,6	243 071,5	784 199,6	594 923,3	805 110,5	938 846,1
Produit intérieur brut au prix du marché	2 298 655,5	2 601 000,0	3 407 940,1	4 066 601,32	5 148 172,96	6 525 982,72	9 026 676,30	11 949 307,6	14 760 487,3	17 290 148,6

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Y compris les hôtels et restaurants

Tableau I.16 Contribution de différents secteurs au Produit intérieur Brut

(en millions de CDF aux prix de 2000)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011(p)	2012(e)
1. AGRICULTURE, SYLVICULTURE, CHASSE et PÊCHE	143 291,8	144 219,8	148 358,9	153 175,8	158 154,0	162 914,4	167 818,2	172 869,5	178 073,4	183 424,0
2. INDUSTRIES	71 850,9	85 015,0	97 432,0	101 830,5	105 712,1	113 292,8	118 108,9	136 644,3	152 895,3	170 967,4
1. Activités extractives et métallurgiques	38 300,0	44 583,9	50 643,7	51 075,8	52 376,6	58 359,0	59 818,0	74 503,8	86 216,7	98 002,6
2. Activités de fabrications	12 234,8	15 175,2	16 029,3	16 171,5	16 995,5	17 461,4	17 699,2	17 975,4	18 296,3	18 659,8
3. Production et distribution d'électricité, de gaz et eau	2 856,4	2 645,7	2 690,2	2 807,1	2 856,9	2 717,8	2 674,7	2 696,2	2 623,5	2 588,4
4. Construction	18 459,7	22 610,2	28 068,7	31 776,2	33 483,0	34 754,6	37 916,9	41 468,9	45 758,8	51 716,6
3. SERVICES	97 414,3	104 679,2	113 811,3	124 143,6	137 982,5	151 511,4	155 207,3	161 573,2	170 393,6	182 596,9
1. Commerce de gros et de détail	56 674,8	59 908,4	65 828,8	71 719,8	81 104,3	91 080,1	94 970,1	99 151,4	104 416,4	112 582,2
2. Transports, entreposage et communications	15 781,1	17 563,5	19 335,1	21 746,6	24 126,4	26 153,0	26 913,7	28 265,9	29 871,3	31 601,6
3. Services marchands	18 500,0	20 001,8	21 693,2	23 319,8	24 940,2	26 137,4	27 057,2	27 883,3	29 816,6	31 963,4
- dont services financiers	-1 310,7	540,0	619,2	694,8	772,2	847,9	1 352,9	1 394,2	1 263,7	1 432,6
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	6 458,4	7 205,5	6 954,2	7 357,3	7 811,6	8 140,9	6 266,4	6 272,7	6 289,3	6 449,7
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	312 557,0	333 914,0	359 602,2	379 149,9	401 848,6	427 718,6	441 134,4	471 087,0	501 362,3	536 988,2
Production imputée des services bancaires	-478,2	-1 415,0	-1 576,3	-1 809,6	-2 045,6	-4 302,0	-6 683,6	-6 296,9	-6 140,2	-5 963,1
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	6 262,386	6 979,90	7 934,9	9 045,7	10 762,2	12 419,1	13 474,8	15 162,1	17 872,9	18 858,2
Produit intérieur brut au prix du marché	318 341,2	339 478,9	365 960,77	386 386,0	410 565,1	435 835,8	447 925,6	479 952,2	513 095,0	549 883,3

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.17 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF courants)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011(p)	2012(e)
1. Consommation finale des ménages	1 682 502,1	1 759 502,5	1 981 795,2	3 112 626,7	2 932 620,0	2 918 957,0	6 335 447,1	4 580 089,0	7 373 371,5	8 525 599,3
2. Consommation finale des administrations publiques	275 297,4	419 839,5	724 612,9	403 385,7	544 041,0	859 821,6	896 718,7	903 615,8	970 512,8	1 193 863,8
3. Formation brute de capital fixe	286 759,0	481 185,0	679 861,0	1 028 679,7	2 374 698,3	2 652 137,3	2 713 340,1	4 004 604,8	5 794 211,3	6 672 348,5
4. Variation de stocks	101 436,8	-6 056,3	157 957,5	-390 640,0	-1 163 399,3	14 286,9	-452 691,3	2 066 590,5	110 906,9	534 259,2
5. Exportations des biens et services	557 960,1	763 613,0	1 138 384,5	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	7 845 991,6
6. Importations des biens et services	605 299,8	817 083,8	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 681 913,8
7. Exportations nettes des biens et services	-47 339,7	-53 470,8	-136 286,5	-87 450,7	460 213,1	80 779,8	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	164 077,8
PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 298 655,5	2 601 000,0	3 407 940,1	4 066 601,3	5 148 173,0	6 525 982,7	9 026 676,3	11 949 307,6	14 760 487,3	17 290 148,6

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.18 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF au prix de 2000)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011(p)	2012(e)
1. Consommation finale des ménages	241 430,6	238 837,5	262 402,4	233 414,9	245 225,7	257 634,0	289 010,2	294 790,4	301 800,3	321 439,9
2. Consommation finale des administrations publiques	21 314,6	29 902,2	45 654,0	43 406,8	53 237,4	65 953,8	46 386,6	49 837,1	54 657,6	65 968,5
3. Formation brute de capital fixe	51 327,8	58 243,1	55 809,0	87 171,6	101 075,0	80 280,0	91 712,3	103 162,5	113 448,2	127 670,8
4. Variation de stocks	4 786,4	12 398,1	5 825,5	21 765,4	10 918,4	11 290,6	22 691,1	18 154,8	24 550,3	33 997,3
5. Exportations des biens et services	34 113,0	43 140,3	38 287,8	44 880,0	66 039,2	96 498,5	73 946,3	87 848,9	95 834,0	54 146,1
6. Importations des biens et services	34 631,3	43 042,3	42 017,9	44 252,8	65 930,6	75 821,0	75 821,0	73 841,6	77 195,3	53 339,3
7. Exportations nettes des biens et services	-518,2	98,0	-3 730,1	627,2	108,6	20 677,5	-1 874,7	14 007,4	18 638,7	806,9
PRODUIT INTERIEUR BRUT	318 341,2	339 478,9	365 960,8	386 386,0	410 565,1	435 835,8	447 925,6	479 952,2	513 095,0	549 883,3

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.19 Compte des opérations courantes de l'Etat
(en millions de CDF courants)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010(p)	2011(p)	2012(e)
EMPLOIS:										
Consommation publique	275 297,4	419 839,5	724 612,9	403 385,7	544 041,0	859 821,6	896 718,7	903 615,8	970 512,8	1 193 863,8
Frais du personnel	77 211,4	152 593,4	338 119,4	195 339,5	263 451,9	416 368,7	434 236,1	437 576,0	469 970,9	578 128,6
Consommation de biens et services	198 086,0	267 246,1	386 493,4	208 046,1	280 589,1	443 453,0	462 482,6	466 039,8	500 542,0	615 735,2
Transferts courants	210 465,1	183 686,8	354 323,8	337 631,0	445 298,1	558 804,0	1 129 883,2	763 387,7	1 297 238,7	1 475 884,1
Subventions d'exploitation aux	-	-	1 632,7	1 677,6	2 212,6	-1 806,0	5 613,9	3 793,0	6 138,5	7 191,1
Entreprises	6 789,5	15 392,5	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts aux ménages	170 643,4	6 055,94	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts à l'étranger	19 611,0	158 603,1	72 192,4	73 964,8	97 551,4	-79 626,3	247 523,4	167 235,2	282 890,9	322 722,7
Intérêts de la dette publique	13 421,3	3 635,3	280 498,7	261 988,6	345 534,2	640 236,3	876 745,9	592 359,5	1 008 209,3	1 145 970,4
Autres transferts (n.d.a)	709,6	1 479,2	1 479,2	1 479,2	1 479,2	-29 094,9	510 673,3	2 486,1	2 508,7	2 589,2
Prestations de la Sécurité Sociale	-283 586,8	-270 049,5	-607 859,1	-158 113,1	-248 955,3	-237 944,1	-913 908,5	511 009,0	470 736,2	926 847,3
Epargne de l'Etat	202 885,3	334 956,2	472 556,7	584 382,8	741 863,1	1 151 586,5	1 623 366,8	2 180 498,5	2 740 996,4	3 599 184,5
TOTAL	174 063,2	250 945,1	421 724,7	530 850,3	683 896,1	1 083 205,1	1 528 782,2	2 083 076,4	2 640 651,6	3 498 839,7
RESSOURCES:										
Recettes ordinaires	15 989,4	18 562,3	29 090,7	42 220,1	71 582,0	81 885,8	160 877,5	369 623,0	353 656,0	599 476,7
Cessions de biens et services (1)	34 401,5	60 273,3	178 991,1	236 900,8	299 004,0	474 501,3	569 837,8	780 015,4	1 007 893,8	1 295 887,7
Impôts directs	111 985,7	156 790,3	156 711,4	225 200,5	305 742,0	517 914,7	621 973,8	851 381,2	1 100 108,7	1 414 452,0
Impôts indirects	9 538,3	8 121,7	5 287,3	6 231,0	7 174,7	8 118,5	11 229,4	11 566,3	11 913,3	11 739,8
Intérêts et dividendes	2 148,3	7 197,5	51 644,2	20 297,9	393,4	784,9	164 863,7	70 490,5	167 079,9	177 283,5
Autres recettes ordinaires (2)	24 038,4	47 151,6	13 972,6	16 673,1	21 107,5	24 899,7	34 441,1	35 474,3	36 538,6	36 538,6
Transferts courants de l'extérieur	4 783,7	36 859,5	36 859,5	36 859,5	36 859,5	43 481,7	60 143,5	61 947,8	63 806,2	63 806,2
Cotisations à la Sécurité Sociale	202 885,3	334 956,2	472 556,7	584 382,8	741 863,1	1 151 586,5	1 623 366,8	2 180 498,5	2 740 996,4	3 599 184,5
TOTAL	202 885,3	334 956,2	472 556,7	584 382,8	741 863,1	1 151 586,5	1 623 366,8	2 180 498,5	2 740 996,4	3 599 184,5

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats de la C.E.S.C.N.

(1) Recettes administratives, judiciaires et domaniales

(2) Il s'agit de recettes diverses.

Tableau I.20 Compte de capital et financier de l'Etat
(en millions de CDF à prix courants)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)
EMPLOIS:										
Formation brute de capital (r)	45 516,8	76 989,6	108 777,8	174 875,6	403 698,7	450 863,3	1 127 928,6	1 228 190,7	1 375 570,3	1 826 134,2
Sur ressources intérieures	3 723,7	24 059,8	32 478,5	54 226,9	125 182,2	139 807,4	349 757,6	598 805,6	377 300,0	533 640,0
Sur ressources extérieures	41 793,1	52 929,8	76 299,2	120 648,7	278 516,5	311 055,9	778 171,0	629 385,1	998 270,3	1 292 494,2
Transferts de capital	-	-12 581,27	-43 238,14	38 286,67	-1 908,62	62 079,96	114 024,17	144 483,20	900 365,09	93 129,02
Subventions d'équipement versées aux entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition nette d'actifs incorporels	-	-	-	-	-1 908,62	-	114 024,2	-	900 365,1	93 129,0
Capacité(+)/Besoins(-) de financement (r)	55 766,8	-195 505,2	-353 860,0	-595 136,0	-868 741,1	-1 029 158,0	-1 863 782,0	-2 129 699,6	-2 287 063,9	-2 793 612,8
TOTAL	101 283,7	-131 096,9	-288 320,4	-381 973,7	-466 951,1	-516 214,7	-621 829,2	-757 025,7	-11 128,5	-874 349,6

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.21 Formation brute de capital fixe

(en millions de CDF courants)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011(p)	2012 (e)
Par agent:										
Secteur privé	241 242,1	404 195,4	571 083,3	853 804,2	1 970 999,6	2 201 274,0	1 585 411,5	2 776 414,1	4 418 641,0	5 046 214,3
Dont ménages	168 455,3	282 980,2	399 819,2	534 882,9	731 951,7	960 836,1	762 831,2	921 958,3	1 394 387,6	1 624 557,1
Administrations publiques	45 516,8	76 989,6	108 777,8	174 875,6	403 698,7	450 863,3	1 127 928,6	1 228 190,7	1 375 570,3	1 826 134,2
Total	286 759,0	481 185,0	679 861,0	1 028 679,7	2 374 698,3	2 652 137,3	2 713 340,1	4 004 604,8	5 794 211,3	6 872 348,5
Par type de biens d'investissement:										
Matériels d'équipement	29 565,0	50 043,2	70 705,5	105 954,0	245 022,3	273 648,6	279 963,6	413 196,8	2 572 629,8	3 051 322,7
Bâtiments et travaux publics	198 625,4	333 365,0	471 007,7	713 903,7	1 650 927,2	1 843 807,1	1 886 356,3	2 784 063,6	2 062 739,2	2 446 556,1
Projets administratifs	56 754,0	96 237,0	135 972,2	206 456,0	473 277,4	528 571,0	540 768,7	798 117,7	1 145 598,5	1 358 761,6
Cheptels	1 814,6	1 539,8	2 175,6	2 366,0	5 471,4	6 110,6	6 251,6	9 226,7	13 243,8	15 708,1
Total	286 759,0	481 185,0	679 861,0	1 028 679,7	2 374 698,3	2 652 137,3	2 713 340,1	4 004 604,8	5 794 211,3	6 872 348,5

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.22 Compte extérieur de l'économie
(en millions de CDF courants)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011(p)	2012(e)
1. Exportations de biens et services	557 960,1	763 613,0	1 138 384,5	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	7 845 991,6
2. Importations de biens et services	605 299,8	817 083,8	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 681 913,8
Solde sur biens et services	-47 339,7	-53 470,8	-136 286,5	-87 450,7	460 213,1	80 779,8	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	164 077,8
3. Rémunérations des salariés reçues nettes du Reste du Monde	243,0	-3 186,4	-11 075,7	-8 780,1	-9 059,9	-12 747,2	-9 206,5	-37 592,8	68 958,0	-39 630,7
4. Revenu net de la propriété et de l'Entreprise en provenance du Reste du Monde	-72 743,2	-110 308,7	-107 725,9	-205 069,6	-332 704,8	-502 394,9	-618 973,1	-910 144,5	-1 078 411,8	-599 129,6
5. Autres transferts courants nets en provenance du Reste du monde	210 478,5	183 696,0	354 323,8	337 631,0	445 298,1	558 804,0	1 129 883,2	763 387,7	1 297 238,7	1 475 884,1
Solde des opérations courantes avec le Reste du Monde	90 638,5	16 730,1	99 235,7	36 330,6	563 746,5	124 441,7	35 565,4	210 057,7	799 269,7	1 001 201,7
6. Transferts nets en capital	0,0	-12 581,3	-43 238,1	38 286,7	-1 908,6	62 080,0	114 024,2	144 483,2	900 365,1	93 129,0
7. Variation des engagements envers le Reste du Monde	75 053,1	35 304,8	-99 723,5	100 679,3	-125 290,3	96 580,4	-593 267,0	159 442,4	540 757,3	-81 656,2
8. Achat d'actifs incorporels (3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9. Variation des créances sur le Reste du Monde	38 391,8	-44 723,2	124 192,4	-88 045,5	-39 032,0	122 887,8	-371 733,0	-25 505,8	291 403,7	132 949,0
Total du financement net	38 391,8	-44 723,2	124 192,4	-88 045,5	-39 032,0	122 887,8	-371 733,0	-25 505,8	291 403,7	132 949,0

Source: Banque Centrale du Congo.

**Tableau I.23 Evolution des indices d'activité économique
et des prix à la consommation des ménages**

(base 2009 = 100)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 (p)	2011 (e)	2012 (e)
I. VOLUME DE PRODUCTION										
1. Production agricole	73,7	96,9	99,7	102,8	96,9	99,6	100,0	104,1	106,4	105,9
2. Production agricole d'exportation	52,2	57,7	77,6	70,4	111,0	99,6	100,0	101,4	103,6	100,5
3. Production minière et métallurgique	35,2	14,6	22,7	30,0	32,5	82,0	100,0	156,4	157,5	163,6
4. Production de pétrole brut	98,6	107,8	98,2	96,0	94,0	89,2	100,0	92,0	91,2	91,1
5. Production manufacturière	80,6	89,5	93,3	92,7	96,2	77,0	100,0	101,8	103,9	106,5
6. Production de ciment	68,5	90,5	113,3	115,0	115,2	89,3	100,0	106,4	99,4	81,8
7. Production d'eau	77,8	82,8	83,6	86,0	88,7	89,8	100,0	103,7	101,5	99,3
8. Production d'électricité	78,0	90,3	93,0	99,5	98,4	97,8	100,0	97,2	91,5	98,5
II. VOLUME DE CONSOMMATION										
1. Consommation d'eau	77,4	87,6	87,6	92,3	90,9	95,3	100,0	102,3	108,0	109,0
2. Consommation intérieure d'électricité	66,7	77,2	73,7	93,3	75,9	85,2	100,0	108,6	111,1	109,4
3. Consommation intérieure de ciment	65,4	89,1	107,7	119,4	123,6	97,0	100,0	110,7	89,2	90,0
4. Consommation des produits pétroliers	55,4	60,4	75,5	80,8	88,5	99,4	100,0	110,7	89,2	90,0
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT										
1. Manutention dans les principaux ports	55,6	69,1	79,0	83,2	88,9	95,9	100,0	99,1	121,6	118,3
2. Trafic des marchandises et des personnes	37,1	40,8	48,2	57,1	68,4	82,3	100,0	117,6	134,6	156,2
IV. PRIX										
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers	32,7	35,3	50,7	60,3	66,7	86,0	100,0	127,8	151,7	163,2
2. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, B.C.C.	29,7	30,9	37,5	46,5	51,1	65,2	100,0	109,8	126,8	134,0
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES (1)	25,8	30,7	39,8	46,1	61,8	77,6	100,0	120,0	137,7	153,5
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES (1)	31,9	35,5	44,3	50,8	58,0	75,1	100,0	127,0	153,1	166,8
5. Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa, US-Embassy-Econ	25,4	26,3	34,2	36,7	48,4	72,2	100,0	115,9	-	-
6. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York	39,2	54,7	74,6	87,9	95,2	133,6	100,0	105,6	147,0	125,1
V. Indice de volume du P.I.B. (2)	71,1	75,8	81,7	86,3	91,7	97,3	100,0	107,1	114,5	122,8

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Il s'agit de l'indice moyen annuel

(2) Calculé sur base du PIB constant aux prix de 2000

**Tableau I.24 Importations et estimation de la production commercialisée
de principaux produits alimentaires**
(en milliers de tonnes)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 (p)	2011 (e)	2012 (e)
Production commercialisée:											
Manioc en cossettes	14 930	15 442	15 920	16 414	14 989	15 004	15 019	15 034	15 049	15 065	15 080
Tubercules ⁽¹⁾	396	409	422	435	489	417	422	427	427	429	442
Bananes plantains	486	502	518	534	488	489	490	490	432	407	493
Maïs	1 155	1 194	1 231	1 269	1 155	1 156	1 156	1 156	1 156	1 157	1 157
Riz	314	325	335	346	456	516	317	317	317	318	318
Pois et haricots	109	112	116	120	119	123	115	116	117	118	125
Poissons frais	61	63	65	67	70	73	75	78	78	79	81
Viande	46	48	49	51	65	73	75	77	80	82	89
Légumes ⁽²⁾	85	88	91	93	87	88	90	93	96	99	102
Fruits ⁽³⁾	363	375	387	399	405	420	433	446	1 221	2 316	2 105
Importations:											
Maïs	3	3,1	3,2	3,3	2,8	3	3	3,2	3,3	3,4	3,8
Riz	163	169	174	179	180	186	202	209	215	222	228
Poissons salés et fumés	5	5	5	5	5,4	6	6	6	6	7	7
Viande et abats	7	7	7	8	9	10	11	11	11	12	12
Blé	162	168	173	178	203	219	238	245	253	261	269

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les données du Ministère de l'Agriculture et de l'OFIDA.

(1) Patates douces, pommes de terre et ignames

(2) Feuilles de manioc, piments et poivre

(3) Tomates, bananes douces et autres fruits

Tableau I.25 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse
(en milliers de tonnes, sauf indication contraire)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)
I. CULTURES VIVRIERES										
Céréales										
Maïs grains	1 155	1 368	1 642	3 421	4 105	3 011	3 421	3 705	3 742	3 779
Riz paddy	315	373	448	932	1 119	821	932	989	1 019	1 049
Millet & sorgho	43	51	61	127	152	111	127	135	138	140
Blé & orge	10	12	25	30	22	25	30	31	32	33
Racines et tubercules										
Manioc tubercules	14 945	17 707	21 248	44 267	53 121	38 955	44 267	46 121	46 582	47 048
Patate douce	223	264	317	661	793	582	661	693	700	707
Taro	66	78	93	194	233	171	194	203	209	215
Pomme de terre	92	109	131	272	327	240	272	297	306	315
Oignons, ails...	50	59	71	148	178	130	148	158	163	168
Igname	85	101	121	253	303	222	253	283	291	300
Légumes et légumineuses										
Haricots	108	128	154	321	385	283	321	345	348	352
Vandzou	9	11	13	27	32	24	27	29	30	31
Feuille de manioc	285	338	406	845	1 014	744	845	927	955	983
Tomates	45	53	64	133	160	117	133	141	145	150
Piments et poivre	31	37	44	92	110	81	92	100	103	106
Autres légumes	91	108	129	270	323	237	270	293	302	311
Oléagineux										
Arachides	360	426	511	1 065	1 278	937	1 065	1 178	1 190	1 202
Soja	14	17	20	42	51	37	42	46	47	49
Noix de palme (palmier à huile)	1 065	1 262	1 515	3 156	3 787	2 777	3 156	3 487	3 592	3 699
Autres oléagineux	34	40	48	101	121	89	101	115	118	122
Fruits										
Bananes plantains	486	576	692	1 441	1 729	1 268	1 441	1 729	1 781	1 834
Bananes douces	314	372	446	930	1 116	818	930	1 116	1 149	1 184
Autres fruits	863	1 022	1 227	2 556	3 067	2 249	2 556	3 067	3 159	3 254
II. ELEVAGE										
Bovins (en milliers de têtes)	688	815	978	2 039	2 446	1 794	2 039	2 146	2 210	2 277
Ovins (en milliers de têtes)	888	1 052	1 262	2 630	3 156	2 314	2 630	2 856	2 942	3 030
Caprins (en milliers de têtes)	3 964	4 696	5 636	11 741	14 089	10 332	11 741	12 189	12 555	12 931
Porcins (en milliers de têtes)	963	1 140	1 369	2 851	3 421	2 509	2 851	3 021	3 112	3 205
Volailles (en milliers de têtes)	18 612	22 053	26 463	55 132	66 158	48 516	55 132	59 158	60 933	62 761
Oeufs (en millions d'oeufs)	558	662	794	1 654	1 985	1 455	1 654	1 785	1 839	1 894
Lait (en millions de litres)	21	25	30	62	74	54	62	68	70	72
III. SYLVICULTURE										
Bois de chauffage	22 504	26 664	31 996	66 659	79 991	58 660	66 659	70 991	73 121	75 314
Charbon de bois	866	1 026	1 231	2 565	3 078	2 257	2 565	2 778	2 861	2 947
IV. PECHE ET CHASSE										
Poissons frais	130	154	185	385	462	339	385	405	417	430
Gibier	90	107	128	267	320	235	267	290	299	308

Sources : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement.

Tableau I.26 Production agro-industrielle
(en tonnes)

PRODUITS	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)
PLANTES STIMULANTES										
Café robusta	32 050	32 020	31 990	31 960	31 930	31 900	31 870	31 840	42 430	26 144
exportations	3 536	4 406	4 309	3 666	7 477	7 453	4 506	3 836	5 111	3 161
Café arabica	5 128	5 123	5 118	5 916	5 109	5 104	5 099	6 447	5 356	5 636
exportations	2 408	2 373	3 883	4 489	4 501	4 693	4 564	5 771	4 794	5 045
Cacao	5 710	5 670	5 630	5 590	5 550	5 510	5 470	5 431	4 616	5 353
exportations	1 216	1 386	1 289	950	990	76	14	44	38	15
Thé	1 560	1 716	1 570	1 378	1 980	2 220	2 490	2 479	2 615	3 508
exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tabac	3 517	4 174	4 053	4 184	4 058	3 937	3 819	3 704	3 593	3 485
BOIS										
Grumes (m³)	243 000	371 000	391 321	380 238	401 065	264 568	238 111	451 167	406 700	412 831
exportations	60 626	92 829	117 845	150 505	213 308	140 711	107 415	203 528	183 468	186 234
OLEAGINEUX ⁽¹⁾	13 930	21 143	25 223	20 931	24 467	16 478	25 659	7 825	10 485	8 487
Huile de palme	5 827	12 797	17 531	13 024	16 110	7 926	17 091	6 621	8 872	7 181
exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Huile de palmistes	1 108	1 001	177	212	403	...	...	...	...	...
exportations	696	603	111	128	253	128,0	369,9	366,3	418,3	571,4
Tourteaux de palmistes	6 995	7 345	7 515	7 694	7 954	8 348	8 566	8 887	9 170	9 488
PLANTES TEXTILES ET DERIVEES										
Coton-fibres	7 144	6 787	6 401	6 034	5 663	4 917	4 543	4 171	3 841	3 532
Huile de coton	95	90	86	81	76	67	62	57	53	49
Tourteaux de coton	534	508	480	452	425	370	343	315	291	268
Fibres Urena-Punga	3 906	3 324	2 861	2 228	1 706	580	45	45	6	4
PLANTES MEDICINALES										
Quinquina	5 051	4 854	4 743	4 352	4 198	3 674	3 471	3 209	3 000	2 790
exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES A CAOUTCHOUC										
Caoutchouc	5 670	4 967	9 762	5 721	11 687	11 326	11 326	...	...	...
exportations	3 240	2 838	5 578	3 269	6 678	6 472	6 472	2 429	1 817	1 092
PLANTES INSECTICIDES										
Pyrèthre	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES SACCHARIFERES										
Canne à sucre	1 786 200	1 787 300	1 821 129	1 887 546	1 694 395	1 793 412	1 827 140	1 881 954	1 938 412	1 996 565

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.

(1) Production exportée

Tableau I.27 Production minière et métallurgique

Produits	Unité	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)
Cuivre	tonnes	16 359	18 995	26 389	99 121	235 742	335 066	309 181	497 537	499 198	619 301
dont : - Gécamines	tonnes	9 369	7 691	16 055	24 201	23 025	23 475	13 274	20 015	17 287	20 192
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	6 990	11 304	10 334	74 920	212 717	311 591	295 907	477 522	481 911	599 109
Zinc	tonnes	4 886	5 067	15 110	33 784	11 925	15 465	19 636	9 223	14 758	12 235
dont : - Gécamines	tonnes	4 886	5 067	5 671	12 837	11 925	13 523	12 848	9 223	14 758	12 235
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	-	-	9 439	20 947	-	1 942	6 788	-	-	-
Cobalt	tonnes	7 341	8 851	8 234	15 384	41 464	42 461	56 258	97 693	99 475	85 409
dont : - Gécamines	tonnes	1 358	1 412	934	738	730	314	456	877	715	910
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	5 983	7 439	7 300	14 646	40 734	42 147	55 802	96 816	98 760	84 499
Or fin ⁽¹⁾	kilos	819	1 202	2 244	254	122	150	220	174	286	2 546
Diamant	milliers de carats	26 981	29 502	32 214	28 949	28 270	20 947	17 880	16 963	18 598	20 140
dont : - MIBA	milliers de carats	6 745	7 350	5 375	2 803	973	781	904	841	923	934
- Sengamines & autres ind.	milliers de carats	1 094	506	-	111	74	20	104	72	74	69
- Artisanal	milliers de carats	19 141	21 646	26 839	26 035	27 223	20 146	16 871	16 051	17 601	19 137
Cassitérite	tonnes	1 630	8 899	8 950	7 803	14 694	19 719	15 512	16 963	18 598	18 981
Wolframite	tonnes	-	140	485	1 222	1 194	715	352	77	45	8
Colombo-tantalite	tonnes	99	77	152	299	393	630	464	279	383	257
Pétrole brut	milliers de barils	9 246	10 119	9 216	9 009	8 816	8 365	9 382	8 628	8 558	8 545
Indice de la production minière et métallurgique (2009=100)		35	15	23	30	33	82	100	156	158	164

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.28 Principales productions manufacturières

	Unité	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)
Industries alimentaires :											
Lait pasteurisé	10 ³ litres	63	57	61	61	63	61	59	57	56	54
Farine de maïs	tonnes	13 081	13 690	13 867	14 332	14 762	15 204	15 661	16 130	16 614	17 113
Farine de froment	tonnes	154 373	184 914	184 100	185 738	179 070	196 152	193 652	173 450	160 441	155 502
Riz décortiqué	tonnes	193	186	178	168	173	178	184	189	195	201
Sucre	tonnes	73 896	80 871	88 950	90 792	93 516	96 321	99 211	102 187	105 253	108 410
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	90	45	161	164	169	174	179	185	190	196
Pain	tonnes	140 706	141 888	143 054	145 231	149 588	177 067	177 068	177 069	177 070	177 071
Graisses et huiles de table	tonnes	950	1 075	1 201	1 227	1 264	1 302	1 341	1 381	1 422	1 465
Huiles de palme	tonnes	5 827	12 797	17 531	13 024	16 110	16 593	17 091	6 621	8 872	7 181
Margarine	tonnes	510	561	635	593	611	629	648	667	687	708
Aliments pour animaux	tonnes	26 101	24 796	22 427	21 768	22 421	23 094	23 786	24 500	25 235	25 992
Pêche lacustre	tonnes	933	904	875	845	871	897	924	952	980	1 009
Industries des boissons :											
Bières	10 ³ d'hl	1 572	2 033	2 523	2 617	2 951	3 321	3 575	3 911	4 118	4 245
Limonades et eaux gazeuses	10 ³ d'hl	987	1 295	1 557	1 245	1 296	1 554	1 795	1 831	1 957	2 109
Boissons alcooliques	hl	4 221	4 289	4 240	4 356	4 487	4 621	4 945	5 291	5 661	6 058
Industries du tabac :											
Cigarettes	10 ⁶ d'unités	2 462	2 922	3 228	3 333	3 433	3 536	3 642	3 751	3 864	3 979
Industries de tissu, confection et bonneterie :											
Bonneterie	10 ³ de pièces	105	100	98	80	82	80	78	75	73	71
Couvertures	10 ³ de pièces	14	14	15	12	12	6				
Sacs	10 ³ de pièces	6 156	5 373	5 314	5 287	5 446	4 356	3 485	2 788	2 231	1 784
Toiles d'emballages	milliers de m	12	10	11	11	11	9	9	10	10	10
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m ²	1 291	1 052	1 079	620	267	140	140	141	142	142
Tissus imprimés	milliers de m ²	4 277	4 730	8 514	6 382	5 616	2 808	1 404	702	351	176
Tissus polyester	milliers de m ²	102	290	478	1 406	1 237	619	309	155	77	39
Filatures	tonnes	603	672	372	299	209	167	134	107	86	68
Industries des chaussures et cuirs :											
Chaussures	10 ³ de paires	855	941	58 778	35 297	21 178	12 707	7 624	4 574	2 745	1 647
Industries de la chimie de consommation :											
Savons	tonnes	16 588	19 340	21 316	7 970	8 209	8 456	8 709	8 971	9 240	9 517
Peintures, vernis, émaux	tonnes	92	101	117	38 290	39 439	40 622	41 841	43 096	44 389	45 720
Allumettes	cartons	107 873	110 030	117 287	121 144	124 779	128 522	132 378	136 349	140 439	144 653
Explosifs	tonnes	32	30	28	26	27	22	17	14	11	9
Acétylène	kilos	13 775	7 819	12 568	4 934	8 087	11 754	8 723	8 996	7 784	7 372
Oxygène	10 ³ de m ³	82	50	63	48	15	23	16	16	13	12
Chaux	kilos	26 938	16 733	25 135	12 140	8 994	16 600	4 560	4 423	1 878	1 317
Industries de fabrication des produits pétroliers et raffinés :											
Lubrifiants	litres	364 677	382 910	394 998	412 798	425 182	437 937	451 075	464 608	478 546	492 902
Industries du plastique :											
Pneus pour automobiles	10 ³ de pièces	45	49	50	45	50	55	61	68	75	83
Casiers et bacs de 32 litres	10 ³ de pièces	109	103	95	87	103	124	148	177	211	252
Divers articles plastiques	10 ³ de pièces	1 786	1 965	2 120	2 291	2 359	2 430	2 503	2 578	2 656	2 735
Industries des fabrications métalliques légères :											
Articles galvanisés	10 ³ de pièces	89	89	82	79	88	98	110	123	138	154
Machettes et houes	10 ³ de pièces	156	162	167	172	161	166	171	176	182	187
Pelles et bêches	10 ³ de pièces	21	22	23	23	22	23	24	24	25	26
Tôles galvanisées	10 ³ de pièces	270	278	306	314	323	333	343	353	364	375
Articles de ménage en aluminium	tonnes	47	48	49	50	51	53	54	56	57	59
Valises et malles	pièces	135	135	127	130	133	137	141	144	148	153
Bouchons couronnes	10 ⁶ de pièces	411	535	545	600	618	636	655	675	695	716
Industries d'édition, d'imprimeries et reproduction :											
Imprimés	10 ³ de pièces	308	323	338	315	329	344	360	376	393	411
Industries de fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton											
Papiers et cartons	tonnes	428	405	419	434	447	460	474	488	503	518
Papiers hygiéniques	Sach. (30 roul.)	50 408	52 862	54 554	61 645	63 494	65 399	67 361	69 382	71 463	73 607

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.29 Industries des biens d'équipement et d'approvisionnement

	Unité	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 (p)	2011 (e)	2012 (e)
Industries des fabrications métal. lourdes :											
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	378,0	380,0	403,4	393,2	385,6	403,0	407,0	411,1	415,2	419,3
Chaudronnerie	tonnes	187,0	175,0	217,3	240,9	178,1	231,7	232,9	234,0	235,2	236,4
Fonderie fonte et acier	tonnes	157,5	145,0	109,7	104,0	109,7	104,0	109,7	104,0	104,0	101,2
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	5,0	5,0	4,9	4,5	4,6	4,4	4,2	4,1	3,9	3,8
Industrie du matériel de transport :											
Réparations navales	pièces	28,0	30,0	28,0	32,0	27,4	21,9	24,0	24,7	26,2	34,0
Constructions navales	pièces	1,4	2,5	2,9	4,0	4,0	3,0	5,0	3,0	3,0	8,0
Automobiles (véhicules montés)	pièces	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Industries des minéraux non métalliques :											
Ciment Portland normal	10 ³ de tonnes	315,4	395,3	499,0	519,2	530,2	411,2	460,3	489,7	457,8	376,6
Ciment métallurgique	10 ³ de tonnes	15,4	7,1	11,9	11,1	8,7	-	-	-	-	-
Produits en béton	tonnes	820,2	902,2	931,4	991,6	1 052,2	1 105,5	1 154,8	1 197,5	1 246,2	1 294,7
Carrelages	milliers de m ²	16,0	16,0	17,6	19,1	20,1	21,1	22,6	22,6	23,3	23,7
Fibro-ciment	milliers de m ²	131,8	135,8	148,6	160,3	165,3	175,8	186,2	194,4	204,5	214,3
Concassés	10 ³ de tonnes	203,4	205,0	209,6	223,0	229,7	230,7	253,8	279,1	307,0	337,8
Bouteilles	10 ³ de pièces	21 407,8	18 741,7	19 077,4	18 041,6	18 588,1	18 779,5	17 642,2	17 894,0	17 458,9	17 982,7
Industries de transformation de bois :											
Tranchages	m ³	3 250,0	2 951,0	3 114,0	3 780,0	2 867,2	3 377,1	3 542,9	3 649,2	3 792,6	3 924,3
Contreplaqués	m ³	620,0	603,0	624,0	715,0	591,3	659,8	683,0	703,5	726,4	749,1
Bois sciés	m ³	20 369,0	29 687,0	30 062,0	25 253,0	35 958,9	46 649,6	40 538,1	24 950,9	33 430,6	33 942,8
Placages	m ³	8 731,0	3 973,4	7 764,0	6 524,0	4 179,0	3 343,2	-	-	-	-
Matelas	10 ⁶ de pièces	2 575,0	2 584,0	2 864,7	3 071,7	3 141,4	3 235,6	3 332,7	3 432,7	3 535,6	3 641,7
Stylo à billes	10 ³ de pièces	2 224,8	2 892,2	3 361,9	3 963,4	4 477,1	5 049,3	5 582,4	6 141,6	6 772,7	7 460,2
Menuiserie métallique	tonnes	55,0	54,0	54,0	60,0	61,8	61,8	63,7	65,6	67,5	69,6
Mobiliers métalliques	pièces	821,3	615,9	615,0	600,0	762,8	584,6	629,9	657,6	697,1	733,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.30 Indice de la production des industries manufacturières ⁽¹⁾

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (P)	2012 (e)
A. INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION										
Produits alimentaires	72,6	84,3	95,1	93,9	96,9	73,8	100,0	126,8	103,6	105,2
Boissons	66,8	90,8	108,2	94,6	97,4	99,0	100,0	101,0	103,4	106,5
Tabacs	49,1	63,8	77,4	84,8	95,0	0,0	100,0	104,5	108,8	109,9
Confection et bonneterie, tissage et impression de tissu	67,6	80,2	88,6	91,5	94,3	97,1	100,0	97,0	98,1	99,5
Chaussures et cuirs	258,9	326,5	446,2	393,4	277,8	166,7	100,0	60,0	87,8	86,8
Chimie de consommation	147,8	162,6	190,4	111,4	105,5	102,1	100,0	60,0	82,1	81,2
Fabrication des produits pétroliers raffinés	84,9	81,6	92,3	94,2	97,0	100,0	100,0	100,0	108,1	108,6
Plastique	153,8	161,5	166,6	...	...	...	...	...	...	...
Fabrications métalliques légères	71,9	78,2	82,8	86,4	90,7	95,2	100,0	105,0	107,1	108,7
Edition, imprimerie et reproduction	81,0	86,5	88,3	91,5	94,2	97,1	100,0	103,0	104,8	105,6
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton	84,4	88,6	92,6	86,4	90,7	95,2	100,0	103,0	127,3	131,8
	80,7	81,3	84,0	86,4	90,7	95,2	100,0	103,0	129,2	134,3
B. INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT D'APPROVISIONNEMENT	145,3	132,1	168,0	172,5	141,7	102,9	100,0	99,1	107,2	118,5
Fabrication métalliques lourdes	89,1	85,8	96,9	101,4	86,9	98,8	100,0	101,1	107,8	108,0
Matériel de transport	150,7	224,0	246,3	322,9	215,0	92,9	100,0	101,1	88,3	114,8
Minéraux non métalliques	73,1	77,9	89,1	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	93,7	93,9
Transformation de bois	235,1	155,1	235,8	200,6	174,4	115,1	100,0	86,9	170,0	173,4
Autres non classés ailleurs	75,9	77,8	84,7	93,4	98,1	99,0	100,0	101,0	102,8	103,9
Indice global	80,6	89,5	93,3	92,7	96,2	77,0	100,0	101,8	103,9	106,5

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) base 2000 = 100.

Tableau I.31 Production, exportation et consommation intérieure de ciment
(en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION			CONSOMMATION			Variation des stocks
	Ciment Portland	Ciment métallurgique ⁽¹⁾	Total production ciment	Exportation ⁽²⁾	Consommation locale ⁽³⁾	Total	
2002	233 943	15 766	249 708	61 660	187 257	248 917	791
2003	315 427	15 367	330 794	64 815	267 848	332 663	-1 869
2004	395 309	15 984	411 293	71 555	329 648	401 203	10 091
2005	521 368	2 631	523 999	76 858	452 721	529 579	-5 580
2006	519 233	2 020	521 253	80 820	452 685	533 505	-12 252
2007	530 196	...	530 196	56 439	476 909	533 347	-3 151
2008	411 212	...	411 212	33 408	374 112	407 520	3 692
2009	460 344	...	460 344	62 723	385 798	448 521	11 823
2010	489 745	...	489 745	58 519	427 242	485 761	3 984
2011 (p)	457 761	...	457 761	37 958	344 154	382 112	75 648
2012 (e)	376 600	...	376 600	29 807	347 210	377 017	-416

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Production de CIMENKAT (Ex. CIMSHABA).

(2) Uniquement ciment Portland normal.

(3) Y compris ciment métallurgique.

Tableau I.32 Consommation de produits pétroliers

(en m³)

Produits	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)
Essence auto	156 927	172 449	209 545	224 298	250 655	259 856	266 914	300 674	338 792	346 520
Carburant aviation	139 502	158 045	198 928	254 565	210 400	184 070	168 998	182 002	181 155	187 736
Pétrole	5 601	5 031	13 139	11 277	6 504	9 840	16 676	9 374	10 909	10 852
Gasoil	170 897	183 761	232 175	251 075	280 220	340 507	332 898	345 425	497 887	532 282
Fuel oil	32 295	37 241	43 714	46 571	46 970	46 054	43 613	47 930	45 696	48 781
Huiles	1 884	1 551	1 988	2 430	1 809	3 239	3 122	3 161	2 107	3 206
Total	507 106	558 078	699 489	790 215	796 558	843 567	832 221	888 565	1 076 547	1 129 375

Source : SEP - Congo.

Tableau I.33 Production et consommation d'électricité par Province
(en milliers de Mwh)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (p)
I. Production brute ⁽¹⁾										
dont:										
centrales hydroélectriques	5 973	6 914	7 119	7 620	7 537	7 477	7 657	7 446	7 001	7 538
centrales thermiques	7	8	9	9	6	18	8	8	9	9
Total	5 980	6 922	7 128	7 629	7 543	7 495	7 665	7 454	7 010	7 547
II. Consommation intérieure nette										
Total	4 070	4 713	4 496	5 697	4 636	5 201	6 104	6 630	6 781	6 678
III. Exportations ⁽³⁾	1 230	1 598	1 707	1 190	1 359	674	480	522	141	72
IV. Importations et Achats locaux ⁽⁴⁾	27	21	21	22	17	16	19	21	21	19
V. Pertes ⁽⁵⁾	707	632	947	764	1565	1636	1100	323	110	774

Source: S.N.EL.

(1) $I = II + III - IV + V$ non compris les autoproducteurs.

(2) Conformément au tableau 26

(3) Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.

(4) En provenance de la Zambie et de la SINELAC.

(5) Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

Tableau I.34 Production et consommation d'eau et d'électricité

PERIODES	REGIDESO (Eau potable)			S. N . EL . (Electricité)		
	Production (en mios de m3)	Consommation (en mios de m3)	Nombre d'abonnés	Production (en milliers de MWh)	Consommation (1) (en milliers de MWh)	Nombre d'abonnés
2002	206 447	127 065	433 904	5 937	4 381	301 611
2003	212 560	118 499	433 830	5 980	4 070	332 829
2004	226 150	134 062	445 754	6 922	4 713	353 720
2005	228 401	134 078	457 678	7 128	4 496	374 611
2006	235 068	141 288	469 602	7 629	5 697	443 844
2007	242 341	139 181	481 526	7 543	4 636	374 611
2008	245 253	145 826	489 734	7 495	5 201	428 297
2009	273 179	153 036	498 082	7 665	6 104	439 906
2010	283 202	156 544	498 082	7 454	6 630	439 906
2011 (p)	277 246	165 273	517 236	7 010	6 781	483 712
2012 (e)	271 328	166 868	528 182	7 547	6 678	527 481

Sources: REGIDESO et SNEL.

(1): il s'agit de la consommation intérieure et de l'exportation.

Tableau I.35 Activité de principaux organismes de transport
(en millions d'unités)

Marchandises (tkm)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)
I. TRANSPORT FLUVIAL	34,73	41,24	41,24	52,19	72,43	82,45	84,30	86,20	82,44	85,24
1. ONATRA	34,73	41,24	41,24	52,19	72,43	82,45	84,30	86,20	82,44	85,24
Voies fluviales	34,70	41,10	41,10	52,05	68,59	77,67	83,00	83,00	78,56	83,74
Bas-fleuve	0,03	0,14	0,14	0,14	3,83	4,78	1,30	3,20	3,88	1,50
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	578,10	591,50	53,60	153,89	154,27	149,85	86,60	84,00	96,23	97,23
1. S.N.C.C. ⁽¹⁾	518,00	534,50	-	-	-	-	-	-	-	-
Réseau Sud (OCS)	375,00	397,50	-	-	-	-	-	-	-	-
Réseau Est (SFE)	143,00	137,00	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA (CFMK)	60,10	57,00	53,60	153,89	154,27	149,85	86,60	84,00	96,23	97,23
III. TRANSPORT AERIEN	20,20	24,40	22,40	25,10	25,10	25,10	37,65	43,93	50,98	59,32
IV. TRANSPORT ROUTIER	605,18	739,73	1 597,04	1 870,93	2 338,20	2 928,27	3 739,40	4 490,40	5 143,62	6 021,26
Total général	1 238,21	1 396,87	1 714,28	2 102,11	2 589,99	3 185,67	3 947,95	4 704,52	5 373,28	6 263,06
Voyageurs (Voyageurs km)										
I. TRANSPORT FLUVIAL	3,90	3,90	3,90	0,16	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26
1. ONATRA	3,90	3,90	3,90	0,16	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26
Voies fluviales	1,40	1,70	1,70	0,13	0,22	0,23	0,22	0,23	0,23	0,23
Bas-fleuve	2,50	2,20	2,20	0,03	0,03	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	214,70	213,10	214,10	207,92	208,68	209,42	210,42	211,72	214,05	215,05
1. S.N.C.C.	143,00	141,60	142,60	143,60	143,60	144,60	145,60	145,60	146,61	147,61
Réseau Sud (OCS)	143,00	141,60	142,60	143,60	143,60	144,60	145,60	145,60	146,61	147,61
2. ONATRA	71,70	71,50	71,50	64,32	65,08	64,82	64,82	66,12	67,44	67,44
Voie ferrée (CFMK)	10,90	8,00	8,00	0,82	1,58	1,32	1,32	1,32	1,32	1,32
T.U.K.	60,80	63,50	63,50	63,50	63,50	63,50	63,50	64,80	66,13	66,13
III. TRANSPORT AERIEN	395,20	391,40	391,40	391,40	391,40	391,40	391,40	391,40	489,25	550,41
IV. TRANSPORT ROUTIER	100,30	105,40	105,40	105,40	105,40	105,40	105,40	105,40	131,75	148,22
Total général	714,10	713,80	714,80	704,89	705,74	706,48	707,48	708,78	835,31	913,94
Indice de trafic des marchandises et des personnes (1990 = 100)	37,08	40,77	48,16	57,06	68,41	82,27	100,00	117,60	134,62	156,22

Sources : Rapports des sociétés de Transport.

(1) Données indisponibles à partir de 2005.

Tableau I.36 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports
(en milliers de tonnes)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)
Port de Matadi	1 349,1	1 641,5	1 823,0	1 871,6	1 991,3	2 116,6	2 256,6	2 226,7	2 792,2	2 653,0
Entrées	1 169,9	1 323,3	1 455,4	1 486,8	1 533,7	1 668,2	1 932,9	1 853,1	2 287,8	2 211,0
Sorties	179,2	318,2	367,6	384,8	457,7	448,4	323,7	373,6	504,4	442,0
Port public de Kinshasa	98,1	150,2	237,1	210,7	286,9	346,2	197,0	368,2	206,4	221,2
Réseau fluvial	56,3	94,8	137,2	125,1	170,3	205,5	62,1	217,6	206,4	221,2
Chargement	2,5	3,2	8,5	5,9	15,9	42,2	2,1	62,7	64,5	83,7
Déchargement	53,8	91,6	128,6	119,2	154,4	163,3	60,0	155,0	142,0	137,5
C.F.M.K.	41,8	55,4	99,9	85,6	116,6	140,7	134,9	150,5	69,7	65,1
Chargement	8,2	20,7	25,0	23,4	31,9	47,1	33,0	43,0	9,5	13,2
Déchargement	33,6	34,6	74,9	62,1	84,7	93,6	101,8	107,5	60,2	51,9
Port de Boma	52,5	74,5	111,1	186,0	168,3	193,6	168,5	153,8	189,8	228,9
Chargement	19,0	23,7	20,8	38,7	41,9	34,8	24,5	15,2	22,3	29,1
Déchargement	33,5	50,9	90,2	147,4	126,3	158,9	144,0	138,6	167,5	199,8
Total	1 499,7	1 866,2	2 171,2	2 268,3	2 446,5	2 656,4	2 622,1	2 748,7	3 188,4	3 103,1
Indice de manutention ⁽¹⁾										
(2009 = 100)	55,6	69,1	79,0	83,2	88,9	95,9	100,0	99,1	121,6	118,3

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.

(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo. Il ne comprend pas C.F.M.K.

Tableau I.37 Communication téléphonique
(en milliers d'unités)

	Unité	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)
Consommation	10 ⁶ minutes	214 370,0	351 784,8	541 292,8	1 331 669,4	2 109 644,9	2 452 370,1	2 005 147,5	2 212 000,3	2 429 337,8	2 791 209,7
Nombre d'abonnés	10 ³ unités	1 246,2	1 990,7	2 746,1	4 415,5	6 995,1	11 081,7	17 555,7	18 082,4	19 859,1	22 817,3

Source: Sociétés de communication.

Tableau I.38 Indice des prix de détail à Kinshasa
(Base décembre 1993 = 100)

	2011				2012			
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
I. Prix aux marchés								
Indice général	518 866 631,2	535 906 591,0	562 297 946,5	575 309 096,0	590 882 686,5	606 503 508,8	617 643 339,1	629 080 199,6
dont:								
- Alimentation	578 638 379,8	532 356 272,1	627 684 005,4	641 932 227,2	656 587 829,2	669 243 581,5	676 970 037,3	689 989 142,4
- Habillement	515 411 137,8	596 540 865,8	480 183 166,2	493 250 627,8	515 411 137,8	537 720 267,9	548 709 561,9	561 435 558,8
- Articles divers	398 947 173,5	411 735 774,2	435 091 270,6	444 247 158,9	456 001 075,0	473 059 597,5	492 775 253,6	498 511 350,7
II. Prix aux magasins								
Indice général	441 166 570,4	461 737 117,7	482 715 617,5	492 133 038,6	450 854 326,6	465 935 955,0	482 168 640,9	495 311 468,4
dont:								
- Alimentation	386 417 085,4	406 694 051,6	423 508 922,9	437 330 892,8	444 346 175,1	406 694 051,6	423 508 922,9	463 926 109,0
- Articles divers	1 174 179 459,8	1 198 680 614,2	1 216 003 040,3	1 225 850 977,0	1 234 709 021,0	1 249 039 946,3	1 257 631 825,5	1 264 709 050,2

Source: Institut de Recherches et d'Etudes Economiques et Sociales (IRES).

Tableau I.39 Indices des prix de détail à Kinshasa établi par la Banque Centrale du Congo
(Base décembre 1995 = 100)

PERIODES	ALIMENTATION	LOGEMENT	HABILLEMENT	AUTRES ART. ET SCES DIVERS	INDICE GENERAL
2002	416 203,49	486 604,00	787 275,50	631 717,18	485 085,56
Décembre	416 203,49	486 604,00	787 275,50	631 717,18	485 085,56
2003	423 155,80	511 283,20	825 580,10	700 330,30	509 971,00
Décembre	423 155,80	511 283,20	825 580,10	700 330,30	509 971,00
2004	452 086,50	569 663,40	914 113,70	784 947,00	556 931,45
Décembre	452 086,50	569 663,40	914 113,70	784 947,00	556 931,45
2005	546 668,84	622 891,69	930 936,43	894 758,08	645 072,50
Décembre	585 343,10	620 822,80	928 752,80	929 766,50	675 402,20
2006	779 324,67	854 887,43	1 115 551,47	1 193 164,58	888 422,83
Décembre	697 790,46	736 669,78	1 077 901,63	1 083 425,23	798 296,97
2007	748 127,64	791 698,62	1 108 403,62	1 147 721,97	851 110,72
Décembre	762 945,94	817 241,23	1 128 393,28	1 213 631,52	877 842,41
2008	875 560,51	985 496,06	1 185 726,01	1 364 840,46	1 003 197,50
Décembre	976 421,57	1 222 749,48	1 248 220,94	1 459 471,78	1 119 877,68
2009	1 339 983,94	1 587 891,71	1 484 968,14	1 769 479,75	1 466 886,86
Décembre	1 540 774,46	2 048 321,60	1 628 793,81	2 057 565,61	1 718 316,98

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.40 Indices des prix de détail à Kinshasa établi par la Banque Centrale du Congo*(Base décembre 2012 = 100)*

Périodes	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	Articles d'habillement et chaussures	Logement, Eau, Gaz, Electricité et Autres Combustibles	Meubles, Articles de ménage et entretien courant du foyer	Santé	Transports	Communications	Loisir et Culture	Enseignement	Restaurants et Hôtels	Biens et Services	Indice Général
2010													
Décembre	96,08	87,63	88,92	85,81	87,00	85,20	85,70	89,88	90,00	91,05	86,40	87,18	81,98
2011													
Décembre	99,20	95,48	94,57	95,64	95,22	95,37	95,97	97,90	97,05	98,41	94,88	96,32	94,64
2012													
Décembre	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.41 Variation des indices des prix à la consommation
(en pourcentage)

PERIODES	Taux mensuels (1)				Taux cumulés (2)				Taux moyens mensuels			
	I.R.E.S.		Banque	I.N.S.	I.R.E.S.		Banque	I.N.S.	I.R.E.S.		Banque	I.N.S.
	Magasins	Marchés	Centrale du Congo		Magasins	Marchés	Centrale du Congo		Magasins	Marchés	Centrale du Congo		I.N.S.
2008												
Janvier	4,68	0,99	0,29	3,53	4,68	0,99	0,29	3,53	4,68	0,99	0,29	3,30
Février	2,58	2,15	2,28	3,14	7,39	3,16	2,58	6,78	3,63	1,57	1,28	0,50
Mars	4,44	2,29	0,98	3,56	12,15	5,53	3,58	10,59	3,90	1,81	1,18	1,70
Avril	0,97	1,71	2,12	3,14	13,24	7,33	5,78	14,07	3,16	1,78	1,41	3,30
Mai	0,63	1,94	4,22	-	13,95	9,42	10,25	...	2,65	1,82	1,97	-
Juin	1,52	1,70	4,62	-	15,68	11,28	15,34	18,97	2,46	1,80	2,41	7,50
Juillet	3,69	1,81	3,47	2,27	19,96	13,29	19,35	21,68	2,63	1,80	2,56	10,30
Août	1,53	2,04	1,06	-	21,79	15,60	20,61	...	2,50	1,83	2,37	-
Septembre	2,52	1,47	0,42	-	24,86	17,30	21,12	22,57	2,50	1,79	2,15	14,50
Octobre	2,64	1,83	0,42	3,82	28,16	19,45	21,63	25,27	2,51	1,79	1,98	19,80
Novembre	3,33	2,28	1,34	-	32,43	22,17	23,26	...	2,59	1,84	1,92	-
Décembre	0,70	1,26	3,50	-	33,36	23,71	27,57	...	2,43	1,79	2,05	-
2009												
Janvier	4,90	2,91	11,70	8,92	4,90	2,91	8,33	8,92	4,90	2,91	7,18	0,86
Février	2,41	5,47	7,12	3,15	7,42	8,54	14,49	12,35	3,64	4,18	6,29	6,00
Mars	2,19	2,70	5,49	1,66	9,78	11,46	21,42	14,22	3,16	3,68	5,61	4,53
Avril	2,13	2,99	7,78	2,74	12,12	14,79	28,83	17,35	2,90	3,51	6,70	4,08
Mai	1,52	0,81	-1,65	2,83	13,82	15,73	26,13	20,66	2,62	2,96	0,62	3,83
Juin	0,58	1,04	-1,32	-3,98	14,48	16,93	25,26	15,86	2,28	2,64	-1,35	2,48
Juillet	0,45	0,80	2,10	1,94	15,00	17,87	27,32	18,11	2,02	2,38	0,77	2,41
Août	0,75	2,11	2,28	5,42	15,86	20,36	30,73	24,51	1,86	2,34	2,37	2,78
Septembre	2,38	2,02	4,05	3,15	18,62	22,79	36,49	28,44	1,92	2,31	3,70	2,82
Octobre	2,43	1,64	7,20	2,49	21,50	24,81	46,27	31,64	1,97	2,24	5,66	2,79
Novembre	1,38	1,91	3,80	2,06	23,18	27,19	53,13	34,35	1,91	2,21	6,42	2,72
Décembre	2,94	2,59	-1,15	0,37	26,79	30,48	53,44	34,85	2,00	2,24	1,61	2,52
2010												
Janvier	3,22	2,49	3,22	4,61	2,49	0,75	3,22	4,61	0,75	2,49	3,22	4,61
Février	0,99	1,85	0,99	1,59	4,38	5,19	4,24	6,28	2,56	2,17	2,10	3,09
Mars	-0,02	2,11	-0,02	0,82	6,58	7,04	4,22	7,15	2,29	2,15	1,39	2,33
Avril	0,15	1,32	0,15	-0,98	7,99	8,33	4,38	6,11	2,02	1,94	1,08	1,49
Mai	0,23	0,73	0,23	-0,43	8,78	9,51	4,62	5,65	1,83	1,70	0,91	1,11
Juin	-0,08	-0,07	-0,08	-0,08	8,71	11,35	4,54	5,57	1,81	1,40	0,74	0,91
Juillet	0,08	0,27	0,08	1,07	9,00	16,49	4,62	6,70	2,20	1,24	0,65	0,93
Août	0,21	0,53	0,21	0,90	9,58	19,81	4,84	7,69	2,29	1,15	0,59	0,93
Septembre	0,79	0,90	0,79	0,60	10,57	21,36	5,67	8,31	2,17	1,12	0,61	0,89
Octobre	0,96	1,33	0,96	1,30	12,03	23,28	6,68	11,08	2,11	1,43	0,65	1,06
Novembre	1,16	1,15	1,16	0,90	13,32	25,28	7,92	10,70	2,07	1,14	0,70	1,02
Décembre	1,84	1,97	1,78	5,87	15,55	27,31	9,84	5,87	2,03	1,21	0,79	0,48
2011												
Janvier	0,65	1,84	1,46	3,40	0,60	1,12	1,46	3,40	0,60	1,84	1,46	3,40
Février	1,06	0,74	1,84	1,12	1,66	1,72	3,32	4,56	0,83	1,29	1,65	2,25
Mars	2,79	0,74	2,50	-2,19	4,85	2,83	5,90	2,27	1,59	1,11	1,93	0,75
Avril	1,61	1,14	2,11	-0,80	6,30	3,76	8,14	1,45	1,54	1,11	1,98	0,36
Mai	0,67	1,16	2,01	2,16	6,79	5,18	10,31	3,64	1,32	1,12	1,98	0,72
Juin	1,04	1,77	2,11	-1,16	8,34	7,42	12,64	2,44	1,34	1,23	2,00	0,40
Juillet	1,91	1,61	0,95	0,89	10,04	8,86	13,71	3,35	1,38	1,29	1,85	0,47
Août	0,83	1,90	0,66	0,86	11,22	10,47	14,45	4,25	1,34	1,36	1,70	0,52
Septembre	0,71	1,21	0,40	0,05	11,66	11,96	14,91	4,29	1,23	1,34	1,56	0,47
Octobre	1,04	0,56	0,11	-0,23	12,79	12,28	15,04	4,05	1,21	1,41	1,41	0,40
Novembre	1,37	0,24	0,11	3,66	14,60	12,23	15,17	7,86	1,25	1,43	1,29	0,69
Décembre	0,29	0,46	0,24	2,30	14,51	13,42	15,43	10,35	1,14	1,49	1,20	0,82
2012												
Janvier	0,24	1,72	4,25	2,84	0,33	1,88	4,25	2,84	0,33	1,72	3,73	2,84
Février	0,63	0,64	0,11	0,02	1,05	1,48	4,36	2,52	0,52	1,18	0,65	1,25
Mars	0,43	0,45	0,24	0,15	1,44	2,55	4,61	2,66	0,48	0,94	0,19	0,88
Avril	0,58	1,22	0,15	0,56	1,93	4,01	4,77	3,17	0,48	1,01	0,20	0,78
Mai	0,61	0,81	0,13	0,06	2,81	5,04	4,90	3,24	0,56	0,97	0,12	0,64
Juin	0,63	1,04	0,10	0,04	3,42	5,53	5,00	3,31	0,56	0,98	0,10	0,54
Juillet	0,30	0,21	0,10	0,09	3,70	5,86	5,10	3,38	0,52	0,87	0,10	0,48
Août	0,38	0,38	0,17	0,07	3,99	6,50	5,28	3,45	0,49	0,81	0,13	0,42
Septembre	0,29	1,22	0,10	0,11	4,29	7,35	5,38	3,57	0,47	0,85	0,14	0,39
Octobre	0,13	-0,05	0,04	-0,01	4,43	7,62	5,42	3,52	0,43	0,76	0,06	0,35
Novembre	0,46	0,98	0,12	0,06	5,11	8,71	5,55	3,62	0,45	0,78	0,07	0,32
Décembre	0,80	0,89	0,11	0,09	5,81	9,45	5,67	3,72	0,47	0,79	0,13	0,30

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Variations en pourcentage par rapport au mois précédent.

(2) Variations calculées par rapport au mois de décembre de l'année précédente.

Tableau I.42 Répartition par province des salariés affiliés à l'INSS

(en pourcentage)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010 €	2011 (p)	2012 (e)
Kinshasa	23,0	24,0	22,4	22,8	23,7	22,3	23,2	23,3	23,2	22,6
Bandundu	1,8	2,6	2,4	2,2	2,6	2,3	2,3	2,5	2,5	2,3
Bas-Congo	6,8	7,3	7,5	7,4	7,4	7,5	7,4	7,4	7,4	7,5
Equateur	27,0	26,0	26,5	26,0	26,2	26,4	26,0	26,3	26,2	26,3
Province Orientale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kasai-Occidental	5,8	5,9	6,0	6,0	5,9	6,0	6,0	5,9	6,0	6,0
Kasai--Oriental	11,0	11,2	11,4	11,0	11,3	11,3	11,1	11,3	11,3	11,2
Maniema	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nord-Kivu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Katanga	24,6	23,0	23,8	24,6	23,0	24,2	24,1	23,2	23,6	24,2
Sud-Kivu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ⁽¹⁾	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Institut National de Sécurité Sociale.

(1) Le total ne concerne que les territoires ayant répondu aux questionnaires des enquêtes économiques.

Tableau I.43 Effectifs des travailleurs de l'Administration Publique et du secteur privé
(en milliers d'unités)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)	Variations en %									
											2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (e)
A. Travailleurs dans l'Administration publique	640,9	703,8	708,3	818,3	858,0	915,3	972,6	1 136,5	1 180,0	1 210,3	30,7	9,8	0,7	15,5	4,9	6,7	6,3	16,9	3,8	2,6
- Personnel sous-statut ⁽¹⁾	398,6	433,4	435,8	525,1	556,4	602,3	648,1	699,4	720,4	739,8	26,0	8,7	0,6	20,5	6,0	8,2	7,6	7,9	3,0	2,7
- Pensionnés civils et militaires	50,5	60,3	58,3	79,0	84,6	94,0	103,3	114,2	123,9	128,7	62,1	19,4	-3,4	35,6	7,0	11,1	10,0	10,5	8,5	3,9
- Enseignants ⁽²⁾	191,8	210,0	214,2	214,2	217,0	219,1	221,2	322,9	335,8	341,8	34,2	9,5	2,0	0,0	1,3	1,0	1,0	46,0	4,0	1,8
B. Travailleurs dans le secteur privé	16 816,3	18 262,5	17 239,8	18 090,6	19 211,1	17 335,7	14 727,4	19 388,0	19 409,5	19 482,2	2,9	8,6	-5,6	4,9	6,2	-9,8	-15,0	31,6	0,1	0,4
- Affiliés à l'INSS	190,5	260,2	268,6	305,0	341,4	269,7	342,7	353,0	326,1	352,5	5,0	36,6	3,2	13,6	11,9	-21,0	27,0	3,0	-7,6	8,1
- Non affiliés à l'INSS	16 625,8	18 002,3	16 971,2	17 785,6	18 869,7	17 066,0	14 384,7	19 035,0	19 083,4	19 129,6	2,9	8,3	-5,7	4,8	6,1	-9,6	-15,7	32,3	0,3	0,2
C. Total des travailleurs (A+B)	17 457,2	18 966,3	17 948,1	18 908,9	20 069,1	18 251,0	15 700,0	20 524,5	20 589,5	20 692,4	3,7	8,6	-5,4	5,4	6,1	-9,1	-14,0	30,7	0,3	0,5
D. Nombre d'emplois créés	625,3	1 509,1	-1 018,2	960,9	1 160,2	-1 818,1	-2 551,1	4 824,6	65,0	103,0	-95,3	141,3	-167,5	-194,4	20,7	-256,7	40,3	-289,1	-98,7	58,5
E. Population active	33 897,5	34 736,8	35 611,3	36 503,8	38 009,7	38 998,0	40 050,9	41 131,3	42 365,2	44 258,0	2,5	2,5	2,5	2,5	4,1	2,6	2,7	2,7	3,0	4,5
F. Nombre de chômeurs (E-C)	16 440,3	15 770,5	17 663,2	17 594,8	17 940,6	20 746,9	24 351,0	20 606,8	21 775,7	23 565,6	1,3	-4,1	12,0	-0,4	2,0	15,6	17,4	-15,4	5,7	8,2
G. Taux de chômage (en %) ⁽³⁾	48,5	45,4	49,6	48,2	47,2	53,2	60,8	50,1	51,4	53,2	-0,6	-3,1	4,2	-1,4	-1,0	6,0	7,6	-10,7	1,3	1,8

Sources : Ministère des Finances (Direction de la Paie), Fonction Publique et I.N.S.S.

(1) Non compris les effectifs des militaires actifs.

(2) Ensemble du personnel de l'E.P.S.P. et de l'E.S.U.R.S.

(3) Variation en points de pourcentage pour le taux de chômage

Tableau I.44 Salaire réel dans le secteur privé et dans l'Administration Publique
(base 100 = 2000)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 (p)	2011 (e)	2012 (e)	2010 (p)	2011 (e)	2012 (e)
Indice moyen des prix à la consommation établi par la BCC (base décembre 2012 = 100)	22,3	23,2	28,2	31,9	37,2	43,9	64,1	79,2	91,5	100,0	12,8	13,1	15,5
Indice général des prix moyens à la consommation établi par la BCC (base 100= 2000)	646,7	672,5	817,6	924,6	1078,7	1272,5	1859,2	2295,4	2652,2	2900,0	12,8	13,1	15,5
SECTEUR PRIVE ⁽¹⁾													
Indice de salaire nominal	362,5	423,9	577,5	710,3	852,4	1 039,1	1 927,8	1 483,5	1 705,6	1 594,5	4,2	16,9	21,9
Indice de salaire réel	56,1	63,0	70,6	76,8	79,0	81,7	103,7	92,7	98,2	95,5	-7,6	12,4	3,3
ADMINISTRATION PUBLIQUE ⁽²⁾													
Indice de salaire nominal	418,3	709,9	1 363,1	2 068,3	2 855,1	4 534,5	4 893,9	4 714,2	4 804,1	4 759,1	-18,8	69,7	58,8
Indice de salaire réel	64,7	105,6	166,7	223,7	264,7	356,3	263,2	309,8	286,5	298,1	-28,0	63,2	34,6
SALAIRE MINIMUM LEGAL													
Indice de salaire nominal	108,2	108,2	108,2	108,2	108,2	108,2	108,2	109,2	109,2	109,2	0,0	0,0	0,0
Indice de salaire réel	16,7	16,1	13,2	11,7	10,0	8,5	5,8	7,2	6,5	6,8	-11,4	-3,8	-15,2

Sources: Les ordonnances présidentielles ainsi que les enquêtes économiques et les estimations de la Banque Centrale du Congo.

(1) Il s'agit du salaire du dernier ouvrier

(2) Il s'agit du salaire d'un huissier de la Fonction Publique.

TITRE II

FINANCES PUBLIQUES



L'exercice 2012 a été marqué, sur le plan fiscal, par l'entrée en vigueur de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) en lieu et place de l'Impôt sur le Chiffre d'Affaires (ICA). Cette réforme a visé l'accroissement des recettes publiques et l'efficacité dans leur mobilisation.

En outre, la poursuite des réformes des finances publiques prônées par le Gouvernement, s'est traduite par « la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat » dont l'objectif principal est la maîtrise des effectifs et de la masse salariale.

Par ailleurs, les opérations du cadre budgétaire se sont soldées par un excédent de 2,5 % du PIB. Cette situation résulte essentiellement d'importants ajustements à la baisse des dépenses budgétaires dont le taux d'exécution n'a atteint que 51,0 %. Ce faible taux est partiellement expliqué par l'adoption tardive du budget 2012 qui a retardé la planification des projets, le lancement des marchés publics et les engagements financiers.

Il convient de signaler que deux périodes ont caractérisé l'exécution des opérations du cadre budgétaire au cours de l'exercice 2012 :

la première, allant de janvier à juillet, s'est caractérisée par une accumulation des excédents de trésorerie de 45,1 milliards de CDF en moyenne mensuelle. Pendant cette période, en l'absence du budget 2012, les opérations financières de l'Etat se sont dénouées sur base des crédits provisoires à hauteur d'un douzième des montants retenus dans le budget 2011.

la deuxième, allant d'août à décembre, a été exécutée conformément à la loi budgétaire votée et promulguée au mois de juillet de l'année sous analyse. Elle s'est traduite par des résultats mitigés. En effet, le solde cumulé de cette période affiche un excédent moins important que le précédent, soit environ 13,5 milliards de CDF en moyenne mensuelle, à la suite principalement de l'accélération des débours au titre des dépenses Sécuritaires.

Afin de limiter les pressions de ces dépenses, dans un contexte d'une faible mobilisation des recettes au regard du niveau budgétisé, le Gouvernement a maintenu une discipline budgétaire qui a permis de consolider la stabilité du cadre macroéconomique. La faiblesse de recettes est notamment due à un manque de rigueur dans l'application de la TVA et à une progression moins importante qu'attendue de l'élargissement de l'assiette fiscale.

Néanmoins, la contreperformance des recettes internes a été compensée en grande partie par des ressources exceptionnelles provenant essentiellement du versement de pas-de-porte du projet sino-congolais.

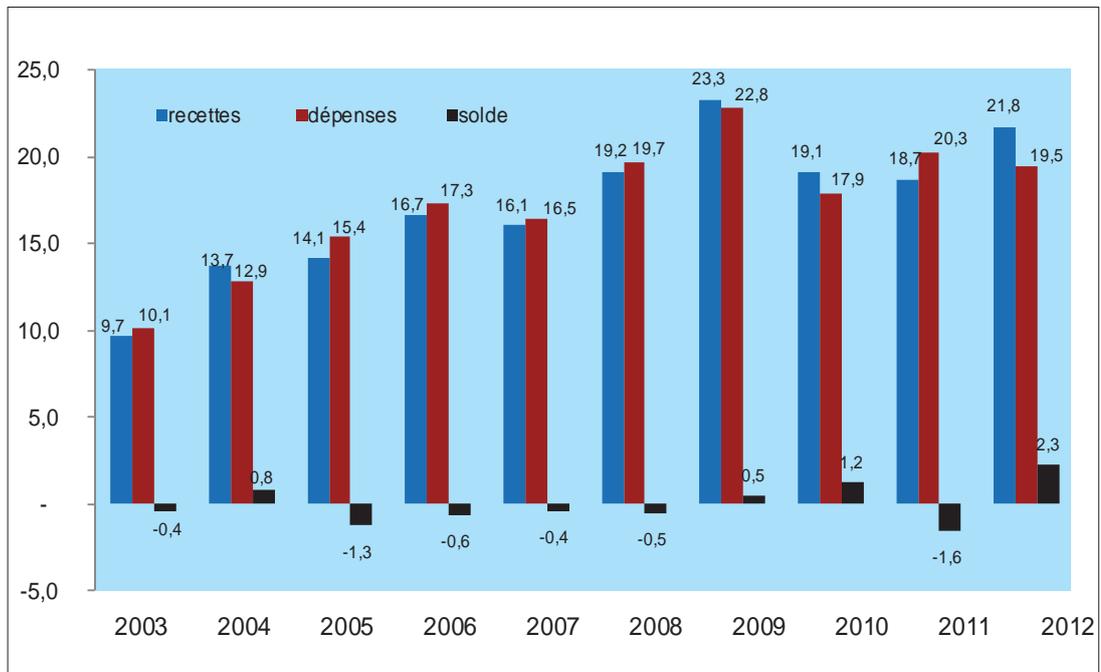
S'agissant de l'importance des finances publiques dans l'économie, il convient de noter qu'elle a connu une évolution contrastée.

D'une part, la pression fiscale, en constante progression depuis 2003, s'est située à 15,7 % du PIB en 2012 contre 14,3 % une année plus tôt. Cette performance tient principalement de la mise en œuvre de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). En effet, le passage de l'Impôt sur le Chiffre d'Affaires à la TVA a propulsé les recettes de ce type d'impôt de près de 43,0 %.

D'autre part, le poids des dépenses publiques dans le Produit Intérieur Brut est descendu à 19,5 % en 2012 contre 20,3 % en 2011, à la suite notamment de l'adoption tardive de la loi budgétaire.

Quant aux contributions des Administrations publiques à la formation brute du capital fixe et aux revenus des ménages, elles se sont inscrites en hausse, passant respectivement de 17,3 % à 20,2 % et de 14,8 % à 15,1 %, d'une année à l'autre.

Graphique II.1 Importance relative des opérations du cadre budgétaire



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE I

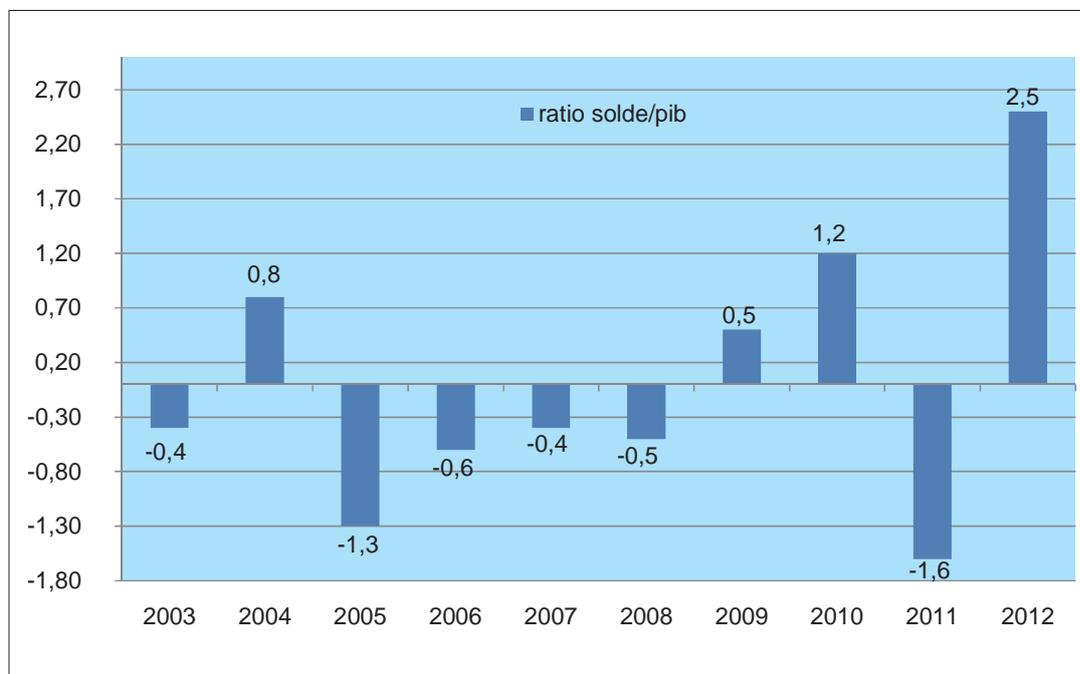
OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Les opérations du cadre budgétaire ont été réalisées dans un contexte d'ajustement budgétaire, en vue de l'amélioration de la Position Nette du Gouvernement. Cette dernière a été mise à mal en 2011, par les effets pervers dus à l'accélération des dépenses liées au processus électoral et à la sécurisation du pays.

Eu égard au faible degré de mobilisation des recettes intérieures et à la persistance des pressions à la hausse des dépenses sécuritaires, le Gouvernement a continué à exercer une discipline budgétaire. Cette sous-mobilisation des recettes propres a été compensée par des recettes exceptionnelles provenant principalement du versement des pas-de-porte du projet sino-congolais.

Ainsi, les opérations du cadre budgétaire se sont clôturées par un excédent de 431,6 milliards de CDF, soit 2,5 % du PIB, contre 1,5 % en 2011.

Graphique II.2 Evolution du solde budgétaire
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Il convient de rappeler que dans le cadre des réformes des finances publiques, le Gouvernement a amorcé, depuis août 2011, le processus de la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat. Ce processus qui repose sur une approche graduelle, est caractérisé par une mise en œuvre progressive de la paie

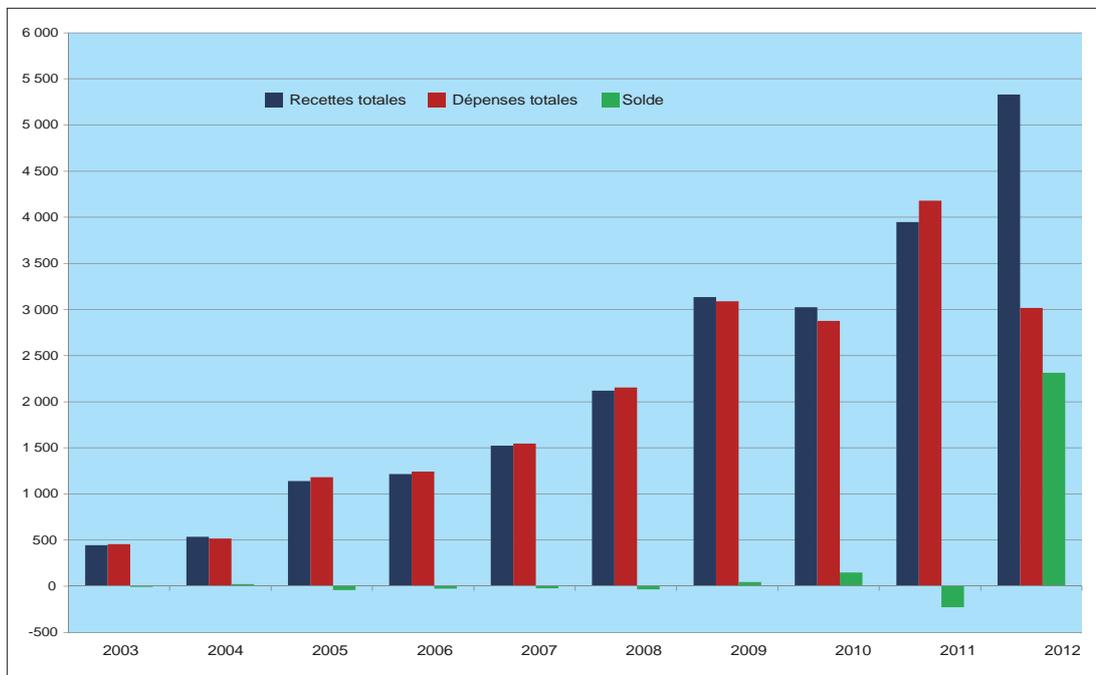
par le truchement des banques à tous les niveaux de l'Administration et ce, par un partenariat entre le Gouvernement et l'Association Congolaise des Banques (ACB).

Tableau II.1 Opérations intégrées des Administrations publiques
(en millions de CDF)

	Recettes non remboursables (a)	Dépenses courantes (b)	Dépenses en capital (c)	Ajustements Statistiques (d)	Besoins de Financement (e)=(a)-(b)-c)+(d)
2003	445 225,4	277 970,3	178 474,2	2 394,5	-8 824,6
2004	536 322,0	425 120,1	140 407,2	50 305,9	21 100,6
2005	1 139 225,2	739 174,9	429 756,6	-13 193,1	-42 899,4
2006	1 216 224,2	952 857,1	298 075,9	9 405,3	-25 303,5
2007	1 523 756,1	1 101 601,1	477 424,4	33 469,7	-21 799,7
2008	2 118 576,4	1 376 149,4	758 460,0	-19 196,5	-35 229,5
2009	3 134 561,6	1 701 085,8	1 388 198,8	-1 114,3	44 162,8
2010	3 023 273,1	1 642 779,3	1 228 190,7	-5 654,9	146 648,1
2011	3 948 621,8	2 769 946,5	1 375 570,3	-31 821,0	-228 716,0
2012	5 331 527,0	3 016 780,3	1 924 107,7	40 990,0	431 629,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique II.3 Situation intégrée des opérations des administrations publiques
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1. RECETTES

I.1.1. Recettes courantes

Les recettes courantes du cadre budgétaire ont représenté 21,0 % du PIB en 2012. Elles se sont situées à 3.633,7 milliards de CDF contre 4.260,3 milliards prévus dans la loi des finances, soit une réalisation de 85,3 %. Cette contreperformance s'explique notamment par une progression de l'assiette fiscale à un rythme moins important qu'attendu. Comparativement aux recettes de l'année précédente, lesquelles s'étaient chiffrées à 2.755,3 milliards, celles de 2012 ont enregistré un accroissement de 31,9 %.

Les recettes fiscales ont atteint 2.710,3 milliards de CDF, soit 74,6 % des recettes courantes. Elles ont été constituées, d'une part, des recettes sur les activités intérieures de 1.635,5 milliards contre une prévision de 2.027,0 milliards retenue dans le budget, soit un taux de mobilisation de 80,7 % ; et, d'autre part, des recettes relatives aux droits de porte qui ont été mobilisées à concurrence de 1.074,8 milliards de CDF, soit 99,0 % de leur prévision.

Les recettes non fiscales, quant à elles, se sont situées à 923,4 milliards de CDF, soit 25,4 % des recettes courantes contre une prévision de 1.147,5 milliards, soit un taux de réalisation de 80,5 %.

Tableau II.2 Importance relative de différentes catégories des recettes
(en pourcentage du total)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1. Recettes fiscales	66,1	70,9	67,7	69,1	76,2	78,0	56,6	71,1	75,3	72,0
- Recettes des impôts sur le commerce extérieur	24,2	27,4	24,1	24,5	30,2	29,3	20,9	25,1	28,6	28,6
- Recettes des impôts sur les revenus	15,5	17,3	11,1	19,2	20,3	23,1	15,7	20,9	21,3	18,8
- Recettes des impôts sur les biens et services	23,6	23,6	21,6	21,9	24,3	24,6	19,3	24,4	24,8	23,4
- Autres recettes fiscales	2,8	2,6	10,9	3,5	1,4	1,0	0,7	0,7	0,7	1,2
2. Recettes non fiscales	11,5	11,5	11,5	9,8	19,7	16,8	19,0	23,3	23,1	24,5
3. Recettes exceptionnelles	22,4	17,6	20,8	21,1	4,1	5,1	24,4	5,6	1,6	3,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Encadré II.1 Transition fiscale : de l'ICA à la TVA

Généralités conceptuelles sur la transition fiscale

La transition fiscale consiste en la compensation des pertes de recettes tarifaires à travers un accroissement de la contribution des ressources de fiscalité interne. En raison des contraintes pesant actuellement sur la fiscalité directe, la fiscalité indirecte et tout particulièrement la TVA apparaît comme l'instrument central pour réussir cette transition.

De manière générale, la transition fiscale des Pays en Développement s'est largement opérée en direction de la fiscalité indirecte interne, notamment la TVA. Il est à noter que l'introduction de la TVA et la substitution de cette dernière aux anciennes taxes sur le chiffre d'affaires a amélioré la neutralité économique du prélèvement de la fiscalité indirecte interne et cela de manière progressive, au fur et à mesure que la législation de la TVA a été modernisée.

Sur le plan des recettes publiques, la perspective de l'intégration économique régionale, laquelle implique l'adhésion à la Zone de libre échange (ZLE) et à l'Union douanière, entraînerait la réduction des tarifs extérieurs. Dans cette logique, les dispositions des codes des douanes devraient être modifiées pour répondre aux exigences des regroupements économiques. Ainsi, les contraintes liées à l'ouverture économique impliqueraient un manque à gagner en termes de recettes publiques notamment douanières.

S'agissant de la RDC, le financement des dépenses publiques dans le cadre de la lutte contre la pauvreté constitue une priorité. Ainsi, le pays devra maintenir, voire augmenter ses ressources tout en assurant la transition fiscale. Concrètement, il s'agira de substituer les ressources de fiscalité interne à des recettes tarifaires désormais décroissantes.

Deux formes de transition fiscale se présentent à la RDC. La première s'effectuerait par la fiscalité indirecte et la deuxième par l'amélioration de la fiscalité directe. Cette dernière forme n'étant pas compatible avec les caractéristiques socio-économiques des pays en développement, elle ne pourrait pas constituer l'alternative susceptible de palier à la diminution des tarifs extérieurs pour la RDC.

En effet, en RDC, la fiscalité directe concerne une faible partie de la population et sa contribution aux recettes a faiblement augmenté depuis la décennie 90. Aussi, son augmentation à court terme pour assurer la transition fiscale ne serait pas possible. Par ailleurs, à cette faiblesse de la performance de la fiscalité directe s'ajouterait aussi la faiblesse de l'administration fiscale. En définitive, des obstacles importants s'opposent à un développement rapide de la fiscalité directe dans le cadre d'une transition fiscalo-douanière en RDC.

La TVA, un atout dans la transition fiscale

Avec les contraintes liées à la mobilisation des recettes de la fiscalité directe, seule la fiscalité indirecte interne, fondée sur une TVA parfaite et bien gérée, est à même de fournir des recettes fiscales d'un niveau élevé. De plus, la TVA n'entraîne pas d'importantes distorsions en raison de ses caractères vertueux.

Par ailleurs, avec la politique de libéralisation dans laquelle la RDC s'est engagée, la nécessité de renforcement de la transition fiscale s'est avérée évidente. A ce titre, grâce à sa qualité neutre sur les transactions commerciales, le rôle central de la TVA se trouverait confirmé. Enfin, tenant une grande importance dans le prélèvement public, la TVA pourra assurer totalement le relais aux droits tarifaires.

Ainsi, conformément aux articles 122 et 174 de la Constitution, l'Ordonnance-loi n° 010/2010 du 20 août 2010 a institué un impôt général sur la consommation dénommé « Taxe sur la Valeur Ajoutée », TVA en sigle, dont l'entrée en application est intervenue au mois de janvier 2012. Aussi, la RDC est le 145^{ème} pays au monde à introduire la TVA dans son système fiscal.

L'expérience d'une année de mise en œuvre de la TVA démontre que c'est un impôt qui convient aux pays en développement. Actuellement, la TVA occupe une place importante dans les recettes fiscales de l'Etat congolais. En effet, elle a représenté 32,2 % du total des recettes intérieures et 6,8 % du PIB en 2012 contre 2,7 % du PIB pour l'ICA en 2011. Par rapport aux recettes fiscales totales, elle devance tous les autres types d'impôts intérieurs.

De ce qui précède, il apparaît que la TVA a un caractère réactif. En effet, suivant qu'un impôt est peu ou très sensible aux fluctuations économiques, son rendement diminuera ou augmentera plus ou moins rapidement. Cette sensibilité est liée à la nature de la matière imposable. Ainsi, la TVA avec sa nature d'impôt sur la dépense est un impôt très sensible car en relation directe avec le niveau de la consommation. De ce fait, le rendement de la TVA s'adapte immédiatement aux mouvements de l'activité économique.

La TVA présente à ce titre un avantage financier considérable pour l'Etat. Elle a permis, en 2012, de stabiliser et de soutenir la mobilisation des recettes, tout en contribuant davantage à l'efficacité dans l'activité économique. Malgré que les résultats de la TVA à l'intérieur ont été diminués au début de l'exercice 2012 des crédits de l'ICA sur les stocks existants au 31 décembre 2011, la mobilisation de cette catégorie des recettes a augmenté de 46,7 %, passant de 798,7 milliards de CDF à 1.171,3 milliards, d'une année à l'autre.

En Conclusion, la TVA est un impôt économiquement neutre par l'application du principe de déduction de la taxe en amont, facturée par un fournisseur local ou un importateur, grevant les immobilisations et les achats de biens effectués par un opérateur économique assujéti. La neutralité économique de la TVA, renforcée par son caractère réactif, fait qu'elle soit un impôt à fort rendement.

Mais, dans la pratique, l'effectivité des vertus de la TVA au niveau des assujettis reste conditionnée par des obligations documentaires. Aussi, les spécificités du tissu fiscal à travers l'importance du secteur informel, les fraudes et l'insuffisance d'information des contribuables en RDC, limitent une application parfaite de la TVA et, de ce fait, sa performance.

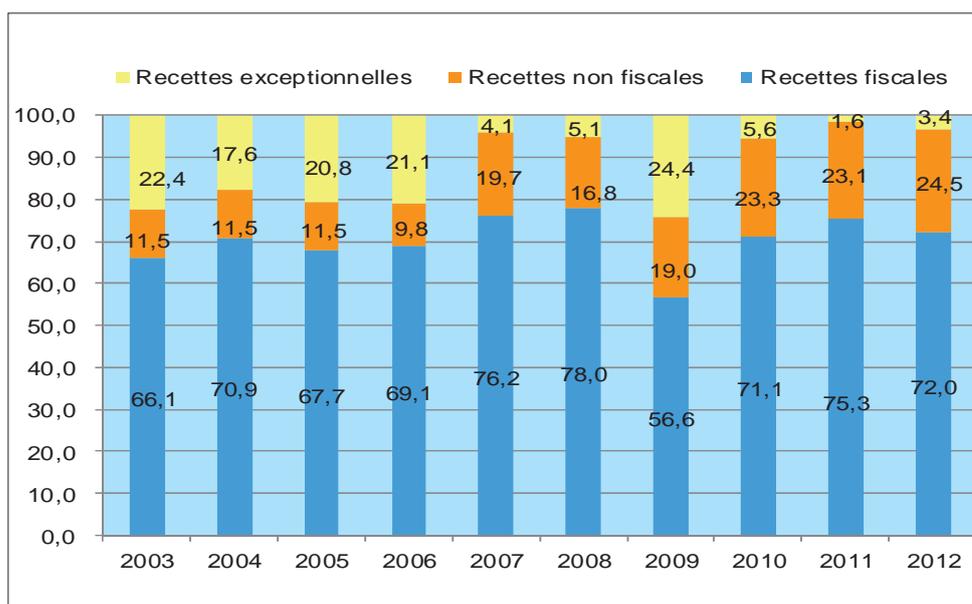
I.1.1.1. Recettes fiscales

I.1.1.1.1. Recettes des impôts sur le commerce extérieur

Les ressources provenant de la taxation du commerce extérieur ont augmenté de 34,5 %, s'établissant à 1.074,8 milliards de CDF en 2012, soit 6,2 % du PIB contre 799,4 milliards en 2011. Comparées aux prévisions budgétaires, elles accusent un rendement de 99,0 %. En dépit des pesanteurs, dont la prise en charge de la fiscalité pétrolière par l'Etat qui continue de peser sur les recettes, le niveau de réalisation atteint est essentiellement attribuable à l'entrée en vigueur de la TVA.

L'analyse de la structure des recettes des impôts sur le commerce extérieur révèle que la part des droits d'entrée a représenté 98,4 % en 2012 contre 97,5 % en 2011. En revanche, celle des droits de sortie a baissé passant de 2,4 % en 2011 à 1,6 % une année après. Comparées aux assignations budgétaires, les droits d'entrée et ceux de sortie ont été mobilisés respectivement à concurrence de 99,1 % et 94,7 %.

Graphique II.4 Importance de différentes catégories des recettes
(en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.1.1.2. Recettes des impôts sur les revenus

Prévus à 680,8 milliards de CDF dans la loi budgétaire, les impôts sur les revenus des personnes physiques et morales ont atteint 708,8 milliards en 2012, soit un taux de mobilisation de 104,1 % correspondant à 4,1 % du PIB. Par rapport aux réalisations de 2011 qui s'étaient situées à 595,3 milliards de CDF, il se dégage un accroissement de 19,1 %. Cette performance est la résultante des efforts de service en matière de contrôle fiscal des revenus en 2011.

L'analyse de la structure des impôts sur les revenus met en lumière l'importance des impôts sur les revenus des personnes physiques et celle des impôts sur les sociétés dont les parts relatives sont respectivement de 61,0 % et 35,4 %. Les amendes n'ont contribué qu'à concurrence de 3,6 % du total de la rubrique.

I.1.1.1.3. Recettes des impôts sur les biens et services

Les recettes des impôts sur les biens et services se sont établies à 882,1 milliards de CDF contre une prévision de 1.126,1 milliards, représentant 5,1 % du PIB. Cette contreperformance s'explique notamment par les difficultés liées à l'application correcte de la TVA, étant donné l'absence de l'expertise dans ce nouvel impôt.

En outre, la TVA, en dépit des écueils observés dans son application a été la source prépondérante des impôts sur les biens et services avec une part de 61,1 %. Quant aux droits de consommation, leur part s'est établie à 27,3 % tandis que celle de la marge distribuable a été de 11,3 %.

I.1.1.1.4. Autres recettes fiscales

Cette catégorie des recettes a totalisé 44,6 milliards de CDF contre 220,2 milliards retenus dans la loi budgétaire, correspondant à 0,3 du PIB. Rapprochées au PIB, ces recettes représentent 0,3 %. Cette situation est attribuable notamment au niveau élevé des prévisions par rapport à leur rendement.

La structure de ces ressources reste dominée par les recettes sur les impôts exceptionnels sur les revenus à charge des employeurs qui ont contribué à concurrence de 83,7 %. L'apport des autres rubriques, constituées essentiellement des paiements divers n'a été que résiduel.

I.1.1.2. Recettes non fiscales

A l'issue de l'exercice 2012, ces recettes ont atteint 923,4 milliards de CDF contre une prévision budgétaire de 1.147,5 milliards, soit un taux de réalisation de 80,5 %. Elles ont représenté 5,3 % du PIB.

Cette contreperformance est consécutive à la conjugaison de plusieurs facteurs. Il s'agit entre autres de : (i) des conflits de compétence entre la DGRAD et les provinces dans l'encadrement de certains actes générateurs, (ii) du réajustement à la baisse de taux des droits, taxes et redevances dans divers secteurs en vue de permettre

l'amélioration du climat des affaires, (iii) des difficultés d'approvisionnement en imprimés de valeur et (iv) de la non perception de la redevance minière dans certaines zones minières situées dans les provinces autres que celle du Katanga.

Les recettes administratives, judiciaires et domaniales ont représenté 64,9 % du total. La part des revenus divers, dont le bonus sur le contrat chinois, s'est chiffrée à 18,4 %. Les versements de pétroliers producteurs au titre des royalties ont contribué pour 5,9 %.

I.1.2. Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles, constituées des dons et prêts, ont atteint 128,8 milliards de CDF, ce qui correspond à 0,7 % du PIB. Comparées aux prévisions budgétaires qui les situaient à 2.348,9 milliards, il se dégage un taux de réalisation de 5,5 %. Le faible niveau de décaissements par les bailleurs s'explique essentiellement par le climat délétère consécutif à la non réalisation de certaines exigences dans le cadre du Programme Economique du Gouvernement.

I.2. DEPENSES PUBLIQUES

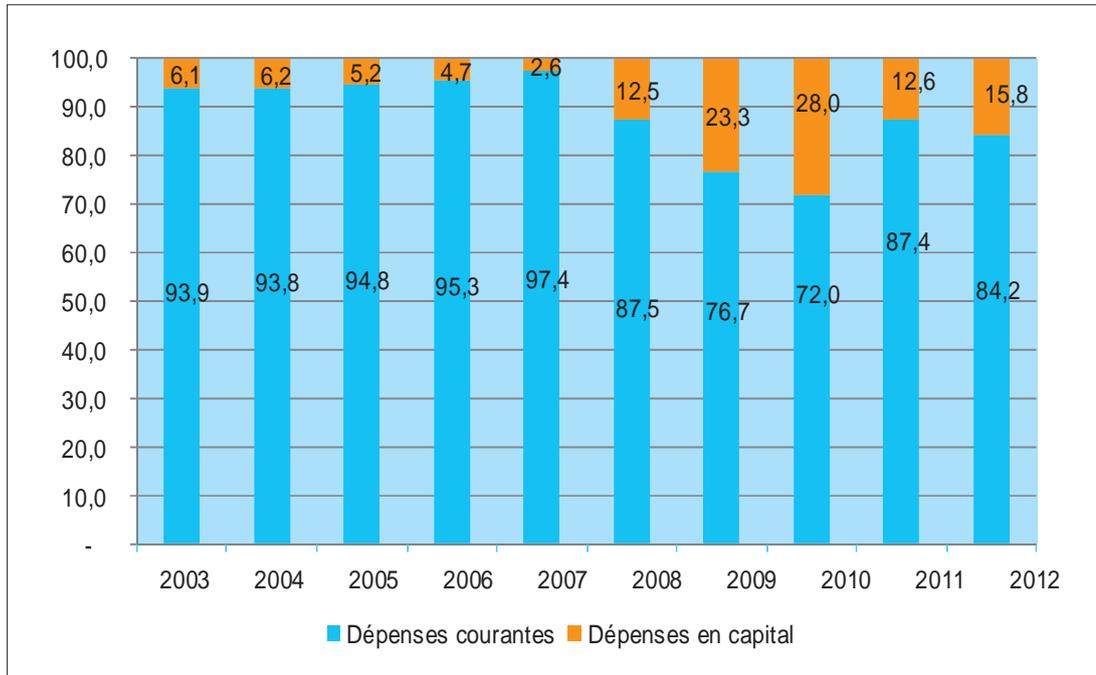
Les dépenses publiques exécutées en 2012 ont atteint 3.371,7 milliards de CDF contre un niveau prévisionnel de 6.609,2 milliards, représentant un taux d'exécution de 51,0 %. Ce faible taux d'exécution des dépenses publiques procède notamment de l'adoption tardive de la loi budgétaire de l'exercice 2012 qui a eu des répercussions négatives sur la planification des projets, le lancement des marchés publics et les engagements financiers.

Comparées aux réalisations de 2011, ces dépenses ont augmenté de 12,5 %, venant de 2.996,6 milliards de CDF. Cependant, rapprochées au PIB, elles se sont contractées de 0,8 point de pourcentage, passant de 20,3 % à 19,5 %, d'une année à l'autre.

Par ailleurs, la part des dépenses courantes dans les dépenses publiques s'est contractée de 3,3 points de pourcentage par rapport à son niveau de 2011 au profit des dépenses en capital.

Graphique II.5 Structure des dépenses publiques

(en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.1. Dépenses Courantes

Prévues à 4.427,3 milliards de CDF dans la Loi de finances 2012, cette catégorie de dépenses a été exécutée à concurrence de 2.838,1 milliards, soit un taux d'exécution de 64,1 %. Toutefois, pour des raisons d'ordre sécuritaire, certaines rubriques ont été exécutées au-delà des crédits budgétaires. Il s'agit notamment des Institutions politiques et des Ministères.

Comparées à leur niveau de 2011, les dépenses courantes ont connu une hausse de 8,4 %. En effet, elles sont passées de 2.619,3 milliards de CDF en 2011 à 2.838,1 milliards en 2012. Le niveau de croissance de cette catégorie des dépenses pour la période sous-analyse résulte principalement de l'augmentation des dépenses pour biens et services ainsi que des subventions et transferts qui ont augmenté respectivement de 6,2 % et 13,8 %, d'une année à l'autre.

Rapportées sur le PIB, ces dépenses ont progressé de 1,5 point de pourcentage contre 4,8 points en 2011.

I.2.1.1. Analyse des dépenses courantes par nature

I.2.1.1.1. Dépenses de fonctionnement

Les débours de l'Etat, au titre des rémunérations des agents et fonctionnaires de l'Etat, et les achats des biens et services de consommation courante ont atteint 2.215,6 milliards de CDF contre 2.086,9 milliards une année auparavant, soit une augmentation de 6,2 %. Rapportées au PIB, ces dépenses ont représenté 12,8 %.

Comparées aux assignations budgétaires qui les situaient à 2.215,6 milliards de CDF, elles ont été exécutées à concurrence de 75,6 %. En effet, les rémunérations et les dépenses relatives à l'acquisition des autres biens et services ont enregistré des baisses respectives de 9,2 % et 38,0 % de leurs prévisions. Cette situation est due essentiellement à la diminution des débours en rapport avec les entités administratives décentralisées.

Encadré II.2 Processus de bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat

En vue, d'une part, de maîtriser les effectifs et la masse salariale et, d'autre part, de soutenir le processus de pénétration bancaire, le Gouvernement a initié la réforme relative à la bancarisation de la paie des salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat.

En effet, en facilitant la centralisation du fichier de la paie des agents de l'Etat et la mise à jour régulière des états de paie, la bancarisation permet à ce dernier d'avoir une vue correcte de l'évolution de son personnel. Ceci contribue au renforcement de l'efficacité de l'Etat tel que voulu dans le cadre des réformes des finances publiques. Ce processus vise également le respect du critère relatif à la non accumulation des arriérés de salaires.

• Stratégies adoptées

Amorcée en août 2011, la réforme repose sur une approche caractérisée par une mise en œuvre progressive des activités à tous les niveaux et sur un partenariat entre le Gouvernement et l'Association Congolaise des Banques (ACB). La Ville-province de Kinshasa a été choisie pour servir de point de départ de la réalisation du projet au regard notamment de la concentration des effectifs des agents de l'Etat. En ce qui concerne la population cible, la démarche a consisté en l'intégration graduelle de différentes catégories d'agents économiques, tenant compte des effectifs et de la capacité d'accueil des banques.

A fin décembre 2012, la réforme a été quasi effective à Kinshasa et, en partie, dans les chefs-lieux des provinces. En effet, il s'est avéré important d'asseoir d'abord le processus dans les grandes villes en résolvant les problèmes qui s'y posaient avant de l'étendre sur tout le territoire national. Cela étant, les objectifs ont été étalés dans le temps, celui de la régularité et de la systématisation de la paie étant prioritaire par rapport à ceux tout aussi importants relatifs à la maîtrise des effectifs et des enveloppes salariales ainsi qu'aux mouvements des agents.

Pour mener à bien ce processus, le Gouvernement a mis en place une structure technique appelée Comité de Suivi de la Paie des Agents et Fonctionnaires de l'Etat, CSP en sigle. Ce dernier, présidé par la Banque Centrale du Congo, comprend les représentants des Administrations publiques, tant provinciales que nationales.

• Résultats atteints

Le Comité de Suivi de la Paie des agents et fonctionnaires de l'Etat a fait bancariser, à fin décembre 2012, la paie d'un effectif de plus de 275.000 agents et fonctionnaires sur un total de 993.365, soit 27,7 %. Pour la Ville province de Kinshasa, les effectifs bancarisés concernent l'administration publique, le SECOPE, les services émanant des budgets annexes, les FARDC, la Police Nationale Congolaise et une partie des membres des institutions politiques et assimilés. Quant aux agents et fonctionnaires de l'Etat prestant en provinces, ils se rapportent au SECOPE et à quelques services centraux.

Ce processus a permis une contraction de 34.706 agents et une récupération de 3,6 milliards de CDF à fin décembre 2012. Les reliquats ainsi dégagés ont été versés, sur instruction de la DGRAD, dans le Compte Général du Trésor par les banques intervenantes.

Il convient de signaler que la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat offre un certain nombre d'avantages, notamment :

- pour les bénéficiaires (agents et fonctionnaires de l'Etat)
 - la régularité de la paie ;
 - l'intégralité du salaire ;
 - l'accès aux services financiers (crédits, avances sur salaires, cartes bancaires, etc.).
- pour les banques
 - une source de liquidité ;
 - une source d'augmentation des dépôts et crédits ;
 - une source de revenu ;
 - une opportunité d'extension d'activités à Kinshasa et en provinces.

Les contraintes

Malgré les avancées notables enregistrées, la mise en œuvre de cette réforme reste confrontée principalement (i) au problème lié à la mise à jour du fichier de la paie par certains services, (ii) au retard récurrent dans la transmission des rapports de paie par l'ACB et les banques intervenantes, (iii) aux difficultés d'identification et de paiement des inactifs, des veuves, des orphelins ainsi que des indisponibles et (IV) la lourdeur dans le transfert des listings de la Direction de la Paie aux services de l'Ordonnancement et ceux-ci vers les banques commerciales.

Perspectives

Le processus de la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat pourrait prendre fin en 2013 conformément au chronogramme arrêté par le Gouvernement. La bancarisation de la paie permettra à terme la maîtrise des effectifs. Ainsi, le Gouvernement entend (i) améliorer les conditions salariales des agents et fonctionnaires de l'Etat par une planification des augmentations salariales et (ii) améliorer la bancarisation du pays pour un accès massif des populations aux services financiers.

I.2.1.1.2. Intérêts sur la dette publique

La charge financière de l'endettement public a occasionné un décaissement de 160,8 milliards de CDF, représentant 65,8 % des prévisions. Comparée à son niveau de 2011, elle a enregistré une hausse de 27,0 %. La progression de ces dépenses a été induite, d'une année à l'autre, par le paiement des intérêts sur la dette intérieure (intérêts sur créances titrisées et commissions bancaires) qui ont progressé de 37,4 %. Par contre, une contraction de 11,4 % est notée sur les intérêts dus à la dette extérieure.

I.2.1.1.3. Subventions et transferts

Exécutés à 36,9 % de leurs prévisions, les débours effectués au titre des subventions et transferts ont totalisé 461,7 milliards de CDF, soit 2,7 % du PIB. Comparés à leur niveau de 2011 qui avait atteint 405,6 milliards de CDF, ils ont affiché une progression de 13,8 %. Hormis la rubrique « cotisations à des organismes internationaux » qui a été en ligne avec les prévisions, toutes les autres rubriques ont enregistré des sous consommations des crédits.

I.2.1.2. Analyse des dépenses par service

L'analyse de la structure des dépenses courantes, par service, laisse apparaître, d'une année à l'autre, une progression des parts relatives des rubriques dans le total des dépenses courantes, excepté la rubrique « Services communs » qui a enregistré une contraction de 7,6 points de pourcentage.

Quant à l'importance des rubriques dans le total des dépenses courantes, les « Services communs » et « Institutions politiques » ont représenté 81,2 %. La différence ayant été absorbée par les Ministères des Finances (2,8 %), de la Défense Nationale (5,8 %), des Affaires Etrangères (1,5 %) et de l'Administration du territoire (1,3 %), les autres ministères ont totalisé 7,4 %.

Tableau II.3 Structure des dépenses courantes par ministère et institution
(en pourcentage)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Services communs	58,4	62,8	74,7	78,3	65,0	68,9	82,3	69,6	74,8	67,2
Institutions politiques	16,3	9,9	7,7	6,6	7,2	7,1	5,9	13,7	12,2	14,0
Finances	5,7	5,7	4,5	4,5	9,2	6,9	3,4	2,1	1,9	2,8
Défense Nationale	10,9	8,9	6,9	4,6	8,2	8,3	3,0	6,8	4,4	5,8
Affaires Etrangères	0,1	1,7	1,3	1,1	0,6	0,7	1,1	1,4	0,8	1,5
Travaux Publics	0,4	0,2	0,2	0,1	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1
Santé publique	0,4	0,3	0,2	0,8	1,1	0,8	0,5	0,2	0,3	0,5
Education Nationale	0,4	0,4	0,3	0,3	2,1	1,8	0,1	0,6	0,3	0,9
Autres Ministères	7,4	10,1	4,1	3,7	6,6	5,4	3,4	5,5	5,0	7,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.2. Dépenses en capital

Les dépenses en capital ont connu une forte progression de 41,4 %, passant de 377,3 milliards de CDF en 2011 à 533,6 milliards en 2012. Par contre, rapprochée aux prévisions budgétaires, elles ont été exécutées à concurrence de 24,5 % contre 16,6 % une année auparavant. Ce faible taux d'exécution tient notamment de l'adoption tardive du budget qui a retardé la planification des projets. Par rapport au PIB, ces dépenses ont atteint 3,1 % contre 2,5 % une année plus tôt.

I.2.2.1. Dépenses en capital par nature

L'essentiel des dépenses relatives aux investissements a été alloué à l'acquisition des infrastructures économiques et à l'équipement des administrations. Elles ont totalisé 421,2 milliards de CDF, soit 78,9 % du total des dépenses d'investissement. Quant au reste, il a été affecté à l'infrastructure sociale et collective.

Comparativement à l'année 2011, seule la rubrique « infrastructure sociale et collective » a connu une amélioration notable, toutes les autres s'étant inscrites en baisse.

I.2.2.2. Dépenses en capital par service

L'analyse de l'affectation des ressources par service révèle une grande innovation et un renversement de tendance. En effet, la priorité a été accordée au Ministère

de l'Energie dont la part a représenté 36,7 %. Les Ministères de la Défense, de l'Agriculture et de la Santé pour lesquels les parts respectives n'ont pas atteint 2,0 % en 2011, se sont retrouvés avec des parts de plus de 5,0 % pour les deux premiers et de plus de 3,0 % pour le dernier. Il sied de noter un recul sensible de 73,9 % pour la part du Ministère des Travaux Publics.

I.3 BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Les opérations du cadre budgétaire se sont fortement améliorées en 2012. Elles ont affiché un excédent de 431,6 milliards de CDF, soit 2,5 % du PIB.

Le flux d'épargne publique a été de 924.279,0 millions de CDF contre 180,4 milliards en 2011 et a représenté 24,6 % des recettes totales contre 6,4 % une année auparavant. Cette épargne a permis de financer la totalité des dépenses d'investissement de l'Etat en 2012, dégageant ainsi une forte capacité de financement.

Tableau II.4 Solde des opérations du cadre budgétaire
(en millions de CDF)

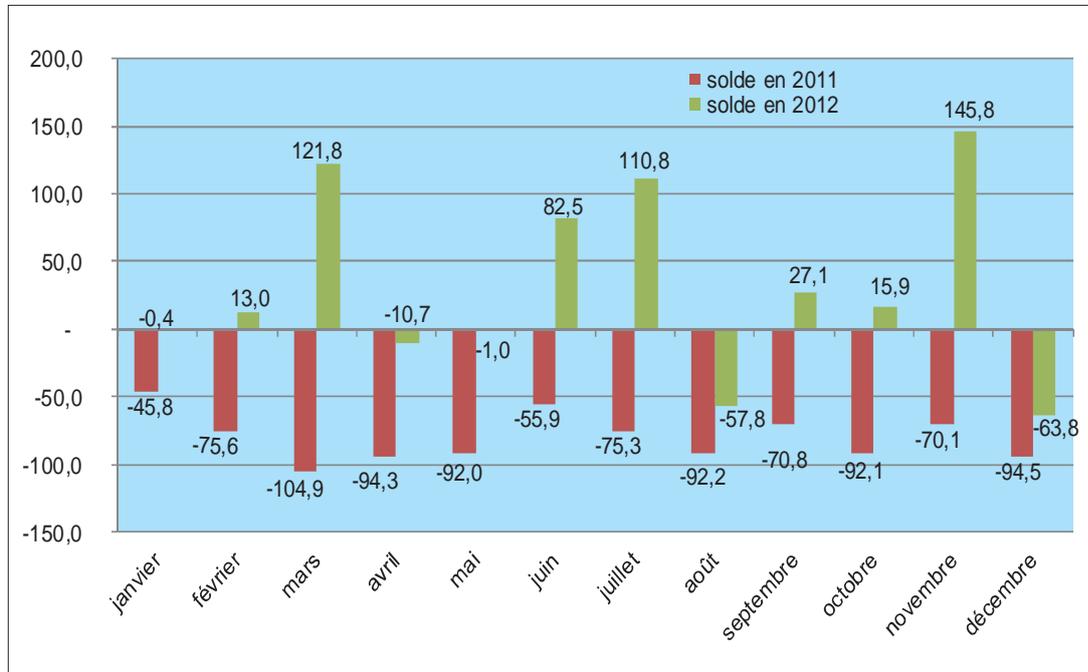
Année	Solde des opérations du cadre budgét.	Ajustement statistique	Besoins de financement
2003	-11 219,1	2 394,5	-8 824,6
2004	-29 205,3	50 305,9	21 100,6
2005	-29 706,3	-13 193,1	-42 899,4
2006	-34 708,8	9 405,3	-25 303,5
2007	-55 269,4	33 469,7	-21 799,7
2008	-16 033,0	-19 196,5	-35 229,5
2009	45 277,0	-1 114,2	44 162,8
2010	152 303,0	-5 654,9	146 648,1
2011	-196 895,0	-31 821,0	-228 716,0
2012	390 639,0	40 990,0	431 629,0

Source : Banque Centrale du Congo.

I.4 EVOLUTION COMPAREE DU SOLDE MENSUEL

A l'opposé de l'exercice 2011 qui a affiché des soldes mensuels déficitaires sur toute la période, l'allure du solde du Trésor en 2012 s'est singularisée par la réalisation des excédents mensuels sur la majeure partie de l'année.

Graphique II.6 Evolution mensuel du solde budgétaire en 2011 et 2012
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE II

OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE

Au terme de l'année 2012, les opérations à financement extérieur spécifique ont totalisé 1.569,1 milliards de CDF contre 1.565,2 milliards une année avant, affichant un accroissement de 0,2 %.

II.1. RECETTES

Au cours de l'année sous analyse, les transferts d'origine extérieure ont été constitués des donations multilatérales à concurrence de 681,4 milliards de CDF et des donations bilatérales pour 887,7 milliards de CDF, représentant respectivement 43,4 % et 56,6 % du total.

En ce qui concerne l'aide multilatérale, la RDC a bénéficié principalement de l'appui des Nations Unies, de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement à concurrence de 160,8 milliards de CDF, 91,2 milliards, 329,8 milliards et 79,3 milliards, respectivement.

S'agissant de l'aide bilatérale, la part la plus importante est venue des Etats-Unis d'Amérique avec un montant de 192,0 milliards de CDF, suivis du Royaume-Uni pour 179,6 milliards, de l'Allemagne pour 154,6 milliards et de la Chine pour 123,4 milliards.

II.2. DEPENSES

Sur un total de 1.569,1 milliards de CDF, représentant les dépenses publiques sur ressources extérieures liées, 178,7 milliards de CDF ont financé les dépenses courantes et 1.390,5 milliards les dépenses d'investissement. Ces dernières ont trait essentiellement à la coopération technique autonome.

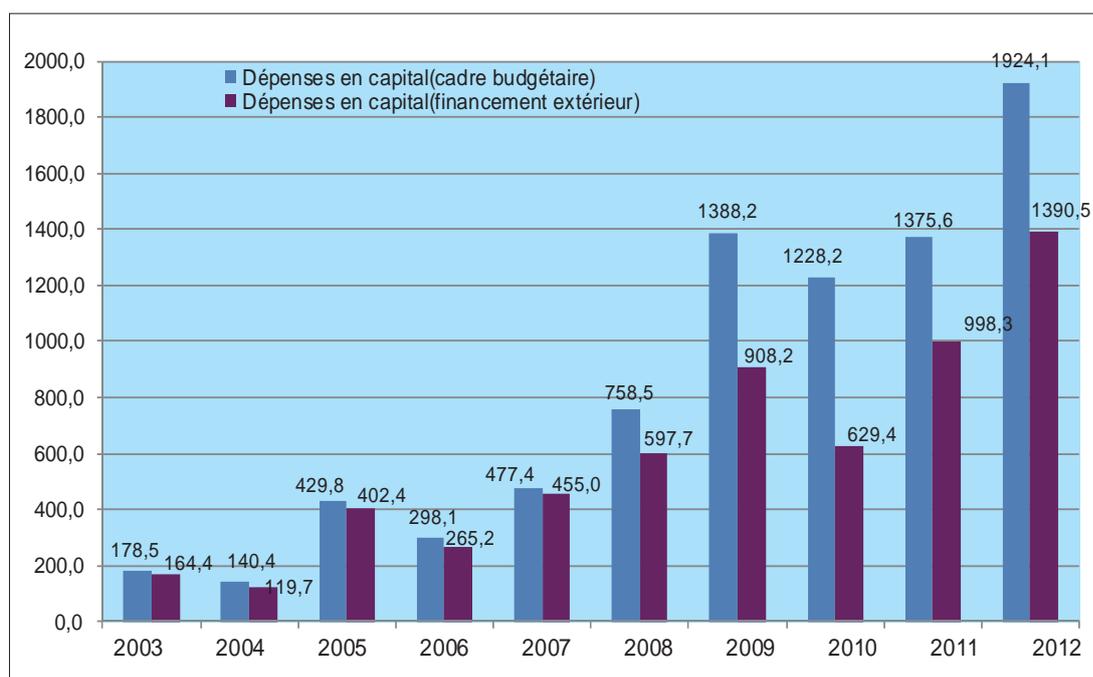
Concernant les dépenses courantes, la part de l'aide alimentaire a été de 39,1 milliards de CDF, soit 21,9 %, tandis que celle de l'assistance humanitaire et secours d'urgence de 139,6 milliards, représentant 78,1 %.

Tableau II.5 Opérations à financement extérieur spécifique
(en millions de CDF)

ANNEE	RESSOURCES	DEPENSES COURANTES	DEPENSES EN CAPITAL
2003	223 924,5	59 535,0	164 389,5
2004	230 297,1	110 607,9	119 689,2
2005	643 961,8	241 533,0	402 428,7
2006	547 056,8	281 906,5	265 150,3
2007	729 965,5	274 925,4	455 040,1
2008	846 898,4	249 193,4	597 705,0
2009	1 029 839,3	121 613,0	908 226,4
2010	729 391,1	100 005,9	629 385,1
2011	1 148 966,8	150 696,5	998 270,3
2012	1 569 148,0	178 680,3	1 390 467,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique II.7 Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur(1)
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

ANALYSE DES ARRIERES DE PAIEMENTS EN 2012

L'examen des Etats de Suivi Budgétaire pour l'exercice 2012 renseigne que, sur un total de 6.609,2 milliards de CDF des crédits votés, les engagements se sont chiffrés à 3.675,1 milliards de CDF. Aussi, les paiements effectués d'un montant de 3.610,7 milliards de CDF ont induit, après rapprochement avec les ordonnancements d'une valeur de 3.673,1 milliards, des arriérés de paiements de 62,4 milliards de CDF contre 328,8 milliards une année auparavant.

Cette baisse sensible des arriérés des paiements dénote une plus grande discipline dans l'exécution de la dépense publique. Dans ces conditions, en dehors d'une investigation plus approfondie, il pourrait s'agir davantage des retards administratifs plutôt que des défauts de paiement.

III.1. ANALYSE PAR NATURE DES DEPENSES

A l'instar de l'année d'avant, l'essentiel des arriérés de paiements a été localisé au niveau des dépenses de transferts et interventions de l'Etat dans une proportion de 70,3 %. Sous cette rubrique, les écarts les plus importants ont été enregistrés au niveau des lignes « transferts aux Entités Administratives Décentralisées » et « rétrocessions aux régies financières ». Cependant, il convient de relever que quelques lignes de cette même rubrique ont affiché des niveaux de paiements supérieurs aux ordonnancements. Le cas le plus éloquent étant celui des « frais funéraires » dont les paiements ont atteint 6,0 milliards de CDF contre des ordonnancements de 0,7 milliard.

Tableau II.6 Arriérés de paiements par nature des dépenses

(en millions de CDF)

RUBRIQUES	ORDONNACEMENTS	PAIEMENTS	ARRIERES
Dette publique	207.309,5	202.475,8	4.833,6
Frais financiers	178.365,4	176.317,5	2.047,9
Dépenses du personnel	1.259.043,9	1.258.292,6	751,3
Biens et matériels	154.229,6	150.701,9	3.527,7
Dépenses de prestations	121.627,6	117.249,5	4.0378,1
Transferts et interventions de l'Etat	1.090.533,8	1.046.702,9	43.830,8
Equipements	189.037,8	188.295,0	742,7
Construction	472.940,5	470.682,9	2.257,5
TOTAL GENERAL	3.673.088,4	361.0718,5	62.369,9

Source : Etats de Suivi Budgétaire 2012.

III.2. ANALYSE PAR FONCTION DES DEPENSES

Selon cette optique, la rubrique « Administration publique » a plus contribué à la réalisation des arriérés de paiements avec 76,1 % du total. Les autres rubriques, par ordre d'importance ci-après « Affaires économiques », « Santé » et « Ordre et sécurité publique », ont représenté des parts respectives de 5,7 % ; 4,3 % ; et 4,3 %.

Tableau II.7 Arriérés de paiements par fonction des dépenses
(en millions de CDF)

RUBRIQUE	ORDONNACEMENTS	PAIEMENTS	ARRIERES
Administration publique	1 699 189,8	1651 713,7	47 476,0
Défense	305 247,4	304 059,5	1 187,9
Ordre et sécurité	239 245,3	236 593,3	2 681,9
Affaires économiques	573 401,6	569 867,2	3 534,3
Protection de l'environnement	12 662,6	12 475,1	187,5
Logement et équipements collectifs	50 953,5	50 159,0	794,4
Santé	166 481,9	163 774,9	2 707,0
Religions, culture, sports et loisirs	49 585,0	48 417,5	1 167,5
Enseignement	462 497,1	462 257,3	239,7
Protection sociale, affaires sociales	113 823,7	111 400,5	2 423,2
TOTAL GENERAL	3 673 088,4	3 610 718,5	64 369,9

Source : Etat de Suivi Budgétaire 2012.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II

Tableau II.8 Importance relative des finances publiques dans l'économie

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1. Produit intérieur brut	2 293 655,5	2 601 000,0	3 407 940,1	4 066 601,3	5 148 173,0	6 525 982,7	9 026 676,3	11 949 307,6	14 760 487,3	17 290 148,6	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2. Dépenses publiques	455 444,5	565 527,3	1 168 931,5	1 250 933,0	1 579 025,5	2 134 603,4	3 089 294,6	2 537 526,4	4 145 516,8	4 940 868,0	19,9	21,7	34,3	30,8	30,7	32,7	34,2	21,2	28,1	28,6
Consommation publique	275 297,4	419 639,5	724 612,9	944 888,5	1 084 508,8	1 346 986,6	1 677 210,4	1 567 665,8	2 728 076,6	2 963 272,6	12,0	16,1	21,3	23,2	21,1	20,6	18,6	13,1	18,5	17,1
Formation brute de capital	178 474,2	140 407,2	429 756,6	298 075,9	477 424,4	758 460,0	1 388 198,8	912 320,6	1 375 570,3	1 924 107,7	7,8	5,4	12,6	7,3	9,3	11,6	15,4	7,6	9,3	11,1
Transferts à d'autres secteurs	2 672,9	5 280,5	14 562,0	7 988,6	17 092,3	29 162,8	23 875,4	57 540,0	41 869,9	53 507,7	0,1	0,2	0,4	0,2	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,3
3. Charge fiscale brute	146 387,2	217 063,6	335 702,5	462 101,3	604 746,0	992 416,0	1 191 811,6	1 631 396,6	2 108 002,5	2 710 339,7	6,4	8,3	9,9	11,4	11,7	15,2	13,2	13,7	14,3	15,7
Commerce extérieur	53 548,9	83 817,7	119 554,0	163 804,6	239 332,9	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 389,7	1 074 830,0	2,3	3,2	3,5	4,0	4,6	5,7	4,9	4,8	5,4	6,2
Exportations	5 119,6	6 325,2	9 039,0	9 630,5	8 679,1	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Importations	48 431,5	77 464,1	110 407,8	154 045,2	230 595,8	360 177,4	428 444,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	2,1	3,0	3,2	3,8	4,5	5,5	4,7	4,7	5,3	6,1
Divers	17,8	28,3	107,3	128,9	58,1	69,6	333,7	281,4	497,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités inférieures	92 838,3	133 246,0	216 148,5	298 296,7	365 413,1	619 672,7	751 500,8	1 055 265,0	1 308 632,8	1 635 509,7	4,0	5,1	6,3	7,3	7,1	9,5	8,3	8,8	8,9	9,5
Revenus	34 401,5	53 075,8	54 763,1	128 774,2	161 371,2	293 957,1	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	1,5	2,0	1,6	3,2	3,1	4,5	3,7	4,0	4,0	4,1
Biens et Services	52 148,9	72 071,2	107 218,1	146 300,9	192 774,0	312 967,3	406 884,9	568 984,2	693 090,9	882 143,3	2,3	2,8	3,1	3,6	3,7	4,8	4,5	4,7	4,7	5,1
Autres recettes fiscales	6 287,9	8 098,9	54 167,2	23 221,6	11 267,8	12 748,3	14 201,9	16 980,7	20 236,6	44 596,6	0,3	0,3	1,6	0,6	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,3
Coalisations sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Charge fiscale nette (1)	143 714,3	211 783,1	321 140,5	454 102,7	597 653,7	963 253,1	1 167 936,2	1 573 856,6	2 066 132,6	2 656 832,0	6,3	8,1	9,4	11,2	11,4	14,8	12,9	13,2	14,0	15,4
5. Solde global (2)	-8 824,6	21 100,6	-42 899,4	-25 303,5	-21 799,7	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	431 629,0	-0,4	0,8	-1,3	-0,6	-0,4	-0,5	0,5	1,2	-1,5	2,5
6. Formation brute de capital fixe	286 759,0	481 165,0	679 861,0	841 663,9	1 003 506,7	1 362 076,0	1 789 652,4	2 625 552,9	5 785 793,0	6 872 348,5	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contribution des administrations publiques	178 474,2	119 689,2	402 428,7	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	313 515,0	998 270,3	1 390 467,7	62,2	24,9	59,2	31,5	45,3	43,9	50,7	11,9	17,3	20,2
Acquisition directe des biens de capital	178 474,2	119 689,2	402 428,7	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	313 515,0	998 270,3	1 390 467,7	62,2	24,9	59,2	31,5	45,3	43,9	50,7	11,9	17,3	20,2
Transferts d'équipements	1 787 849,8	1 947 165,7	2 300 392,7	2 504 692,9	3 520 923,2	4 637 895,9	6 116 851,5	8 110 952,4	7 373 371,5	8 525 599,3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
7. Revenus des ménages	58 503,7	99 955,2	155 890,0	202 700,4	316 648,6	476 603,3	557 378,7	646 955,7	1 090 800,4	1 291 253,8	3,3	5,1	6,8	8,1	9,0	10,3	9,1	8,0	14,8	15,1

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.

(2) Cf. tableau II. 10.

Tableau II.9 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1.Recettes non remboursables	445 225,4	536 322,0	1 139 225,2	1 216 224,2	1 523 756,1	2 118 576,4	3 134 561,6	3 023 273,1	3 948 621,8	5 331 527,0
a) Recettes courantes ⁽¹⁾	221 300,9	306 024,9	495 263,4	669 167,4	793 790,6	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0
Cadre budgétaire	221 300,9	306 024,9	495 263,4	669 167,4	793 790,6	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	223 924,5	230 297,1	643 961,8	547 056,8	729 965,5	846 898,4	1 029 839,3	729 391,1	1 148 966,8	1 569 148,0
Courantes ⁽²⁾	59 535,0	110 607,9	241 533,0	281 906,5	274 925,4	249 193,4	121 613,0	100 005,9	150 696,5	178 680,3
En capital ⁽³⁾	164 389,5	119 689,2	402 428,7	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	629 385,1	998 270,3	1 390 467,7
2.Dépenses courantes	277 970,3	425 120,1	739 174,9	952 857,1	1 101 601,1	1 376 149,4	1 701 085,8	1 642 779,3	2 769 946,5	3 016 780,3
Cadre budgétaire ⁽⁴⁾	218 435,3	314 512,1	497 641,8	670 950,6	826 675,7	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc. ⁽⁵⁾	59 535,0	110 607,9	241 533,0	281 906,5	274 925,4	249 193,4	121 613,0	100 005,9	150 696,5	178 680,3
3.Epargne budgétaire ⁽⁶⁾	2 865,6	-8 487,2	-2 378,4	-1 783,2	-32 885,1	144 722,0	525 249,5	751 108,6	180 405,0	924 279,0
4.Dépenses en capital	178 474,2	140 407,2	429 756,6	298 075,9	477 424,4	758 460,0	1 388 198,8	1 228 190,7	1 375 570,3	1 924 107,7
Cadre budgétaire ⁽⁷⁾	14 084,7	20 718,1	27 327,9	32 925,6	22 384,3	160 755,0	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0
A fin. ext. spéc. ⁽⁸⁾	164 389,5	119 689,2	402 428,7	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	629 385,1	998 270,3	1 390 467,7
5.Total dépenses= 2 + 4	456 444,5	565 527,3	1 168 931,5	1 250 933,0	1 579 025,5	2 134 609,4	3 089 284,6	2 870 970,1	4 145 516,8	4 940 888,0
Cadre budgétaire	232 520,0	335 230,2	524 969,7	703 876,2	849 060,0	1 287 711,0	2 059 445,3	2 141 579,0	2 996 550,0	3 371 740,0
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	223 924,5	230 297,1	643 961,8	547 056,8	729 965,5	846 898,4	1 029 839,3	729 391,1	1 148 966,8	1 569 148,0
6.Solde (1 - 5)	-11 219,1	-29 205,3	-29 706,3	-34 708,8	-55 269,4	-16 033,0	45 277,0	152 303,0	-196 895,0	390 639,0
Cadre budgétaire	-11 219,1	-29 205,3	-29 706,3	-34 708,8	-55 269,4	-16 033,0	45 277,0	152 303,0	-196 895,0	390 639,0
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7.Ajustement statistique ⁽⁹⁾	2 394,5	50 305,9	-13 193,1	9 405,3	33 469,7	-19 196,5	-1 114,3	-5 654,9	-31 821,0	40 990,0
8.Besoins de financement ⁽¹⁰⁾	-8 824,6	21 100,6	-42 899,4	-25 303,5	-21 799,7	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	431 629,0
9.Financement ⁽¹¹⁾	8 824,6	-21 100,6	42 899,4	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-431 629,0
Intérieur monétaire net	8 824,6	-21 100,6	42 899,4	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-431 629,0
Int. non monét. net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableau II.12.

(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cfr tableaux III.19 et III.21.

(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableaux III.11 & III.12.

(4) Cfr tableau II.21.

(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat congolais.

(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.

(7) Cfr tableau II.23.

(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8.

(10) Correspond selon le cas soit aux besoins nets de financement (-), soit aux capacités excédentaires nettes de financement (+)

(11) Cfr tableau II.26

Tableau II.10 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A.RECETTES FISCALES	156 849,9	209 261,3	292 841,1	365 345,0	638 364,4	832 432,0	1 225 330,9	1 798 328,4	2 340 472,1	3 112 756,7
1.Impôts sur le comm. ext ⁽²⁾	60 466,5	82 375,0	108 015,3	140 301,5	221 127,6	340 636,8	431 280,9	694 151,9	828 073,4	1 085 728,6
-Droits de sortie	4 384,6	3 979,9	6 571,9	7 536,9	8 742,9	8 777,8	10 841,8	36 447,3	11 936,0	18 643,6
-Droits d'entrée	56 067,8	78 375,1	101 408,8	132 677,4	212 304,5	331 766,1	420 328,1	657 504,3	815 601,2	1 067 085,0
-Divers	14,2	20,0	34,6	87,1	80,2	93,0	111,0	200,3	536,2	-
2.Impôts sur les revenus ⁽³⁾	30 725,1	47 960,3	71 833,1	81 146,2	135 741,9	193 561,5	328 922,1	407 816,6	623 816,2	680 810,2
-Personnes physiques	18 985,8	22 339,6	26 645,2	41 442,4	72 352,2	87 392,8	160 946,0	189 879,7	288 101,9	448 353,1
-Sociétés et entreprises	11 739,3	25 620,7	45 187,9	39 698,3	63 384,4	106 140,9	167 976,1	217 936,9	335 714,3	232 457,1
-Amendes et accroissements	-	-	-	5,5	5,3	27,9	-	-	-	-
3.Impôts sur biens et serv. ⁽⁴⁾	45 749,0	54 434,8	72 826,8	89 199,3	159 036,8	203 338,1	391 905,5	544 061,5	717 685,8	1 126 061,5
4.Autres recettes fiscales	19 909,3	24 491,0	40 165,9	54 698,0	122 458,1	94 895,5	73 222,4	152 298,3	170 896,7	220 156,4
a. I.E.R charge des employeurs	1 449,9	800,7	1 827,8	23,5	4 648,7	9 002,8	11 895,9	18 972,2	27 216,4	32 502,8
b. Impôts sur le patrimoine	-	-	-	-	7 265,9	5 919,1	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	-	-	-	3 310,3	5 919,1	-	-	-	-
-Autres	-	-	-	-	3 955,6	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	4 084,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes sur produits pétroliers	4 084,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d.Divers	14 375,0	4,4	657,1	77,5	38 632,3	641,7	1 070,0	22 891,1	4 769,2	2 738,6
e.Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
f.Pétroliers	-	23 685,9	37 681,0	54 597,0	71 911,1	79 332,0	60 256,6	110 435,0	138 911,1	184 915,0
B.RECETTES NON FISCALES	39 085,4	26 127,7	44 846,4	130 369,0	245 118,2	379 545,4	372 558,4	868 386,2	944 559,7	1 147 535,5
1.Recettes adm, judiciaires et domaniales	32 457,9	25 338	37 371	122 253	172 617	153 432	178 868,1	294 424,7	491 537,6	747 829,1
2.Portefeuille	6 627,5	-	7 475,0	8 116,0	72 501,7	100 968,0	76 690,3	187 338,0	234 776,6	282 706,4
3.Divers ⁽⁵⁾	-	789,4	-	-	-	125 145,6	117 000,0	386 623,5	218 245,5	117 000,0
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	140 768,0	292 944,0	468 482,0	543 847,0	486 827,0	462 443,9	1 031 418,2	2 633 677,0	3 011 566,2	2 348 879,0
1 Dons projets	39 192,9	121 790,0	174 338,5	246 361,0	152 120,9	198 543,9	735 785,2	1 141 261,7	1 319 538,2	1 621 939,2
2.Prêts projets	24 922,0	56 188,0	130 891,0	148 167,0	113 508,1	73 600,0	77 871,8	1 077 105,8	1 089 569,7	403 068,1
3.Ressources PPTE	9 667,0	28 687,0	88 007,0	121 098,0	210 700,0	190 300,0	217 761,2	218 278,8	345 119,0	293 450,7
4.Appui budgétaire	66 986,1	86 279,0	75 245,5	-	-	-	-	158 351,3	257 339,3	30 421,0
5.Autres(Remboursement BCC)	-	-	-	28 221,0	10 498,0	-	-	38 679,4	-	-
D.BUDGETS POUR ORDRE⁽⁶⁾	2 010,9	-	-	-	-	106 993,9	293 086,2	307 126,0	449 726,0	-
TOTAL (A+B+C+D)	338 714,3	528 333,0	806 169,4	1 039 561,0	1 370 309,6	1 781 415,2	2 922 393,8	5 607 517,6	6 746 324,0	6 609 171,2

Source : Ministère du Budget.

(1) Non compris le fonds de contrepartie.

(2) Cf tableau II.13.

(3) Cf tableau II.15.

(4) Cf tableau II.17.

(5) A partir de 2008 , Bonus sur le contrat chinois, Pas de porte minier et vente de participations (CCT, CILU, CINAT, OKIMO).

(6) A partir de 2008 il s'agit des recettes des provinces

Tableau II.11 Recettes des Administrations Publiques*(en millions de CDF)*

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
I.RECETTES DU CADRE BUDGET ⁽¹⁾	221 300,8	306 024,9	495 263,4	669 167,4	793 790,6	1 271 678	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0
A.RECETTES FISCALES	146 387,1	217 063,6	335 702,5	462 101,3	604 746,0	992 416	1 191 811,6	1 631 396,6	2 108 002,5	2 710 339,7
1.Impôts s/comm. ext. ⁽²⁾	53 548,9	83 817,7	119 554,0	163 804,6	239 332,9	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0
-Droits de sortie	5 119,6	6 325,2	9 039,0	9 630,5	8 679,1	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3
-Droits d'entrée	48 411,5	77 464,1	110 407,8	154 045,2	230 595,8	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7
-Divers	17,8	28,3	107,3	128,9	58,1	69,6	333,7	281,4	497,2	-
2.Impôts s/revenus ⁽³⁾	34 401,5	53 075,8	54 763,1	128 774,2	161 371,2	293 957	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8
-Revenus des pers. phys.	17 457,9	20 988,4	28 296,1	49 694,3	71 933,5	131 234,0	169 903,9	231 952,2	302 001,2	432 323,0
-Revenus des soc. et ent	16 943,6	32 087,4	26 465,4	79 076,3	89 407,6	162 550,4	160 510,1	247 347,9	278 566,8	250 751,1
-Amendes et accroiss.	-	-	1,7	3,5	30,1	172,8	-	-	14 737,4	25 695,7
3.Impôts s/biens et services ⁽⁴⁾	52 148,9	72 071,2	107 218,1	146 300,9	192 774,0	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3
4.Autres recettes fiscales	6 287,9	8 098,9	54 167,2	23 221,6	11 267,8	12 748,3	14 201,9	16 980,7	20 236,6	44 596,6
a. I.E.R charge des employeurs	419,8	929,8	2 630,3	3 052,6	6 944,8	12 033,0	13 575,8	15 369,6	18 107,4	37 316,9
b. Impôts sur le patrimoine	-	-	-	-	3 987,6	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	-	-	-	3 987,6	-	-	-	-	-
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	3737,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds promotion touris.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes pétrolières	3737,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d. Divers	2130,5	7 169,2	51 537,0	20 169,0	335,3	715,3	626,1	1 611,1	2 129,2	7 279,7
e. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.RECETTES NON FISCALES	25 527,7	35 085,8	56 787,8	65 787,7	156 567,6	214 090,0	400 190,4	535 092,5	647 338,5	923 382,3
1.Recettes adm.,judic. et domaniales	15 989,4	18 562,3	29 090,7	42 220,1	71 582,0	81 885,8	160 877,5	369 623,0	353 656,0	599 476,7
2.Portefeuille	4 499,3	8 121,7	13 958,4	8 499,7	36 740,1	82 831,7	24 052,5	36 321,3	43 813,4	99 517,9
3.Royalties	5 039,0	8 401,9	13 738,6	15 068,0	48 245,5	49 372,6	51 356,5	60 550,2	85 415,6	54 383,9
4.O.GE.DE.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5.Divers ⁽⁵⁾	-	-	-	-	-	-	163 904,0	68 598,0	164 453,5	170 003,8
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	49 386,0	53 875,5	102 773,1	141 278,4	32 477,0	65 172,0	512 720,3	127 392,9	44 314,0	128 657,0
1 Dons projets	19 774,6	6 723,9	23,2	1 545,0	32 477,0	65 172,0	286 640,3	-	-	128 657,0
2.Prêts projets	23 106,4	5 772,1	76 670,5	54 984,3	-	-	79 382,0	-	-	-
3.Ressources PPTE	6 505,0	41 379,5	26 079,5	46 526,9	-	-	-	-	-	-
4.Dons budgétaires	-	-	-	38 222,2	-	-	146 698,0	127 392,9	44 314,0	-
II.RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A.Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	221 300,8	306 024,9	495 263,4	669 167,4	793 790,6	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A+B)

(2) Non compris la Gécamines.

(3) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.

(4) Cfr tableau II.18.

(5) Bonus sur le contrat chinois, vente de participation et reliquat paie.

Tableau II.12 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A.DROITS DE SORTIE	4 384,6	3 979,9	6 571,9	7 536,9	8 742,9	8 777,8	10 841,8	36 447,3	11 936,0	18 643,6
1. Droits de sortie ordin.	3 392,3	3 976,0	6 565,4	7 529,4	8 566,5	8 601,4	10 516,1	8 592,2	10 724,3	14 513,1
-Produits minéraux	3 216,7	3 630,7	5 434,6	6 352,1	6 382,6	6 044,5	4 404,3	3 718,4	5 396,0	6 320,4
-Produits végétaux	34,5	20,9	30,5	65,6	93,1	219,1	5 025,4	2 719,5	3 001,8	5 993,0
-Autres produits	141,2	324,3	1 100,3	1 111,7	2 090,8	2 337,9	1 086,4	2 154,3	2 326,5	2 199,7
2.I.C.A à l'exportation ⁽²⁾	917,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Amendes	75,1	4,0	6,5	7,5	176,4	176,4	325,7	27 855,1	1 211,7	4 130,5
B.DROITS D'ENTREE	56 067,8	78 375,1	101 408,8	132 677,4	212 304,5	331 766,1	420 328,1	657 504,3	815 601,2	1 067 085,0
1.Droits de douane	43 631,7	38 315,2	48 263,1	63 114,6	99 439,9	145 151,4	184 810,2	345 606,8	359 112,6	436 656,4
2.I.C.A à l'importation ⁽³⁾	9 714,3	38 652,7	50 919,2	66 577,5	101 747,4	175 979,9	224 545,3	303 543,7	437 093,8	575 000,0
3.Taxe statistique	857,6	1 391,7	1 955,8	2 534,1	5 442,7	5 442,7	6 947,3	7 350,3	3 889,9	-
4.Amendes	1 864,2	15,6	270,6	451,1	5 674,6	5 192,0	4 025,3	1 003,5	15 504,9	55 428,6
C.ENTREPOTS ⁽²⁾	14,2	20,0	34,6	87,1	80,2	93,0	111,0	200,3	536,2	-
TOTAL(A+B+C)	60 466,5	82 375,0	108 015,3	140 301,5	221 127,6	340 636,8	431 280,9	694 151,9	828 073,4	1 085 728,6

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris la Gécamines.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.13 Recettes des impôts sur le commerce extérieur ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A.DROITS DE SORTIE	5 119,6	6 325,2	9 039,0	9 630,5	8 679,1	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3
1.Droits de sortie ordin.	3 689,8	4 397,3	6 819,7	5 585,7	6 795,8	8 680,1	7 681,9	7 724,5	10 798,8	8 182,2
-Produits minéraux	3 561,4	4 075,0	5 645,1	4 980,7	4 717,3	7 296,3	5 370,9	3 849,8	4 939,5	3 245,2
-Produits végétaux	3,8	10,5	31,7	42,9	442,3	84,1	2 006,5	3 046,2	5 844,6	4 937,1
-Autres produits	124,5	311,8	1 143,0	562,1	1 636,2	1 299,6	304,4	828,5	14,7	-
2.I.C.A à l'exportation ⁽²⁾	458,3	344,3	2,3	-	-	-	-	-	-	-
3.Taxe statistique	971,5	1 583,7	2 217,0	4 044,8	1 869,7	3 808,4	3 903,5	5 705,1	8 730,2	9 469,1
4.Amendes	-	-	-	-	13,7	7,9	247,1	8,2	0,2	1,0
B.DROITS D'ENTREE	48 411,5	77 464,1	110 407,8	154 045,2	230 595,8	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7
1.Droits de douane	30 691,1	34 920,7	52 546,0	73 324,0	110 730,6	171 890,3	203 265,7	263 409,7	356 277,9	463 433,4
2.I.C.A à l'importation ⁽²⁾	16 769,7	40 562,7	55 437,8	76 727,1	116 796,9	183 767,6	219 514,6	291 557,1	403 322,8	590 679,3
3.Taxe statistique	948,9	1 967,7	2 129,3	3 957,8	3 021,6	4 329,3	5 364,3	5 993,7	13 097,0	-
4.Amendes	1,8	13,0	294,7	36,4	46,7	190,2	-	1 451,9	6 645,6	3 065,0
C.ENTREPOTS ⁽³⁾	17,8	28,3	107,3	128,9	58,1	69,6	333,7	281,4	497,2	-
TOTAL	53 548,9	83 817,7	119 554,0	163 804,6	239 332,9	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris la Gécamines.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.14 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus ⁽¹⁾*(en millions de CDF)*

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A.REVENUS DES PERS. PHYS.	18 985,8	22 339,6	26 645,2	41 442,4	72 352,2	87 392,8	160 946,0	189 879,7	288 101,9	448 353,1
1.Rémunérations	15 973,6	18 589,5	22 654,6	33 236,3	60 145,4	74 792,8	144 072,0	171 963,3	255 890,2	415 773,3
2.Revenus locatifs	935,5	1 525,6	1 713,4	2 263,0	-	-	-	-	-	-
3.Revenus mobiliers	2 060,3	2 203,4	2 245,5	5 943,0	10 286,3	12 599,0	14 694,7	15 737,2	28 844,2	28 252,4
4.Professions libérales	16,5	21,1	31,8	0,1	1 920,5	1,0	2 179,2	2 179,2	3 367,5	4 327,3
B.REVENUS DES SOC. ET ENT.	11 739,3	25 620,7	45 187,9	39 698,3	63 384,4	106 140,9	167 976,1	217 936,9	335 714,3	232 457,1
1.Sociétés	9 214,3	22 625,8	39 693,5	36 989,6	57 901,4	96 721,3	152 422,9	200 036,9	300 235,5	200 576,4
2.Entreprises	2 525,0	2 994,9	5 494,4	2 708,7	5 483,0	9 419,6	15 553,2	17 900,0	35 478,8	31 880,7
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	-	-	5,5	5,3	27,9	-	-	-	-
TOTAL	30 725,1	47 960,3	71 833,1	81 146,2	135 741,9	193 561,5	328 922,1	407 816,6	623 816,2	680 810,2

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo.

(1) Cf note 1, tableau II.13.

Tableau II.15 Recettes des impôts sur les revenus ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A.REVENUS DES PERS. PHYS.	17 457,9	20 988,4	28 296,1	49 694,3	71 933,5	131 234,0	169 903,9	231 952,2	302 001,2	432 323,0
1.Rémunérations ⁽²⁾	14 585,8	18 297,1	22 957,2	39 494,1	58 107,2	109 516,4	154 279,1	205 985,8	273 629,0	391 793,1
2.Revenus locatifs	1 189,0	1 373,1	1 987,7	2 176,0	-	8 462,5	-	-	-	-
3.Revenus mobiliers	1 665,0	1 290,9	2 065,4	6 761,8	13 826,2	13 252,4	15 500,7	23 355,8	27 052,8	37 918,3
4.Professions libérales	18,0	27,4	1 285,8	1 262,4	0,1	2,7	124,1	2 610,6	1 319,4	2 611,6
B.REVENUS DES SOC. ET ENT.	16 943,6	32 087,4	26 465,4	79 076,3	89 407,6	162 550,4	160 510,1	247 347,9	278 566,8	250 751,1
1.Sociétés	14 549,2	29 461,0	22 942,0	75 472,0	87 197,8	152 812,7	143 221,1	229 723,5	255 213,1	226 118,5
dont -Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Pétroliers	9 220,8	17 338,4	13 501,4	42 510,5	24 239,0	49 372,6	22 419,1	32 766,3	50 140,0	54 383,9
2.Entreprises	2 394,4	2 626,4	3 523,4	3 604,3	2 209,8	9 737,6	17 289,0	17 624,4	23 353,7	24 632,6
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	-	1,7	3,5	30,1	172,8	-	-	14 737,4	25 695,7
TOTAL	34 401,5	53 075,8	54 763,1	128 774,2	161 371,2	293 957,1	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Cf note 1, tableau II.13.

(2) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.

Tableau II.16 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A. I.C.A. A L'INTERIEUR ⁽²⁾	20 334,7	27 235,6	40 289,6	59 210,3	105 595,9	136 579,3	226 372,6	345 240,0	430 259,6	684 960,7
B. DROITS DE CONSOMMATION	24 437,6	26 222,6	31 635,7	29 383,9	52 237,7	65 245,0	156 574,7	175 637,2	258 668,1	413 440,8
1. Bières	6 148,1	6 579,3	7 815,7	11 067,1	17 991,4	22 292,2	28 898,0	67 825,6	54 006,7	101 016,3
2. Huiles minérales	8 280,0	12 300,9	14 409,2	5 863,5	15 973,5	19 257,8	22 621,2	-	-	-
3. Tabacs et allumettes	6 871,8	6 315,4	8 252,4	10 697,2	14 096,2	17 858,7	25 476,5	55 020,6	66 615,5	84 625,9
4. Autres produits ⁽³⁾	2 555,9	1 013,2	1 139,9	1 728,9	3 096,2	4 755,9	78 108,2	49 158,0	125 948,0	187 357,7
5. Amendes	581,9	13,9	18,5	27,2	1 080,4	1 080,4	1 470,8	3 633,0	12 097,9	40 440,8
C. CONTRIBUTIONS SUR VEH. ⁽⁴⁾	976,7	976,7	901,4	605,1	1 203,2	1 513,7	8 958,2	23 184,3	28 758,1	27 659,9
TOTAL (A+B+C)	45 749,0	54 434,8	72 826,8	89 199,3	159 036,8	203 338,1	391 905,5	544 061,5	717 685,8	1 126 061,5

Source : Ministère du Budget.

(1) Cfr note 1, tableau II.13.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.

(4) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

Tableau II.17 Recettes des impôts sur biens et services ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A. I.C.A. A L'INTERIEUR ⁽²⁾	22 603,4	32 816,8	52 315,5	67 532,4	110 251,4	172 947,4	231 871,9	297 311,1	387 754,0	539 181,9
B. DROITS DE CONSOMMATION	19 944,9	22 206,8	27 066,7	35 542,9	40 406,4	54 940,2	122 990,2	183 578,1	209 962,4	240 930,0
1. Bières	5 854,5	6 640,4	6 791,1	13 803,9	16 911,3	24 558,3	41 536,1	57 784,3	68 720,2	74 772,5
2. Huiles	6 778,1	8 292,2	12 696,9	8 343,4	8 330,1	2 689,5	18 963,2	-	-	-
3. Tabacs fabriqués	5 617,2	6 246,6	6 518,7	11 039,6	11 985,5	21 624,7	25 748,9	44 773,2	50 792,5	66 235,5
4. Autres produits ⁽³⁾	1 689,0	1 025,9	1 045,8	2 350,7	3 175,1	5 699,4	36 332,4	80 920,1	90 154,4	99 558,9
5. Amendes	6,1	1,7	14,4	5,4	4,4	368,2	409,6	100,5	295,3	363,1
C. SOCIETES PETROLIERES ⁽⁴⁾	9 223,7	16 649,7	27 257,4	42 523,8	40 665,4	82 831,7	41 025,0	59 959,5	91 751,9	99 517,9
D. CONTRIBUTIONS SUR VEH. ⁽⁵⁾	376,8	398,0	578,5	701,8	1 450,9	2 248,1	10 997,8	18 135,5	3 622,6	2 513,4
TOTAL	52 148,9	72 071,2	107 218,1	146 300,9	192 774,0	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr note 1, tableau II.13.

(2) Cfr note 2, tableau II.17.

(3) Cfr note 3, tableau II.17.

(4) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières

(5) Cfr note 4, tableau II.17.

Tableau II.18 Budget des dépenses courantes de l'Etat :
Répartition par ministère et institution
 (en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
I. Institutions politiques	26 454,6	16 741,1	22 053,1	32 906,0	42 789,8	48 989,9	69 158,7	169 907,7	192 297,5	318 510,0
Présidence de la République.	18 366,6	9 762,7	9 762,4	14 751,2	11 185,9	13 320,0	16 542,7	29 539,0	31 370,7	50 000,0
Assemblée Nationale & Sénat	1 474,4	3 576,2	5 003,1	4 829,0	22 480,8	24 349,6	32 133,3	104 810,3	99 654,7	122 850,0
Primature ⁽¹⁾	677,9	694,0	694,0	542,9	2 063,6	3 600,0	11 422,9	17 278,6	17 806,6	19 380,0
Organismes auxiliaires ⁽²⁾	4 795,1	-	2 090,9	9 404,0	2 577,9	2 925,0	3 151,2	7 244,9	3 713,4	7 200,0
Autres ⁽³⁾	310,7	1 869,8	3 664,2	1 484,0	1 787,5	2 389,2	2 205,9	5 461,9	23 889,5	48 080,0
Magistrature, Cours & Tribunaux	830,0	838,4	838,4	1 895,0	2 694,1	2 406,1	3 702,7	5 572,9	15 862,6	71 000,0
II. Ministères	24 044,8	31 988,7	59 688,6	65 622,0	96 638,6	76 378,7	89 363,9	225 859,4	344 006,5	525 191,8
Administration du territoire.	287,4	2 821,5	3 284,4	5 275,3	10 726,1	12 179,8	13 220,0	25 190,8	59 940,0	76 416,0
Affaires Etrangères	2 792,5	2 058,9	2 104,3	2 480,9	5 152,0	3 359,6	4 216,8	11 960,1	14 404,4	14 713,0
Commerce	57,9	113,5	113,1	50,5	283,6	192,4	261,0	541,7	631,4	700,0
Défense Nationale	12 475,6	15 668,2	13 731,4	14 024,6	16 858,6	14 915,3	21 869,9	44 297,4	78 376,6	131 544,1
Anciens Combattants	83,4	51,1	50,9	33,9	163,0	126,0	217,5	487,6	515,0	621,0
Justice	614,9	596,5	594,0	451,7	1 228,9	839,9	869,9	3 683,8	6 052,2	25 000,0
Finances	205,6	1 556,6	1 971,9	7 010,3	9 117,8	6 808,3	6 524,7	10 743,7	15 315,2	20 000,0
Economie Nationale	234,9	222,9	222,3	118,1	328,5	252,0	435,0	1 083,4	3 338,6	3 000,0
Education Nationale ⁽⁴⁾	560,8	869,9	7 179,4	16 009,6	16 999,6	8 875,9	8 350,5	10 293,0	40 150,0	91 661,0
Information et presse	37,2	106,7	106,4	70,0	472,7	839,9	869,9	2 007,5	2 047,4	2 500,0
Agriculture , Pêche & Elevage	134,8	140,6	140,2	87,7	942,0	1 266,0	1 565,7	3 250,4	7 816,0	10 000,0
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	127,6	127,7	127,3	957,0	1 122,9	755,9	869,8	3 792,2	4 328,7	3 000,0
Mines & Hydrocarbone	67,6	143,7	143,3	116,1	567,2	671,9	1 000,4	3 423,0	3 818,0	7 780,0
Transports et Communications.	82,6	107,9	107,5	58,2	378,1	839,9	869,9	1 733,5	1 785,5	1 900,0
Fonction Publique	104,2	245,6	21 619,9	8 182,7	945,3	1 679,8	1 739,8	3 250,6	5 367,2	7 000,0
Affaires sociales	577,5	377,0	376,0	233,7	662,2	1 416,0	1 304,8	1 625,2	1 549,5	2 000,0
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	44,3	88,8	126,2	70,0	1 421,6	839,9	695,9	1 625,2	1 650,7	1 700,0
Santé Publique	585,9	229,0	275,5	250,3	7 102,8	2 525,9	2 609,4	8 103,9	18 201,0	27 870,0
Culture et Arts	40,5	96,1	95,9	49,7	1 370,7	839,9	698,5	2 007,5	1 999,5	1 762,5
Energie	71,8	97,5	144,3	72,0	283,6	252,0	393,2	1 083,5	1 085,2	1 200,0
Sports & Jeunesse	1 446,4	1 053,7	1 715,5	1 889,2	2 079,7	2 099,8	2 827,0	7 042,6	7 448,1	13 256,9
Affaires Foncières.	139,8	158,6	158,2	89,2	283,6	420,0	448,0	1 083,5	1 115,1	1 476,9
Travail et Prévoyance Sociales.	86,5	182,7	182,1	85,2	567,2	671,9	956,9	2 102,5	2 032,4	2 500,0
Portefeuille	64,8	127,0	126,6	96,0	378,1	420,0	435,0	1 679,4	1 713,8	2 000,0
Environnement	74,9	108,0	107,7	111,3	283,6	420,0	448,0	1 733,6	2 791,7	4 250,0
Développement rural	119,4	105,3	105,0	98,8	661,7	383,5	435,0	2 706,7	4 910,2	5 949,9
Plan	205,8	309,2	374,3	847,3	1 228,9	1 343,9	1 913,7	3 250,4	5 650,7	6 000,0
Recherche scientifique	84,9	105,8	105,5	506,1	378,1	329,7	782,9	1 625,2	1 815,8	1 900,0
Condition Féminine & Famille	127,9	171,1	170,6	75,6	283,6	563,6	1 000,0	2 166,9	1 830,2	2 350,0
Droits et libertés du Citoyen.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Droits humains	267,7	161,4	161,0	71,6	309,4	178,1	500,0	1 081,8	1 109,2	1 400,0
Budget	728,9	2 500,1	2 971,4	3 128,8	7 099,9	4 315,3	4 349,1	10 237,9	12 134,6	25 000,0
Urbanisme et Habitat	14,4	102,5	102,2	53,4	425,1	545,9	522,0	4 002,8	4 598,8	4 608,7
Reconstruction	19,5	15,0	15,0	3,4	146,3	83,0	130,5	270,9	261,2	264,0
Coopération internationale	58,5	99,0	47,3	551,0	47,3	84,0	826,4	3 723,0	11 269,2	10 458,9
Relations avec le parlement	15,8	15,0	15,0	3,3	141,8	500,0	608,9	1 255,1	1 440,4	1 500,0
Réformes Institutionnelles	14,4	15,0	15,0	3,4	141,8	84,0	130,5	270,9	313,2	320,0
Relations avec partis politiques.	15,0	15,0	15,0	3,4	189,1	84,0	130,5	-	302,8	300,0
Petites et Moyennes Entreprises.	-	-	-	-	379,1	311,0	435,0	1 083,5	1 963,3	1 985,0
Tourisme et hôtellerie	116,2	95,1	104,2	51,5	283,6	262,0	261,0	541,7	568,2	600,0
Industrie	65,1	102,3	102,0	53,8	283,6	252,0	435,0	1 083,5	1 220,0	1 400,0
Ministères non identifiés	1 192,0	827,0	581,1	2 297,5	4 920,2	3 550,8	3 206,0	38 733,6	13 145,5	7 304,0
III. Autres services	198 845,3	295 417,0	391 253,7	702 392,0	1 028 591,2	1 373 068,7	1 830 771,9	2 452 217,6	3 934 420,8	3 583 607,2
Dette Publique	101 871,0	94 887,9	171 446,3	225 048,0	376 381,0	399 371,4	389 460,6	430 233,5	643 623,1	544 794,7
Villes et Provinces	6 151,5	12 432,0	12 432,0	22 556,0	45 727,0	106 953,9	455 880,9	497 402,0	833 040,0	973 221,0
Dépenses communes ⁽⁵⁾	66 888,1	112 791,9	158 201,4	205 762,0	350 131,4	511 418,3	619 600,2	858 899,7	1 200 100,5	1 439 432,1
Budgets annexes	21 975,1	30 974,2	29 633,1	36 030,0	91 110,6	92 998,2	127 823,7	140 670,0	171 458,2	293 069,8
Dépenses pour ordre	1 959,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	178 846,0	71 441,3	68 943,9	216 236,2	332 773,8	434 555,5	285 789,6
Autres services	-	44 331,0	19 541,0	34 150,0	93 799,9	193 383,1	21 770,3	192 238,5	651 643,5	47 300,0
TOTAL	249 344,7	344 146,8	472 995,4	800 920,0	1 168 019,6	1 498 437,2	1 989 294,5	2 847 984,7	4 470 724,8	4 427 309,0

Source : Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Electorale Indépendante, Commission Vérité et Reconciliation, Haute Autorité des Médias, Commission de l'Ethique et de Lutte contre la Corruption
 Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUC.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

**Tableau II.19 Exécution des dépenses courantes de l'Etat :
Répartition par ministère et institution**

(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
I. Institutions politiques	35 509,3	31 087,0	38 307,9	44 190,4	59 238,1	79 625,0	93 959,3	210 690,9	319 585,1	398 452,3
Présidence de la Républ. ⁽¹⁾	27 812,4	20 531,8	25 301,0	26 270,7	29 279,8	32 836,6	36 716,6	92 043,7	148 742,6	146 812,4
Assemblée Nationale & Sénat	3 086,5	3 137,2	3 866,0	9 466,8	12 522,7	13 577,9	33 314,0	84 373,6	110 146,7	129 889,8
Primature ⁽²⁾	3 769,1	3 917,0	4 826,9	2 827,7	7 894,4	15 696,2	21 790,6	27 879,9	34 714,8	35 948,3
Organismes auxiliaires	841,3	3 500,9	4 314,1	5 625,3	9 541,3	17 514,3	2 138,1	6 393,8	25 981,0	5 005,6
Autres ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	72 053,2
Serv. Techn. de la Prés.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Magistrature, Cours & Tribunaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 742,9
Ministère délégué à la Présidence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	55 257,2	70 969,9	87 454,9	101 543,9	229 942,5	270 597,3	186 026,8	258 063,6	340 561,1	533 796,2
Droits et Libertés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	214,9	196,2	241,7	115,9	82,5	181,3	125,4	655,7	618,9	589,6
Administration du territoire.	6 629,2	2 379,2	2 931,8	3 024,4	28 044,4	30 522,0	16 624,3	21 765,6	38 430,4	37 538,5
Affaires Etrangères	135,6	5 438,7	6 702,0	7 366,2	4 941,9	7 971,0	17 914,6	21 277,5	21 830,5	43 480,6
Défense Nationale	23 851,2	28 028,4	34 538,9	30 597,6	67 881,8	93 700,6	47 679,2	105 141,4	116 405,7	163 481,8
Anciens Combattants	184,0	8,4	10,3	0,9	96,7	14,8	-	29,3	0,0	91,3
Justice	791,9	541,1	666,8	1 554,3	2 484,7	3 356,2	3 831,9	2 882,2	7 947,0	8 085,2
Finances	12 396,0	18 067,6	22 264,3	30 362,6	75 945,8	77 663,5	53 945,7	33 032,7	49 875,3	79 070,8
Economie Nationale	348,4	97,5	120,1	386,4	527,8	233,0	55,8	680,6	363,7	339,9
Petites et moyennes entreprises	239,5	-	-	-	-	-	246,1	219,9	329,2	148,4
Education Nationale	831,4	1 303,4	1 606,2	1 816,7	17 254,4	19 856,3	1 042,2	9 190,2	7 862,9	26 700,4
Information et Presse	514,2	200,6	247,2	72,2	1 154,4	2 500,3	424,9	1 722,4	1 743,0	1 259,5
Agriculture	225,4	383,6	472,7	1 651,7	445,0	1 100,6	913,3	469,8	4 622,7	1 658,9
Travaux Publics ⁽⁴⁾	848,9	758,2	934,3	346,5	190,1	956,8	3 486,2	2 435,1	3 779,1	3 536,2
Mines, Industrie et Artisanat	66,5	188,7	232,5	65,7	3 542,8	1 160,8	63,3	468,0	1 257,8	1 326,7
Transports et Communications.	656,2	378,8	466,7	716,6	27,1	40,1	96,5	161,0	399,1	14 390,7
Fonction Publique	356,9	456,1	562,0	331,7	1 160,0	1 279,3	645,0	1 729,3	2 086,6	1 196,0
Postes, Téléphones Télégrammes.	397,6	162,0	199,6	149,8	1 870,5	2 189,1	9,3	2 613,8	484,5	672,2
Santé Publique	914,3	956,8	1 179,0	5 476,6	9 029,8	9 448,9	8 500,5	2 424,2	8 762,6	14 032,2
Développement rural	172,9	76,6	94,4	106,1	120,6	132,9	11,6	412,2	294,1	735,4
Culture et Arts	263,0	257,6	317,5	342,7	72,9	88,0	408,6	858,0	1 247,1	1 097,5
Travail et Prévoyance Sociale	307,4	137,9	169,9	161,5	324,6	444,5	600,0	269,1	512,6	824,6
Energie	73,3	115,2	142,0	486,5	585,0	541,4	14,9	76,4	201,2	812,9
Tourisme et hôtellerie	9,1	111,4	137,3	286,3	616,1	888,1	-	36,2	28,5	62,4
Sports, Loisirs et Jeunesse	1 124,0	1 154,1	1 422,1	1 805,6	1 873,7	1 180,1	12 228,9	13 584,3	17 798,8	16 675,5
Urbanisme, Habitat et Affaires Foncières.	292,2	63,2	77,9	10,8	97,1	100,0	1 517,0	551,0	802,4	690,8
Plan	487,0	702,6	865,8	1 599,9	339,9	609,8	2 566,4	766,1	2 485,5	2 601,2
Reconstruction	80,6	8,4	10,4	85,1	-	43,6	2 274,9	12,3	8,7	6,3
Portefeuille	546,1	771,5	950,8	559,8	79,9	708,7	8,6	353,4	919,0	1 349,9
Commerce	174,0	56,4	69,5	372,1	17,8	22,7	1,2	136,7	116,7	258,3
Environnement	434,4	141,8	174,7	397,4	353,0	384,2	258,8	266,3	427,2	890,2
Affaires sociales	503,0	211,2	260,3	1 094,2	103,0	110,3	1 088,9	390,2	292,0	1 954,2
Recherche scientifique	301,7	160,2	197,4	2 514,7	108,6	125,1	26,5	367,5	654,8	230,3
Condition Féminine	5,2	76,8	94,6	132,5	74,5	-	-	1 677,3	485,2	773,6
Budget	153,3	1 801,0	2 219,4	4 502,1	7 123,7	11 643,8	6 051,1	15 125,9	34 092,5	49 711,4
Coopération internationale**	135,6	4 127,1	5 085,8	184,9	111,3	120,2	726,3	5 749,5	8 007,9	51 166,8
Relations avec le Parlement	5,7	-	-	47,2	-	43,7	106,8	407,7	280,9	223,1
Réformes institutionnelles	35,7	0,4	0,4	-	-	0,7	-	-	26,1	15,0
Rélation avec les Partis Politiques	0,5	-	-	-	49,8	0,3	4,6	-	104,1	82,8
Ministères non identifiés	550,6	1 451,4	1 788,6	2 818,7	3 211,2	1 234,6	2 527,4	10 124,8	4 976,8	6 035,3
III. Autres services	127 668,7	212 455,2	371 879,1	525 216,3	537 495	776 733,7	1 299 486,7	1 074 018,9	1 959 103,8	1 905 851,5
Villes et Provinces	6 919,2	7 531,5	18 241,1	35 921,6	48 528,5	66 890,2	137 714,1	101 592,3	348 568,4	170 441,0
Dette Publique	20 808,0	67 108,4	109 881,5	95 273,2	34 396,0	59 138,9	224 840,6	111 457,4	244 088,0	160 451,0
Dépenses centralisées ⁽⁵⁾	67 687,3	96 165,7	178 905,9	247 742,0	314 968,0	494 017,2	603 596,0	604 270,1	1 111 170,0	1 293 459,0
Dépenses à ventiler	24 536,2	8 806,3	25 714,2	41 037,5	19 936,5	19 196,5	53 668,7	83 879,8	91 640,7	14 204,5
Budgets annexes	7 718,0	13 145,0	26 430,1	45 454,0	62 057,0	62 797,0	99 140,6	97 163,6	104 361,9	176 820,0
Budget pour ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	40 399,0	45 034,0	74 694,0	180 526,7	75 655,7	59 274,8	90 476,0
Autres services (PPTÉ)	-	19 698,3	12 706,2	19 389,0	12 575,0	-	-	-	-	-
TOTAL	218 435,3	314 512,1	497 641,8	670 950,6	826 675,7	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) En 2005 et 2006 Espace présidentiel (Présidence et Vice - Présidences).

(2) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(3) Cour des Comptes, Commission Electorale Indépendante, Commission Vérité et Reconciliation, Haute Autorité des Médias, Commission de l'Ethique et de Lutte contre la Corruption
Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUC.

(4) Y compris les dépenses de l'Office des Routes.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées.

** Coopération Internationale et Coopération régionale.

Tableau II.20 Dépenses courantes de l'Etat par nature
(en millions de CDF)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
I. Biens et services	119 788,3	208 886,8	270 189,1	304 834,4	403 385,7	544 041,0	859 821,6	891 197,6	894 073,8	2 086 980,1	2 215 632,5
1. Rémunérations	37 752,7	56 123,3	96 165,7	142 242,1	195 339,5	300 986,0	461 300,3	541 423,7	604 270,1	1 061 170,0	1 256 135,0
2. Autres biens et services	82 035,6	152 763,5	174 023,4	162 592,3	208 046,1	243 055,0	398 521,3	349 773,9	289 803,7	1 025 810,1	959 497,5
Fournitures et matériel ⁽¹⁾	2 898,4	58 585,8	61 146,0	16 576,3	57 884,7	57 992,5	173 446,1	65 727,2	80 223,7	106 465,7	209 639,6
Frais généraux et divers	13 976,7	10 132,7	14 452,2	37 773,1	60 904,5	72 751,7	81 242,9	75 182,2	79 706,6	78 710,5	104 338,4
Dépenses extérieures ⁽²⁾	75,8	-	2 805,7	-	-	4 416,5	5 845,7	-	-	-	18 066,0
Provinces et villes	5 644,6	6 919,2	7 531,5	18 241,1	35 921,6	48 528,5	66 890,2	137 714,1	101 592,3	348 568,4	170 441,0
Organismes médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voyages	4 341,7	1 765,1	8 805,1	1 105,4	2 567,9	5 880,9	4 157,0	10 350,3	7 327,9	29 114,6	28 440,1
A ventiler	55 098,4	75 360,7	79 282,9	88 896,5	50 767,5	53 484,8	66 939,5	60 800,1	20 953,3	462 950,9	428 572,4
II. Versements d'intérêts	4 624,5	6 875,6	39 042,6	99 878,1	113 097,3	34 396,0	41 015,4	63 111,0	51 512,4	126 625,4	160 780,8
1. Sur dette intérieure	-	-	5 056,9	17 283,1	17 823,5	28 720,0	29 062,4	37 730,0	26 032,4	99 600,0	136 836,0
Découvert journalier	-	-	5 056,9	17 283,1	17 823,5	28 720,0	29 062,4	37 730,0	26 032,4	99 600,0	136 836,0
Bons du Trésor	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette consolidée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Sur dette extérieure	4 624,5	6 875,6	33 985,7	82 595,0	95 273,8	5 676,0	11 953,0	25 381,0	25 480,0	27 025,4	23 944,8
Dette financière	4 624,5	6 875,6	33 985,7	82 595,0	95 273,8	5 676,0	11 953,0	25 381,0	25 480,0	27 025,4	23 944,8
Dette commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III. Subventions et transferts	1 039,4	2 672,9	5 280,5	92 929,4	154 467,6	248 238,7	226 119,0	625 164,2	597 187,2	405 644,5	461 686,7
1. Organismes publics ⁽³⁾	-	-	-	78 367,4	146 469,0	231 146,4	196 956,2	601 288,8	539 647,1	363 774,6	408 179,0
2. Entreprises	151,2	-	-	-	-	-	8 262,4	-	-	-	-
3. Ménages	293,1	2 380,4	3 789,6	13 648,0	7 360,9	15 662,6	15 303,0	15 954,9	42 685,6	29 630,4	35 118,8
Bourses d'études	28,3	-	-	210,2	-	2 509,0	2 146,1	1 183,1	-	-	-
Pensions civiles et militaires	-	784,4	747,6	887,1	2 884,8	3 694,1	4 942,8	4 827,6	6 998,0	8 397,6	11 810,9
Soins médicaux	264,8	1 595,9	2 375,2	2 636,9	2 241,8	5 889,5	3 956,3	3 729,3	17 214,4	16 102,5	12 691,7
Divers ⁽⁴⁾	-	-	666,7	9 913,7	2 234,3	3 569,9	4 257,9	6 214,9	18 473,2	5 130,3	10 616,2
4. A l'étranger ⁽⁵⁾	595,1	292,5	1 490,9	914,0	637,7	1 429,7	5 597,4	7 920,5	14 854,5	12 239,5	18 388,9
Total	125 452,2	218 435,3	314 512,1	497 641,8	670 950,6	826 675,7	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.

(2) Principalement les représentations diplomatiques.

(3) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, retrocessions et autres interventions de l'Etat.

(4) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat.

(5) Concerne les cotisations à des organismes internationaux.

Tableau II.21 Budget des dépenses en capital de l'Etat
Répartition par ministère
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Présidence	874,4	882,5	417,6	54,6	3 542,9	3 240,0	857,3	21 269,5	5 727,5	38 641,7
Affaires étrangères	6,7	11,5	-	54,6	-	200,7	-	-	-	-
Commerce	-	9,4	-	34,8	30,1	500,0	-	2 069,3	275,1	159,0
Finances	147,9	271,9	-	550,3	916,7	40 279,3	2 658,2	22 530,8	123 984,2	75 389,6
Education Nationale	2 357,0	415,6	2 267,3	3 556,1	13 121,3	16 753,6	66 983,9	124 894,0	153 351,4	117 164,0
Information	170,4	228,3	-	431,3	200,0	1 433,1	77,3	950,6	400,0	305,2
Agriculture, Pêche et Elevage	523,7	128,8	1 238,1	463,7	5 249,3	3 656,0	12 601,6	37 119,4	66 246,6	216 722,2
Développement rural	150,1	164,3	1 176,7	340,1	2 046,7	2 164,0	64 728,6	43 903,4	38 657,5	30 939,4
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	3 345,3	901,6	860,7	763,8	12 140,0	105 817,0	545 874,5	524 630,9	1 114 598,2	315 408,3
Mines et Affaires Foncières	9,5	88,1	-	324,6	577,8	1 546,1	-	7 595,8	3 669,3	12 187,6
Transports et Communications	201,5	372,3	-	193,2	1 667,5	8 578,3	15 200,1	199 689,2	360 050,2	140 147,2
Postes, Téléphones Télégrammes.	34,1	174,7	-	113,6	2 990,0	3 094,5	5 000,0	1 090,2	4 284,9	1 409,0
Santé Publique	1 544,4	299,3	2 350,8	5 062,1	6 132,0	12 236,1	104 917,4	245 424,0	111 874,9	344 923,9
Energie	1 159,2	664,0	-	386,4	2 726,2	37 302,0	64 356,9	707 432,2	1 382,5	367 381,0
Jeunesse et Sports	122,4	189,8	130,6	48,7	193,9	800,0	-	-	1 000,0	1 232,1
Défense Nationale(1)	57,9	405,2	8 272,0	1 026,8	300,0	2 150,0	-	43 401,3	22 882,8	11 006,1
Culture et Arts	13,7	69,2	-	46,6	30,1	500,0	-	-	300,0	1 576,9
Portefeuille	7,5	39,8	-	-	30,1	425,0	3 780,8	23 705,0	1 331,9	11 617,6
Environnement	145,2	258,7	239,0	687,9	271,3	3 475,8	39 219,0	68 890,1	80 057,9	31 567,6
Plan	232,1	472,4	-	1 533,9	1 157,5	12 898,5	1 918,0	80 493,6	11 441,5	124 713,4
Justice	12,5	69,4	-	61,1	30,1	750,0	-	14 916,4	8 667,6	5 968,7
Administration du Territoire	7,3	36,7	2 955,0	35,2	228,3	5 696,3	2 712,9	63 300,8	44 951,4	157 161,2
Primature	-	-	-	-	300,0	750,0	-	-	1 988,5	76,3
Affaires sociales	26,4	96,3	851,9	-	512,2	4 057,4	-	17 079,1	8 459,4	16 169,3
Recherche scientifique	11,5	95,8	130,6	-	691,2	-	-	1 500,0	3 602,1	1 294,3
Travail et Prevoyance Sociale	197,4	11,6	266,4	26,6	292,5	689,0	-	702,0	261,4	199,9
Fonction Publique	11,0	33,3	-	54,6	30,1	615,0	-	-	2 729,0	114,5
Economie Nationale	5,0	103,2	-	27,3	30,1	450,0	-	-	-	343,4
Assemblée Nationale & Sénat	18,9	-	-	140,7	5 687,7	680,0	-	8 460,4	3 379,5	2 615,2
Condition Féminine	3,2	18,5	130,6	-	30,1	300,0	-	12 467,1	1 900,0	25 600,0
Anciens Combattants	0,8	15,0	-	6,2	-	150,0	-	983,3	511,6	390,7
Budget	33,0	180,1	-	333,0	857,1	1 957,8	100,9	25 722,6	8 182,1	3 890,8
Conseil Judiciaire	-	-	-	-	-	-	-	2 851,8	-	405,9
Urbanisme et Habitat	12,8	89,4	928,2	772,9	1 031,5	2 900,0	-	1 098,4	8 443,1	8 660,8
Petites et Moyennes Entreprises	41,4	167,0	-	-	30,1	270,0	-	9 030,7	-	-
Reconstruction et Service National	44,0	45,3	-	-	-	-	-	-	95,9	101,6
Pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres ministères et institutions	35,1	186,2	2 381,5	469,5	1 949,9	6 662,4	2 111,9	446 331,2	80 911,3	116 377,9
Total (2)	11 563,3	7 195,0	24 597,0	17 600,0	65 024,6	282 978,0	933 099,4	2 759 532,9	2 275 599,3	2 181 862,2

Source : Ministère du Budget.

(1) Comprend les constructions des camps, des achats de matériels et d'équipement et les charges sur crédits fournisseurs.

(2) A partir de 2008, y compris les investissements sur ressources extérieures.

Tableau II.22 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat
Répartition par ministère et institution
 (en millions de CDF)

Ministères	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1.Présidence.	1 408,0	804,4	2 514,0	329,7	2 296,5	3 221,9	3 513,7	6 751,4	4 565,1	1 814,2
2.Primature	-	-	-	-	-	4 437,1	13 233,2	6 088,0	1 014,3	2 130,1
3.Finances	17,6	475,5	37,5	667,8	0,6	29 421,6	29 092,9	37 576,2	44 116,2	4 605,4
4.Education Nationale	6,0	-	2 015,0	1 928,6	2 996,9	3 481,0	26 760,5	3 104,3	5 148,1	2 379,1
5.Information	45,0	222,1	216,3	-	357,0	4 399,7	-	6 246,7	8 510,5	23,7
6.Agriculture	209,0	96,7	679,3	1 888,8	1 974,6	12 427,1	43 595,9	11 617,9	3 980,1	27 082,4
7.Travaux Publics	1 691,1	6 320,7	13 723,0	15 538,0	1 325,0	20 060,8	269 510,4	416 211,2	160 237,0	41 870,7
8.Mines et Affaires Foncières.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	212,8
9.Transports et Communications.	-	19,0	207,9	155,9	2,8	231,0	20 244,7	-	973,1	15 599,5
10.Postes,Télégraphes Télé.	-	-	-	-	-	-	1 810,8	31,6	690,2	-
11.Santé Publique	683,6	5,5	640,7	3 084,4	3 831,7	5 739,9	20 496,0	8 579,6	1 381,1	17 478,2
12.Energie	41,0	-	-	914,5	-	4 131,7	12 871,8	8 120,3	51,7	192 066,2
13.Défense Nationale	275,0	1 145,3	3 346,3	3 049,9	4 843,5	2 955,1	7 280,8	6 313,5	4 801,9	31 201,8
14.Environnement	-	-	-	-	-	-	938,4	-	115,3	-
15.Plan	-	127,0	-	19,1	1 034,1	1 063,3	10 104,8	13 168,2	1 104,5	7 238,6
16.Développement rural	-	-	654,0	1 688,6	980,1	1 129,6	15 622,9	3 709,8	-	38,3
17.Justice	52,0	-	-	-	-	-	-	136,9	268,9	135,6
18.Affaires sociales	56,5	-	71,6	776,2	-	-	-	-	-	-
19.Affaires étrangères	73,1	39,2	21,7	109,9	75,0	899,7	53,9	1 500,1	4 013,1	933,2
20.Recherche scientifique	-	-	-	-	123,2	500,0	-	6,1	111,8	528,2
21.Assemblée Nationale	-	-	-	-	-	-	-	3 884,9	12 847,5	-
22.Condition féminine	-	-	-	228,4	-	-	-	-	-	66,7
23.Budget	17,0	-	-	12,5	42,2	365,9	31,1	7 487,5	966,7	794,5
24.Fonction Publique	-	-	-	178,0	37,5	81,2	52,3	440,7	-	-
25.Cultures & Arts	-	-	-	67,6	-	-	-	8,0	61,9	146,1
26.Sports & Loisirs	-	-	-	26,4	-	-	-	233,4	11,0	66,7
27.Anciens Combattants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28.Urbanisme & Habitat	-	-	226,0	1 731,6	370,7	574,1	-	-	-	-
29. Commerce Extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	22 688,4	665,0
30.Intérieur	-	-	-	268,0	-	-	2 483,4	1 578,7	2 420,3	12 044,0
31.Autres ministères	9 509,8	11 462,7	2 974,5	261,7	2 092,9	65 634,3	2 274,9	56 010,6	97 221,3	174 519,0
TOTAL	14 084,7	20 718,1	27 327,9	32 925,6	22 384,3	160 755,0	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

Tableau II.23 Dépenses publiques en capital du cadre budgétaire
Répartition par secteur
(en millions de CDF)

Secteurs	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
I.Acquisition des biens de capital	14 084,7	20 718,1	27 327,9	32 925,6	22 384,3	160 755,0	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0
A.Infrastructure économique	568,9	2 647,2	2 103,3	1 179,6	2 336,2	14 186,4	246 406,2	451 696,6	198 957,5	194 216,8
1.Voies de communications	568,9	2 647,2	2 103,3	1 179,6	2 336,2	14 186,4	246 406,2	451 696,6	198 957,5	194 216,8
Routes, ponts et chaussées	568,9	2 647,2	2 103,3	1 179,6	2 336,2	14 186,4	246 406,2	451 696,6	198 957,5	194 216,8
Voies fluviales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies maritimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies ferrées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies aériennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télécommunications	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Mines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Infrastructure sociale et collective	10 650,5	13 235,0	7 985,3	11 862,9	5 555,8	14 727,2	43 394,7	51 515,6	46 213,4	112 445,5
1.Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Santé publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Urbanisme	230,3	1 319,5	1 663,9	4 080,6	123,2	5 811,9	20 124,3	13 623,2	29 687,5	36 115,8
4.Information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5.Divers	10 420,2	11 915,5	6 321,4	7 782,3	5 432,6	8 915,4	23 270,4	37 892,5	16 525,9	76 329,7
C.Equipement des administrations	2 865,3	4 835,9	17 239,2	19 883,1	14 492,4	131 841,4	190 171,5	95 593,3	132 129,2	226 977,7
1.Constructions civiles	973,8	2 636,1	5 050,4	4 345,1	5 273,4	41 519,8	66 204,1	14 758,8	24 550,7	38 682,6
2.Matériel durable (1)	1 891,5	2 199,7	12 188,9	15 538,0	9 219,0	90 321,6	123 967,4	80 834,5	107 578,5	188 295,1
D.Constructions militaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.Transfert d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur énergie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur tourisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	14 084,7	20 718,1	27 327,9	32 925,6	22 384,3	160 755,0	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les achats de matériel durable du budget des dépenses ordinaires mais non compris les achats de matériel militaire.

Tableau II.24 Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A. Après des institutions monétaires	-1 566,4	-22 667,0	20 232,3	45 535,8	67 335,4	102 564,9	58 402,1	-715 364,0	-486 648,0	-918 277,0
Banque Centrale du Congo	5 750,7	-11 843,2	38 943,0	78 032,1	89 851,4	124 575,0	107 828,2	-661 280,0	-394 023,0	-692 251,0
Banques de dépôts	-7 317,1	-10 823,8	-18 710,7	-32 496,3	-22 515,9	-22 010,1	-49 426,1	-54 084,0	-92 625,0	-226 026,0
B. Après des institutions financières et des organismes sociaux ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-1 566,4	-22 667,0	20 232,3	45 535,8	67 335,4	102 564,9	58 402,1	-715 364,0	-486 648,0	-918 277,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cf tableau IV.22.

Tableau II.25 Couverture des besoins nets de financement de l'Etat
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Besoins nets de financement	-8 824,6	21 100,6	-42 899,4	-25 303,5	-21 799,7	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	431 629,0
Moyens de financement :	8 824,6	-21 100,6	42 899,4	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-431 629,0
A.Financement intérieur monétaire	8 824,6	-21 100,6	42 899,4	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-431 629,0
Banque Centrale du Congo	12 997,3	-17 593,9	50 786,2	39 089,1	11 819,2	34 723,6	-16 746,7	-134 496,8	267 257,0	-298 228,0
Banques de dépôts	-4 172,8	-3 506,7	-7 886,9	-13 785,6	9 980,4	505,9	-27 416,1	-12 151,3	-38 541,0	-133 401,0
B.Financement intérieur non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions financières et organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Souscription nette bons du trésor par le public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau II.27 Tableau des opérations financières de l'Etat-Exécution
(En millions de FC)

RUBRIQUES	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
I. TOTAL RECETTES ET DONS	234 478	254 506	363 915	275 837	253 113	373 975	431 726	304 014	295 935	276 148	412 011	279 303	3 762 379
I.1. RECETTES COURANTES	224 823	247 984	356 383	242 165	250 866	335 944	420 324	299 468	293 320	274 142	407 038	273 847	3 633 721
I.1.1. Dgda	87 445	112 331	110 283	102 657	104 211	104 662	101 152	119 078	112 313	119 531	116 466	116 220	1 306 350
I.1.2. D.g.i.	81 709	75 037	116 461	99 940	85 431	93 620	138 130	106 595	104 237	91 105	145 710	98 654	1 236 628
I.1.3. Recettes non fiscales	28 813	32 607	70 409	23 453	27 438	91 330	155 909	53 667	56 085	31 216	135 647	28 836	735 410
I.1.3.1. D.g.r.a.d.	28 813	32 607	70 409	23 453	27 438	45 159	65 095	26 156	29 015	31 216	23 060	28 836	431 257
I.1.3.2. Pas de Porte	-	-	-	-	-	46 171	90 814	-	-	-	112 587	-	249 572
I.1.3.3. Pas de Porte miniers	-	-	-	-	-	-	-	27 511	27 070	-	-	-	54 581
I.1.4. Pétroliers Producteurs	26 800	27 832	54 178	15 133	33 460	45 925	23 739	19 962	20 146	31 795	9 216	23 405	331 591
I.1.5. Autres	55	178	5 053	981	326	407	1 394	165	516	247	0	3 366	12 689
I.1.5.1. Réliquats et autres retournes	55	175	4 838	850	159	289	1 051	1	22	247	-	3 366	11 052
I.1.5.2. Reliquats paie (BCC)	-	3	215	131	167	118	343	165	494	-	-	-	1 637
I.1.5.3. Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2. TOTAL DONS	9 655	6 522	7 531	33 672	2 247	38 031	11 403	4 546	2 615	2 007	4 973	5 456	128 658
I.2.1. Dons budgétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-
I.2.2. Dons projets BCECO	6 157	1 164	5 621	33 370	1 192	5 733	9 662	4 546	655	2 007	2 409	3 565	76 079
I.2.2. Dons projets UCOP	3 498	5 358	1 910	302	1 056	32 298	1 741	0	1 960	0	2 564	1 891	52 578
II. TOTAL DEPENSES	234 926	241 539	242 140	286 512	254 134	291 451	320 940	361 764	268 795	260 200	266 248	343 090	3 371 740
II.1. DEPENSES COURANTES	185 624	195 372	188 904	188 926	167 984	184 155	185 264	207 233	192 484	204 747	203 892	254 955	2 359 539
II.1.1. REMUNERATIONS (Salaires)	118 756	127 740	101 096	97 479	98 188	97 965	102 428	100 791	101 470	100 963	101 004	108 256	1 256 135
II.1.1.1. Militaires, Police	15 068	15 072	16 369	15 012	15 501	14 790	17 478	17 618	17 622	17 515	13 685	16 297	192 029
II.1.1.2. Civils	103 688	112 667	84 727	82 466	82 686	83 175	84 949	83 173	83 848	83 448	87 320	91 959	1 064 106
II.1.2. INTERETS DETTE (payés)	16 376	10 202	11 334	14 259	10 676	14 093	13 023	15 418	12 135	11 678	14 397	16 859	160 451
II.1.2.1. Dette extérieure	7 048	809	1 096	4 079	42	924	922	1 266	293	893	2 660	3 586	23 619
II.1.2.1.1. Allègement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.1.2.1.2. DTO payée	7 048	809	1 096	4 079	42	924	922	1 266	293	893	2 660	3 586	23 619
II.1.2.2. Dette intérieure	9 328	9 394	10 238	10 180	10 634	13 169	12 102	14 152	11 842	10 785	11 737	13 272	136 832
II.2.2.1. Sur fin non bancaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.2.2.2. Sur avances BCC, arriérés...	6 300	6 300	6 300	6 667	6 667	6 667	6 667	6 667	6 667	6 667	6 667	6 667	78 903
II.2.2.3. Frais financiers, Autres	3 028	3 094	3 938	3 513	3 967	6 502	5 435	7 485	5 175	4 118	5 070	6 605	57 929
II.1.3. BIENS ET SERVICES	25 985	29 200	47 571	39 921	29 643	40 401	39 370	41 465	45 096	55 269	56 926	83 680	534 527
II.1.3.1. Institutions	15 091	9 480	19 151	16 519	11 989	21 283	17 349	17 655	16 419	26 364	27 240	30 511	229 051
II.1.3.2. Ministères (*)	10 617	16 939	24 486	20 434	16 005	16 947	20 287	21 137	24 486	24 360	23 301	47 722	266 721
II.1.3.3. Dép. à paiement centralisé	269	2 780	3 934	2 968	1 645	2 171	1 735	2 191	4 144	4 545	5 527	5 415	37 324
II.1.3.4. Services déconcentrés	8	-	-	-	3	-	-	481	48	-	859	32	1 431
II.1.3.4. Autres dép. fin. sur PPTTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.1.4. TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	24 506	28 231	28 904	37 267	29 477	31 696	30 443	49 558	33 783	36 837	31 565	46 160	408 426
II.1.4.1. Org. auxiliaires & Autres subv	1 040	2 354	2 541	3 199	2 794	1 766	1 979	1 744	1 904	3 602	3 191	4 476	30 591
II.1.4.2. Interventions économiques	123	666	307	1 703	350	4 322	504	13 849	2 975	5 116	1 729	11 678	43 321
II.1.4.3. Rétrocessions aux ETD	14 182	13 879	13 674	13 748	13 888	13 392	13 950	15 561	15 005	14 393	12 991	14 592	169 256
II.1.4.4. Rétrocessions aux Régies Fin	9 162	11 331	12 381	18 617	12 446	12 216	14 009	18 404	13 898	13 726	13 654	15 414	165 258
II.1.4.5. Bourses d'études	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3. DEPENSES EN CAPITAL	28 125	29 631	38 760	69 354	53 157	62 090	56 696	59 780	35 325	33 798	29 265	37 658	533 640
II.3.1. Invest sur ressources extérieures	14 184	14 268	9 786	46 155	37 437	40 178	24 925	12 745	8 113	6 505	7 044	10 467	231 806
II.3.1.1. Dons	6 053	739	5 575	32 235	14 776	5 050	18 981	5 771	1 287	750	3 504	2 934	97 655
II.3.1.2. Dons Hors BCECO	3 941	5 584	1 783	1 92	1 414	31 492	341	1 140	1 185	543	2 591	1 693	51 829
II.3.1.3. Prêts Projets	4 190	7 945	2 428	13 728	21 247	3 637	5 603	5 834	5 711	5 211	950	5 840	82 322
II.3.1.4. Prêts Projets Hors BCECO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3.2. Invest sur Ressources Intérieures	13 941	15 364	28 974	23 199	15 721	21 912	31 771	47 035	27 212	27 294	22 221	27 190	301 833
II.3.2.1. Invest sur Ressources Propres	13 941	15 364	28 974	23 199	15 721	21 912	31 771	47 035	27 212	27 294	22 221	27 190	301 833
II.3.2.1.1. Invest Gouv central	221	2 169	4 271	2 538	1 946	5 071	4 891	30 476	8 102	10 989	5 559	5 377	81 609
II.3.2.1.2. Invest Prov	13 720	13 195	24 703	20 661	13 775	16 841	26 880	16 559	19 110	16 305	16 661	21 813	220 224
II.3.2.2. Crédits d'Appui Budgétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3.2.3. Dépenses sur ressources PPTTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.3.3. Dépenses non identifiées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.5. DEPENSES EXCEPTIONNELLES	17 250	9 674	7 672	18 581	19 562	40 373	73 902	90 704	33 513	14 691	28 871	47 088	401 880
-Dép financées sur ressources propres	17 250	9 674	7 672	18 581	19 562	40 373	73 902	90 704	33 513	14 691	28 871	47 088	401 880
-Dép financées sur ressources ext	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.6. REPAIEMENT DES ARRIERES	80	1 263	2 717	6 405	10 489	4 872	5 191	4 337	7 661	7 659	5 489	3 984	60 148
II.6.1. Arriérés externe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.6.2. Autres Arriérés Intérieurs	80	1 263	2 717	6 405	10 489	4 872	5 191	4 337	7 661	7 659	5 489	3 984	60 148
II.7. DEFICIT DE TRESORERIE DE LA B.C.C.	3 847	5 598	4 087	3 246	2 942	-38	-113	-289	-188	-695	-1 268	-595	16 534
Solde budgétaire intérieur (base caisse)	28 379	31 196	132 797	24 468	53 772	125 968	199 132	42 419	66 444	36 030	179 365	-8 101	911 870
Solde général consolidé (base caisse)	-448	12 968	121 774	-10 675	-1 021	82 524	110 786	-57 750	27 140	15 949	145 763	-63 787	383 222
Cumul depuis le 1er janvier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III. FINANCEMENT TOTAL	448	-12 968	-121 774	10 675	1 021	-82 524	-110 786	57 750	-27 140	-15 949	-145 763	63 787	-383 222
III.1.- Financements Intérieurs	586	-26 597	-58 297	-3 713	-49 032	-16 431	-192 328	96 071	-28 503	-28 021	-38 565	-38 565	-383 395
III.1.1. Non bancaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.1.2. B.C.C. et Système bancaire	-2 815	-29 866	-71 122	-10 545	-48 491	-41 650	-191 721	90 990	-38 565	-38 565	-38 565	-38 565	-459 480
III.1.2.1. Crédit net au Gouv. (SMI)	-6 662	-35 464	-75 209	-13 791	-51 433	-41 612	-191 608	91 279	-38 377	-37 870	-37 297	-37 970	-476 014
III.1.2.2. Déficit de trésorerie de la BCC	3 847	5 598	4 087	3 246	2 942	-38	-113	-289	-188	-695	-1 268	-595	16 534
III.1.2.3. TVA Remboursable	3 401	3 269	12 825	6 832	-541	25 219	-607	5 081	10 062	10 544	-	-	76 085
III.2. Financements extérieurs	-3 567	3 684	-15 070	9 079	19 040	-29 703	-1 077	3 367	-4 193	2 550	-9 097	-27 739	-52 726
III.2.1. Banque étrangère non résidente	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.2.2. Amortissement (Net à payer)	-7 755	-3 631	-17 258	-4 43									

TITRE III

RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES



Le secteur extérieur a été caractérisé en 2012 par le durcissement des mesures d'austérité budgétaire dans les économies avancées, notamment au sein de la zone euro, avec comme effet direct le ralentissement de la croissance de l'économie mondiale et l'aggravation des risques sur la stabilité financière. Ainsi, à l'instar de l'année 2011, la croissance mondiale a été soutenue principalement par les économies émergentes.

Par ailleurs, le dynamisme de ces économies a permis de soutenir le bon comportement de la balance des paiements congolaise, laquelle s'est soldée par un excédent représentant 3,2 % du PIB contre 0,5 % en 2011. Cette évolution est expliquée par l'amélioration de compte, de capital, et d'opérations financières.

S'agissant de la politique de change de la Banque Centrale du Congo, elle a été menée dans un contexte marqué principalement par la stabilité du cadre macroéconomique. Ainsi, l'Institut d'émission a essentiellement orienté sa politique dans le sens de l'amélioration des réserves de change à travers des achats des devises sur le marché des changes. Sur ce dernier, le taux de change a enregistré une faible dépréciation de 0,5 % à fin décembre contre une appréciation de 0,5 % une année plus tôt.

En ce qui concerne la dette extérieure, la RDC a contracté quatre nouveaux emprunts et effectué quatorze tirages pour financer différents projets d'intérêt national.

Quant aux donations extérieures, il a été noté une baisse des contributeurs traditionnels qui font face à la crise budgétaire. Toutefois, cette situation a été compensée par d'importants appuis en provenance de certaines économies émergentes.

CHAPITRE I

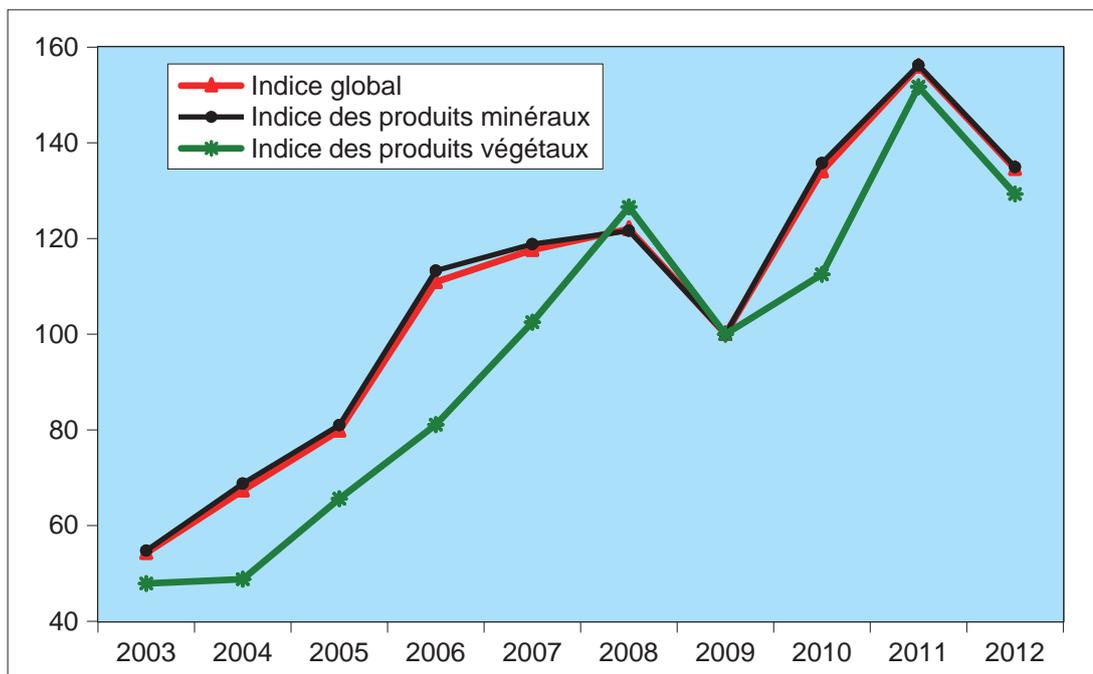
COMMERCE EXTERIEUR

En 2012, les échanges commerciaux des biens se sont inscrits en recul de 8,3 % après un acquis de croissance l'année précédente. Ces échanges ont chuté à 15.528,0 milliards de CDF contre 16.906,0 milliards une année auparavant. Le repli de la demande intérieure et les tensions financières dans certaines économies de la zone euro ont pesé sur le commerce international.

I.I. COURS DE PRINCIPALES MATIERES PREMIERES

En 2012, l'indice des prix des produits primaires exportés s'est établi à 134,5 points, enregistrant ainsi une baisse de 13,7%. Cette évolution provient d'une demande mondiale atone suite au ralentissement économique dans de nombreuses économies.

Graphique III.1 Indice des cours de principaux produits exportés
(base 2009 = 100)

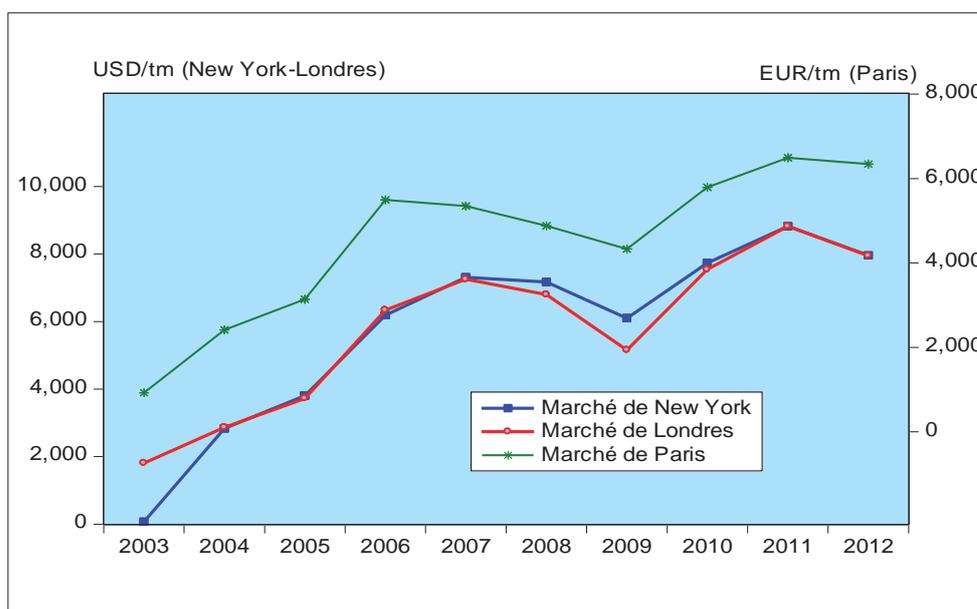


Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.1. Produits miniers et hydrocarbures

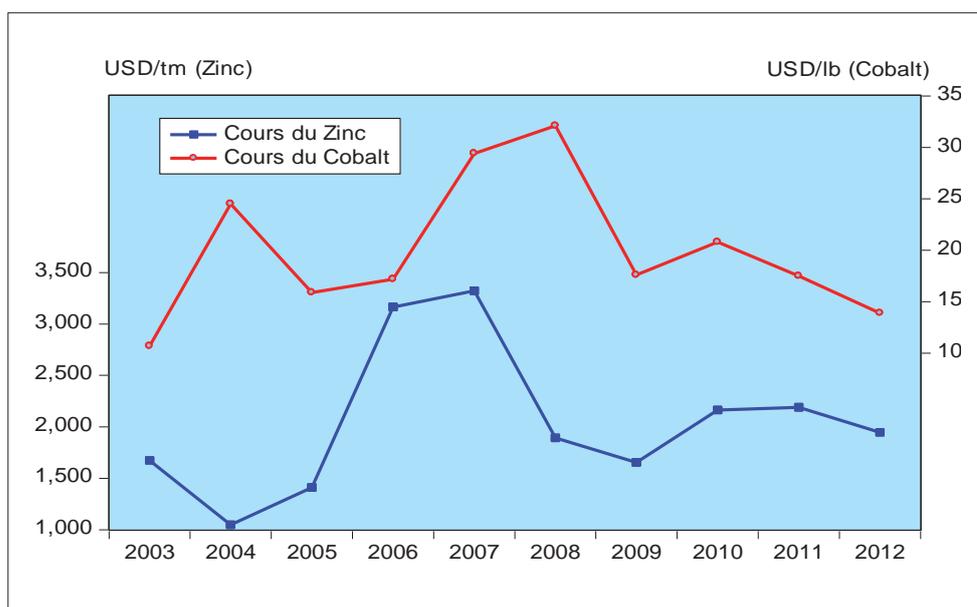
L'indice des cours des produits miniers et hydrocarbures a fléchi à 13,9 points en 2012, affichant une baisse de 13,6 %. Les cours des produits miniers et hydrocarbures ont connu une baisse en 2012 à l'exception de celui de l'or. Ces évolutions sont attribuables au ralentissement de l'activité économique des pays émergents, au premier rang desquels la Chine.

Graphique III.2 Cours de cuivre sur les marchés mondiaux



Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique III.3 Cours de zinc et de cobalt sur le marché de Londres

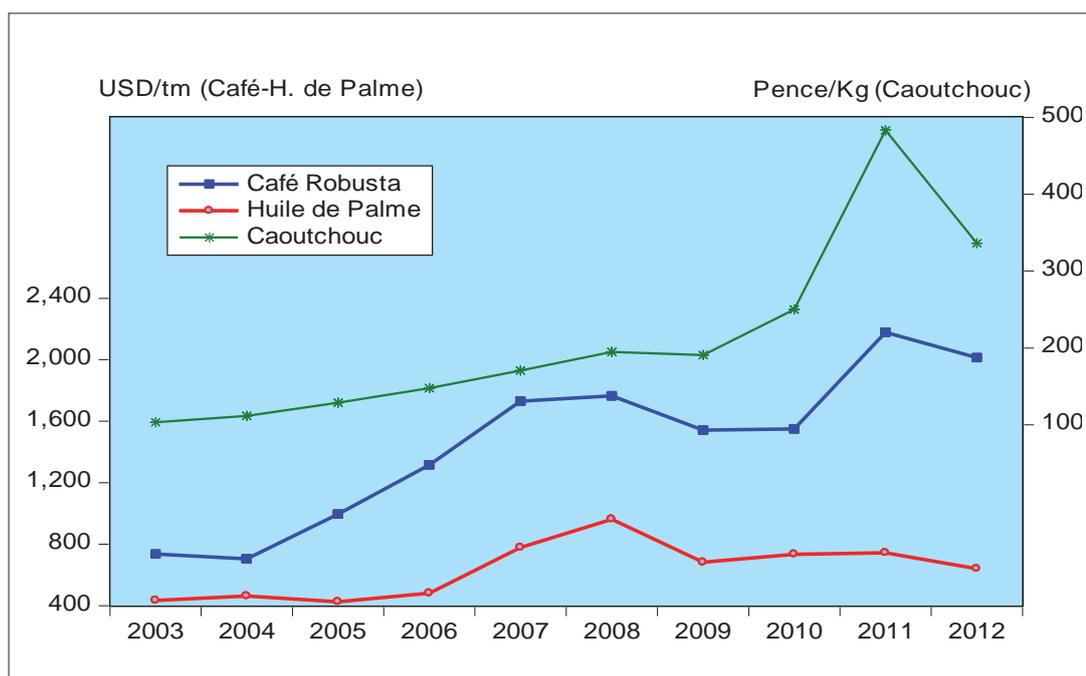


Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.2. Produits végétaux

De 151,1 points en 2011, l'indice des cours des produits végétaux exportés est passé à 129,3 points en 2012, entraînant une régression de 15,0 %. Cette évolution est attribuable à une mauvaise tenue des cours mondiaux de tous les produits de cette catégorie. La demande mondiale qui est restée peu dynamique sur l'ensemble de l'année 2012 explique cette situation.

Graphique III.4 Cours de principaux produits végétaux exportés



Source : Banque Centrale du Congo.

I.2. ECHANGES COMMERCIAUX

Les échanges des biens en valeur ont connu des évolutions moins favorables en 2012, l'excédent commercial s'inscrivant en recul à 164,1 milliards de CDF après 511,4 milliards en 2011. Cette évolution se justifie par la recession ayant frappé les principaux pays partenaires de la RDC.

En effet, les exportations et les importations se sont contractées respectivement de 9,9 % et de 6,3 %, se situant à 7.846,0 milliards de CDF et de 7.681,9 milliards.

I.2.1. Destination des exportations

Les exportations de la RDC vers l'Union Européenne ont représenté 21,5 % en 2012 contre 20,8 % en 2011. L'essentiel de ces exportations a été tiré par l'Union économique belgo-luxembourgeoise, soit 38,7 %. Quant aux exportations vers les

autres destinations, elles ont représenté 72,7 % du total après 73,4 % en 2011. Elles se sont situées à 5.704,0 milliards de CDF.

I.2.2. Origine des importations

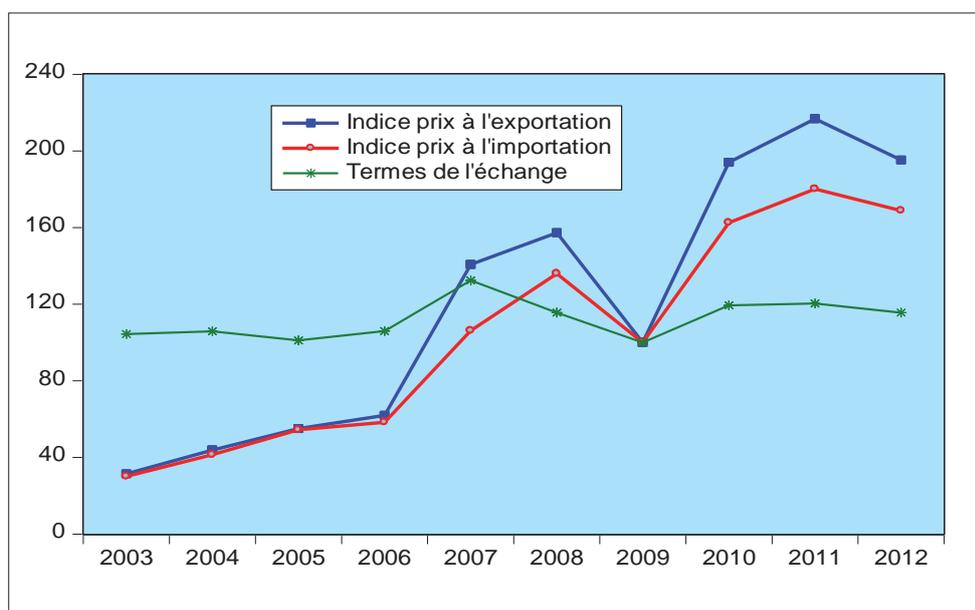
Les principaux partenaires commerciaux, en ce qui concerne les importations ont été l'Union européenne ainsi que les autres pays regroupés dans la rubrique «provenances diverses». Les approvisionnements sur le marché de l'Union européenne, représentant 23,1 % du total, a reculé de 4,3 %, se situant à 1.773,1 milliards de CDF. Les achats sur les marchés divers ont regressé de 7,0 %, se fixant à 5.511,7 milliards. Ces approvisionnements ont atteint 71,7 %.

I.3. TERMES DE L'ÉCHANGE

Les termes de l'échange se sont détériorés de 4,0%, en 2012, s'établissant à 115,6 points contre 120,3 points en 2011 à la suite d'une tendance baissière observée au niveau des prix de la quasi-totalité des produits d'exportation.

Graphique III.5 Evolution des termes de l'échange

(base 2009 = 100)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE II

POLITIQUE DE CHANGE

En 2012, la politique de change a permis de maintenir la stabilité du taux sur le marché des changes et de conforter le niveau des réserves internationales. En effet, profitant d'un afflux net de devises enregistré au niveau de la balance des paiements, l'Institut d'émission a procédé à des achats massifs des devises sur le marché intérieur.

II.1. CADRE DE SUIVI DE LA POLITIQUE DE CHANGE

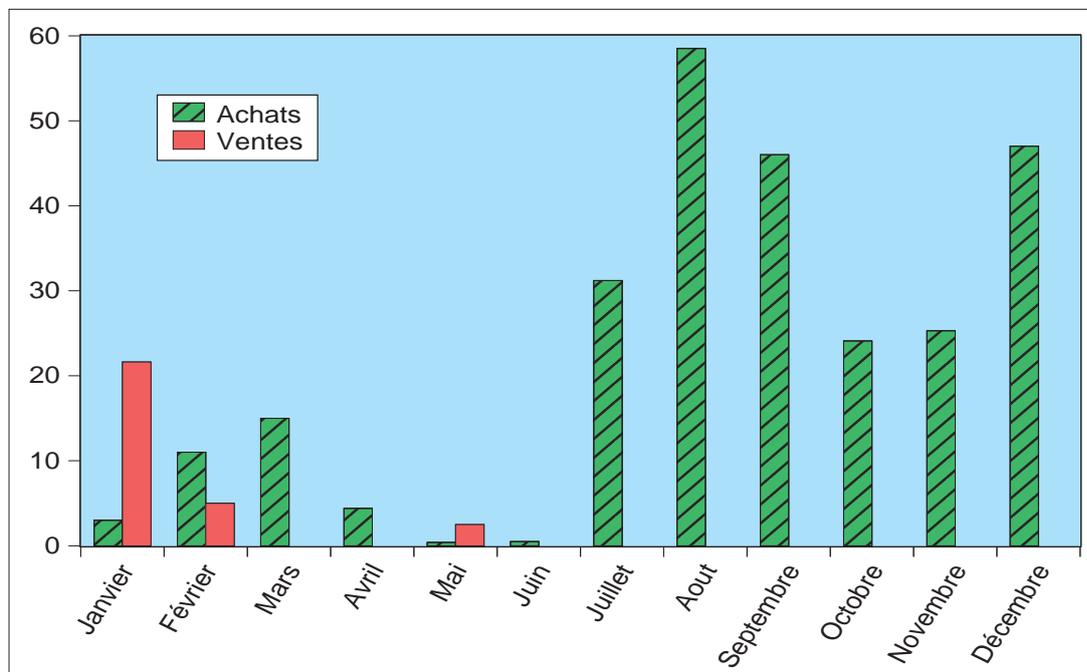
A l'instar de l'année 2011, le Comité de Politique Monétaire reste le cadre de conception et de suivi de la politique de change.

II.2. OBJECTIFS ET INSTRUMENT DE LA POLITIQUE DE CHANGE

Depuis plus d'une décennie, les objectifs de la politique de change de la Banque Centrale du Congo sont restés inchangés et portent sur : (i) le lissage des fluctuations du cours de change afin de préserver la stabilité de la valeur externe du Franc congolais et (ii) l'amélioration du niveau des réserves officielles de change.

Ces objectifs visent globalement, d'une part, à contenir les volatilités du taux de change, nuisibles à la stabilité des prix sur le marché des biens et services et, d'autre part, à limiter la vulnérabilité externe en maintenant un niveau adéquat des réserves de change à même de résorber les différents chocs négatifs en temps de crise.

Dans un contexte des fluctuations favorables du taux de change qui a marqué l'année 2012, la Banque Centrale du Congo a acheté un montant total de 266,4 millions de USD. Par ailleurs, pour prévenir les fortes fluctuations souvent observées au mois de janvier, elle a procédé à la vente de devises d'un import de 29,1 millions de USD.

**Graphique III.6 Evolution des interventions de la BCC
sur le marché des changes en 2012***(en USD)**Source : Banque Centrale du Congo***II.3. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE CHANGE****II.3.1. Lissage des fluctuations du taux de change**

L'année 2012 a été globalement marquée par une relative stabilité du taux de change. La valeur du Franc congolais a enregistré, au terme de cette année, une dépréciation de 0,5 % par rapport à fin décembre 2011.

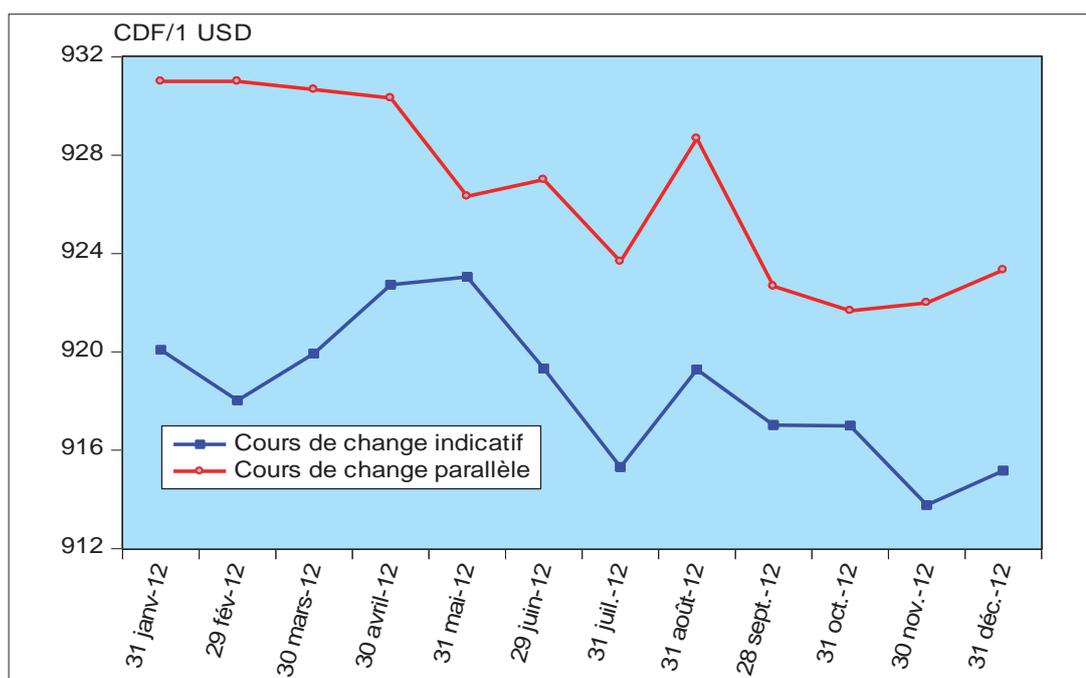
Tableau III.1 Evolution du taux de change en 2012

Dates	Taux de change CDF/1 USD		Var. par rapport à fin décembre		Ecart (2) - (1) en %
	Cours indicatif (1)	Cours parallèle (2)	Cours indicatif	Cours parallèle	
31-Déc.-11	910,65	914,00	-3,67	-5,00	0,37
31-janv.-12	920,08	931,00	-1,02	-1,83	1,19
29-févr.-12	918,03	931,00	-0,80	-1,83	1,41
30-mars-12	919,93	930,67	-1,01	-1,79	1,17
30-avr.-12	922,73	930,33	-1,31	-1,76	0,82
31-mai-12	923,05	926,33	-1,34	-1,33	0,36
29-juin-12	919,32	927,00	-0,94	-1,40	0,84
31-juil.-12	915,32	923,67	-0,51	-1,05	0,91
31-août-12	919,28	928,67	-0,94	-1,58	1,02
28-sept.-12	917,02	922,67	-0,69	-0,94	0,62
31-oct.-12	917,00	921,67	-0,69	-0,83	0,51
30-nov.-12	913,77	922,00	-0,34	-0,87	0,90
31-déc.-12	915,17	923,33	-0,49	-1,01	0,89

Source : Banque Centrale du Congo.

Il sied de relever de légères fluctuations observées au début de l'année sur le marché des changes suite au cycle saisonnier de demande des devises de la part des opérateurs économiques. Les taux de change à l'indicatif et au parallèle se sont situés respectivement à 915,17 CDF et 923,33 CDF le dollar américain à fin décembre 2012, renseignant des dépréciations de l'ordre de 0,5 % et 1,0 %.

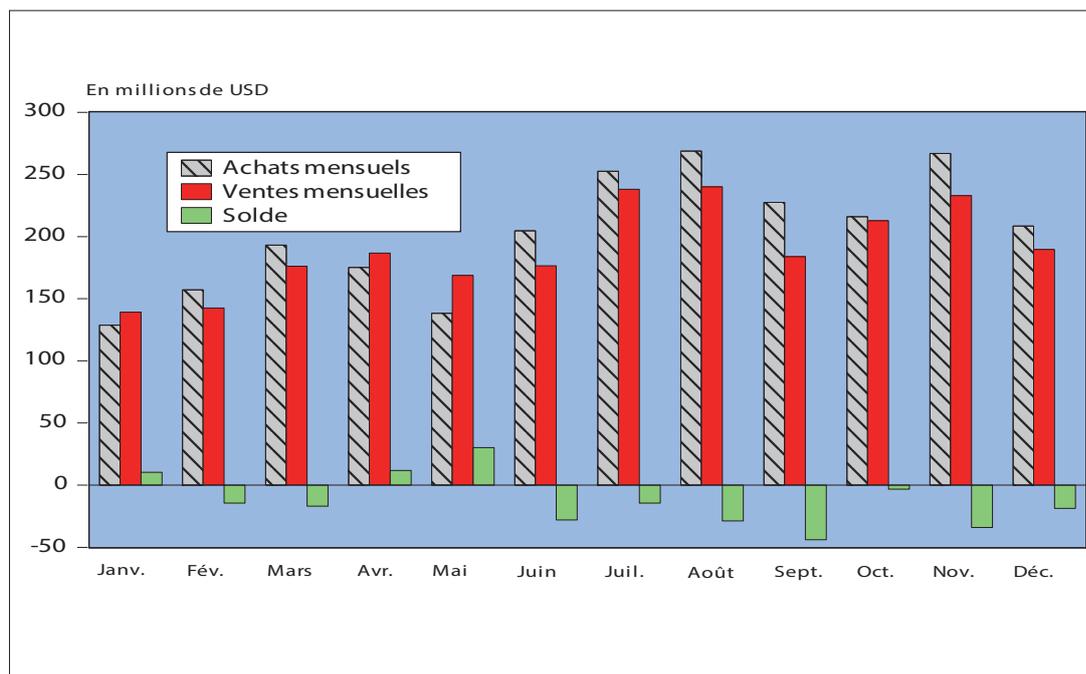
Graphique III.7 Evolution des taux de change indicatif et parallèle
(en CDF/1 USD)



Source : Banque Centrale du Congo.

Le volume des transactions portant sur les devises au cours de l'année 2012 s'est chiffré à 4.724,1 millions de USD contre 2.748,9 millions une année plus tôt, soit une progression de 71,8 %. Cette situation résulte d'un niveau de ventes de 2.287,1 millions de USD et celui d'achats de 2.437,1 millions indiquant ainsi une demande nette de devises de 150,0 millions.

Graphique III.8 Evolution des transactions sur le marché des changes



Source : Banque Centrale du Congo.

En 2012, les banques commerciales ont été plus actives sur le marché de change avec des transactions représentant 92,8 % du total, suivies de la Banque Centrale et des bureaux de change avec respectivement 6,3 % et 0,9 %.

II.3.2. Réserves internationales

Pour l'année 2012, le stock de réserves internationales de la RDC a enregistré une hausse de 362,3 millions de USD, atteignant 1.634,2 millions, contre une cible annuelle de 1.610,0 millions.

Ce niveau représente 9,4 semaines d'importations des biens et services contre 7,2 semaines en 2011. Cette amélioration a été réalisée sans que la RDC n'ait bénéficié des tirages au titre d'appuis à la balance des paiements qui devraient résulter des trois revues non conclues du Programme Economique du Gouvernement (PEG II). En outre, les interventions sur le marché des changes ont constitué un instrument essentiel dans la constitution des réserves de précaution pour l'économie. En effet, si les achats des devises n'avaient pas été réalisés, la BCC aurait eu des difficultés pour

rencontrer la cible annuelle des réserves. Ces dernières n'auraient progressé que de 9,6 % et ne se seraient situées qu'à 1.394,2 millions de USD, avec un gap de 215,8 millions par rapport à la cible à fin décembre 2012.

Tableau III.2 Réserves internationales de la RDC
(en millions de USD)

	Niveau	En mois d'import	en sem. d'import	Affectées	Indisponibles	Disponibles
31 déc 2011	1 271,85	1,66	7,20	304,70	345,70	421,41
31-janv	1 284,37	1,68	7,27	297,16	551,07	436,14
29-févr	1 233,81	1,61	6,98	295,26	548,51	390,04
30-mars	1 349,32	1,76	7,64	283,93	545,75	519,65
30-avr	1 378,23	1,8	7,8	277,34	546,62	554,27
31-mai	1 346,30	1,76	7,62	272,68	533,65	539,98
29-juin	1 381,77	1,81	7,82	277,73	533,37	570,67
31-juil	1 501,06	1,96	8,5	271,36	532,66	697,04
31-août	1 448,26	1,89	8,2	262,91	536,94	648,41
28-sept	1 506,66	1,97	8,53	254,93	543,48	708,25
31-oct	1 534,80	2,03	8,78	248,79	543,51	742,5
30-nov	1 677,21	2,22	9,59	239,17	541,79	896,25
31-déc	1 634,18	2,16	9,35	231,34	669,22	733,62

Source : Banque Centrale du Congo.

Encadré III.1 Le nouveau cadre de gestion des réserves de change de la BCC

En vue de renforcer l'efficacité de la gestion de ses réserves de change, la BCC a mis en place un nouveau cadre de gestion desdites réserves dénommé « Comité de gestion des réserves de change (CGRC) ». Ce Comité a pour mission de gérer les réserves de change de la Banque suivant les orientations stratégiques arrêtées, pour chaque exercice, par le Conseil d'administration et coulées sous forme d'instruction du Gouverneur. Ces dernières définissent les limites des habilitations du Comité et les marges de déviation dans le choix des investissements en respectant un équilibre optimal entre la liquidité, le rendement et le risque. Pour ce faire, le CGRC devra périodiquement se doter d'une orientation tactique pour la gestion des réserves sur une période de un à trois mois, en vue d'une adaptation de la position en monnaies étrangères à l'évolution des marchés.

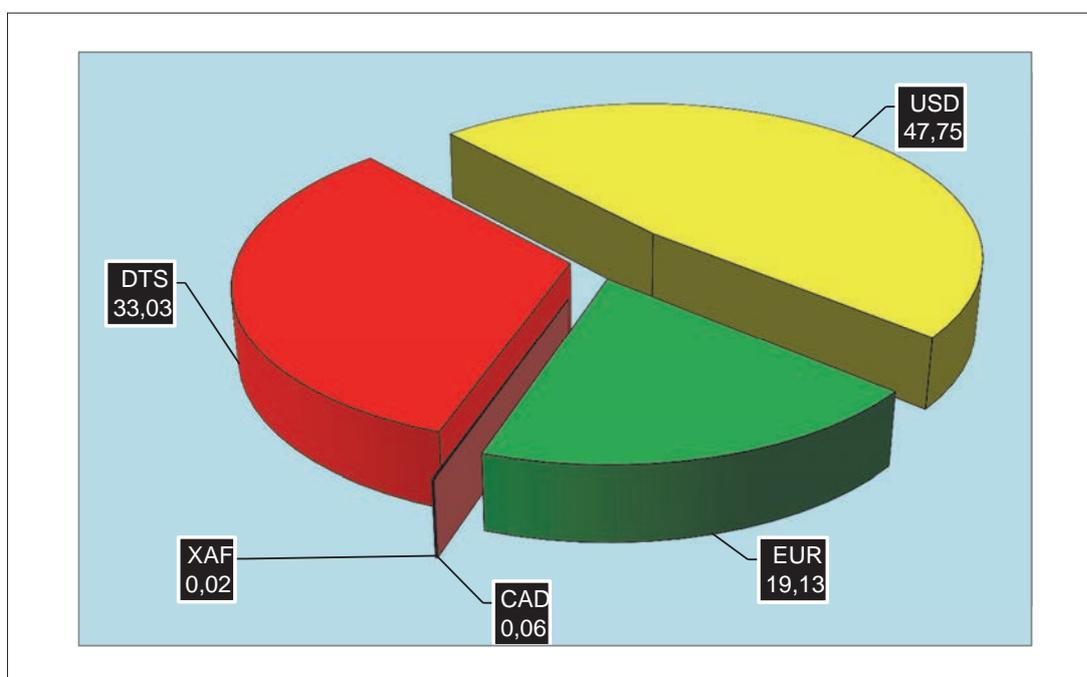
Dans le cadre de sa mission, le CGRC est notamment chargé de :

- définir le cadre opérationnel de gestion des réserves de change conformément aux normes et procédures en la matière ;
- suivre l'évolution des réserves de change ainsi que leur rendement et évaluer, tout au long de l'année, le risque auquel elles sont exposées ainsi que maintenir l'équilibre entre risque, liquidité et rendement ;
- suivre et analyser le Plan de Trésorerie en devises notamment les échéances de différents paiements afin de répondre aux besoins de liquidité ;
- déterminer le niveau tactique et la composition des réserves de change et s'assurer de l'exécution de ce portefeuille cible par la Direction des Opérations Bancaires et des Marchés ;
- assurer un niveau adéquat de réserves en vue de préserver la stabilité du marché des changes ;
- suivre l'évolution des taux de change et des taux d'intérêt sur les marchés internationaux et mesurer leur impact sur le niveau des réserves de change ;
- approuver le rapport mensuel sur l'exécution des décisions de CGRC préparées par la Direction des Opérations Bancaires et des Marchés en étroite collaboration avec la Sous- Direction chargée de la gestion des Risques avant leur transmission au Gouverneur ;

- informer, sans délai, le Gouverneur de toute évolution des marchés susceptible de modifier le profil de risque du portefeuille ;
- préparer et soumettre au Gouverneur, avant la fin du mois de novembre de chaque année, le projet d'instruction à mettre en exécution au cours du prochain exercice ;
- rendre mensuellement compte au Gouverneur de l'exécution de sa mission.

Afin 2012, la structure des réserves de change, a été dominée principalement par le Dollar américain (USD) et les Droits de Tirages Spéciaux (DTS) à raison respectivement de 47,8 % et 33,0 % .

Graphique III.9 Composition des réserves internationales en 2012
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

L'excédent de la Balance des paiements s'est sensiblement amélioré en 2012 comparativement à l'année précédente, passant de 69,3 milliards de CDF à 559,3 milliards d'une année à l'autre. Rapproché au PIB, il a représenté 3,2 % contre 0,5 % en 2011. Cette évolution résulte essentiellement de l'amélioration du compte de capital et d'opérations financières.

Tableau III.3 Composantes de la balance des paiements
(en millions de CDF)

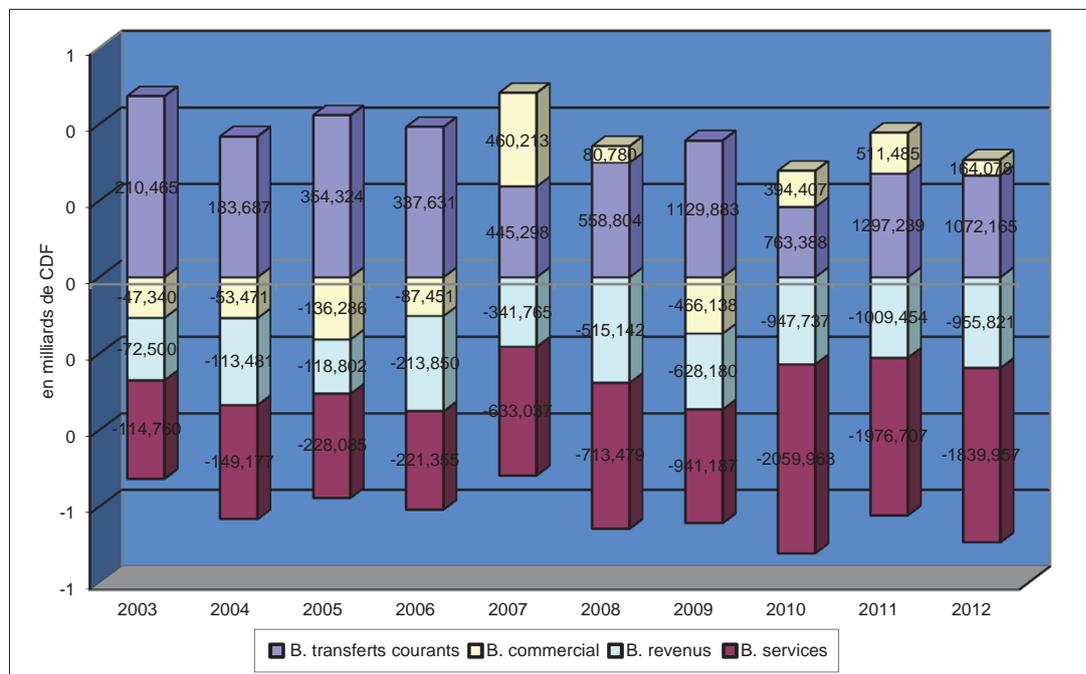
	2011	2012 ^(P)
Compte des transactions courantes	-1 177 437,6	-1 559 535,1
- Balance commerciale	511 484,8	164 077,8
- Services nets	-1 976 707,3	-1 839 957,3
- Revenus nets	-1 009 453,8	-955 820,8
- Transferts courants nets	1 297 238,7	1 072 165,2
Compte de capital et d'opérations financières	1 218 983,3	2 255 207,5
- Capitaux publics nets	839 449,2	44,3
- Capitaux privés nets	60 915,9	93 084,7
- ANFNP	-42 855,5	-6 687,5
- Opérations financières nettes	361 473,8	2 168 766,0
Erreurs et omissions	27 675,2	-136 394,8
Solde global	69 220,9	559 277,6
Besoins de financement	-69 220,9	-559 277,6
Taux de change moyen CDF/1 USD	919,4	915,4

Source : Banque Centrale du Congo.

III.1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le déficit du compte courant, situé à 8,0 % du PIB en 2011, s'est établi à 9,0 % une année plus tard. Cette situation résulte essentiellement du recul de l'excédent des transferts courants nets.

Graphique III.10 Soldes des composantes de la balance des paiements
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo. Cfr. Tableau III.31.

III.1.1. Compte commercial

La balance commerciale s'est soldée par un excédent de 164,1 milliards de CDF en 2012 contre 511,5 milliards en 2011. Cette détérioration du solde se justifie par une contraction plus importante des exportations comparativement aux importations.

III.1.1.1. Exportations

Les exportations des biens ont enregistré une baisse de 9,9 % en 2012, alors qu'elles avaient progressé de 11,7 % en 2011. Cette baisse est expliquée par la contraction de 9,8 % observée au niveau des produits miniers et hydrocarbures suite à la morosité de la conjoncture internationale.

Tableau III.4 Structure des exportations*(en millions de CDF, sauf indication contraire)*

	2011		2012	
	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %
PRODUITS MINIERES ET HYDROCARBURES	8 583 093,4	98,6	7 746 115,1	98,7
- Cuivre	3 772 693,0	43,3	3 989 901,0	50,9
- Cobalt	3 395 224	39,0	2 338 456,0	29,8
- Or	9 255,6	0,1	93 865,1	1,2
- Diamant	335 241,2	3,8	269 742,7	3,4
- Pétrole brut	903 940,7	10,4	870 129,2	11,1
II. PRODUITS AGRICOLES	97 256,4	1,1	82 972,4	1,1
- Café	28 885,6	0,3	16 667,1	0,2
- Caoutchouc	8 251,0	0,1	4 799,4	0,1
- Bois	59 960,8	0,7	61 458,4	0,8
- Autres ⁽¹⁾	159,0	0,0	47,4	0,0
III. PRODUITS INDUSTRIELS ET ENERGETIQUES	28499,0	0,3	16 904,1	0,2
- Ciment	11 627,1	0,1	7 553,6	0,1
- Produits chimiques	-	-	-	-
- Electricité	16 871,9	0,2	4 184,2	0,1
- Autres ⁽²⁾	-	-	5 166,3	0,1
TOTAL	8 708 848,8	100,0	7 845 991,6	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

⁽¹⁾ Cacao, thé⁽²⁾ Bouteilles vides, mitrilles ferreuses, sucre de canne.

III.1.1.1. Exportations des produits miniers et hydrocarbures

La baisse des exportations de ces produits à 7.746,1 milliards de CDF est liée à celle des exportations de cobalt, du diamant et du pétrole brut.

La baisse de la valeur des exportations du cobalt est principalement expliquée par la chute de son cours sur le marché international, lequel est passé d'une moyenne de 17,5 USD/lb sur le marché de Londres, en 2011, à 13,9 USD/lb, soit une régression de 20,6 %. Ce mouvement des prix a entraîné celui de la production exportée, dont la quantité est passée, d'une année à l'autre, de 106,4 mille tonnes à 94,1 mille.

En ce qui concerne le diamant, la baisse des exportations s'explique essentiellement par l'effet-prix sur le marché international. En effet, d'une moyenne annuelle de 20,0 USD le carat en 2011, le prix est passé à 13,2 USD en 2012, soit une contraction

de 34,0 %. Toutefois, le volume exporté a été de 22,2 millions de carats contre 19,4 millions en 2011.

S'agissant du pétrole brut, il a été noté une chute simultanée du cours et du volume exporté. Sur le marché de New York, le prix moyen annuel est passé de 95,1 USD le baril en 2011 à 94,2 USD en 2012. Dans le même contexte, le volume exporté a baissé de 5,4 %, passant de 8,96 millions de barils à 8,48 millions d'une année à l'autre.

Tableau III.5 Exportations des produits miniers et hydrocarbures

	Valeur en millions de CDF			Variation en pourcentage		
	2010	2011	2012(p)	2010	2011	2012 (p)
Produits miniers et hydrocarbures	7 550 445,5	8 583 093,0	7 746 115,	119,8	13,7	-9,8
Cuivre	2 814 496,8	3 772 693,0	3 989 900,6	110,7	34,0	5,8
Cobalt	3 436 324,1	3 395 224,4	2 338 455,6	148,0	-1,2	-31,1
Zinc	18 503,9	38 181,7	21 864,3	-27,0	106,3	-42,7
Diamant	281 246,5	335 241,2	269 742,7	48,5	19,2	-19,5
Or	5 341,9	9 255,0	93 865,1	8,5	73,3	914,1
Cassitérite	121 734,0	123 632,2	90 736,8	32,4	1,6	-26,6
Pétrole brut	594 124,6	903 940,7	870 129,2	50,7	52,1	-3,7
Autres	278 673,7	4 924,8	71 420,8	3 311,0	-98,2	1 350,2

Source: Banque Centrale du Congo.

Cours de change moyen annuel : 2011=919,44 CDF/USD ; 2012= 919,36 CDF/USD

Il sied d'indiquer que les exportations du cuivre ont progressé de 5,8 % et celles de l'or se sont accrues de façon exponentielle, soit 914,1 %. En ce qui concerne le cuivre, cette hausse s'explique par l'augmentation du volume exporté, lequel est passé de 521,6 mille tonnes en 2011 à 619,3 mille en 2012, soit un accroissement de 18,7 %. Le prix moyen d'une tonne de cuivre a été de 7.960,3 USD sur le marché de New York contre 8.819,1 USD une année auparavant, soit un recul de 9,7 %.

Quant à l'or, la forte augmentation observée résulte uniquement de la montée du prix de ce produit sur le marché de New York. Ce prix est passé d'une moyenne de 1.570,8 USD/ot en 2011 à 1.668,0 USD en 2012, soit une progression de 6,2 %.

III.1.1 2. Exportations des produits agricoles

La valeur globale des exportations des produits agricoles a chuté de 14,7 %, consécutivement aux contractions de celles du café et du caoutchouc respectivement de 42,3 % et 41,8 %. Cette évolution résulte principalement de la baisse prononcée des quantités exportées de ces produits dans un contexte de repli des cours sur le marché international.

Ainsi, d'une année à l'autre, les quantités exportées du café sont passées de 9.848,2 tonnes à 7.860,6 tonnes. Celles du caoutchouc ont été de 1.092,0 tonnes contre 1.248,0 tonnes en 2011.

Les recettes d'exportation de bois ont, quant à elles, enregistré une progression de 2,5 % à la suite d'un accroissement du volume exporté, passant de 195,0 mille m³ en 2011 à 220,2 mille m³ en 2012. Cette augmentation a été réalisée nonobstant la baisse de cours sur le marché international.

III.1.1.3. Exportations des produits industriels et énergétiques

Les exportations des produits industriels et énergétiques se sont contractées de 40,7 % après une baisse de 2,5 % observée en 2011. Cette situation procède du recul des exportations du ciment et de l'électricité respectivement de 35,0 % et de 75,2 %.

III.1.2. Importations

Les importations ont poursuivi leur contraction en valeur quoiqu'à un rythme moins prononcé qu'en 2011. En effet, elles ont enregistré un recul de 6,3 % contre 10,9 % l'année d'avant. Toutefois, cette tendance n'a pas été observée au niveau de toutes les catégories de biens. En effet, alors que les importations des biens d'équipement et de consommation ont régressé respectivement de 49,6 % et de 7,5 % d'une année à l'autre, celles des produits énergétiques ainsi que des matières premières et semi-produits se sont sensiblement accrues, soit respectivement 188,0 % et 115,0 %. Il convient de relever que la structure des importations a été dominée par les rubriques « Energie » et « Biens d'équipement » qui ont ensemble constitué 68,4 % du total.

Tableau III.6 Structure des importations

(en millions de CDF)

	2011 ^(p)		2012 ^(e)	
	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %
A. BIENS DE CONSOMMATION	1 860 959,0	22,7	1 720 603,9	22,4
1. Non durables	1 369 665,9	16,7	1 426 606,0	18,6
2. Durables	491 293,2	6,0	293 997,9	3,8
B. ENERGIE	934 951,7	11,4	2 693 569,7	35,1
1. Matières brutes	1 869,9	0,0	725 905,0	9,4
2. Matières élaborées	933 081,8	11,4	1 967 664,7	25,6
C. MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS	331 772,1	4,0	712 888,7	9,3
1. Destinées à l'agriculture et l'alimentation	162 900,1	2,0	357 388,1	4,7
2. Destinée à l'industrie	168 872,0	2,1	355 500,6	4,6
D. BIENS D'EQUIPEMENT	5 069 681,2	61,8	2 554 851,5	33,3
1. Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	454 243,4	5,5	227 439,0	3,0
2. Matériels de transport	1 818 465,1	22,2	198 780,4	2,6
3. Machines pour industries spécialisées	1 775 909,3	21,7	228 952,7	3,0
4. Autres	1 021 063,3	12,5	1 899 679,5	24,7
E. AUTRES	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	8 197 364,0	100,0	7 681 913,8	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Cours de change moyen annuel : 2011=919,44 CDF/USD; 2012=919,36 CDF/USD

III.2. Compte des services

Le déficit du compte des services s'est de nouveau atténué, d'une année à l'autre, passant de 13,4 % du PIB en 2011 à 10,6 % en 2012.

Cette évolution a été essentiellement tributaire de l'amélioration du solde des rubriques « Transports » et « Voyages » respectivement de 36,2 % et 64,9 %, en liaison avec la baisse du niveau des importations. Ces améliorations ont été à même de compenser la forte dégradation du solde « Services fournis par les administrations publiques » qui, d'une année à l'autre, est passé d'un excédent de 144,6 milliards de CDF à un déficit de 259,6 milliards.

Tableau III.7 Répartition des opérations sur les services
(en millions CDF)⁽¹⁾

	2011			2012 ^(p)		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Transport	105 275,	1 298 783,	-1 193 507,0	83 930,7	845 435,4	-761 504,7
Voyages	10 481,6	274 315,1	-263 833,4	6 340,6	98 831,7	-92 491,1
Services de communication	68 406,4	1 134,4	67 272,0	40 932,8	2 797,2	38 135,6
Services bâtiments et travaux publics	-	17 265,9	-17 265,9	-	43 354,7	-43 354,7
Services d'assurance	5 332,8	311 075,3	-305 742,5	-	366 336,8	-366 336,8
Services financiers	45 604,3	39 017,4	6 586,9	27 415,5	68 128,3	-40 712,8
Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-
Redevances et droits de licence	-	-	-	-	-	-
Autres services aux Entreprises	63 901,1	477 295,5	-413 394,3	47 236,7	346 350,5	-299 113,7
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	919,4	2 333,7	-1 414,3	735,2	5 754,5	-5 019,4
Services fournis ou reçus par les adm.pub.	379 912,8	235 321,6	144 591,3	57 901,6	327 461,3	-259 559,9
Total	679 834,3	2 656 541,6	-1 976 707,3	264 493,1	2 104 450,4	-1 839 957,3

Source: Banque Centrale du Congo.

Cours de change moyen annuel : 2011=919,44 CDF/USD; 2012=919,36 CDF/USD

III.3. Compte des revenus

Le compte des revenus a affiché un solde déficitaire représentant 5,5 % du PIB en 2012 contre 6,8 % en 2011. Cette situation est essentiellement le fait de l'atténuation du déficit des revenus des investissements de 15,0 % par rapport à son niveau de l'année précédente.

Tableau III.8 Evolution des opérations sur les revenus

(en millions CDF)

	2011	2012 (p)
1. RECETTES	154 649,9	16 789,0
• Rémunération des salariés	105 367,9	11 215,7
• Revenus des investissements	49 282,0	5 573,3
2. DEPENSES	1 164 103,7	972 609,8
• Rémunération des salariés	36 409,8	50 846,4
• Revenus des investissements	1 127 693,8	921 763,3
3. SOLDE	-1 009 453,8	-955 820,8
• Rémunération des salariés	68 958,0	-39 630,7
• Revenus des investissements	-1 078 411,8	-916 190,1

Source : Banque Centrale du Congo.

Cours de change moyen mensuel : 2011=919,44 CDF/USD; 2012=919,36 CDF/USD

I.4. Compte des transferts courants

L'excédent du compte des transferts sans contrepartie s'est contracté en proportion du PIB, passant de 8,8 % à 6,2 % d'une année à l'autre. Cette évolution résulte de la baisse des excédents des transferts tant privés (50 %) que publics (10,7 %) suite à la crise de la dette souveraine qui caractérise les principaux pays donateurs.

Tableau III.9 Evolution des transferts courants

(en millions CDF)

	2011	2012 (p)
1. RECETTES	2 234 608,3	2 614 660,0
• Transferts publics	1 303 307,0	1 569 147,9
• Transferts privés	931 301,3	1 045 512,1
2. DEPENSES	937 369,6	1 542 494,8
• Transferts publics	226 642,1	607 342,6
• Transferts privés	710 727,5	935 152,2
3. SOLDE	1 297 238,7	1 072 165,2
• Transferts publics	1 076 664,9	961 805,3
• Transferts privés	220 573,8	110 359,9

Source : Banque Centrale du Congo.

Cours de change moyen annuel : 2011=919,44 CDF/USD; 2012=919,36 CDF/USD

III.2. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières s'est soldé par un excédent évalué à 13,0 % du PIB contre 8,2 % enregistré une année plus tôt. Ce résultat découle principalement du bon comportement du compte d'opérations financières.

Alors que l'excédent du compte de capital s'est contracté à 0,5 % du PIB en 2012 revenant de 5,8 % en 2011, celui du compte financier a progressé, passant de 3,0 % du PIB à 12,5 % au cours de la même période. L'évolution du solde des opérations financières est tributaire de l'accroissement, des investissements directs étrangers et des autres investissements alors que le compte de capital s'est ressenti de la baisse des transferts des capitaux publics. Il convient de relever que le gros de ces investissements a été orienté vers le secteur minier.

Tableau III.10 Evolution du compte de capital et d'opérations financières

(en millions de CDF)

	2011			2012 ^(p)		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1. CAPITAL	1 140 566,0	283 056,4	857 509,5	232 386,8	145 945,3	86 441,4
1.1. Transferts des capitaux	1 140 198,2	239 833,1	900 365,1	232 330,9	139 201,9	93 129,0
* Capitaux publics	839 449,2	-	839 449,2	44,3	-	44,3
• Remise de dettes	-	-	-	-	-	-
• Autres transferts	839 449,2	0,0	839 449,2	44,3	0,0	44,3
* Capitaux privés	300 749,0	239 833,1	60 915,9	232 286,6	139 201,9	93 084,7
• Transferts des migrants	-	-	-	-	-	-
• Remise de dettes	-	-	-	-	-	-
• Autres transferts	300 749,0	239 833,1	60 915,9	232 286,6	139 201,9	93 084,7
1.2. Acquisition et cession ANFPN ⁽¹⁾	367,8	43 223,3	-42 855,5	55,9	6 743,4	-6 687,5
2. OPERATIONS FINANCIERES	3 211 789,7	2 850 315,9	361 473,8	5 042 702,2	2 873 936,2	2 168 766,0
• Investissements directs	1 551 004,2	83 554,8	1 467 449,4	3 045 057,8	386 623,8	2 658 434,0
• Investissements de portefeuille	2 666,4	1 967 427,3	-1 964 760,9	-	1 785 977,0	-1 785 977,0
• Autres transferts	1 658 119,1	799 333,8	858 785,2	1 997 644,4	701 335,5	1 296 308,9
TOTAL (1+2)	4 352 355,7	3 133 372,3	1 218 983,3	5 275 089,0	3 019 881,5	2 255 207,4

Source : Banque Centrale du Congo.

Cours de change moyen annuel : 2011=919,44 CDF/USD; 2012=919,36 CDF/USD

(1) Actifs non financiers non produits.

III.3. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT

L'excédent de la balance des paiements de 559,3 milliards de CDF a permis de conforter davantage les avoirs extérieurs nets du système bancaire.

CHAPITRE IV

DETTE EXTERIEURE

La dette extérieure congolaise a atteint 4.683,2 milliards de USD représentant 27,1 % du PIB. Les nouveaux engagements contractés ont notamment contribué à cette évolution.

IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS

Au cours de l'année 2012, la République Démocratique du Congo a contracté quatre nouveaux emprunts concessionnels à long terme d'un montant de 79,5 millions de USD comme l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau III.11 Nouveaux emprunts en 2012
(en millions de USD)

Objet du prêt	Bailleur	Date de signature	Montant
Financement de la réhabilitation de la piste de l'Aéroport international de N'djili	Exim Bank of China	13/03/2012	60,0
Financement du Projet de construction, réhabilitation et équipement des centres de santé, à travers la République	OFID (The OPEC Fund)	09/07/2012	6,0
Financement du Projet de développement de la riziculture à Masina	OFID (The OPEC Fund)	09/07/2012	5,0
Financement du Projet de réhabilitation et de bitumage de certaines artères dans la ville de Kinshasa	BADEA	17/11/2012	8,5
TOTAL			79,5

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

IV.2. TIRAGES

En 2012, le Gouvernement Congolais a réalisé quatorze tirages pour un montant total de 121,1 millions de USD intervenus sur différents emprunts. Les tirages enregistrés se présentent comme suit :

Tableau III.12 Tirages en 2012*(en millions de USD)*

Créanciers	Montant	%
CLUB DE KINSHASA	109,7	90,6
Tirages Exim bank of India	81,2	67,1
Tirages Exim bank of China	28,4	23,5
INSTITUTIONS MULTILATERALES	11,4	9,4
Tirages BADEA	0,4	0,3
Tirages OFID	11,0	9,1
CLUB DE PARIS	-	-
CLUB DE LONDRES	-	-
TOTAL TIRAGES	121,1	100,0

Source : Direction Générale de la Dette Publique.

IV.3. RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

IV.3.1. Créanciers multilatéraux

IV.3.1.1. Banque Africaine de Développement (BAD)

Au cours de l'année sous examen, la République Démocratique du Congo a engagé des négociations qui ont porté sur l'harmonisation du mode de facturation de cette Institution après le point d'achèvement. Ces négociations ont conduit à la réduction d'un montant de 1,5 milliard de UCA du portefeuille congolais, absorbé par le mécanisme Pays Pauvres Très Endettés (PPTE).

IV.3.1.2. Fonds Monétaire International (FMI)

Pour rappel, un programme de prêt sur trois ans, d'un total de 532,0 millions de dollars, avait été conclu à fin 2009 entre le FMI et le Gouvernement Congolais. Ledit programme est arrivé à échéance en date du 10 décembre 2012. En dépit de nombreuses performances réalisées par la partie congolaise dans un contexte économique mondial difficile, les trois dernières revues n'avaient pas été concluantes suite au non respect du repère structurel relatif à la publication des contrats de partenariat entre le Gouvernement et les entreprises privées du secteur minier.

Dans ce contexte, les trois derniers décaissements attendus de l'accord de financement signé entre la RDC et le FMI n'ont pas été exécutés par le FMI en raison de l'opacité qui a caractérisé les informations du secteur minier.

Pour l'année 2012, la République Démocratique du Congo a réalisé un paiement en faveur du FMI au titre du service de la dette pour un montant qui s'élève à 0,98 million de USD.

IV.3.1.3. Banque de Développement des Etats des Grands Lacs (BDEGL)

Les travaux de négociations entre le Gouvernement Congolais et la délégation de la BDEGL sur la dette congolaise envers ladite institution se sont poursuivis au cours de l'année 2012.

A l'issue de ces travaux, un accord de restructuration et d'apurement de la dette congolaise a été signé par le Gouvernement et la Direction Générale de la BDEGL.

Ainsi, la situation harmonisée de cette créance se présente de la manière suivante, en millions de DTS :

- Arriérés au 31 décembre 2009 : 50,7
- Actualisation au 24 septembre 2011 : 54,7
- Décote de 46 % : 24,3
- Solde à payer de 54 % : 28,5

IV.3.2. Autres créanciers

Après l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (I-PPTE) en juin 2010, la République Démocratique du Congo a entrepris une campagne de négociation avec différents groupes de créanciers.

IV.3.2.1. Club de Paris

Au cours de l'année 2012, l'une des principales activités avec les créanciers membres du Club de Paris a été la mise en œuvre de l'accord multilatéral du 17 novembre 2010. En effet, cet accord portait sur l'Elément Commun de Réduction (ECR) de 83,0 % au minimum. Ainsi, sur un stock estimé à 7,57 milliards de USD, il s'est dégagé un allègement de l'ordre de 7,35 milliards, soit une dette résiduelle de 215,91 millions.

Après une réconciliation des comptes avec les différents partenaires membres du Club de Paris, il s'avère qu'à fin 2012, sur quinze pays membres, douze ont formellement conclu des accords d'allègement. Le taux moyen d'annulation de la dette est de 97,2 %. Quant à l'Espagne, le Brésil et la Russie, ils ont convenu de rééchelonner leurs créances en termes largement concessionnels.

La France, qui a annulé près de 91,0 % de sa créance, a négocié avec le Gouvernement Congolais un contrat de désendettement et de développement, dit « C2D », relatif au paiement de sa dette résiduelle qui se chiffre à 132,7 millions de USD en 2012. Cette convention repose sur le principe d'affectation d'une partie du service de la dette dans le pays débiteur à travers des projets d'investissement et de lutte contre la pauvreté. L'Agence Française de Développement (AFD) se charge de la mise en œuvre des décisions d'affectation de l'aide publique ainsi octroyée.

IV.3.2.2. Club de Londres

En 2012, le Gouvernement a poursuivi les négociations entamées bien avant l'atteinte du point d'achèvement de l'I-PPTE, notamment avec la Union Bank of California. Cependant, à fin décembre 2012, ces négociations se sont avérées moins fructueuses quant au résultat escompté, compte tenu de l'absence de manifestation de la part des créanciers membres de ce club.

Cette situation est consécutive, d'une part, au manque de communication entre la partie congolaise et le Club de Londres et, d'autre part, à la rupture du service de la dette en faveur de ces créanciers pendant plusieurs années.

Il sied de relever que le stock de la dette due aux créanciers bancaires syndiqués du Club de Londres est estimé à 80,8 millions de USD.

IV.3.2.3 Club de Kinshasa

Sur cinquante et un protocoles d'accord négociés et conclus avec les anciens propriétaires des biens zairianisés, vingt-quatre seulement ont été signés.

La situation des allègements relatifs aux protocoles d'accord négociés et signés, se présente de la manière suivante en millions de DTS :

- Montant total avant allègement : 30,6
- Taux d'allègement de 80 % : 24,5
- Montant total à payer après allègement : 6,2

IV.4. STOCK DE LA DETTE

A fin 2012, le stock de la dette extérieure a été évalué à 4 683,2 millions de USD contre 4.144,6 millions en 2011, soit une augmentation de 12,9 %. Cette évolution résulte principalement de la hausse de 15,7 % de la dette envers les Institutions multilatérales.

Tableau III.13 RDC - Stock de la dette en 2012*(en millions de USD)*

	Stock 2011	Stock 2012	variation en %
I. Dette à moyen et long terme	4 144,6	4 677,2	12,9
- Club de Paris	346,5	345,8	-0,2
- Club de Kinshasa	702,2	882,8	25,7
- Club de Londres	80,8	80,8	0,0
- Institutions multilatérales	2 244,3	2 596,9	15,7
- Passif Conditionnel	770,9	770,9	0,0
II. Dette à court terme	373,0	6,0	-98,4
- Divers BCC	373,0	6,0	-98,4
TOTAL GENERAL (I + II)	4 517,6	4 683,2	3,7

Source : Direction Générale de la Dette Publique et Banque Centrale du Congo.

IV.5. SERVICE DE LA DETTE

Le Gouvernement Congolais a effectué des paiements à fin décembre 2012, d'un montant total de 172,9 millions de USD sur un service dû de 173,0 millions de USD. Le service effectué englobe les échéances dues en 2012 qui s'élèvent à 144,1 millions de USD (y compris le service effectué pour le compte du FMI).

Par ailleurs, le Gouvernement a payé anticipativement, au mois de décembre 2012, un montant de 28,8 millions de USD.

Le service envers les Institutions Multilatérales s'est établi à 95,9 millions de USD, dont 1,0 million en faveur du FMI.

Ce service, ventilé par groupe des créanciers, se présente tel que repris dans le tableau ci-dessous :

Tableau III.14 Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2012
(en millions de USD)

Créanciers	Service prévu	Service effectué	Ecart	Taux d'exécution
Institutions multilatérales	96,0	95,9	-0,1	99,9
dont : - FMI	1,0	1,0	0,0	100,0
- BEAC	-	-	-	-
Club de Londres	-	-	-	-
Club de Kinshasa	64,2	64,2	0,0	100,0
Club de Paris	12,8	12,8	0,0	100,0
Total	173,0	172,9	-0,1	99,9

Source : Direction Générale de la Dette Publique et Banque Centrale du Congo.

Tableau III.15 Evolution du Service de la dette par groupes de créanciers de 2008 à 2012
(en millions de USD)

Créanciers	2008	2009	2010	2011 ^(r)	2012
Institutions multilatéral	188,0	55,5	103,5	56,6	95,9
Club de Kinshasa	55,3	15,3	22,2	124,2	64,2
Club de Paris	-	-	33,5	3,3	12,8
Total	243,3	70,8	159,2	184,1	172,9

Source : Direction Générale de la Dette Publique et Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE V

DONATIONS EXTERIEURES

Les statistiques provisoires de la Plateforme de Gestion de l'Aide et des Investissements (PGAI) renseignent qu'en 2012, la RDC a bénéficié des donations extérieures équivalant à 1.569,2 milliards de CDF, soit 9,1 % du PIB. Ces donations proviennent de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux à raison respectivement de 56,6 % et 43,4 %.

Il se dégage un accroissement de 0,2 % par rapport à leur niveau de 1.565,2 milliards en 2011. Les donations de certains pays, notamment la Chine et le Japon, sont venues compenser la baisse de celles des pays faisant face à la crise financière et aux turbulences à l'instar de ceux de la zone euro.

V.1. ASSISTANCE MULTILATERALE

La RDC a bénéficié, de ses partenaires multilatéraux, des donations d'ordre de 681,4 milliards de CDF, représentant 3,9 % du PIB. Cette assistance, n'ayant porté que sur les volets « Coopération technique, projets d'investissements et autres » et « Aides alimentaires », a baissé de 20,7 % comparativement à la situation corrigée de 2011 qui affichait 859,4 milliards. Les contraintes budgétaires des pays qui alimentent ces institutions par leurs contributions sont notamment à l'origine de cette baisse.

V.1.1. Nations-Unies

Les interventions des Nations-Unies en faveur de la RDC ont porté uniquement sur le volet « Coopération technique, projets d'investissements et autres » pour un montant équivalent à 160,8 milliards de CDF. Ces donations ont plus que quadruplé comparativement à la situation corrigée de 2011 où elles représentaient 37,4 milliards.

V.1.2. Commission Européenne

Les donations de la Commission Européenne en faveur de la RDC, évaluées à 91,2 milliards de CDF, ont été également affectées par la crise de l'endettement qui a frappé la zone euro. Elles ont enregistré une baisse de 62,0 % par rapport à 2011, période à laquelle elles correspondaient à 239,8 milliards de CDF.

Ces interventions au cours de l'année ont porté sur les volets « Coopération technique, projets d'investissements et autres » et « Aide alimentaire ».

V.1.3. Banque Mondiale

La Banque Mondiale a offert à la RDC 329,8 milliards de CDF contre 452,1 milliards en 2011. Cette assistance a été orientée dans les volets « Coopération technique, projets d'investissements et autres » et « Aide alimentaire ». Malgré la baisse de ses interventions, la Banque Mondiale a été la plus généreuse de toutes les Institutions multilatérales en libérant 48,4 % de l'enveloppe globale.

V.1.4. Banque Africaine de Développement (BAD)

A l'instar de la Banque Mondiale, la BAD a accordé à la RDC des dons par les volets « Coopération technique, projets d'investissements et autres » et « Aide alimentaire ». Ces dons, équivalant à 79,3 milliards de CDF, ont baissé de 11,6 % par rapport à 2011.

V.2. ASSISTANCE BILATERALE

Les donations de différents pays partenaires de la RDC se sont chiffrées à 887,7 milliards de CDF en 2012 contre 705,8 milliards en 2011, soit une hausse de 25,8 %. Cette situation résulte de l'accroissement des donations en provenance de la Chine, du Japon, de l'Allemagne et des Etats-Unis. L'aide provenant de ces quatre pays est passée de 186,0 milliards de CDF, soit 1,3 % du PIB en 2011, à 548,4 milliards, soit 3,2 % du PIB en 2012.

L'augmentation enregistrée s'explique par la nécessité, par certains pays donateurs, d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Tableau III.16 Provenance des donations extérieures d'origine publique⁽¹⁾

(en milliards de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 ⁽ⁱ⁾	2011 ⁽ⁱ⁾	2012 ⁽ⁱ⁾
A. Donations Multilatérales	178,1	213,4	663,0	404,7	528,3	473,4	678,4	597,7	859,4	681,4
- Nations Unies	75,6	92,7	234,9	276,9	225,0	111,4	7,0	18,1	37,4	160,8
- Commission Européenne	81,5	92,8	326,3	73,0	200,5	131,6	229,7	230,0	239,8	91,2
- Banque mondiale	20,0	16,8	87,7	51,0	102,6	215,2	326,4	265,6	452,1	329,8
- BAD	0,8	10,8	13,7	3,7	-	15,1	115,1	84,0	71,1	79,3
- ACBF ⁽²⁾	0,2	0,2	0,3	-	0,2	0,1	-	-	-	-
- Pooled Fund/ GAVI ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	0,1	-	58,9	20,3
B. Donations Bilatérales	143,4	178,9	302,9	138,9	201,7	373,7	376,1	750,8	705,8	887,7
- Belgique	16,1	15,9	33,7	28,0	34,8	90,9	56,9	152,8	170,3	88,0
- France	1,3	6,9	10,3	-	4,3	14,5	27,9	15,8	18,8	-
- Allemagne	4,3	2,5	5,8	-	5,9	14,9	43,4	67,8	1,3	154,6
- Italie	0,4	0,9	1,6	2,1	4,0	11,8	-	5,1	-	-
- Finlande	-	-	-	-	-	0,2	-	-	-	-
- Canada	20,0	13,3	17,5	15,9	21,6	13,9	32,7	25,0	29,9	31,2
- Japon	1,7	0,2	14,5	12,0	15,1	36,8	65,5	36,6	32,8	78,4
- Pays-Bas	16,7	38,9	45,9	-	34,0	31,4	45,7	18,5	40,9	-
- Espagne	1,0	0,8	2,5	3,9	8,7	12,8	11,3	-	-	-
- Suède	5,1	5,6	5,4	-	0,9	27,9	6,4	124,6	46,7	40,6
- Suisse	1,8	1,2	2,4	-	-	1,2	-	-	-	-
- Royaume-Uni	19,3	2,8	75,5	46,5	60,2	27,2	62,0	203,3	201,7	179,6
- USA	47,3	83,4	79,3	30,4	11,9	67,9	24,2	77,3	118,2	192,0
- Chine	1,3	2,6	2,4	-	-	9,3	0,1	1,2	33,7	123,4
- Inde	-	-	-	-	0,1	7,7	-	22,6	11,5	-
- Afrique du Sud	7,1	4,0	6,2	-	-	2,4	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	-	2,8	-	-	-	-
C. ONG	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux moyen CDF/1 USD	405,0	398,3	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4
Total	321,5	392,3	965,9	543,5	729,9	847,1	1 054,5	1 348,5	1 565,2	1 569,1

Source : Bulletin statistique du Secrétariat du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (CCRE) (2001- 2006),

(1) A partir de 2007, statistiques provisoires tirées de la PGAI au Secrétariat d'Appui et du Suivi. Evaluation des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan.

(2) African Capacity Building Foundation. (3) GAVI à partir de 2011.

Tableau III.17 Types de donations d'origines multilatérales
(en milliards de CDF)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres				Aide alimentaire				Assistance et Secours d'urgence			
	2009	2010 ^(r)	2011 ^(r)	2012 ^(p)	2009	2010 ^(r)	2011 ^(r)	2012 ^(p)	2009	2010 ^(r)	2011 ^(r)	2012 ^(p)
Total	621,9	558,8	823,7	663,6	33,5	31,0	35,5	17,8	61,5	7,9	0,3	-
Nations Unies	42,7	7,0	37,2	160,8	33,5	4,5	0,2	-	61,5	6,5	0,1	-
Commission Européenne	225,1	217,9	238,0	89,7	-	10,7	1,7	1,5	-	1,4	-	-
Banque Mondiale	272,8	262,6	439,0	320,0	-	3,0	13,1	9,8	-	-	0,1	-
BAD	81,4	71,3	50,5	72,8	-	12,7	20,5	6,5	-	-	0,0	-
Autres	-	-	58,9	20,3	-	-	-	0,0	-	-	-	-
Taux moyen CDF/1 USD	806,5	905,9	919,4	919,4	806,5	905,9	919,4	919,4	806,5	905,9	919,4	919,4

Source : Statistiques provisoires tirées de la PGAI au Secrétariat d'Appui et du Suivi,

Evaluation des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan; Banque Centrale du Congo.

Tableau III.18 Types de donations d'origines bilatérales
(en milliards de CDF)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres				Aide alimentaire				Assistance et Secours d'urgence			
	2009	2010 ^(r)	2011 ^(r)	2012 ^(p)	2009	2010 ^(r)	2011 ^(r)	2012 ^(p)	2009	2010 ^(r)	2011 ^(r)	2012 ^(p)
Total	286,3	485,7	543,1	726,9	6,1	13,2	27,3	21,3	170,4	251,9	135,4	139,6
Belgique	19,3	124,4	129,8	75,3	0,0	8,2	11,8	9,0	5,2	20,3	28,6	3,7
USA	24,3	64,9	94,8	179,4	0,0	0,0	14,3	4,6	18,1	12,5	9,1	8,0
Autres pays	242,7	296,5	318,5	472,2	6,1	5,1	1,2	7,6	147,1	219,2	97,6	127,9
Taux de change moyen	806,5	905,9	919,4	919,4	806,5	905,9	919,4	919,4	806,5	905,9	919,4	919,4

Source : Statistiques provisoires tirées de la PGAI au Secrétariat d'Appui et du Suivi,

Evaluation des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan; Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE VI

COOPERATION INTERNATIONALE ET REGIONALE

VI.1. ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

La RDC a poursuivi en 2012 la mise en place des recommandations issues de son premier examen des politiques commerciales. Pour ce qui est de cette activité de l'OMC, les politiques commerciales de 26 pays membres ont fait l'objet d'un examen pour la énième fois comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau III.19 Pays ayant défendu leur politique commerciale en 2012

Pays	Date	N ^{ième} examen
Royaume de l'Arabie Saoudite	janvier	premier
État du Koweït	février	Premier
Turquie	février	cinquième
Trinité-et-Tobago	mars	troisième
Népal	mars	premier
Philippines	mars	quatrième
Émirats arabes unis	mars	deuxième
Uruguay	avril	quatrième
Chine	juin	quatrième
Colombie	juin	quatrième
Côte d'Ivoire	juillet	premier
Guinée-Bissau	juillet	premier
Togo	juillet	premier
Singapour	juillet	sixième
République de Corée	septembre	sixième
Norvège	octobre	sixième
Bangladesh	octobre	quatrième
Israël	octobre	quatrième
Islande	novembre	quatrième
Burundi	novembre	deuxième
Kenya	novembre	deuxième
Rwanda	novembre	deuxième
Tanzanie	novembre	deuxième
Ouganda	novembre	deuxième
Nicaragua	décembre	troisième
États-Unis	décembre	onzième

Source : Banque Centrale du Congo.

VI.2. ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES (ABCA)

Les activités de l'ABCA ont été marquées notamment par la tenue du Séminaire Continental pour l'année 2012 et la 36^{ème} Réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs.

VI.2.1 Séminaire Continental

Ce Séminaire Continental tenu au mois de mai, à Douala, au Cameroun, avait pour thème « Défis en matière de conception et de mise en œuvre d'instruments de politique macroprudentielle en Afrique ».

Ce séminaire s'est articulé autour de deux points ci-après:

- le développement des enjeux de la politique macro prudentielle, la construction de ses instruments et son articulation avec la politique monétaire ;
- le partage des expériences de différentes Banques Centrales en matière de mise en œuvre de la politique macroprudentielle.

Globalement, il est ressorti que les récentes crises financières ont dévoilé l'incapacité de la politique monétaire à atteindre la stabilité financière et ont présidé à la nécessité de la mise en place d'une politique macro prudentielle. Celle-ci est entendue comme l'ensemble de mesures mises en place en vue d'atteindre l'objectif de la stabilité financière.

Il sied de relever que le contrôle macro prudentiel cherche à intégrer deux dimensions du risque systémique à savoir, d'une part, la dimension transversale pour prévenir la propagation, dans toute l'économie, du risque provenant des institutions d'importance systémique et, d'autre part, la dimension temporelle qui vise principalement la régulation financière anticyclique pour modérer le cycle financier.

Il en découle donc que les décideurs ont de toute urgence besoin des instruments d'analyse plus pratiques pour évaluer le risque systémique. Le cadre analytique et ses résultats doivent être compréhensibles pour les décideurs. Il doit prendre en compte non seulement les indicateurs de solidité financière, mais également la situation financière des ménages et des entreprises, l'environnement macro économique, les perspectives financières ainsi que les aspects non bancaires du système financier (marchés des capitaux, infrastructures, Institutions financières non-bancaires).

S'agissant des expériences des banques centrales, il s'est dégagé que l'essentiel des pays sont dans une phase de construction des instruments de politique macroprudentielle et la plupart s'inspirant d'indicateurs de solidité financière du FMI.

VI.2.2 Réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs

La 36^{ème} Réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs qui s'est déroulée à Alger, en Algérie au mois d'août, a été précédée par le Symposium des Gouverneurs.

VI.2.2.1. Symposium des Gouverneurs

Ce symposium s'est déroulé en quatre sessions, autour du thème principal : « Défis des Banques Centrales Africaines face à la volatilité des mouvements de capitaux et des cours des matières premières ».

A l'issue des débats, il a été noté une accélération de ce phénomène de volatilité suite à la crise financière internationale de septembre 2008. Cette volatilité a ébranlé la stabilité économique et financière des pays structurellement dépendants de la production et du commerce des produits de base. En effet, cette situation a engendré l'incertitude dans l'élaboration du budget de l'Etat (loi programme), les prévisions de la balance des paiements et la programmation financière.

Pour ce faire, les Gouverneurs ont noté que la bonne coordination des politiques monétaire et budgétaire constitue l'instrument efficace pour réagir face à « la volatilité des cours mondiaux des produits de base et des mouvements de capitaux ». Ainsi, il a été recommandé aux pays africains l'application d'une politique macro prudentielle, le rééquilibrage des politiques monétaire et budgétaire ainsi que la poursuite de la mise en œuvre des réformes structurelles de deuxième génération destinées à rendre la croissance économique effective et l'application des politiques macroéconomiques adaptées.

VI.2.2.2. 36^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs

Au cours de cette réunion, le Conseil des Gouverneurs a examiné et adopté plusieurs projets de rapport. Il s'agit notamment :

- des projets des rapports du Symposium et de la 35^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA, tenus du 11 au 12 août 2011 à Lilongwe, au Malawi ;
- du rapport d'étape sur les activités du Comité Conjoint CUA-ABCA ;
- du projet de rapport sur le Séminaire Continental de l'ABCA pour l'année 2012 portant sur le thème « Défis en matière de conception et de mise en œuvre d'instruments de politique macro prudentielle en Afrique », tenu du 07 au 09 mai 2012 à Douala, au Cameroun.

En outre, il a été examiné le Programme de Coopération Monétaire en Afrique en 2011. A cet effet, il a été noté qu'en dépit de la décélération de l'économie mondiale, la croissance économique est demeurée soutenue en Afrique. Toutefois, plusieurs pays continuent de connaître des difficultés à satisfaire aux critères de convergence.

En effet, sur les quarante-cinq pays membres qui ont soumis leurs rapports, seuls trois ont respecté les quatre critères de premier rang contre quatre en 2010.

Malgré les difficultés des pays membres à rencontrer ces critères, comme en 2010, le Conseil a jugé bon de ne pas les modifier et a encouragé les pays à poursuivre des efforts afin de renforcer la convergence macroéconomique.

Tel que l'illustre le tableau ci-dessous, la République Démocratique du Congo a, pour sa part, respecté huit critères dont trois de premier rang et cinq du second rang sur les 11 critères de convergence macroéconomique retenus. Il sied de relever qu'une année plus tôt, elle en avait respecté que sept.

Tableau III.20 Evaluation des critères en 2012

a. Critères de premier rang				
	Critères	Cible	Réalisation	Observation
1	Déficit public global/PIB, hors dons	< 3,0 %	0,3 %	Respecté
2	Taux d'inflation	< 3,0 %	2,7 %	Respecté
3	Elimination du financement du déficit par la Banque Centrale	0,0	0,0	Respecté
4	Réserves extérieures brutes	> 6 mois	2,2 mois	Non respecté
b. Critères de second rang				
	Critères	Cible	Réalisation	Observation
1	Non accumulation de nouveaux arriérés intérieurs et extérieurs	0,0	0,0	Respecté
2	Ratio Recettes fiscales/PIB	≥ 20,0 %	15,7 %	Non respecté
3	Ratio Dette publique/PIB	≤ 70,0 %	25,5 %	Respecté
4	Ration Masse salariale/Recettes fiscales totales	≤ 35,0 %	46,5 %	Non respecté
5	Maintien de la stabilité du taux de change réel		0,4	Respecté
6	Financement des investissements publics/recettes fiscales	≥ 20,0 %	20,0 %	Respecté
7	Maintien des taux d'intérêt réels	(+)	2,7	Respecté

Source : Banque Centrale du Congo.

En dépit du contexte international difficile, le progrès réalisé par la RDC par rapport au respect de ces critères, atteste des efforts d'amélioration dans la gestion macroéconomique comparativement à l'année précédente.

A l'issue de la 36^{ème} Réunion du Conseil des Gouverneurs, il a été procédé à l'élection des membres du nouveau Bureau du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA qui se présente comme suit :

- Président : Monsieur le Gouverneur de la Banque d'Algérie ;
- Vice-Président : Monsieur le Gouverneur de la Bank of Mauritius ;
- Membres :
 - a) Comité Sous-régional Afrique du Nord : Monsieur le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie ;

- b) Comité Sous-régional Afrique de l'Ouest : Monsieur le Gouverneur de Central Bank of Nigeria ;
- c) Comité Sous-régional Afrique de l'Est : Monsieur le Gouverneur de la Central Bank of Tanzania ;
- d) Comité Sous-régional Afrique Centrale : Monsieur le Gouverneur de la Banque Centrale du Congo ;
- e) Comité Sous-régional Afrique Australe : Madame le Gouverneur de Central Bank of Lesotho.

VI.3. BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)

La RDC a participé en juin 2012 à Arusha, en République Tanzanienne, à la 47^{ème} Assemblée annuelle de la Banque Africaine de Développement (BAD) et à la 38^{ème} Assemblée Annuelle du Fonds Africain de Développement (FAD), sous le thème central «L'Afrique et le nouveau paysage mondial : défis et opportunités».

A l'issue des travaux, il a été relevé que la crise financière qui sévit actuellement dans le monde doit être considérée comme une mutation ou une restructuration de l'économie mondiale qui implique forcément que l'Afrique puisse repenser sa politique de développement selon cette nouvelle donne. Un accent particulier doit désormais être mis sur le rôle que doit jouer l'agriculture en tant que base de tout développement dans ce nouveau contexte mondial.

Aussi, la promotion d'une croissance inclusive passe-t-elle par la recherche des solutions à certains problèmes structurels profonds notamment :

- la bonne gouvernance financière publique ;
- l'élargissement de la base économique au-delà des industries extractives ; et
- la promotion d'industries à forte intensité de main-d'œuvre.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III

Tableau III.21 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés	Cotation	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cuivre	New York	75,1	2 834,4	3 808,0	6 187,6	7 311,3	7 172,2	6 102,0	7 730,1	8 819,1	7 960,3
	Londres : 3 mois	1 807,2	2 867,3	3 724,5	6 338,5	7 249,7	6 801,3	5 155,2	7 540,7	8 818,8	7 943,6
	Paris ⁽¹⁾	927,2	2 411,9	3 139,8	5 496,3	5 346,5	4 877,1	4 331,8	5 790,4	6 494,7	6 341,9
Etain	Londres : 3 mois	5 444,4	8 486,0	7 155,5	8 358,9	14 085,2	18 085,2	14 855,2	21 281,5	26 094,9	21 104,1
Zinc	Londres : 3 mois	1 672,9	1 047,5	1 410,8	3 163,2	3 321,5	1 892,4	1 655,1	2 162,7	2 190,5	1 946,0
Diamant	Kinshasa (CEEC)	21,9	22,3	23,1	24,9	22,6	26,5	13,7	18,4	20,0	13,2
Cobalt	Londres ⁽²⁾	10,7	24,5	15,9	17,2	29,4	32,1	17,6	20,8	17,5	13,9
Coltan	Londres	...	...	...	...	...	...	39,6	61,9	125,4	117,1
Or	New York	362,7	405,6	445,2	597,3	693,6	871,0	968,8	1 225,2	1 570,8	1 668,0
Pétrole	New York ⁽³⁾	29,4	35,8	50,7	61,6	71,7	100,5	61,7	79,5	95,1	94,2
Argent	New York	549,5	654,1	716,5	1 029,4	1 058,2	1 086,9	1 466,0	2 014,6	3 515,8	3 120,5

Sources : Bourse Les Echos et Centre d'Evaluation d'Expertise et Certification des substances minérales précieuses et semi précieuses (CEEC).

(1) Avant 2009, la cotation est celle de l'Union Minière sur le Marché de Bruxelles.

(2) Avant de 2009, la cotation est celle sur le Marché de Bruxelles.

(3) Avant 2008, la cotation est celle sur le Marché de l'Arabie Saoudite

Tableau III.22 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés	Cotation	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Café	Londres	735,8	705,0	995,1	1 315,8	1 731,0	1 765,0	1 541,4	1 549,6	2 178,4	2 013,8
	New York	54,5	75,5	107,7	109,6	117,6	108,0	125,5	163,3	253,4	174,6
Cacao	New York	1 415,5	1 526,8	1 474,7	1 496,2	1 887,2	2 548,3	2 801,2	2 928,0	2 929,1	2 237,7
	(Marché à terme)										
Huile ⁽¹⁾	Kuala Lumpur	434,5	463,4	424,8	481,3	778,3	962,1	682,5	734,9	743,2	640,0
	Kuala Lumpur	457,7	625,2	623,0	571,3	877,3	1 135,0	694,2	923,5	917,6	864,1
Coton	New York	59,3	55,8	50,3	52,6	57,9	64,4	57,0	93,7	137,1	79,9
	Londres C.I.F.	103,4	111,6	129,0	147,7	170,8	194,9	190,9	250,2	483,3	336,2
Bois Sapelli	Congo F.O.B.	1 259,8	1 215,2	1 237,5	1 226,4	...	...	...	...	...	...
	Cameroun F.O.B.	...	...	...	...	272,6	292,2	286,4	340,0	306,2	287,4
	Cameroun F.O.B.	...	...	...	...	797,1	958,3	748,8	771,4	826,2	750,0

Sources : Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

(1) Avant 2009, la cotation est celle du marché de Bruxelles.

(2) A partir de 2011, Cts/kg.

(3) AFRISTAT à partir de 2007.

Tableau III.23 Evolution des indices des cours des matières premières
(Indice 2009 = 100)

Périodes	Indices des principaux produits exportés		
	Produits minéraux	Produits végétaux	Indice global ⁽¹⁾
2003	54,8	47,9	54,3
2004	68,8	48,8	67,3
2005	81,0	65,6	79,9
2006	113,3	81,1	110,9
2007	118,8	102,5	117,6
2008	121,6	126,6	122,0
2009	100,0	100,0	100,0
2010	135,8	112,5	134,1
2011 ^(p)	156,2	151,7	155,9
2012 ^(p)	164,6	166,3	131,8

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.

Tableau III.24 Répartition des exportations par principaux pays de destination
(Valeur F.O.B.)

PAYS	En millions de USD										
	2003 ⁽¹⁾	2004 ⁽¹⁾	2005 ⁽¹⁾	2006 ⁽¹⁾	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2009 ⁽¹⁾	2010 ⁽¹⁾	2011 ⁽¹⁾	2012 ⁽¹⁾	
1. Union Européenne	328 123,9	340 565,9	683 987,3	669 443,3	1 107 262,4	525 293,7	991 974,7	1 707 140,1	1 812 468,1	1 685 417,9	
U.E.B.L. ⁽¹⁾	305 602,4	216 909,8	434 973,5	372 103,6	557 791,2	229 400,6	291 991,1	681 065,8	660 389,8	652 101,4	
France	7 703,5	5 355,8	90 921,0	24 094,2	161 512,2	28 827,3	101 135,5	171 441,9	163 554,3	160 481,9	
Italie	-	5 748,0	14 890,1	18 509,4	27 855,4	9 896,8	15 829,3	33 328,2	33 090,4	31 813,5	
République Fédérale d'Allemagne	7 023,8	3 131,0	14 723,7	12 322,3	16 859,8	7 145,9	12 141,4	23 076,8	23 800,0	22 450,1	
Pays-Bas	1 518,0	791,2	6 405,2	18 589,2	36 040,9	20 417,2	48 418,1	69 870,6	77 548,4	70 582,2	
Royaume-Uni	-	3 225,7	8 401,7	1 037,2	1 954,8	2 511,6	6 317,0	7 717,5	9 306,6	8 148,4	
Irlande, Danemark et Grèce	-	148,5	249,6	91 111,1	1 343,9	1 163,7	3 019,6	3 838,6	4 493,0	3 988,3	
Portugal	6 276,1	8 459,7	19 798,0	20 184,9	28 954,9	20 775,1	39 043,8	60 556,6	68 045,3	61 570,0	
Espagne	-	1 095,5	3 244,2	3 111,5	5 925,4	-	2 858,1	6 986,3	7 544,3	6 957,8	
Autres pays de l'U.E.	-	95 700,8	90 380,3	108 379,9	269 024,0	205 155,5	471 220,8	649 257,8	744 695,9	667 324,4	
2. Amérique du Nord	91 422,4	49 662,8	203 594,9	62 788,5	232 005,7	136 731,0	236 468,2	403 269,3	438 809,4	403 205,4	
3. Japon	21 275,3	3 469,1	2 495,5	1 835,0	3 420,8	12 447,2	34 284,6	37 450,5	47 379,8	40 596,0	
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	21 411,2	59 765,8	2 578,7	14 719,8	2 321,3	4 944,4	8 729,6	11 949,6	14 668,1	12 739,5	
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	462 232,8	453 463,7	892 656,5	748 786,6	1 345 010,2	679 416,2	1 271 457,1	2 159 809,6	2 313 325,4	2 141 958,7	
5. Destinations diverses	95 727,3	310 149,3	245 728,0	517 147,4	1 831 489,3	3 175 362,2	2 253 571,6	5 519 903,0	6 395 523,4	5 704 032,9	
Chine ⁽¹⁾	230 796,3	367 923,9	1 261 373,6	1 990 228,2	1 554 827,6	
Brsil ⁽¹⁾	52 575,8	61 608,3	175 285,7	187 132,0	173 545,6	
Afrique du Sud ⁽¹⁾	110 700,9	65 727,0	181 869,6	231 814,0	197 964,7	
Autres pays	...	...	...	...	...	2 781 289,1	1 758 312,4	3 901 374,1	3 986 349,3	3 777 695,0
Pour mémoire taux de change moyen CDF/1 USD	405,0	398,3	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	
Total	557 960,1	763 613,0	1 138 384,5	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	7 845 991,6	

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

- A partir de 2002, les estimations sont faites sur base des données des statistiques miroirs.

- A partir de 2008, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2004, Belgique et Luxembourg inclus dans l'Union européenne.

(2) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau III.25 Répartition des importations par principaux pays fournisseurs
(Valeur F.O.B.)

PAYS	2003 ⁽¹⁾	2004 ⁽¹⁾	2005 ⁽¹⁾	2006 ⁽¹⁾	2007 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾	2009 ^(e)	2010 ^(e)	2011 ^(e)	2012 ^(e)
1. Union Européenne	195 379,4	221 042,1	778 261,4	473 980,8	817 571,7	612 476,4	1 159 700,5	1 720 160,6	1 852 949,7	1 773 129,1
U.E.B.L. ⁽¹⁾	89 382,3	79 019,4	450 033,9	148 062,9	269 695,3	239 851,4	422 981,0	621 596,4	681 049,8	646 387,5
France	24 471,4	54 822,4	115 797,2	115 100,2	177 878,6	111 573,6	187 131,4	313 244,0	322 901,6	315 734,1
Italie	6 113,0	10 976,6	29 477,1	32 424,3	69 313,4	56 219,7	105 929,8	153 270,3	166 607,2	158 731,5
République Fédérale d'Allemagne	43 691,9	29 564,1	58 954,3	47 619,4	87 779,8	72 582,5	123 250,1	188 779,8	203 956,9	194 890,5
Pays-Bas	24 157,9	15 828,1	52 782,8	45 047,0	79 792,0	79 391,5	142 124,5	201 642,9	224 635,5	211 511,0
Royaume-Uni	6 896,7	5 458,0	18 595,8	20 399,8	21 902,0	15 379,3	28 586,0	43 390,4	46 045,6	44 384,4
Irlande, Danemark et Grèce	0,0	10 212,5	19 651,4	21 835,5	31 435,8	3 596,2	7 225,4	25 499,8	18 092,6	21 665,7
Portugal	666,2	1 880,0	4 222,6	6 221,6	9 052,8	5 714,8	12 818,0	17 935,9	19 073,9	18 366,7
Espagne	0,0	4 790,9	9 176,1	12 682,6	19 239,4	-	17 228,4	32 203,1	35 492,0	33 590,3
Autres pays de l'U.E.	0,0	8 490,2	19 570,2	24 587,4	51 482,6	28 167,4	112 425,9	122 598,2	135 094,5	127 867,3
2. Amérique du Nord	47 884,8	33 415,0	68 698,8	58 178,3	122 221,8	85 450,0	167 563,2	246 663,8	262 901,1	252 877,7
3. Japon	15 439,1	4 518,0	15 071,5	15 554,1	19 153,5	22 786,5	43 231,1	57 249,9	65 444,5	60 872,8
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	13 244,7	247 064,5	31 060,6	31 377,4	41 081,3	8 234,8	83 317,1	81 436,2	86 428,5	83 306,2
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	271 948,0	506 039,6	893 092,3	579 090,5	1 000 028,3	728 947,6	1 453 811,9	2 105 510,5	2 267 723,7	2 170 185,7
5. Provenances diverses	333 351,8	311 044,2	381 578,7	774 294,2	1 716 258,2	3 045 050,9	2 537 355,0	5 179 794,6	5 929 640,3	5 511 728,1
Chine ⁽²⁾	645 685,1	521 575,5	1 081 548,5	1 678 337,3	1 367 746,1
Brésil ⁽²⁾	31 333,2	43 903,4	71 462,2	71 411,3	70 919,7
Afrique du Sud ⁽²⁾	61 112,7	90 004,6	118 196,8	136 495,4	126 356,5
Autres pays	...	...	...	...	...	2 306 920,0	1 881 871,5	3 908 587,1	4 043 396,3	3 946 705,8
Pour mémoire Taux de change moyen CDF/1 USD	405,0	398,3	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4
Total	605 299,8	817 083,8	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 681 913,8

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

- En 2001, les estimations sont faites sur base des données fournies par l'Union européenne./

- A partir de 2008, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2004, Belgique et Luxembourg inclus dans l'Union européenne.

(2) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau III.26 Balance commerciale

Périodes	Millions de CDF courants			Millions de USD		
	Exportations F.O.B. ⁽²⁾	Importations F.O.B.	Solde	Exportations F.O.B. ⁽²⁾	Importations F.O.B.	Solde
2003 ^(r)	557 960,1	605 299,8	-47 339,7	1 377,7	1 494,6	-116,9
2004 ^(r)	763 613,0	817 083,8	-53 470,8	1 917,2	2 051,4	-134,2
2005 ^(r)	1 138 384,5	1 274 671,0	-136 286,5	2 402,8	2 690,4	-287,7
2006 ^(r)	1 265 934,0	1 353 384,7	-87 450,7	2 704,7	2 891,6	-186,8
2007 ^(r)	3 176 499,5	2 716 286,4	460 213,1	6 147,9	5 257,2	890,7
2008 ^(r)	3 854 778,4	3 773 998,6	80 779,8	6 869,8	6 725,8	144,0
2009	3 525 028,7	3 991 167,0	-466 138,3	4 371,0	4 949,0	-578,0
2010	7 679 712,6	7 285 305,1	394 407,4	8 477,9	8 042,5	435,4
2011 ^(p)	8 708 848,8	8 197 364,0	511 484,8	9 471,9	8 915,6	556,3
2012 ^(p)	7 845 991,6	7 681 913,8	164 077,8	8 534,2	8 355,7	178,5

Source : Banque Centrale du Congo.

(2) Avant 2009, les exportations au prix C.I.F.

Tableau III.27 Evolution des termes de l'échange*(Base : 2009 = 100)*

Périodes	Données exprimées en USD			Données exprimées en CDF		
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange
	A l'export	A l'import		A l'export	A l'import	
2003	31,5	30,2	104,4	15,8	15,2	104,4
2004 ^(r)	43,9	41,5	105,8	21,7	20,5	105,8
2005 ^(r)	55,0	54,4	101,1	32,3	31,9	101,1
2006 ^(r)	61,9	58,4	105,9	35,9	33,9	105,9
2007 ^(r)	140,7	106,2	132,4	90,1	68,1	132,4
2008	157,2	135,9	115,6	109,4	94,6	115,6
2009	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2010	194,0	162,5	119,4	217,9	182,5	119,4
2011 ^(p)	216,7	180,1	120,3	247,1	205,4	120,3
2012 ^(p)	195,2	168,8	115,6	222,6	192,5	115,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.28 Cours interbancaires des devises ⁽¹⁾*(en CDF)*

PERIODES	1 USD	1 GBP	1 CAD	1 CHF	100 JPY	100 XAF	1 XDR	1 EUR	1 ZAR
2003									
Décembre	369,37	646,17	281,23	291,79	342,78	69,12	541,22	453,39	56,77
2004									
Décembre	440,56	849,03	362,20	384,69	424,56	90,00	678,12	590,36	76,95
2005									
Décembre	437,07	762,22	376,21	334,64	367,96	78,91	622,78	517,15	68,69
2006									
Décembre	521,85	1 023,92	390,28	431,42	444,83	105,00	785,94	688,74	74,04
2007									
Décembre	500,56	1 010,98	499,02	438,53	445,10	110,91	785,00	727,53	72,99
2008									
Décembre	606,04	905,30	491,30	529,92	664,21	124,43	918,67	816,19	60,88
2009									
Décembre	904,53	1 469,33	857,13	879,35	968,34	201,61	1 433,51	1 322,47	120,77
2010									
Décembre	911,78	1 422,43	902,84	937,12	1 092,26	183,53	1 398,59	1 203,86	133,49
2011									
Janvier	920,15	1 451,12	925,48	959,60	1 111,46	187,21	1 421,65	1 227,99	132,68
Février	925,16	1 490,84	932,22	988,33	1 122,46	192,50	1 446,78	1 262,69	128,30
Mars	920,70	1 489,14	942,95	1 001,08	1 127,51	196,30	1 453,83	1 285,21	132,85
Avril	921,60	1 506,53	961,36	1 024,77	1 106,32	202,65	1 470,76	1 329,47	136,84
Mai	925,97	1 513,80	957,91	1 079,88	1 136,61	198,46	1 480,66	1 329,60	136,48
Juin	923,49	1 500,35	944,66	1 098,36	1 147,93	202,61	1 476,83	1 328,94	135,98
Juillet	922,74	1 487,57	964,44	1 117,89	1 160,04	200,85	1 471,17	1 317,34	135,62
Août	921,00	1 507,63	938,74	1 180,74	1 196,04	201,35	1 480,07	1 320,63	130,24
Septembre	921,86	1 459,55	922,95	1 063,94	1 202,38	194,09	1 456,49	1 273,15	123,17
Octobre	920,83	1 449,05	901,74	1 029,61	1 202,22	192,07	1 446,37	1 260,77	115,91
Novembre	911,69	1 441,63	889,80	1 006,20	1 176,41	188,74	1 429,75	1 237,90	112,05
Décembre	898,12	1 401,74	797,47	964,11	1 164,80	180,02	1 393,90	1 184,20	111,53
2012									
Janvier	917,79	1 422,35	905,43	977,92	977,92	180,50	1 408,13	1 184,03	114,43
Février	920,60	1 453,65	922,20	1 016,32	1 016,32	185,42	1 425,30	1 216,15	119,98
Mars	921,55	1 457,65	927,63	1 009,00	1 009,00	185,56	1 420,54	1 216,90	121,21
Avril	922,00	1 461,81	927,92	1 009,24	1 009,24	185,05	1 422,40	1 213,32	117,73
Mai	923,57	1 472,44	916,27	986,64	986,64	180,75	1 415,55	1 185,50	113,77
Juin	921,77	1 432,77	896,08	961,03	961,03	175,97	1 394,83	1 154,24	109,68
Juillet	920,06	1 434,33	906,03	942,44	942,44	172,58	1 386,73	1 132,02	111,55
Août	919,08	1 443,86	925,36	948,16	948,16	173,65	1 389,86	1 139,10	111,32
Septembre	918,44	1 477,96	937,91	931,82	931,82	179,90	1 410,98	1 180,04	110,90
Octobre	916,83	1 474,90	930,58	982,95	982,95	181,36	1 412,63	1 189,62	106,18
Novembre	915,71	1 461,67	918,28	974,63	974,63	179,10	1 400,53	1 174,85	105,69
Décembre	914,93	1459,66	928,71	1003,21	1003,21	182,96	1408,10	1200,17	105,82

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Moyennes mensuelles.

Tableau III.29 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles
(Données à fin période)

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles(1)		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
2008						
Décembre	639,32	905,07	657,45	-	2,8	-
2009						
Décembre	902,66	1292,00	904,60	-	0,2	-
2010 (1)						
Janvier	920,30	1299,71	920,00	1 282,20	-0,0	-1,3
Février	921,10	1243,63	922,50	1 275,53	0,2	2,6
Mars	902,33	1221,39	908,67	1 238,47	0,7	1,4
Avril	904,22	1188,44	910,33	1 239,35	0,7	4,3
Mai	900,09	1111,99	913,33	1 116,30	1,5	0,4
Juin	903,39	1114,53	908,33	1 131,63	0,5	1,5
Juillet	900,14	1173,28	908,67	1 182,27	0,9	0,8
Août	898,66	1143,48	908,33	1 153,17	1,1	0,8
Septembre	900,78	1228,07	923,33	1 228,87	2,5	0,1
Octobre	908,62	1262,81	919,33	1 269,33	1,2	0,5
Novembre	908,73	1179,79	922,00	1 265,83	1,5	7,3
Décembre	915,13	1202,05	931,67	1 214,07	1,8	1,0
2011						
Janvier	920,82	1 263,51	931,67	1 246,48	0,1	-1,3
Février	924,05	1 273,55	929,33	1 306,21	0,1	2,6
Mars	919,15	1 294,45	926,33	1 312,55	0,1	1,4
Avril	921,03	1 363,41	932,00	1 421,81	0,1	4,3
Mai	926,78	1 323,22	930,33	1 328,35	0,0	0,4
Juin	919,87	1 316,08	928,67	1 336,27	0,1	1,5
Juillet	919,00	1 313,29	928,67	1 323,36	0,1	0,8
Août	920,59	1 327,92	928,33	1 339,18	0,1	0,8
Septembre	922,91	1 258,01	927,33	1 258,83	0,0	0,1
Octobre	923,08	1 306,24	927,33	1 312,98	0,0	0,5
Novembre	888,19	1 184,08	868,33	1 157,61	-0,2	-2,2
Décembre	910,82	1 173,90	914,00	1 178,00	0,0	0,3
2012						
Janvier	920,08	1 212,05	931,00	1 206,40	0,1	-0,5
Février	918,03	1 233,83	931,00	1 234,24	0,1	0,0
Mars	919,93	1 226,92	930,67	1 223,64	0,1	-0,3
Avril	922,73	1 218,80	930,33	1 213,06	0,1	-0,5
Mai	923,05	1 144,42	926,33	1 127,28	0,0	-1,5
Juin	919,32	1 157,15	927,00	1 138,98	0,1	-1,6
Juillet	915,32	1 125,83	923,67	1 105,20	0,1	-1,8
Août	919,28	1 159,61	928,67	1 138,98	0,1	-1,8
Septembre	917,02	1 177,85	922,67	1 172,21	0,1	-0,5
Octobre	917,00	1 190,72	921,67	1 177,60	0,1	-1,1
Novembre	913,77	1 186,41	922,00	1 169,67	0,1	-1,4
Décembre	915,17	1 214,23	923,33	1 211,75	0,1	-0,2

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de Janvier 2010, cours de change parallèle moyen observé sur les principaux marchés de référence de la Ville province de Kinshasa.

Tableau III.30 Composition des Réserves de change de la RDC

Dates	Monnaies					TOTAL
	USD	EUR	CAD	XAF	DTS	C/V EN USD
2010						
29-janv	260 466 927	106 076 341	-	133 582 000	385 416 384	1 012 171 417
26-févr	232 096 194	105 536 250	-	133 582 000	385 352 403	964 207 413
31-mars	319 560 929	104 162 056	-	133 388 000	382 682 405	1 042 530 228
29-avr	306 234 770	153 107 892	-	133 388 000	380 941 291	1 082 404 509
31-mai	310 637 695	149 978 460	-	133 388 000	380 864 291	1 057 692 013
29-juin	539 148 393	28 350 590	-	133 388 000	353 424 379	1 095 850 038
30-juil	609 330 943	28 964 283	-	133 388 000	353 424 379	1 185 304 563
31-août	613 632 150	39 255 961	-	133 388 000	353 424 379	1 197 748 338
30-sept	605 787 955	44 458 804	-	133 388 000	353 424 379	1 215 075 567
29-oct	618 689 664	46 317 983	-	133 388 000	353 424 379	1 237 326 731
30-nov	588 024 714	46 734 342	-	133 313 000	353 096 402	1 193 929 471
31-déc	677 672 140	82 235 518	-	133 313 000	353 196 402	1 327 213 310
2011						
31-janv	618 037 114	82 102 804	-	133 313 000	353 196 402	1 283 395 437
28-févr	580 675 083	136 672 345	-	133 313 000	353 055 779	1 322 431 020
31-mars	654 611 861	171 651 794	-	133 313 000	353 055 779	1 454 728 051
29-avr	612 384 904	186 063 744	-	133 313 000	353 055 779	1 457 206 546
31-mai	569 711 651	239 761 919	-	133 313 000	352 086 166	1 473 190 382
29-juin	477 629 425	251 874 362	-	133 313 000	352 086 166	1 398 207 206
29-juil	471 153 119	250 833 454	-	133 313 000	352 086 166	1 393 756 238
31-août	396 171 373	250 813 354	-	133 313 000	352 651 644	1 327 069 284
30-sept	378 225 188	250 411 779	-	133 313 000	352 651 644	1 272 525 760
31-oct	444 668 416	236 168 799	-	133 313 000	352 651 644	1 340 194 788
30-nov	430 612 635	233 989 676	-	132 082 000	352 510 128	1 290 631 040
30-déc	413 811 324	255 726 770	-	132 082 000	352 510 128	1 287 432 437
2012						
31-janv	422 313 170	245 162 881	-	132 082 000	352 510 128	1 294 395 004
29-févr	426 630 676	254 089 486	2 561 250	132 083 000	352 572 818	1 259 383 428
30-mars	496 475 496	269 713 253	1 280 091	132 083 000	352 572 818	1 400 691 490
30-avr	493 225 657	274 630 517	1 280 091	132 083 000	352 453 398	1 404 457 185
31-mai	488 104 529	278 977 547	1 280 091	132 083 000	352 441 478	1 369 056 793
29-juin	533 585 651	279 218 555	1 280 091	132 083 000	352 441 478	1 414 680 347
31-juil	639 340 320	272 068 688	1 205 589	132 083 000	352 441 478	1 505 482 216
31-août	577 123 740	271 199 996	1 168 211	132 083 000	352 441 478	1 454 189 062
28-sept	627 547 593	266 983 699	1 168 211	132 083 000	352 337 665	1 514 892 034
31-oct	672 736 685	260 464 984	1 093 202	132 083 000	352 337 665	1 554 163 360
30-nov	812 303 531	251 765 063	1 055 557	132 083 000	352 306 355	1 681 561 577
31-déc	785 108 661	237 116 121	1 040 872	132 083 000	352 306 355	1 644 119 882

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau III.31 Composition des Réserves de change de la RDC

Dates	En pourcentage					TOTAL
	USD	EUR	CAD	XAF	DTS	
2010						
29-janv	25,73	14,80	0,00	0,03	59,44	100,00
26-févr	24,07	14,78	0,00	0,03	61,12	100,00
31-mars	30,65	13,43	0,00	0,03	55,89	100,00
29-avr	28,29	18,66	0,00	0,02	53,02	100,00
31-mai	29,37	17,52	0,00	0,02	53,09	100,00
29-juin	49,20	3,19	0,00	0,02	47,59	100,00
30-juil	51,41	3,20	0,00	0,02	45,37	100,00
31-août	51,23	4,16	0,00	0,02	44,58	100,00
30-sept	49,86	4,97	0,00	0,02	45,15	100,00
29-oct	50,00	5,20	0,00	0,02	44,77	100,00
30-nov	49,25	5,15	0,00	0,02	45,58	100,00
31-déc	51,06	8,14	0,00	0,02	40,78	100,00
2011						
31-janv	48,16	8,78	0,00	0,02	43,04	100,00
28-févr	43,91	14,22	0,00	0,02	41,85	100,00
31-mars	45,00	16,62	0,00	0,02	38,36	100,00
29-avr	42,02	18,90	0,00	0,02	39,05	100,00
31-mai	38,67	23,24	0,00	0,02	38,07	100,00
29-juin	34,16	25,77	0,00	0,02	40,05	100,00
29-juil	33,80	25,72	0,00	0,02	40,46	100,00
31-août	29,85	27,26	0,00	0,02	42,86	100,00
30-sept	29,72	26,82	0,00	0,02	43,43	100,00
31-oct	33,18	24,94	0,00	0,02	41,86	100,00
30-nov	33,36	24,17	0,00	0,02	42,44	100,00
30-déc	32,14	25,60	0,00	0,02	42,24	100,00
2012						
31-janv	32,63	24,94	0,00	0,02	42,41	100,00
29-févr	33,88	22,42	0,20	0,02	43,48	100,00
30-mars	35,45	25,55	0,09	0,02	38,89	100,00
30-avr	35,12	25,92	0,09	0,02	38,85	100,00
31-mai	35,65	25,33	0,09	0,02	38,91	100,00
29-juin	37,72	24,54	0,09	0,02	37,63	100,00
31-juil	42,47	22,14	0,08	0,02	35,30	100,00
31-août	39,69	23,37	0,08	0,02	36,85	100,00
28-sept	41,43	22,67	0,08	0,02	35,81	100,00
31-oct	43,29	21,74	0,07	0,02	34,89	100,00
30-nov	48,31	19,46	0,06	0,02	32,16	100,00
31-déc	47,75	19,13	0,06	0,02	33,03	100,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.32 Balance générale des paiements (1)
(en millions de USD)

	Crédit												Débit											
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^(a)	2012 ^(a)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^(a)	2012 ^(a)				
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES																								
A. Biens et services	1 522,2	2 319,3	2 745,9	3 137,6	6 540,4	7 697,9	5 021,0	8 866,5	10 211,3	8 821,9	1 922,5	2 828,1	3 515,0	3 797,4	6 874,9	8 825,4	6 766,1	10 705,2	11 804,9	10 644,7				
Balance commerciale	1 377,7	1 917,2	2 402,8	2 704,7	6 147,9	6 869,8	4 371,0	8 477,9	9 471,9	8 534,2	1 494,6	2 051,4	2 690,4	2 891,6	5 257,2	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 355,7				
1. Marchandises	1 377,7	1 917,2	2 402,8	2 704,7	6 147,9	6 869,8	4 371,0	8 477,9	9 471,9	8 534,2	1 494,6	2 051,4	2 690,4	2 891,6	5 257,2	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 355,7				
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Services	144,6	402,2	343,1	432,9	392,5	828,1	650,0	388,6	739,4	287,7	427,9	776,7	824,5	905,8	1 617,7	2 099,6	1 817,0	2 662,7	2 889,3	2 289,0				
3. Transports	2,5	8,0	11,5	2,7	21,8	37,0	52,4	88,7	114,5	91,3	146,2	299,8	331,2	357,0	734,5	995,2	800,0	1 513,1	1 412,6	919,6				
4. Voyages	5,6	3,0	3,2	3,1	0,7	0,7	24,0	10,7	11,4	6,9	51,9	49,4	53,5	92,7	108,7	126,7	121,2	149,6	298,3	107,5				
5. Services de communications	6,8	34,0	28,5	57,5	62,3	101,4	92,5	67,4	74,4	44,5	14,4	28,8	23,4	21,2	20,8	28,1	51,2	14,1	18,8	47,2				
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-	-	-	-	-	27,2	-	-	-	58,2	89,4	89,6	93,4	213,7	249,6	197,1	326,1	338,3	398,5				
7. Service d'assurance	-	-	-	-	-	-	69,7	-	5,8	29,8	31,8	34,1	27,0	27,2	28,4	46,7	72,0	33,3	42,4	74,1				
8. Services financiers	2,4	22,7	19,1	38,5	41,7	67,9	69,7	45,1	49,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
10. Redevances et droits de licence	5,1	41,9	35,2	49,6	53,8	125,0	108,5	-	-	1,3	2,6	2,1	2,1	1,9	1,9	2,6	34,3	0,0	-	-				
11. Autres services aux entreprises	7,2	39,2	32,9	66,4	71,9	117,0	103,1	77,7	69,5	51,4	46,6	174,8	147,3	166,8	331,7	402,7	346,5	458,1	519,1	376,7				
12. Sous personnels, culturels et relatifs aux bois	-	0,6	0,5	1,0	1,1	1,8	24,8	1,2	1,0	0,8	0,5	2,9	2,4	2,2	2,1	2,9	34,5	1,9	2,5	6,3				
13. Sous fournis ou reçus par les admin. publiques	114,9	252,8	212,3	214,1	139,1	377,4	127,7	97,8	413,2	63,0	77,6	93,3	146,9	142,4	174,8	243,7	124,8	165,6	255,9	356,2				
B. Revenus	66,5	20,5	9,5	17,6	26,0	17,7	26,0	48,3	168,2	18,3	245,5	305,4	280,3	474,5	687,5	935,8	805,0	1094,5	1286,1	1057,9				
14. Rémunérations des salariés	5,6	19,9	8,9	12,8	8,8	14,7	19,5	15,7	114,6	12,2	5,0	27,9	32,3	31,5	26,4	37,4	30,9	57,2	39,6	55,3				
15. Revenus des investissements	60,9	0,6	0,6	4,9	17,2	3,1	6,5	32,6	53,6	6,1	240,5	277,5	228,0	443,0	661,1	898,4	774,1	1 037,3	1 226,5	1 002,6				
C. Transferts courants	767,8	695,1	943,7	1 203,1	1 484,4	1 738,3	1 704,2	1 688,0	2 430,4	2 844,0	2 482,2	2 333,9	1 958,8	481,7	622,6	742,5	303,2	845,2	1 019,5	1 677,8				
16. Transferts privés	388,4	475,7	752,6	819,1	909,1	1 243,0	1 385,9	906,5	1 471,5	1 706,8	62,1	36,4	30,5	129,6	168,5	202,8	76,0	212,7	246,5	660,6				
17. Transferts publics	179,4	219,4	191,0	384,0	575,3	495,4	318,4	781,5	1 012,9	1 137,2	186,0	197,5	165,3	352,1	454,0	539,6	271,2	632,6	773,0	1 017,2				
TOTAL (A + B + C)	2 356,6	3 035,0	3 699,0	4 358,4	8 050,8	9 463,9	6 751,3	10 602,8	12 809,9	11 684,1	2 416,2	3 367,5	3 971,0	4 753,7	8 194,9	10 503,7	7 874,2	12 645,0	14 090,5	13 380,4				
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES																								
D. Capital	0,0	30,4	59,1	151,5	54,8	170,5	403,8	333,6	1 240,5	252,8	-	64,5	150,4	69,9	56,3	60,5	259,8	494,2	307,9	158,7				
D.1. Transferts des capitaux	-	30,3	59,1	151,5	52,6	170,5	401,0	333,6	1 240,1	252,7	-	61,9	150,4	67,7	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4				
Capitaux publics	-	30,3	57,6	151,4	50,9	171,1	227,0	77,7	913,0	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
19. Autres transferts	-	30,3	57,6	151,4	50,9	171,1	227,0	77,7	913,0	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Capitaux privés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
20. Transferts des migrants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
22. Autres transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non fin. non produits	-	0,1	-	-	2,2	-	2,9	-	0,4	0,1	-	2,7	-	-	-	-	0,3	1,2	47,0	7,3				
E. Opérations financières	580,3	1 255,3	923,7	1 202,2	2 903,6	3 274,6	2 554,5	5 180,4	3 483,2	5 485,0	689,4	1 148,8	748,2	1 270,7	2 953,7	2 983,0	2 240,5	4 341,7	3 100,1	3 126,0				
24. Investissements directs	391,3	409,0	266,6	256,1	1 808,0	1 726,8	663,8	2 938,3	1 686,9	3 372,1	23,4	7,6	13,4	18,4	14,3	54,1	34,8	7,2	90,9	420,5				
25. Investissements de portefeuille	-	0,0	-	0,1	0,0	0,1	0,0	0,3	2,9	0,0	146,5	505,6	294,7	413,3	1 833,6	1 575,0	1 189,4	3 237,7	2 139,8	1 942,6				
26. Autres investissements	189,1	846,2	657,1	946,0	1 095,6	1 547,6	1 890,7	2 249,9	1 803,4	2 172,9	519,6	635,6	440,1	839,0	1 110,8	1 353,9	1 016,3	1 096,9	869,4	762,9				
TOTAL (D + E)	580,3	1 285,6	982,8	1 353,8	2 958,4	3 445,1	2 958,4	5 514,0	4 733,7	5 737,8	689,4	1 213,4	898,6	1 340,6	3 015,0	3 043,5	2 500,4	4 836,0	3 407,9	3 284,8				
F. Erreurs et omissions	-	16,0	-	-	-	16,0	-	-	30,10	-	145,5	-	7,3	42,7	80,8	-	247,0	-	-	148,4				
Total (A & F)	2 936,9	4 336,6	4 681,8	5 712,1	11 009,2	12 915,0	9 709,6	16 282,9	17 573,7	17 421,9	3 251,1	4 580,9	4 876,9	6 136,9	11 280,6	13 547,2	10 621,6	17 481,0	17 498,4	16 813,6				

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le cinquième manuel de la BDP du FMI.

Tableau III.33 Solde de la balance générale des paiements ⁽¹⁾
(en millions de USD)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^(p)	2012 ^(p)
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. Biens et services	-400,2	-508,8	-769,1	-659,8	-334,5	-1 127,6	-1 745,1	-1 838,7	-1 593,6	-1 822,9
Balance commerciale	-116,9	-134,2	-287,7	-186,8	890,7	144,0	-578,0	435,4	556,3	178,5
1. Marchandises	-116,9	-134,2	-287,7	-186,8	890,7	144,0	-578,0	435,4	556,3	178,5
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	-283,4	-374,5	-481,4	-472,9	-1 225,2	-1 271,5	-1 167,1	-2 274,1	-2 149,9	-2 001,3
3. Transports	-143,7	-291,9	-319,7	-354,3	-712,7	-958,3	-747,6	-1 424,4	-1 298,1	-828,3
4. Voyages	-46,3	-46,4	-50,3	-89,7	-108,0	-126,0	-97,3	-138,9	-286,9	-100,6
5. Services de communications	6,4	32,5	27,4	56,5	61,3	100,0	59,0	66,5	73,2	41,5
6. Services de bâtiment et travaux publics	-14,4	-28,8	-23,4	-21,2	-20,8	-28,1	-24,0	-14,1	-18,8	-47,2
7. Service d'assurance	-58,2	-89,4	-89,6	-93,4	-213,7	-249,6	-177,1	-326,1	-332,5	-398,5
8. Services financiers	-29,3	-11,4	-7,9	11,3	13,4	21,2	-2,2	11,8	7,2	-44,3
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10. Redevances et droits de licence	3,8	39,2	33,1	47,7	51,9	122,4	74,3	-	-	-
11. Autres services aux entreprises	-38,4	-135,6	-114,4	-100,4	-259,8	-285,7	-245,4	-380,4	-449,6	-325,3
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-0,5	-2,3	-1,9	-1,1	-1,0	-1,0	-9,6	-0,7	-1,5	-5,5
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	37,3	159,5	65,4	71,6	-35,7	133,7	2,9	-67,8	157,3	-293,2
B. Revenus	-179,0	-284,9	-250,8	-456,9	-661,5	-918,1	-778,9	-1 046,2	-1 097,9	-1 039,7
14. Rémunérations des salariés	0,6	-8,0	-23,4	-18,8	-17,5	-22,7	-11,4	-41,5	75,0	-43,1
15. Revenus des investissements	-179,6	-277,0	-227,4	-438,1	-643,9	-895,3	-767,5	-1 004,7	-1 172,9	-996,5
C. Transferts courants	519,7	461,2	747,9	721,4	861,8	995,9	1 401,1	842,7	1 410,9	1 166,2
16. Transferts publics	526,3	439,3	722,1	689,5	740,6	1 040,1	1 309,9	693,9	1 171,0	1 046,2
17. Transferts privés	-6,6	21,9	25,7	31,9	121,2	-44,3	91,1	148,9	239,9	120,0
TOTAL (A + B + C)	-59,6	-332,5	-272,0	-395,3	-134,1	-1 049,8	-1 123,0	-2 042,2	-1 280,6	-1 696,3
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES										
D. Capital	-	-34,2	-91,3	81,7	-1,5	110,0	144,0	158,3	932,6	94,0
D.1. Transferts des capitaux	-	-31,6	-91,3	81,8	-3,7	110,6	141,4	159,5	979,3	101,3
Capitaux publics	-	30,3	57,6	151,4	50,9	117,1	227,0	77,7	913,0	0,0
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	-	30,3	57,6	151,4	50,9	117,1	227,0	77,7	913,0	0,0
Capitaux privés	-	-61,9	-148,8	-69,6	-54,6	-6,4	-85,6	-237,1	66,3	101,2
20. Transferts des migrants	-	-	1,51	-	-	-	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	-	-61,9	-150,4	-69,6	-54,6	-6,4	-85,6	-237,2	66,3	101,2
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-2,6	-	-0,1	2,2	-0,6	2,6	-1,2	-46,6	-7,3
E. Opérations financières	-109,1	106,4	175,4	-68,5	98,9	291,5	314,0	838,7	393,1	2 359,0
24. Investissements directs	367,8	401,5	253,2	237,8	1 793,7	1 672,8	629,0	2 932,1	1 596,0	2 891,6
25. Investissements de portefeuille	-146,5	-505,6	-294,7	-413,2	-1 833,6	-1 574,9	-1 189,4	-3 237,4	-2 136,9	-1 942,6
26. Autres investissements	-330,5	210,6	217,0	107,0	-15,2	193,7	874,4	1 144,0	934,0	1 410,0
TOTAL (D + E)	-109,1	72,3	84,2	13,2	97,4	401,6	458,0	678,0	1 325,8	2 453,0
F. Erreurs et omissions	-145,5	16,0	-7,3	-42,7	-80,8	16,0	-247,0	166,1	30,1	-148,4
SOLDE GLOBAL TOTAL (A à F)	-314,2	-244,3	-195,1	-424,8	-271,0	-632,2	-912,0	-1 198,0	75,3	608,3
Moyens de financement	314,2	244,3	195,1	424,8	271,0	632,2	912,0	1 198,0	-75,3	-608,3
G. Financement traditionnel	36,5	-60,7	0,6	-35,8	-293,0	121,3	469,0	771,8	-75,3	-608,3
1. Arriérés (réduction -)	-	-	-	-	-	-	123,7	197,0	-	-
2. Avoirs extérieurs nets (accroissement -)	36,5	-60,7	0,6	-35,8	-293,0	121,3	345,3	574,8	-75,3	-608,3
- Avoirs extérieurs nets BCC (accroissement -)	-36,5	-8,9	46,9	31,7	-199,2	82,0	-790,6	-807,0	166,4	-346,0
* Crédit net du FMI	-	117,1	-20,3	44,1	-35,6	-9,5	-526,4	-421,4	157,6	6,6
- FMI compte spécial en DTS	-	2,4	4,1	1,1	-3,0	-2,8	126,4	69,1	-2,6	-4,4
- Crédit FMI	-	114,6	-24,4	43,0	-32,6	-6,7	-652,8	-490,5	160,2	11,0
* Autres avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-36,5	-126,0	67,2	-12,4	-163,7	91,5	-264,2	-385,7	8,8	-352,6
- Autres avoirs en devises	-90,0	-140,9	100,9	-24,4	-23,6	105,9	-134,9	-376,2	7,8	-354,0
- Autres engagements	53,5	14,9	-33,7	12,0	-140,0	-14,4	-129,3	-9,4	1,0	1,4
- Avoirs extérieurs nets BCM (accroissement -)	-	-51,8	-46,3	-4,1	-93,8	39,3	-445,3	-232,3	-91,1	-262,4
* Avoirs	-	-62,9	-10,1	-71,8	-139,0	-36,7	-401,6	-216,4	-80,7	-313,6
* Engagements	-	11,1	-36,2	67,7	45,2	76,0	-43,7	-15,8	-10,4	51,3
H. Financement exceptionnel	329,6	305,0	194,5	460,6	564,0	510,9	443,0	426,3	-	-
1. Consolidation des arriérés	121,6	-	-	121,6	-	-	-	-	-	-
2. Allègement de la dette	259,8	305,0	194,5	339,0	564,0	510,9	443,0	426,3	-	-
- Rééchelonnement dette extérieure	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Remise de la dette	259,8	305,0	194,5	339,0	564,0	510,9	443,0	426,3	-	-
3. Assistance au delà de l'Initiative PPTE	-51,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I. Solde résiduel	-51,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) de 2003 à 2007 : chiffres rectifiés pour certains postes.

Tableau III.34 Balance générale des paiements
(en millions de CDF)

	Crédit										Débit										
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^(P)	2012 ^(P)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^(P)	2012 ^(P)	
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES																					
A. Biens et services																					
Balance commerciale	616 504,4	923 791,5	1 300 950,1	1 468 558,4	3 379 282,4	4 319 428,4	4 049 200,5	8 031 753,4	9 388 663,1	8 110 484,7	778 604,4	1 126 439,0	1 665 322,0	1 777 364,6	3 552 106,6	4 982 127,4	5 465 526,1	9 697 314,1	10 853 905,7	9 786 364,2	
1. Marchandises	557 960,1	763 613,0	1 138 384,5	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 846,8	7 845 991,6	605 299,8	817 083,8	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 681 913,8	
2. O. non monétaire	557 960,1	763 613,0	1 138 384,5	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 846,8	7 845 991,6	605 299,8	817 083,8	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 681 913,8	
Services	58 544,3	160 178,5	162 565,6	202 624,4	202 782,8	464 650,0	524 171,8	352 040,8	679 834,3	264 483,1	173 304,6	309 355,2	390 651,0	423 979,9	855 820,2	1 178 128,8	1 465 358,1	2 412 008,9	2 665 541,6	2 104 450,4	
3. Transports	955,6	3 172,3	5 427,4	1 271,4	11 733,3	20 740,8	42 281,0	80 349,0	105 275,9	33 390,7	59 194,7	119 490,0	158 916,1	167 103,8	395 933,8	558 449,7	645 153,1	1 370 642,9	1 298 783,0	984 435,4	
4. Voyages	2 287,6	11 911,1	1 508,4	1 443,6	383,5	383,0	19 337,0	9 719,8	10 481,6	6 300,6	21 034,9	19 671,1	25 354,2	43 407,3	56 173,8	71 069,9	97 711,8	135 513,3	274 315,1	98 831,7	
5. Services de communications	2 765,3	13 527,2	13 511,1	26 916,8	32 187,7	56 887,7	74 589,9	61 654,3	68 406,4	40 932,8	188,5	568,0	547,5	490,0	531,0	781,5	27 003,5	85,3	1 134,4	2 791,2	
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-	-	-	-	-	21 935,5	-	5 840,5	11 471,6	5 840,5	11 471,6	11 063,5	9 902,1	10 729,9	15 792,1	41 320,8	12 722,5	17 265,9	43 354,7	
7. Services d'assurance	-	-	-	-	-	-	16 139,0	-	5 328,8	-	23 554,4	35 401,8	42 650,7	43 709,2	110 420,1	140 081,5	158 949,7	295 979,9	311 055,3	346 338,8	
8. Services financiers	906,6	9 040,3	18 028,0	21 588,3	18 028,0	38 101,6	58 243,0	40 887,0	45 604,3	27 415,5	12 884,2	13 932,2	12 792,1	12 742,9	14 659,9	26 189,9	58 654,5	30 164,8	39 017,4	68 128,3	
9. Services d'information et d'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
10. Revenus et droits de licence	2 063,7	16 673,9	16 654,1	23 224,8	27 727,7	70 172,2	87 514,0	70 574,3	63 901,1	47 236,7	18 465,1	69 638,4	69 787,9	78 056,1	117 396,3	225 953,6	281 031,7	414 970,3	477 265,5	346 350,5	
11. Autres services aux entreprises	2 997,7	15 919,1	15 610,4	31 062,1	37 144,8	65 648,8	83 146,2	70 357,4	63 901,1	47 236,7	18 465,1	69 638,4	69 787,9	78 056,1	117 396,3	225 953,6	281 031,7	414 970,3	477 265,5	346 350,5	
12. Soins personnels, culturels et relatifs aux loirs	-	243,0	-	483,4	578,1	1 027,7	20 030,1	1 087,0	919,4	735,2	188,5	1 168,5	1 126,4	1 008,1	1 607,8	1 607,8	2 791,6	1 721,1	2 333,7	5 754,5	
13. Soins fournis ou reçus par les admin. publiques	46 531,9	100 704,6	100 980,8	100 188,4	71 884,6	71 884,6	211 745,2	102 966,1	88 992,2	379 972,8	31 433,8	37 173,1	69 617,8	66 458,4	90 325,6	136 743,3	100 650,1	150 008,9	235 321,6	327 461,3	
B. Revenus	26 927,1	8 168,7	4 502,5	8 235,5	13 442,2	9 949,5	20 979,2	43 752,6	154 649,9	16 789,0	89 427,4	121 660,4	123 304,1	222 092,2	355 206,9	525 091,6	649 158,7	991 489,9	1 164 103,7	972 608,8	
14. Rémunérations des salariés	2 860,0	7 932,2	4 206,4	5 949,2	4 556,2	8 236,6	15 961,0	14 271,9	105 361,9	11 275,3	2 025,0	11 043,3	11 043,3	14 749,3	13 616,1	20 917,7	24 904,6	51 847,4	50 846,4	50 846,4	
15. Revenus des investissements	24 659,1	237,4	296,1	2 290,3	8 886,0	1 719,0	5 287,0	29 507,0	49 282,0	5 513,3	97 402,4	110 546,1	108 022,0	207 359,9	341 590,8	504 113,9	624 254,1	939 653,3	1 127 693,8	927 763,3	
C. Transferts courants	310 972,1	276 867,0	447 083,2	563 101,7	766 980,8	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 808,3	2 614 667,0	100 507,0	93 180,1	92 759,4	225 470,7	321 662,7	416 613,7	244 508,1	765 661,3	937 369,6	1 542 494,8	
16. Transferts publics	238 988,1	189 466,1	356 572,2	383 331,4	469 719,9	697 448,3	1 117 648,8	821 153,8	1 303 307,0	1 549 147,9	14 406,6	14 502,4	14 406,6	60 455,3	67 068,3	113 800,3	61 251,1	192 692,2	226 402,1	607 340,6	
17. Transferts privés	72 674,0	87 400,9	90 511,0	179 770,3	297 260,9	277 949,3	256 755,5	707 895,2	931 301,3	1 045 519,1	75 347,4	78 677,7	78 348,8	164 815,4	234 594,3	302 803,3	183 257,0	573 032,2	710 271,5	935 153,2	
TOTAL (A + B - C)	954 403,6	1 208 823,1	1 752 535,7	2 039 919,7	4 159 685,4	5 304 795,6	5 444 570,9	9 604 555,0	11 777 947,3	10 741 933,7	978 538,8	1 341 289,6	1 881 385,5	2 224 944,5	4 228 976,2	5 689 832,6	6 350 192,8	11 454 465,4	12 955 379,0	12 301 488,8	
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES																					
D. Capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
D.1. Transferts des capitaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Capitaux publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
19. Autres transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Capitaux privés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
20. Transferts des migrants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
22. Autres transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
E. Opérations financières	235 028,0	499 966,7	437 617,8	562 698,3	1 500 239,3	1 837 428,9	2 060 087,5	4 682 687,6	3 211 789,7	5 042 702,2	279 226,6	457 577,1	354 504,2	594 744,3	1 528 687,5	1 673 943,6	1 806 879,7	3 932 988,7	2 850 315,9	2 873 936,2	
24. Investissements directs	158 457,8	162 916,9	126 309,9	119 875,8	934 174,8	969 988,1	535 353,3	2 642 540,1	1 551 004,2	3 005 057,8	9 498,8	3 013,3	6 370,2	8 591,8	7 389,8	30 332,7	26 065,0	6 521,1	83 554,8	386 623,8	
25. Investissements de portefeuille	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
26. Autres investissements	76 570,2	337 049,8	311 307,9	442 772,4	566 064,4	868 440,7	1 524 762,2	2 039 915,8	1 659 199,1	1 997 644,4	210 420,0	253 174,1	288 510,8	392 705,6	573 928,7	759 725,2	993 601,6	993 601,6	799 333,8	701 335,5	
TOTAL (D + E)	235 028,0	512 057,6	465 614,4	633 630,3	1 528 539,7	1 933 108,3	2 385 788,2	4 994 879,5	4 352 355,7	5 276 089,0	279 226,6	483 275,0	425 738,9	627 449,5	1 557 783,4	1 707 789,4	2 016 434,4	4 380 867,3	3 133 372,3	3 019 881,5	
F. Erreurs et omissions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total (A à F)	1 189 431,6	1 727 250,5	2 218 150,2	2 673 550,0	5 688 225,0	7 246 881,9	7 830 339,1	14 749 886,2	16 157 972,1	16 017 022,7	1 316 692,7	1 824 544,6	2 310 583,1	2 872 379,7	5 828 486,7	7 601 622,0	8 585 820,9	15 835 132,7	16 080 751,3	15 467 745,1	
Pour mémoire : taux de change moyen CDF/ USD	405,0	398,3	473,8	468,0	516,7	561,1	886,5	905,9	919,4	919,4	465,0	398,3	473,8	468,0	516,7	561,1	886,5	905,9	919,4	919,4	

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau III.35 Solde de la balance générale des paiements ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^(p)	2012 ^(p)
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. Biens et services	-162 100,0	-202 647,5	-364 371,9	-308 806,2	-172 824,3	-632 698,9	-1 407 325,6	-1 665 560,7	-1 465 222,5	-1 675 879,5
Balance commerciale	-47 339,7	-53 470,8	-136 286,5	-87 450,7	460 213,1	80 779,8	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	164 077,8
1. Marchandises	-47 339,7	-53 470,8	-136 286,5	-87 450,7	460 213,1	80 779,8	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	164 077,8
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	-114 760,3	-149 176,7	-228 085,4	-221 355,4	-633 037,3	-713 478,8	-941 187,3	-2 059 968,1	-1 976 707,3	-1 839 957,3
3. Transports	-58 199,1	-116 246,8	-151 488,7	-165 826,4	-368 240,5	-537 708,9	-602 872,1	-1 290 293,9	-1 193 507,0	-761 504,7
4. Voyages	-18 747,3	-18 480,0	-23 845,8	-41 963,7	-55 790,3	-70 707,9	-78 434,8	-125 795,5	-263 833,4	-92 491,1
5. Services de communications	2 576,8	12 959,2	12 963,6	26 426,7	31 656,7	56 106,2	47 586,4	60 239,1	67 272,0	38 135,6
6. Services de bâtiment et travaux publics	-5 847,5	-11 477,6	-11 063,5	-9 902,1	-10 729,9	-15 792,1	-19 385,3	-12 772,5	-17 265,9	-43 354,7
7. Service d'assurance	-23 555,4	-35 601,8	-42 450,7	-43 709,2	-110 420,1	-140 081,5	-142 820,7	-295 397,9	-305 742,5	-366 336,8
8. Services financiers	-11 873,7	-4 532,1	-3 742,8	5 285,1	6 898,3	11 911,7	-1 813,5	10 716,2	6 586,9	-40 712,8
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10. Redevances et droits de licence	1 531,7	15 628,4	15 659,1	22 322,8	26 795,3	68 682,6	59 883,8	-	-	-
11. Autres services aux entreprises	-15 555,4	-54 027,9	-54 196,0	-46 994,0	-134 251,5	-160 304,8	-197 885,6	-344 612,8	-413 394,3	-299 113,7
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-188,5	-925,6	-883,7	-524,7	-514,3	-586,0	-7 761,5	-634,1	-1 414,3	-5 019,4
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	15 098,1	63 527,5	30 963,0	33 530,0	-18 441,0	75 001,9	2 316,0	-61 416,7	144 591,3	-269 559,6
B. Revenus	-72 500,3	-113 480,8	-118 801,6	-213 849,7	-341 764,7	-515 142,1	-628 179,6	-947 737,3	-1 009 453,8	-955 820,8
14. Rémunérations des salariés	243,0	-3 172,1	-11 075,7	-8 780,1	-9 059,9	-12 747,2	-9 206,5	-37 592,8	68 958,0	-39 630,7
15. Revenus des investissements	-72 743,2	-110 308,7	-107 725,9	-205 069,6	-332 704,8	-502 394,9	-618 973,1	-910 144,5	-1 078 411,8	-916 190,1
C. Transferts courants	210 465,1	183 686,8	354 323,8	337 631,0	445 298,1	558 804,0	1 129 883,2	763 387,7	1 297 238,7	1 072 165,2
16. Transferts publics	213 138,5	174 963,7	342 136,6	322 718,8	382 651,6	583 638,0	1 056 383,7	628 524,6	1 076 664,9	961 805,3
17. Transferts privés	-2 673,4	8 723,1	12 187,1	14 912,2	62 646,5	-24 834,0	73 499,5	134 863,1	220 573,8	110 359,9
TOTAL (A + B + C)	-24 135,2	-132 441,4	-128 849,8	-185 024,9	-69 290,9	-589 037,0	-905 621,9	-1 849 910,4	-1 177 437,6	-1 559 535,1
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES										
D. Capital	-	-13 607,1	-43 238,1	38 225,8	-795,5	61 733,6	116 125,9	143 432,4	857 509,6	86 441,5
D.1. Transferts des capitaux	-	-12 581,3	-43 238,1	38 286,7	-1 908,6	62 080,0	114 024,2	144 483,2	900 365,1	93 129,0
Capitaux publics	-	12 055,9	27 281,8	70 872,4	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	44,3
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	-	12 055,9	27 281,8	70 872,4	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	44,3
Capitaux privés	-	-24 637,2	-70 519,9	-32 585,7	-28 231,7	-3 602,0	-69 020,4	-214 777,2	60 915,9	93 084,7
20. Transferts des migrants	-	-	714,8	-	-	-	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	-	-24 637,2	-71 234,7	-32 585,7	-28 231,7	-3 602,0	-69 020,4	-214 840,6	60 915,9	93 084,7
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-1 025,8	-	-60,8	1 113,1	-346,3	2 101,8	-1 050,8	-42 855,5	-6 687,5
E. Opérations financières	-44 198,6	42 389,7	83 113,6	-32 045,0	51 097,2	163 585,3	253 207,8	759 737,1	361 473,8	2 168 766,0
24. Investissements directs	148 968,0	159 903,6	119 939,7	111 284,0	926 785,0	938 635,4	507 263,3	2 656 018,0	1 467 449,4	2 658 434,0
25. Investissements de portefeuille	-59 316,9	-201 385,6	-139 623,1	-193 395,8	-947 369,0	-883 729,6	-959 232,5	-2 932 574,2	-1 964 760,9	-1 785 977,0
26. Autres investissements	-133 849,7	83 871,7	102 797,1	50 066,8	-7 864,3	108 679,5	705 180,0	1 036 275,2	858 785,2	1 296 308,9
TOTAL (D + E)	-44 198,6	28 782,6	39 875,5	6 180,8	50 301,7	225 318,9	369 333,7	614 166,8	1 218 983,3	2 255 207,5
F. Erreurs et omissions	-58 927,4	6 364,8	-3 458,6	-19 985,6	-41 727,1	8 977,9	-199 193,7	150 461,8	27 675,2	-136 394,8
SOLDE GLOBAL TOTAL (A à F)	-127 261,1	-97 294,0	-92 432,9	-198 829,7	-139 994,8	-354 743,6	-735 481,8	-1 085 209,3	69 220,9	559 277,6
Moyens de financement	127 261,1	97 294,0	92 432,9	198 829,7	140 003,5	354 743,6	735 481,8	1 085 209,3	-69 220,9	-559 277,6
G. Financement traditionnel	14 766,3	-24 184,6	284,3	-16 756,1	-140 003,5	68 064,0	378 226,1	699 127,6	-69 220,9	-559 277,6
1. Arriérés (réduction -)	-	-	-	-	-	-	99 758,1	178 451,9	-	-
2. Avoirs extérieurs nets (accroissement -)	14 766,3	-24 184,6	284,3	-16 756,1	-151 404,2	68 064,0	278 467,9	520 675,7	-69 220,9	-559 277,6
- Avoirs extérieurs nets BCC (accroissement -)	-14 766,3	-3 552,8	22 220,3	14 837,1	-102 939,2	46 011,9	-637 581,1	-731 063,6	152 967,3	-318 079,3
* Crédit net du FMI	-	46 632,7	-9 617,7	20 640,9	-18 369,5	-5 330,6	-424 516,4	-381 701,7	144 903,8	6 097,6
- FMI compte spécial en DTS	-	971,8	1 942,5	514,9	-1 547,9	-1 571,1	101 935,6	62 594,7	-2 408,9	-4 023,1
- Crédit FMI	-	45 660,9	-11 560,2	20 126,0	-16 821,6	-3 759,5	-526 452,0	-444 296,3	147 312,8	10 120,8
* Autres avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-14 766,3	-50 185,5	31 838,1	-5 803,8	-84 569,7	51 342,6	-213 064,7	-349 361,9	8 063,5	-324 176,9
- Autres avoirs en devises	-36 449,9	-56 120,2	47 804,5	-11 420,4	-12 217,4	59 422,7	-108 790,4	-340 820,3	7 180,8	-325 494,0
- Autres engagements	21 683,6	5 934,6	-15 966,4	5 616,6	-72 352,3	-8 080,1	-104 274,3	-8 541,6	882,7	1 317,1
- Avoirs extérieurs nets BCM (accroissement -)	-	-20 631,8	-21 936,0	-1 919,0	-48 465,0	22 052,1	-359 113,1	-210 387,8	-83 805,8	-241 198,3
* Avoirs	-	-25 052,9	-4 785,2	-33 605,8	-71 840,8	-20 593,1	-323 871,2	-196 040,9	-74 186,4	-288 349,3
* Engagements	-	4 421,1	-17 150,9	31 686,8	23 375,8	42 645,2	-35 242,0	-14 347,0	-9 619,4	47 151,0
H. Financement exceptionnel	133 470,7	121 478,7	92 148,6	215 585,8	291 399,0	286 679,6	357 255,8	386 081,7	-	-
1. Consolidation des arriérés	49 231,8	-	-	56 909,9	-	-	-	-	-	-
2. Allègement de la dette	105 217,8	121 478,7	92 148,6	158 675,9	291 399,0	286 679,6	357 255,8	386 081,7	-	-
- Rééchelonnement dette extérieure	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Remise de la dette	105 217,8	121 478,7	92 148,6	158 675,9	291 399,0	286 679,6	357 255,8	386 081,7	-	-
3. Assistance au delà de l'Initiative PPTE	-20 979,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I. Solde résiduel	-20 975,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) de 2003 à 2007 : chiffres rectifiés pour certains postes.

Tableau III.36 Balance des paiements 2012 selon le format F.10 du FMI

Periode	2012	
	En millions de USD	En millions de CDF
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-1 696,32	-1 559 535,09
Biens	178,47	164 077,80
credit	8 534,17	7 845 991,63
debit	-8 355,70	-7 681 913,82
Marchandises generales	16 889,87	15 527 905,45
Exportations FAB	8 534,17	7 845 991,63
Exportations selon les statistiques douanières	8 494,49	7 809 514,35
Ajustements	39,68	36 477,28
Pour evaluation	39,68	36 477,28
Importations FAB	-8 355,70	-7 681 913,82
Importations selon les statistiques bancaires	-5 983,21	-5 500 731,46
Ajustements	-2 372,50	-2 181 182,36
Pour champs d'application	-2 372,50	-2 181 182,36
Services	-2 001,34	-1 839 957,33
credit	287,69	264 493,05
debit	-2 289,03	-2 104 450,38
Revenus	-1 039,66	-955 820,75
credit	18,26	16 789,02
debit	-1 057,92	-972 609,77
Remuneration des salaries (y compris frontaliers, saisonniers et autres salaries)	-43,11	-39 630,69
credit	12,20	11 215,74
debit	-55,31	-50 846,43
Revenus des investissements	-996,55	-916 190,06
credit	6,06	5 573,28
debit	-1 002,61	-921 763,34
Transferts courants	1 166,21	1 072 165,18
credit	2 843,99	2 614 660,02
debit	-1 677,79	-1 542 494,83
Administrations publiques	1 046,17	961 805,33
credit	1 706,78	1 569 147,91
debit	-660,61	-607 342,58
Autres secteurs (secteur prive)	120,04	110 359,86
credit	1 137,21	1 045 512,11
debit	-1 017,18	-935 152,25
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	1 844,63	1 695 885,61
Compte de Capital	93,98	86 397,19
credit	252,72	232 342,48
debit	-158,75	-145 945,29
Transferts de capital	101,25	93 084,71
credit	252,66	232 286,62
debit	-151,41	-139 201,91
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-7,27	-6 687,52
credit	0,06	55,86
debit	-7,33	-6 743,38
Compte des operations financieres	1 750,66	1 609 488,42
Investissements directs	2 891,61	2 658 434,04
A l' etranger (par des residents)	-420,53	-386 623,79
Dans l'economie declarante (par des non-residents)	3 312,14	3 045 057,83
Investissements de portefeuille	-1 942,63	-1 785 976,96
Avoirs	0,00	0,00
Engagements	-1 942,63	-1 785 976,96
Autres investissements	1 410,01	1 296 308,92
Avoirs	2 172,86	1 997 644,37
Engagements	-762,85	-701 335,45
Avoirs de reserve	-608,33	-559 277,57
Position de reserve au FMI	6,63	6 097,63
Devises etrangeres	-614,96	-565 375,20
Monnaie fiduciaire et depots	-614,96	-565 375,20
Aupres des autorites monetaires	-352,61	-324 176,89
Aupres des banques	-262,35	-241 198,30
Erreurs et omissions nettes	-148,31	-136 350,52
Solde global	0,00	0,00

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau III.37 Répartition des recettes d'exportation de marchandises
par groupe d'entreprises**
(en milliers de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (e)	2012 (e)
A. Entreprises minières	309 088	477 494	697 225	876 248	2 639 462	3 191 204	3 394 966	6 930 389	7 663 699	6 856 630
Gécamines et Partenaires (1)	17 140	44 867	66 822	171 930	137 890	118 911	90 816	6 272 992	7 206 104	6 517 544
MIBA (2)	41 418	38 872	42 818	13 674	3 833	5 635	-	-	-	-
Sengamines (2)	6 541	4 707	4 254	0	-	-	-	-	-	-
Comptoirs diamant (2)	212 160	245 613	442 896	300 624	319 058	280 338	168 417	255 829	335 245	245 221
KDC (2)	-	565	-	-	233	-	-	-	-	-
KILO-MOTO(3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptoirs d'Or(3)	-	-	-	714	1 094	2 035	4 885	5 345	9 259	5 419
Autres	31 828	142 870	140 435	389 305	2 177 354	2 784 285	3 130 847	396 223	113 091	88 447
B. Entreprises agricoles	10 506	17 001	29 002	40 282	67 072	72 814	38 010	75 192	97 256	72 528
C. Entreprises industrielles et non définies	106 484	150 492	260 193	235 584	340 995	463 026	45 267	620 772	896 984	880 356
Sous-total	426 077	644 987	986 419	1 152 113	3 047 528	3 727 044	3 478 242	7 626 353	8 657 939	7 809 514
D. Ajustements	131 883	118 626	151 965	113 821	128 971	127 735	46 786	53 359	50 910	36 477
-Produits miniers	127 296	112 147	146 156	99 849	105 434	94 343	24 464	25 583	30 476	24 522
Diamant	127 296	112 147	146 156	99 206	104 449	92 512	20 068	25 583	30 476	24 522
Autres	-	-	-	643	985	1 831	4 397	-	-	-
-Produits agricoles	3 366	4 682	2 958	11 846	21 805	31 677	18 052	25 357	18 108	10 444
Café	3 003	4 299	2 668	10 582	19 986	29 951	18 048	25 357	17 331	10 000
Autres	363	383	290	1 265	1 819	1 726	4	-	777	444
-Produits industriels	1 220	1 797	2 851	2 126	1 732	1 715	4 270	2 419	2 325	1 511
Total des recettes d'exportation des marchandises	557 960	763 613	1 138 384	1 265 934	3 176 499	3 854 778	3 525 029	7 679 713	8 708 849	7 845 992
Taux de change moyen CDF/1 USD	405	398	474	468	517	561	806	906	919	919

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Cuivre, Cobalt, concentré de Zinc, Argent, Or, Cadmium et Germanium.

(2) Diamant industriel et artisanal.

(3) Or.

**Tableau III.38 Répartition des paiements d'importation de marchandises
par mode de financement ⁽¹⁾**
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^(e)	2012 ^(e)
A. Ressources propres	362 895,3	388 191,1	721 649,1	884 205,1	1 193 028,8	2 279 889,3	2 919 405,5	6 628 862,5	7 273 695,2	6 636 988,9
B. Ressources extérieures	242 404,6	428 892,6	553 021,9	469 179,6	1 523 257,6	1 494 109,3	1 071 761,5	656 442,6	923 668,8	1 044 925,0
1. Dons et contributions assimilables	-	120 417,4	254 859,3	224 947,8	492 522,4	465 271,2	321 528,4	-	142 063,5	143 089,7
Etat	-	120 417,4	254 859,3	224 947,8	492 522,4	465 271,2	321 528,4	-	142 063,5	143 089,7
Particuliers et organismes bénévoles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Prêts à des conditions spéciales	47 217,7	58 077,9	107 003,5	86 590,4	-	-	-	-	-	-
Etat	47 217,7	58 077,9	107 003,5	86 590,4	-	-	-	-	-	-
Entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Capitaux	195 186,8	250 397,3	191 159,1	157 641,3	1 030 735,2	1 028 838,1	750 233,0	656 442,6	781 605,3	901 835,3
Crédits fournisseurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements en nature	139 647,6	214 809,5	148 407,1	123 566,9	992 043,1	990 517,7	725 797,8	640 432,7	753 723,7	890 892,1
Apports non contrôlés	55 539,3	35 587,8	42 752,0	34 074,5	38 692,1	38 320,4	24 435,2	16 009,9	27 881,6	10 943,2
Total	605 299,8	817 083,8	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 681 913,8
Pour mémoire Taux de change moyen CDF/1 USD	405,0	398,3	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.

Tableau III.39 Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^(a)	2012 ^(a)
Produits miniers et hydrocarbures	537 639	732 942	1 098 536	1 206 422	3 061 197	3 716 787	3 434 884	7 550 445	8 583 094	7 746 115
Cuivre	7 687	22 751	55 749	219 480	1 053 966	1 379 308	1 335 570	2 814 497	3 772 693	3 989 901
Cobalt	41 189	162 103	277 147	245 101	1 193 657	1 425 734	1 385 504	3 436 324	3 395 224	2 338 456
Zinc	61	2 119	10 143	106 199	57 263	13 961	25 343	18 504	38 182	21 864
Diamant	387 165	401 904	548 464	409 526	427 570	378 484	189 337	281 246	335 241	269 743
Argent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Or	-	-	-	1 343	2 079	3 866	4 907	5 342	9 256	93 865
Autres	0	764	1 923	15 180	1 137	5 661	8 170	278 674	4 925	71 421
Produits agricoles	14 224	21 683	27 556	45 409	84 879	100 132	62 609	100 549	97 256	82 972
Produits du règne animal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Café	5 362	7 165	3 834	17 520	33 310	49 918	30 215	42 262	28 886	16 667
Thé	-	-	-	40	0	1	-	-	-	-
Cacao	1 321	1 139	437	79	1 080	120	24	38	159	47
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caoutchouc	1 089	1 704	1 788	3 529	8 798	9 133	-	-	8 251	4 799
Bois	6 452	11 675	21 497	24 239	41 690	40 941	32 370	58 231	59 961	61 458
Quinquina	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	19	-	18	-	-
Produits industriels	6 097	8 987	12 292	14 103	30 424	37 860	27 535	28 718	28 499	16 904
Ciment	4 958	6 047	7 785	9 111	7 111	6 890	12 722	12 096	11 627	7 554
Produits chimiques	543	151	516	392	437	474	685	-	-	-
Sucre de canne	-	2 509	3 492	3 601	4 015	4 360	6 294	-	-	-
Divers	596	281	500	999	18 862	26 136	7 834	16 622	16 872	9 351
Total	557 960	763 613	1 138 384	1 265 934	3 176 500	3 854 778	3 525 029	7 679 713	8 708 849	7 845 992
Pour mémoire Taux de change moyen CDF/1 USD	405	398	474	468	517	561	806	906	919	919

Source: Banque Centrale du Congo et CEEC.

Tableau III.40 Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisations ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^(e)	2012 ^(e)
A. Biens de consommation	288 891	378 168	539 992	468 503	675 558	813 960	1 051 515	1 216 052	1 860 959	1 720 604
Alimentation, boissons, tabacs	172 179	225 388	321 835	279 228	402 632	485 120	626 703	724 767	1 079 870	1 012 063
Textiles, habillement	7 222	9 454	13 500	11 713	16 889	20 349	26 288	30 401	51 749	133 743
Autres biens non durables	33 222	43 489	62 099	53 878	77 689	93 605	120 924	139 846	238 047	280 800
Biens de consommation durables	76 267	99 836	142 558	123 685	178 347	214 886	277 600	321 038	491 293	293 998
B. Energie	174 800	242 509	456 147	250 473	330 681	613 957	547 522	684 010	934 952	2 693 570
Matières brutes	350	485	912	501	661	1 228	1 095	1 368	1 870	725 905
Matières élaborées	174 450	242 024	455 235	249 972	330 020	612 729	546 427	682 642	933 082	1 967 665
C. Matières premières et semi-produits	68 488	90 463	119 667	69 721	88 109	172 162	164 063	213 144	331 772	712 889
Destinés à l'alimentation	32 053	42 337	56 004	32 630	41 235	80 572	76 781	99 752	154 993	348 807
Destinés à l'agriculture	1 575	2 081	2 752	1 604	2 026	3 960	3 773	4 902	7 907	8 581
Textiles, cuirs, caoutchouc	7 876	10 403	13 762	8 018	10 132	19 799	18 867	24 512	33 603	12 828
Produits chimiques, colorants	15 684	20 716	27 404	15 966	20 177	39 425	37 570	48 810	62 476	159 433
Matériaux de construction	3 424	4 523	5 983	3 486	4 405	8 608	8 203	10 657	36 987	90 332
Minerais et produits métalliques	5 137	6 785	8 975	5 229	6 608	12 912	12 305	15 986	24 071	39 709
Autres	2 740	3 619	4 787	2 789	3 524	6 886	6 563	8 526	11 736	53 199
D. Biens d'équipement	73 121	105 944	158 864	564 688	1 621 939	2 173 920	2 228 067	5 172 099	5 069 681	2 554 851
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Véhicules routiers non domestiques	38 315	55 515	83 245	295 896	849 896	1 139 134	1 167 507	2 710 180	1 698 531	124 649
Autres matériels de transport	2 705	3 920	5 878	20 893	60 012	80 435	82 438	191 368	119 934	74 131
Machines pour industries spécialisées	2 486	3 602	5 401	19 199	55 146	73 913	75 754	175 851	1 775 909	228 953
Autres	23 033	33 372	50 042	177 877	510 911	684 785	701 841	1 629 211	1 021 063	1 899 679
E. Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	605 300	817 084	1 274 671	1 353 385	2 716 286	3 773 999	3 991 167	7 285 305	8 197 364	7 681 914
Pour mémoire taux de change moyen CDF/1 USD	405	398	474	468	517	561	806	906	919	919

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.

Tableau III.41 Dette extérieure
(en millions de USD)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 ^(r)	2011 ^(r)	2012 ^(p)
Stock	10 722,8	11 186,3	9 999,6	10 522,1	10 973,2	10 878,8	12 467,7	4 783,4	4 652,2	4 683,1
* F.M.I.	700,7	815,4	792,4	831,3	867,2	653,4	1 602,4	321,5	476,4	...
* Club de Paris	6 007,5	6 418,8	5 106,0	5 349,0	5 856,4	5 972,3	6 679,3	353,2	346,5	345,8
* Club de Kinshasa	524,0	438,6	471,6	612,7	586,3	540,3	609,2	1 452,0	1 497,6	882,8
* Club de Londres	58,8	58,1	28,6	28,6	41,4	41,4	41,4	80,8	80,8	80,8
* Institutions multilatérales	3 048,1	3 125,2	3 297,4	3 383,3	3 446,2	3 501,7	3 371,8	2 570,0	2 245,0	2 596,9
dont BAD	-	1 041,9	969,9	970,4	978,5	1 070,5	2 945,0	-	1 208,5	...
* Autres	383,7	330,2	303,6	317,3	175,8	169,7	163,7	5,9	6,0	776,8
Encours	10 403,5	10 943,3	9 884,6	9 761,9	10 606,2	10 383,9	10 764,7	4 197,4	4 089,7	...
* F.M.I.	700,7	815,4	792,4	831,3	867,2	653,4	796,9	321,5	476,4	...
* Club de Paris	5 945,7	6 354,9	5 106,0	5 272,7	5 650,1	5 640,0	5 944,9	352,5	345,4	...
* Club de Kinshasa	352,5	340,7	363,2	255,5	439,9	396,9	463,9	1 025,2	1 095,3	...
* Club de Londres	28,6	28,8	28,6	28,6	28,6	28,6	28,6	-	-	...
* Institutions multilatérales	3 047,4	3 078,2	3 295,6	3 373,9	3 444,6	3 500,2	3 371,6	2 492,3	2 166,8	...
dont BAD	-	1 041,9	-	970,4	978,5	1 070,5	2 945,0	-	1 208,5	...
* Autres	328,6	325,3	298,8	-	175,8	164,9	158,8	5,91	6,0	...
Service de la dette										
- Service dû	1 141,1	954,6	720,0	931,3	675,3	1 751,9	2 538,1	192,6	168,0	173,0
* F.M.I.	-	-	-	3,5	70,3	146,4	156,9	66,3	2,6	1,0
* Club de Paris	223,2	188,0	-	142,3	206,3	807,2	1 736,2	33,5	4,5	12,8
* Club de Kinshasa	427,4	284,2	349,9	402,5	201,3	400,8	403,3	36,1	108,0	64,2
* Club de Londres	59,3	57,9	28,6	28,6	12,8	41,4	41,4	-	0,0	-
* Institutions multilatérales	59,0	94,3	37,9	24,7	28,1	186,4	28,9	56,6	52,9	95,0
dont BAD	-	-	-	-	-	-	-	-	20,9	-
* Autres	372,3	330,2	303,6	329,8	156,5	169,7	171,4	-	-	-
- Service effectué	124,4	89,5	143,5	142,6	163,0	378,7	208,0	158,9	184,1	172,9
* F.M.I.	-	-	-	3,5	70,3	135,4	134,3	53,2	3,6	1,0
* Club de Paris	91,8	44,3	67,5	66,0	-	-	-	33,5	3,3	12,8
* Club de Kinshasa	3,5	23,4	41,1	45,3	54,9	55,3	15,3	22,2	124,2	64,2
* Club de Londres	0,5	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	28,7	21,8	35,0	15,3	26,5	188,0	51,5	50,0	53,0	95,0
dont BAD	-	-	-	4,5	7,9	-	-	-	29,7	-
* Autres	-	-	-	12,5	11,4	-	6,9	-	-	-
- Arriérés	1 016,7	865,2	576,5	788,8	512,2	1 373,2	2 330,1	33,7	-16,2	0,1
* F.M.I.	-	-	-	-	-	10,9	22,6	13,1	-1,0	0,0
* Club de Paris	131,4	143,7	-67,5	76,3	206,3	807,2	1 736,2	0,0	1,2	0,0
* Club de Kinshasa	423,9	260,8	308,8	357,2	146,4	345,5	388,0	14,0	-16,3	0,0
* Club de Londres	58,8	57,9	28,6	28,6	12,8	41,4	41,4	-	-	-
* Institutions multilatérales	30,3	72,6	2,9	9,4	1,6	-1,6	-22,6	6,7	-0,1	0,0
dont BAD	-	-	-	-	-	-	-	-	-8,8	-
* Autres	372,3	330,2	303,6	317,3	145,2	169,7	164,5	-	-	-

Sources : DGDP, sauf pour les chiffres du FMI et du Club de Londres - Banque Centrale du Congo.

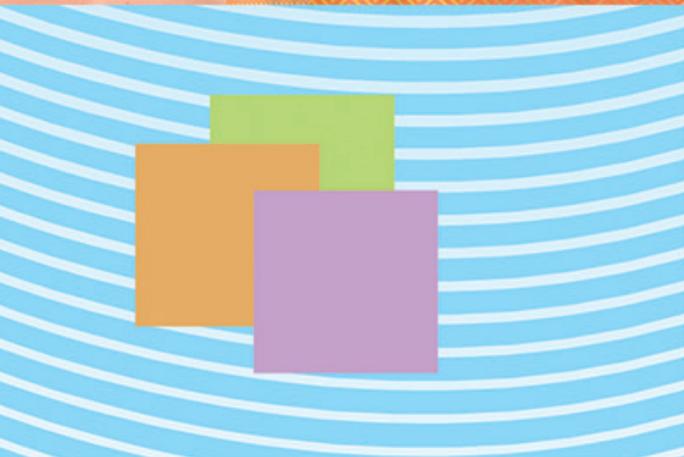
Tableau III.42 Dette extérieure
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 ⁽¹⁾	2011 ⁽¹⁾	2012 ⁽¹⁾
Stock	3 994 454,3	4 967 689,4	4 312 615,5	5 337 283,7	5 519 366,0	6 955 046,5	11 254 040,2	4 377 457,9	4 237 321,0	4 285 863,8
* F.M.I.	261 032,5	362 109,1	341 741,0	421 646,9	436 189,5	417 713,9	1 446 385,4	294 241,6	433 878,6	...
* Club de Paris	2 237 897,7	2 850 514,6	2 202 109,6	2 713 270,0	2 945 687,2	3 818 182,0	6 029 078,5	323 205,4	315 572,1	316 504,0
* Club de Kinshasa	195 193,2	194 785,7	203 391,1	310 793,0	294 875,5	345 455,9	549 897,4	1 328 786,3	1 364 063,6	807 934,5
* Club de Londres	21 911,6	25 783,7	12 321,6	14 492,0	20 823,6	26 448,7	37 342,9	73 942,5	73 594,3	73 946,1
* Institutions multilatérales	1 135 483,2	1 387 862,9	1 422 098,7	1 716 156,8	1 733 390,4	2 238 736,1	3 043 572,2	2 351 873,7	2 044 792,9	2 376 571,4
dont BAD	0,0	462 681,7	418 303,7	492 220,8	492 146,7	684 360,3	2 658 336,3	0,0	1 100 717,9	0,0
* Autres	142 936,1	146 633,3	130 953,5	160 925,1	88 399,8	108 510,0	147 763,7	5 408,4	5 419,4	710 907,7
Encours	3 875 523,4	4 859 776,0	4 262 996,9	4 951 682,5	5 334 750,0	6 638 631,7	9 716 869,5	3 841 182,9	3 725 011,6	...
* F.M.I.	261 032,5	362 109,1	341 741,0	421 646,9	436 189,5	417 713,9	719 356,3	294 241,6	433 878,6	...
* Club de Paris	2 214 894,5	2 822 128,5	2 202 109,6	2 674 553,0	2 841 921,2	3 605 788,8	5 366 240,3	322 601,5	314 588,4	...
* Club de Kinshasa	131 313,4	151 287,4	156 640,5	129 584,9	221 263,5	253 715,6	418 726,6	938 190,8	997 594,8	...
* Club de Londres	10 654,1	12 767,5	12 321,6	14 492,0	14 370,3	18 265,4	25 788,9	0,0	0,0	...
* Institutions multilatérales	1 135 218,7	1 367 008,5	1 421 326,7	1 711 405,8	1 732 585,6	2 237 745,1	3 043 380,6	2 280 740,6	1 973 530,3	...
dont BAD	0,0	462 681,7	0,0	492 220,8	492 171,8	684 360,3	2 658 336,3	0,0	1 100 717,9	...
* Autres	122 410,2	144 475,1	128 857,5	0,0	88 419,9	105 402,9	143 376,8	5 408,4	5 419,4	...
Service de la dette										
- Service dû	425 099,2	423 935,0	310 520,7	472 411,5	339 666,4	1 120 023,9	2 291 064,7	176 260,2	152 984,2	158 325,2
* F.M.I.	0,0	0,0	0,0	1 798,0	35 359,9	93 585,0	141 667,7	60 675,7	2 328,7	915,2
* Club de Paris	83 136,7	83 497,4	0,0	72 177,1	103 766,0	516 068,5	1 567 207,3	30 698,9	4 115,1	11 714,2
* Club de Kinshasa	159 202,4	126 200,8	150 904,5	204 164,5	101 251,1	256 238,9	364 045,9	33 061,8	98 330,4	58 754,2
* Club de Londres	22 107,0	25 726,0	12 321,6	14 492,0	6 438,2	26 448,7	37 342,9	0,0	0,0	0,0
* Institutions multilatérales	21 978,7	41 877,5	16 341,2	12 513,5	14 133,9	119 172,9	26 114,5	51 823,8	48 210,0	86 941,6
dont BAD	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19 065,5	0,0
* Autres	138 674,4	146 633,3	130 953,5	167 266,4	78 717,3	108 510,0	154 686,3	0,0	0,0	0,0
- Service effectué	46 356,4	39 732,5	61 892,8	72 318,4	81 986,7	242 110,5	187 796,3	145 385,9	167 700,3	158 231,9
* F.M.I.	0,0	0,0	0,0	1 798,0	35 334,8	86 591,4	121 267,9	48 679,9	3 242,5	902,7
* Club de Paris	34 182,5	19 677,5	29 089,8	33 460,1	0,0	0,0	0,0	30 687,0	3 005,7	11 698,1
* Club de Kinshasa	1 285,2	10 373,9	17 725,6	22 956,4	27 613,9	35 340,7	13 822,7	20 285,7	113 142,2	58 727,3
* Club de Londres	193,7	22,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Institutions multilatérales	10 695,1	9 658,9	15 077,5	7 762,5	13 329,1	120 178,3	46 514,3	45 733,3	48 309,9	86 903,8
dont BAD	0,0	0,0	0,0	2 264,9	3 973,6	0,0	0,0	0,0	27 069,6	0,0
* Autres	0,0	0,0	0,0	6 341,3	5 708,9	0,0	6 191,4	0,0	0,0	0,0
- Arriérés	378 742,8	384 202,5	248 627,9	400 093,2	257 679,7	877 913,4	2 103 268,4	30 874,3	-14 716,1	93,3
* F.M.I.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 993,5	20 399,8	11 995,7	-913,8	12,4
* Club de Paris	48 954,2	63 819,8	-29 089,8	38 717,0	103 766,0	516 068,5	1 567 207,3	11,9	1 109,4	16,2
* Club de Kinshasa	157 917,2	115 827,0	133 178,9	181 208,1	73 637,2	220 898,2	350 223,2	12 776,1	-14 811,8	26,9
* Club de Londres	21 913,3	25 703,8	12 321,6	14 492,0	6 413,1	26 448,7	37 342,9	0,0	0,0	0,0
* Institutions multilatérales	11 283,6	32 218,6	1 263,6	4 751,0	804,8	-1 005,5	-20 399,8	6 090,5	-99,9	37,8
dont BAD	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-8 004,1	0,0
* Autres	138 674,4	146 633,3	130 953,5	160 925,1	73 008,4	108 510,0	148 494,9	0,0	0,0	0,0
Pour mémoire Taux de change fin période CDF/USD	372,5	444,1	431,3	507,2	503,0	639,3	902,7	915,1	910,8	915,2

Sources : DGDP, sauf pour les chiffres du FMI et du Club de Londres - Banque Centrale du Congo.

TITRE IV
MONNAIE ET CREDIT

BILLETS A VALEUR FACIALE ADAPTEE



La mise en œuvre de la politique monétaire, au cours de l'année 2012, a été marquée au niveau international, par la persistance des tensions financières et de l'incertitude tenant au risque d'enlisement de la crise de la dette souveraine. Au niveau national, par contre, l'environnement a été marqué par la consolidation de la stabilité du cadre macroéconomique et la poursuite de la croissance de l'activité économique. Aussi, pour améliorer la structure fiduciaire aux besoins de l'économie, la BCC a procédé au lancement des coupures à valeur faciale adaptée.

Malgré les sombres perspectives économiques et financières internationales, la Banque Centrale du Congo a poursuivi l'assouplissement de sa politique monétaire. A cet effet, elle a revu graduellement à la baisse son principal taux de référence, lequel est passé de 20,0 % à fin décembre 2011 à 4,0 % à fin décembre 2012. Néanmoins, dans le cadre de la stratégie de prudence, elle a maintenu le coefficient de la réserve obligatoire à 7,0 % dans un contexte de flexibilité du billet de trésorerie.

Cette orientation stratégique, laquelle a bénéficié du renforcement de la coordination des politiques macroéconomiques, s'est traduite par la réalisation de toutes les cibles de la politique monétaire au cours de la période sous revue. En effet, le rythme de formation des prix intérieurs a connu un ralentissement notable. Ils ont enregistré une hausse globale de 2,72 % contre une cible de 9,9 %. Aussi, l'offre de monnaie est globalement demeurée sous contrôle. Le stock monétaire et la base monétaire ont été contenus en deçà de leurs cibles annuelles.

CHAPITRE I

POLITIQUE MONETAIRE

L'année 2012 a globalement été sereine sur le plan de la conduite de la politique monétaire. En effet, malgré les incertitudes qui ont affecté l'environnement économique et financier international, l'objectif principal de la politique monétaire – à savoir la stabilité du niveau général des prix - a été atteint.

En réaction aux perspectives favorables concernant l'évolution du cadre macroéconomique, la Banque Centrale du Congo a procédé à un assouplissement de sa politique monétaire. Dans ce cadre, elle a, d'une part, revu à la baisse, à six reprises, son principal taux de référence et, d'autre part, réalisé des injections de liquidité via les adjudications des billets de trésorerie.

I.1. RAPPEL DU CADRE DE SUIVI

L'exercice de la surveillance de la mise en œuvre de la politique monétaire est réalisé par le Comité de Politique Monétaire (CPM). A travers ses réunions ordinaires (au moins une fois par mois) et restreintes (hebdomadaires), cette structure surveille l'évolution de la conjoncture intérieure et internationale en vue d'orienter les décisions de politique monétaire.

Le CPM a tenu douze réunions ordinaires au cours de l'année 2012 sous la présidence du Gouverneur de la Banque Centrale du Congo. Il convient également de noter que des réunions restreintes du CPM sont organisées chaque semaine dans le cadre de la préparation des interventions de la Banque Centrale du Congo sur le marché monétaire.

I.2. CADRE OPERATIONNEL

Depuis mars 2008, le cadre opérationnel de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo n'a pas subi de modification. Il est constitué des trois instruments, à savoir :

- les taux d'intérêt sur le refinancement (taux des prêts à court terme qui est aussi le taux directeur de la Banque et le taux des facilités permanentes) ;
- les billets de trésorerie émis par voie d'adjudication à l'américaine ;
- le coefficient de la réserve obligatoire appliqué sur les dépôts de la clientèle des banques, toutes monnaies confondues.

I.3. FACTEURS AUTONOMES DE LA LIQUIDITE ET REACTION DE LA POLITIQUE MONETAIRE

Au cours de l'année sous revue, l'évolution des facteurs de la liquidité bancaire révèle une injection nette globale de liquidité de 10,5 milliards de CDF contre 96,8 milliards programmée. L'essentiel de ces apports de liquidité a été réalisé au second semestre. En effet, cette dernière période a connu un apport important de liquidité de l'ordre de 103,8 milliards de CDF alors qu'au premier semestre, il a été observé une ponction de 93,4 milliards découlant de la contraction des facteurs autonomes.

Tableau IV.1 Les facteurs de liquidité bancaire en 2012
(flux en milliards de CDF)

	1 ^{er} semestre			2 ^{ème} semestre			2012		
	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart
1. Facteurs autonomes	69,7	-106,8	-176,5	82,1	139,6	57,5	151,8	32,8	-119,0
2. Facteurs institutionnels	-26,7	-13,4	13,3	81,6	35,8	-45,8	55,0	22,4	-32,6
Impact (1-2) (i)	96,4	-93,4	-189,8	0,5	103,8	103,3	96,8	10,5	-86,3

Source : Banque Centrale du Congo.

(i) + injection ; - ponction

Il sied de noter que les injections de liquidité induites par les facteurs autonomes et les retraits réalisés par la politique monétaire ont été largement inférieurs aux niveaux fixés par la programmation monétaire.

I.3.1. Facteurs autonomes

Les facteurs autonomes de la liquidité ont contribué à un élargissement de la liquidité chiffré à 32,8 milliards de CDF contre une injection attendue de 151,8 milliards. Ces injections sont expliquées conjointement par l'expansion des avoirs extérieurs nets de 316,6 milliards et par la forte contraction des avoirs intérieurs nets (hors billets de trésorerie) située à 283,8 milliards.

Il convient de relever qu'une chute importante des avoirs intérieurs nets hors BTR a été remarquée, cet agrégat ayant enregistré une baisse de 298,2 milliards de CDF, sous l'effet de l'amélioration de la Position Nette du Gouvernement, alors qu'il n'était prévu qu'une faible contraction de 19,8 milliards.

Tableau IV.2. Comportement des facteurs autonomes
(flux en milliards de CDF)

	1 ^{er} semestre			2 ^{ème} semestre			2012		
	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart
Facteurs autonomes¹	69,7	-106,8	-176,5	82,1	139,6	57,5	151,8	32,8	-119,0
Avoirs extérieurs nets	74,8	125,1	50,3	96,8	191,5	94,7	171,6	316,6	145,0
Avoirs intérieurs nets ²	-5,1	-231,9	-226,8	-14,7	-51,8	-37,1	-19,8	-283,8	-264,0
Crédit net à l'Etat	23,7	-173,8	-197,5	-20,6	-124,5	-103,9	3,1	-298,2	-301,3
Créances/banques RME	0,5	3,2	2,7	0,0	4,1	4,1	0,5	7,3	6,8
Autres créances	1,5	-0,5	-2,0	-1,2	-0,3	0,9	0,3	-0,8	-1,1
Autres postes nets ²	-30,8	-60,9	-30,1	7,1	68,8	61,7	-23,7	7,9	31,6

Source : Banque Centrale du Congo. (+) Injection ; (-) Ponction

1. Hors circulation fiduciaire

2. Hors billets de trésorerie

Au premier semestre, les facteurs autonomes ont été à la base d'une contraction de la liquidité bancaire. Ils ont baissé de 106,8 milliards de CDF alors que la programmation avait tablé sur une injection de 69,7 milliards. Cette évolution a été expliquée par le recul simultané de l'encours des créances sur l'Etat et des autres postes nets hors BTR. Au cours de cette période, le comportement des avoirs extérieurs nets indiquait une injection de liquidité de 125,1 milliards de CDF.

Au second semestre, les facteurs autonomes n'ont induit qu'une injection de liquidité de 32,8 milliards de CDF.

Encadré IV.1 Lancement des billets à valeur faciale adaptée

Dans le cadre de son projet de modernisation du système national des paiements, l'Institut d'émission a procédé à la réforme de la structure fiduciaire au début du second semestre de l'année 2012. Durant les cinq années qui ont précédé le lancement de cette réforme, des craintes provenant de divers milieux – académiques, professionnels de la finance, acteurs politiques, population, etc. - se sont élevées pour souligner les germes inflationnistes inhérents à ces coupures. Se fondant sur le spectre de la décennie 90, ces inquiétudes tablaient sur un retour à l'hyperinflation dans les jours qui suivraient la mise en circulation des billets de 1.000 CDF, 5.000 CDF, 10.000 CDF et 20.000 CDF. Déjouant toutes les hypothèses catastrophes, la réforme a été conduite de main de maître par la Banque Centrale du Congo.

Plusieurs facteurs, que n'avaient pas pris en compte les réformes monétaires de la décennie 90, sont à la base du succès remarquable de cette action. Il s'agit principalement de :

- la planification rigoureuse de l'opération. La Banque Centrale a mis à profit son expérience et son savoir-faire accumulés au fil du temps en matière monétaire pour concevoir le projet, sélectionner les mesures les plus efficaces et cohérentes ainsi que programmer soigneusement la séquence des actions ;
- la discipline dans la conduite des politiques macroéconomiques, principalement budgétaire et monétaire. Pour mener à bien la réforme, la Banque Centrale a bénéficié d'un appui solide de la part du Gouvernement ainsi que d'un cadre renforcé de coordination des politiques budgétaire, monétaire et de change. L'amélioration, sans précédent, de la coopération entre la BCC et les Ministères des Finances et du Budget a facilité l'échange d'informations et a assoupli le processus d'ajustement en cas de nécessité de mesures correctives. C'est dans ce cadre qu'il conviendrait de souligner l'engagement pris par les autorités publiques en faveur de la pérennisation de la stabilité du cadre macroéconomique ;
- la sensibilisation. Une campagne ordonnée d'explication et de vulgarisation, d'une part, sur la pertinence et les avantages de l'adaptation de l'éventail fiduciaire et, d'autre part, les mesures d'encadrement prises pour éviter tout retour vers le passé. Un accent particulier a été mis sur la sincérité de l'autorité monétaire et le changement des mentalités en matière de conduite de la politique monétaire. Cette action a mis la BCC en contact avec diverses couches de la population et d'autres secteurs d'activité (agents des secteurs public et

privé, associations professionnelles, médias, etc.) et il a été fait recours à des canaux divers (conférences, interviews, spots publicitaires, sondages d'opinions).

Il est important de souligner que l'une des grandes leçons de la réforme : les billets à valeur faciale adaptée ne sont pas la cause de l'inflation lorsque leur mise en circulation fait l'objet d'un encadrement idoine. Ceci est confirmé par l'expérience et l'histoire monétaire de plusieurs autres pays développés comme en développement où ces billets circulent dans un contexte de stabilité des prix.

I.3.2. Réaction de la politique monétaire

i. Facteurs institutionnels

L'évolution des facteurs institutionnels, en 2012, s'est traduite par un retrait net de liquidité chiffré à 28,9 milliards de CDF contre une programmation de 55,0 milliards.

Eu égard aux perspectives favorables sur l'activité économique et sur fond d'un cadre macroéconomique stable, la Banque Centrale du Congo n'a ponctionné qu'environ la moitié du volume de liquidité programmé afin d'éviter l'assèchement de l'économie.

Tableau IV.3 Comportement des facteurs institutionnels¹
(flux en milliards de CDF)

	1 ^{er} semestre			2 ^{ème} semestre			2012		
	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart
Facteurs institutionnels	-26,7	-13,4	13,3	81,6	35,8	-45,8	55,0	22,4	-32,6
Réserve obligatoire	11,7	11,9	0,2	10,0	25,9	15,9	21,7	37,8	16,1
Billet de trésorerie	-1,3	-26,4	-25,1	34,1	6,3	-27,8	32,8	-20,1	-52,9
Refinancement	37,1	-1,1	-38,2	-37,5	-3,6	33,9	-0,5	-4,7	-4,2

Source : Banque Centrale du Congo. 1. + Ponction ; - injection

En ce qui concerne la réserve obligatoire, elle a permis de neutraliser 37,8 milliards de CDF contre une ponction programmée de 21,7 milliards.

Les adjudications des billets de trésorerie (BTR), par contre, ont contribué à un élargissement de la liquidité de l'ordre de 20,0 milliards de CDF contre une ponction cible de 32,8 milliards. En effet, en vue d'éviter un assèchement des marchés (induit par les retraits de liquidité découlant des excédents du Trésor et de l'action de la réserve obligatoire), la Banque Centrale du Congo a significativement réduit le volume des BTR mis aux enchères.

ii. Orientation des instruments de la politique monétaire

La Banque Centrale du Congo a poursuivi l'assouplissement de sa politique monétaire amorcé depuis trois ans. Cette option est justifiée, d'une part, par l'absence des risques inflationnistes majeurs et, d'autre part, par la nécessité de soutenir le dynamisme de l'activité économique via une stimulation du crédit. Cette action est passée par une baisse du taux directeur.

• Baisses historiques du taux directeur

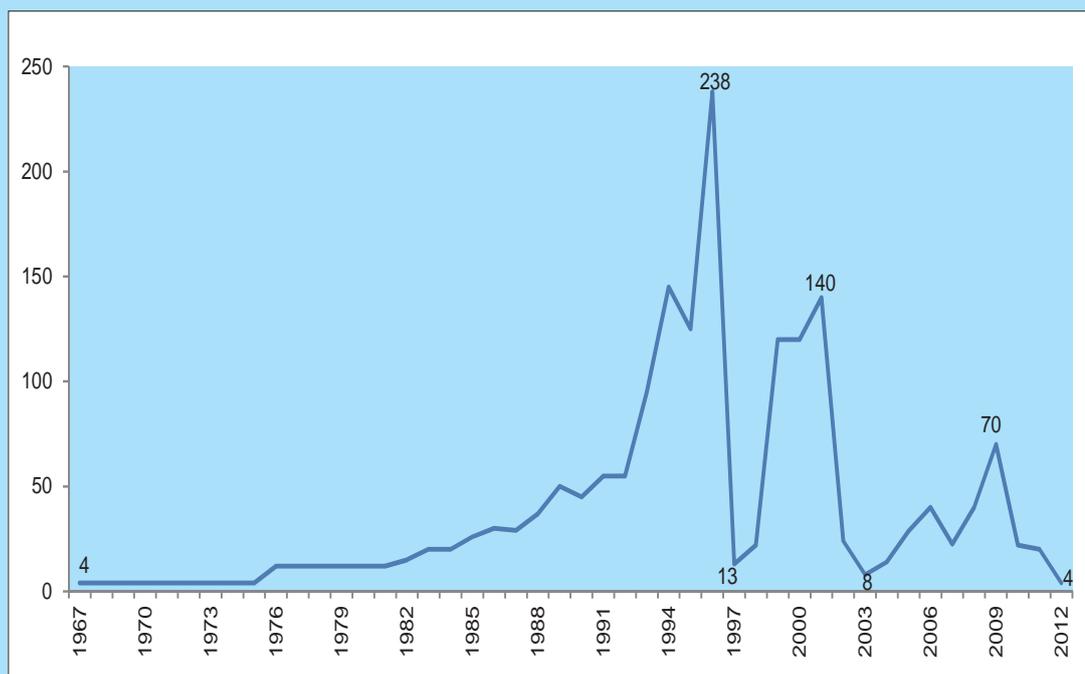
Une détente du taux directeur a été réalisée en 2012, dans la continuité de l'option prise depuis 2010. En effet, l'Autorité monétaire a procédé à six ajustements baissiers de son principal taux de référence (taux des prêts à court terme). Les trois premiers ont été opérés entre mars et juin et les trois derniers au second semestre.

Encadré IV.2 Baisse historique du taux directeur

Après trente-sept années marquées particulièrement par des pics, le taux directeur a atteint le niveau où il se situait entre 1967 et 1976.

Le graphique ci-après révèle qu'au cours de cette période, le principal taux de référence de la BCC est demeuré inchangé avant l'amorce de la tendance ascendante. Cette rupture intervenue en 1976 marque le début de la longue histoire d'instabilité monétaire congolaise. En effet, telle une course des ascenseurs, les prix à la consommation et le taux de change sont entrés dans une spirale haussière, laquelle a érodé la valeur interne et externe de la monnaie nationale. La Banque Centrale, s'appuyant sur son taux directeur n'a pas tardé à entrer dans la danse afin de répondre à ces évolutions qui ont acheminé le taux directeur dans trois principaux sommets.

Graphique IV.1 Evolution du taux directeur de 1967 à 2012



Source : Source : Banque Centrale du Congo.

Le premier sommet, a été atteint en 1996 avec un taux d'intérêt de 238,0 %. Cette situation a attesté la volonté de la BCC de combattre l'hyperinflation, même s'il fallait décourager le crédit, l'investissement et l'activité économique. Après un creux en 1997 – 13,0 % -, un deuxième sommet, moins élevé, a été atteint en 2001. Il représente le nouvel engagement contre l'inflation élevée résultant de l'instabilité politico-économique créée par la guerre. A la faveur du Programme Intérimaire Renforcé et du Programme Economique du Gouvernement (PEG I), une chute importante du taux directeur – le 2^{ème} creux – a été observée. Cependant, établi à 8,0 %, il est resté supérieur au niveau de 1967-76. Le taux de base de la BCC a traversé transitoirement un 3^{ème} sommet - 70,0 % - en 2009, expliqué par la montée de l'inflation tenant à la crise financière internationale et aux tensions sécuritaires à l'Est du territoire.

Depuis mars 2010, le principal taux de référence de la Banque Centrale a chuté spectaculairement à la faveur d'une coordination des politiques macroéconomiques jamais observée de 1976 à 2009. Ainsi, à fin 2012, il s'est de nouveau établi à 4,0 %, son niveau le plus bas depuis 37 ans.

En ce qui concerne la première série des baisses de 2012, un premier ajustement a été réalisé le 30 mars et a porté le taux directeur à 17,0 % contre 20,0 % à fin décembre 2011. La révision suivante, décidée le 21 mai a établi le taux à 12,75 %. A mi-juin, la BCC a effectué un troisième ajustement, lequel a fait passer le taux à 9,5 %.

Compte tenu du niveau très faible de l'inflation, de nouvelles révisions du principal taux de base de la BCC ont été réalisées. Ces actions se sont traduites par le passage successif du taux directeur à 7,5 % à 6,0 % au mois de septembre et à 4,0 % le 26 décembre.

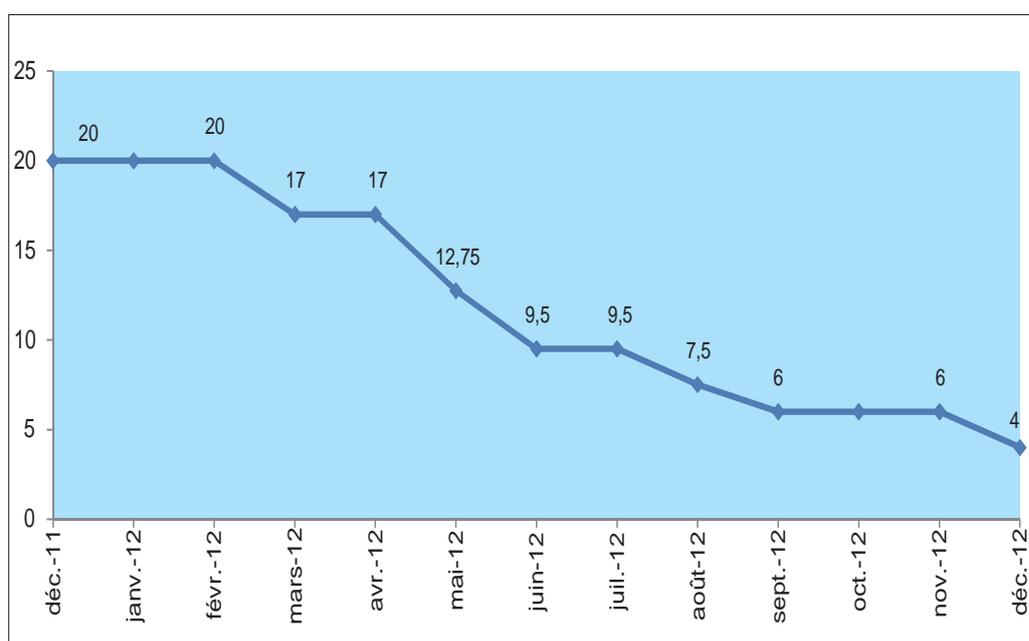
Tableau IV.4 Fréquence des modifications du taux directeur en 2012

	Dates	Sens de l'ajustement	Niveau du taux (en %)	Ampleur de la variation (en points)	Délai d'ajustement (en mois)
1.	30-mars-12	Baisse	20 à 17	3,0	3
2.	21-mai-12	Baisse	12,75	4,25	2
3.	15-juin-12	Baisse	9,5	3,25	1
4.	31-juil-12	Baisse	7,5	2,0	1,5
5.	26-sept-12	Baisse	6,0	1,5	2
6.	26-déc-12	Baisse	4,0	2,0	3
	6 ajustements		moyenne	2,7	2

Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse du rythme d'ajustement du taux directeur montre que, globalement, l'intervalle de temps moyen pris par la BCC pour opérer une réduction du taux directeur a été de deux mois en 2012. Avec six révisions, la fréquence de modification de son taux directeur a atteint son niveau record depuis 2006.

Graphique IV.2 Taux directeur
(en pourcentage)



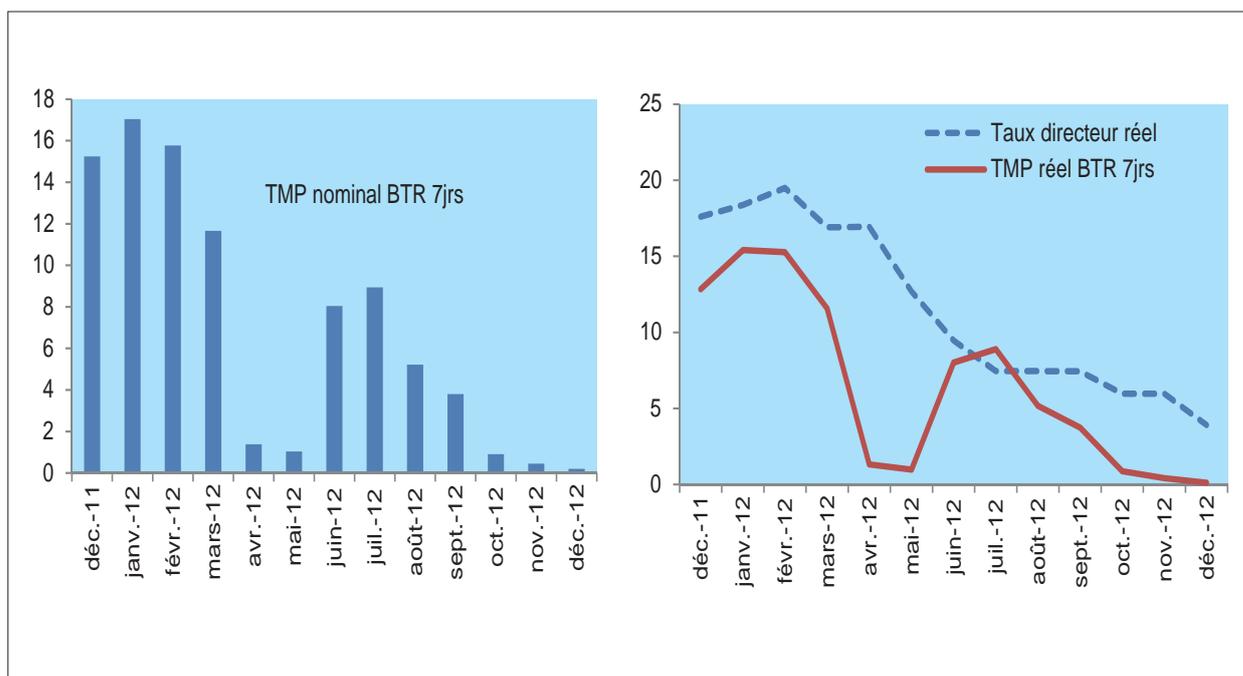
Source : Banque Centrale du Congo.

La chute significative du taux directeur atteste la baisse progressive de la volatilité et de l'incertitude macroéconomiques résultant des avancées notables enregistrées en matière de conception et de mise en œuvre des politiques conjoncturelles. Le recul du taux directeur a influencé à la baisse les autres taux d'intérêt – nominaux et réels – de l'économie.

S'agissant des taux réels, la marge de positivité du taux directeur a perdu 13,7 points, passant d'une année à l'autre de 17,6 à 3,9 points. Le taux d'intérêt moyen pondéré (TMP) réel des BTR à 7 jours a connu une chute substantielle, s'établissant à 0,1 point à fin décembre 2012 contre 12,8 points à la période correspondante de 2011. La perte de rendement du BTR explique en partie la diminution de sa demande exprimée par les particuliers.

Graphique IV.3 TMP nominal des BTR et taux d'intérêt réels

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

• Activisme des billets de trésorerie

Comme en matière de taux directeur, la BCC a été très active sur le marché monétaire avec ses enchères hebdomadaires des BTR. L'analyse des effets des adjudications des billets de trésorerie, dans le cadre de la régulation de la liquidité, révèle cinq principales phases :

- de fin décembre 2011 à fin février 2012, les BTR ont permis de stériliser 56,7 milliards de CDF, justifié par la nécessité de contrer les tensions inflationnistes du mois de janvier ;

Tableau IV.5 Contribution des BTR à la régulation de la liquidité

Période	Impact de l'action	Ampleur
Fin déc 11 - fin fév 12	Retrait	56,7
Début Mars - début Avril 12	Injection	-86,7
Début Avril - mi juin 12	Retrait	30,0
Mi juin - mi Août 12	Injection	-47,0
Mi Août - fin déc 12	Retrait	27,0
Total		-20,0

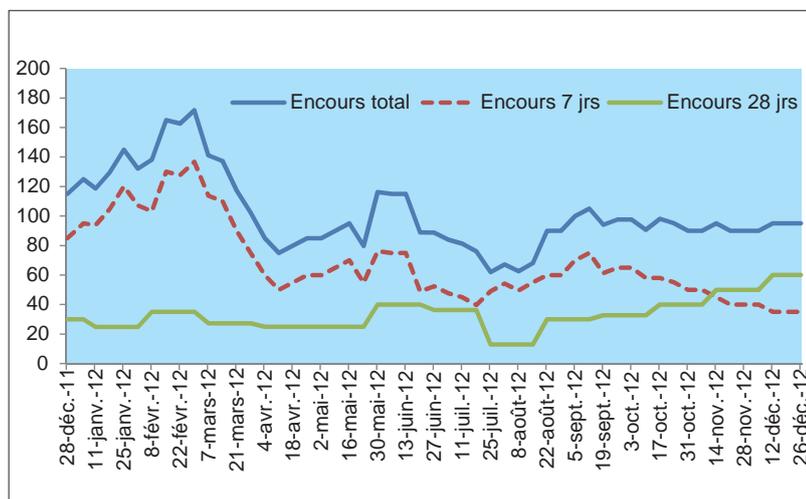
Source : Banque Centrale du Congo.

(+) ponction/retrait ; (-) injection/élargissement

- entre le début du mois de mars et celui du mois d'avril, les adjudications des BTR se sont traduites par une expansion de la liquidité d'un niveau de 86,7 milliards de CDF, essentiellement destinées à compenser les retraits de liquidité induits par le comportement des facteurs autonomes, principalement du crédit net à l'Etat ;
- de fin avril à la mi-juin, les BTR ont opéré des ponctions préventives de liquidité destinées à contrer toute volatilité éventuelle des marchés dans un contexte de préparation de la mise en circulation des billets à valeur faciale adaptée ;
- de mi-juin à mi-août, des injections de 47,3 milliards de CDF ont été réalisées. En effet, après le succès de l'opération de mise en circulation des billets de 1.000 CDF, 5.000 CDF et 10.000 CDF, d'une part, et de croissance économique soutenue, d'autre part, la politique monétaire se devait d'être accommodante afin de répondre au besoin de liquidité supplémentaire y afférent ;
- de mi-août à fin décembre 2012, des retraits de 27,0 milliards de CDF ont été réalisés afin de prévenir les risques éventuels d'expansion de liquidité pendant la période des fêtes de fin d'année et préserver la stabilité du cadre macroéconomique.

Graphique IV.4 Encours des BTR

(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

Il sied de souligner que l'encours des BTR a d'abord connu une forte augmentation, atteignant un pic de 171,7 milliards de CDF à fin février, avant d'amorcer une tendance globalement baissière entre fin mars et mi-août, période au cours de laquelle il s'est établi à 68,0 milliards. De fin août à fin décembre, l'encours des BTR a été moins variable, se stabilisant autour de 95,0 milliards de CDF.

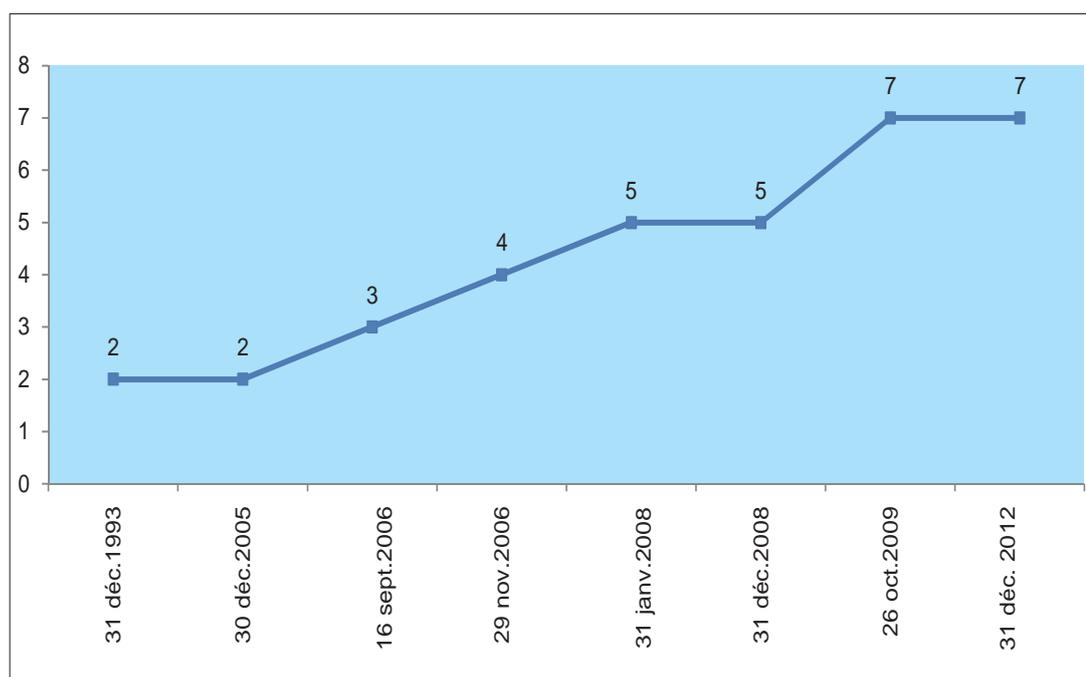
- **Statu quo pour le coefficient de la réserve obligatoire**

La Banque Centrale du Congo a maintenu le coefficient de la réserve obligatoire à 7,0 % eu égard à la nécessité de disposer d'un levier de sécurité dans un contexte de baisse sensible et simultanée du taux directeur et de l'encours des BTR.

Il importe de noter que la dernière modification du coefficient de la réserve obligatoire (de 5,0 à 7,0 %) est intervenue le 26 octobre 2009 en raison des tensions importantes qui avaient marqué la liquidité bancaire en cette période.

Graphique IV.5 Evolution du coefficient de la réserve obligatoire depuis 1993

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

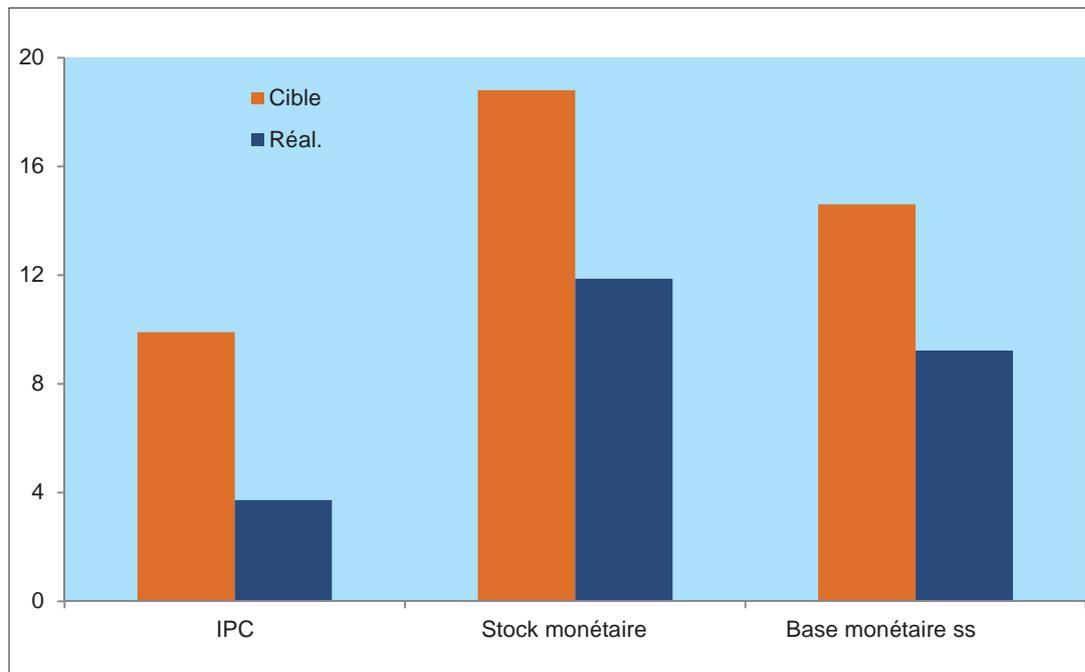
I.4. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE

Au cours de l'année sous revue, les cibles quantitatives – en matière de variation des prix à la consommation, de stock monétaire et de base monétaire au sens strict – fixées dans le cadre de la programmation monétaire 2012 ont été réalisées.

A fin décembre 2012, le taux d'inflation s'est établi à 2,72 % contre une cible annuelle de 9,9 %. Le niveau sensiblement bas atteint par le taux d'inflation tient, d'une part,

de la maîtrise des agrégats monétaires à la suite d'une meilleure combinaison des politiques monétaire, de change et budgétaire et, d'autre part, de l'absence des chocs majeurs sur les prix à l'importation.

Graphique IV.6 Objectifs de la politique monétaire
(variation en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant particulièrement de l'offre de monnaie, le stock monétaire et la base monétaire au sens strict se sont accrus de façon modérée, respectivement de 12,3 % et 6,3 % contre des objectifs spécifiques de 18,8 % et 14,6 %.

Encadré IV.3 Rétrospective historique sur l'inflation en RDC de 1966 à 2012

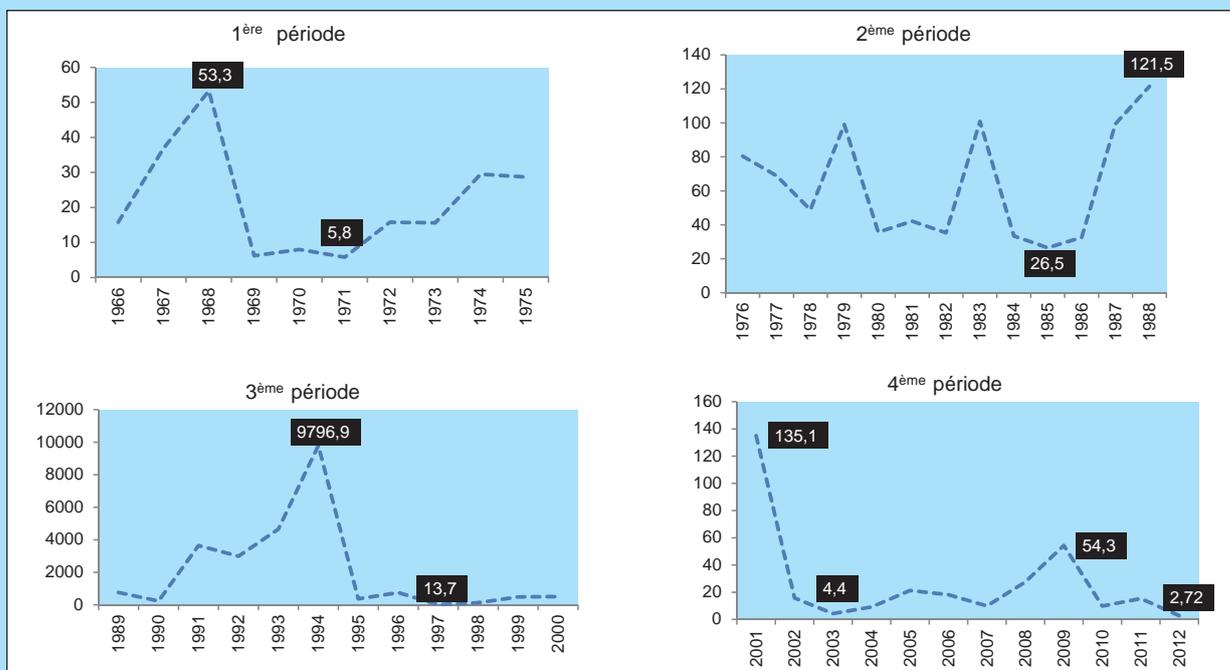
Au cours de trois dernières décennies du siècle précédent, le cadre macroéconomique était marqué par de profonds déséquilibres se traduisant, notamment, par l'accélération de la dépréciation de la monnaie nationale et des épisodes de forte inflation, voire d'hyperinflation.

Quelques années seulement après l'accession du pays à l'indépendance, le rythme de formation des prix intérieurs s'était accéléré jusqu'à atteindre plus de 50,0 % en 1968, avant de ralentir jusqu'à 5,1 % en 1971. Cependant, ce recul n'était que de courte durée car, sous les effets décalés du choc pétrolier de 1974 et de la contreperformance du secteur minier, l'inflation remontera à environ 80,0 % en 1976 avant de s'établir à 99,0 % en 1979. Ainsi, l'inflation moyenne au cours de cette décennie a été d'environ 33,5 % l'an. La mise en œuvre des politiques macroéconomiques inappropriées au cours de la seconde moitié de la décennie 80 a accentué les tensions inflationnistes, poussant le taux d'inflation moyen à environ 130,0 % l'an.

Depuis cette période jusqu'au début des années 2000, l'inflation a échappé au contrôle de la politique économique. Aussi, la décennie 90 a été celle de l'hyperinflation la plus sévère que la RDC n'ait jamais connue, avec un pic de 9.796,9 % du taux d'inflation en 1994. Cette évolution est consécutive, principalement à la monétisation systématique des déficits publics, aux pillages de 1991 et 1993 et aux anticipations inflationnistes des agents économiques.

A la faveur du processus de stabilisation du cadre macroéconomique amorcé en 2001, une désinflation a été réalisée. De 511,2 % en 2000, le taux d'inflation a été ramené à 4,4 % en 2003 avant de connaître une accélération - jusqu'à 54,3 % en 2009 - sous l'effet de la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires au niveau mondial, de la crise financière internationale et des conflits armés dans la partie Est du territoire national.

**Graphique IV.7 Evolution de long terme du taux d'inflation
(en pourcentage)**



Source : Banque Centrale du Congo.

Depuis 2010, le Gouvernement et la Banque Centrale se sont engagés à préserver la stabilité du niveau général des prix en la pérennisant sur le long terme. Cet engagement s'est traduit par un renforcement du cadre de conception et la mise en œuvre des politiques budgétaire et monétaire. Cet effort s'est traduit par le ralentissement notable de l'inflation, laquelle a atteint 2,72 % en 2012.

CHAPITRE II

EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

II.1. EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

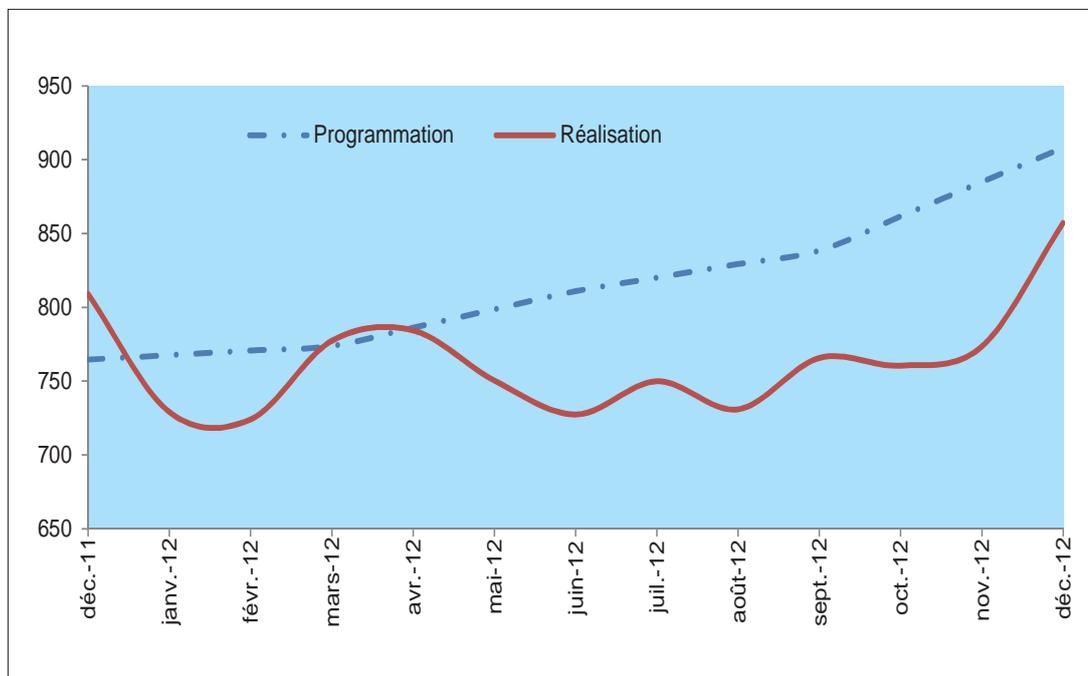
A fin 2012, la base monétaire, au sens large s'est située à 857,1 milliards de CDF contre 809,0 milliards une année auparavant, soit une hausse de 5,9 %. Les réalisations de la base monétaire se sont situées en deçà de la programmation, fixée à 916,7 milliards.

Toutefois, trois périodes peuvent être relevées en ce qui concerne l'évolution de cette base monétaire, à savoir :

- de janvier à février, établissement de la base monétaire à 724,0 milliards de CDF à la suite de la ponction de 56,0 milliards effectuée au cours de cette période en vue de contrer les tensions inflationnistes du mois de janvier 2012, en liaison avec la mauvaise application de la TVA ;
- de mars à avril, situation quasiment au niveau de la programmation suite à l'injection de la liquidité à hauteur de 86,0 milliards opérée au cours de cette période. En effet, face aux paiements importants attendus pour le compte du Trésor dans le cadre de la grande échéance fiscale, l'anticipation de l'assèchement de la liquidité bancaire a expliqué cette politique ;
- de mai à décembre, évolution en deçà de la programmation. Cependant, le trend croissant qu'il a affiché au cours de cette période était expliqué notamment par la nécessité d'accompagner l'accélération de la croissance économique, particulièrement après l'émission réussie des billets à valeur faciale adaptée.

Graphique IV.8 Evolution de la base monétaire

(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

II.1.1. Composantes de la base monétaire

L'accroissement de la base monétaire au cours de l'année 2012 a été localisé au niveau des dépôts des banques. En effet, ces derniers ont augmenté de 40,0 %, après s'être accrus de 43,6 % une année auparavant.

Par ailleurs, il a été relevé une baisse de la circulation fiduciaire de 0,8 % alors que l'année précédente, elle avait augmenté de 26,9 %. Les autres dépôts et les dépôts en devises ont baissé respectivement de 19,4 % et 38,3 % suite aux virements effectués par leurs titulaires.

Tableau IV.6 Composantes de la base monétaire

(en milliards de CDF)

	2010	2011	2012	Variation en %	
				2011	2012
Base monétaire	621,0	809,0	857,1	30,3	6,0
Base monétaire (sens strict)	612,2	798,8	849,2	30,5	6,3
-Circulation fiduciaire	510,1	647,5	642,6	26,9	-0,8
-Dépôts des banques	99,3	142,6	199,7	43,6	40,0
-Autres dépôts en MN	17,0	8,6	6,9	-49,4	-19,4
Dépôts en devises	5,0	6,5	4,0	29,4	-38,3
Provisions pour importation	3,9	3,8	3,9	-2,3	3,4

Source : Banque Centrale du Congo.

Il convient de relever que la baisse de la circulation fiduciaire suite notamment à la hausse des dépôts des banques s'explique principalement par le fait de la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat.

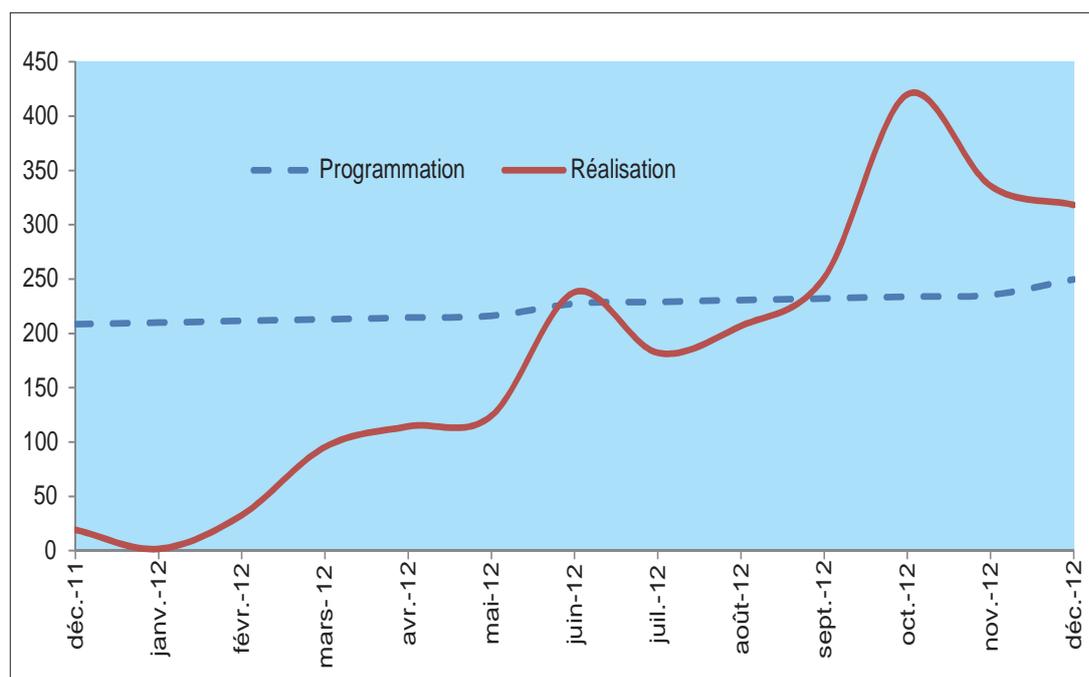
II.1.2. Contreparties de la base monétaire

En 2012, l'accroissement de la base monétaire est expliqué par la hausse des avoirs extérieurs nets, dans un contexte d'une baisse des avoirs intérieurs nets.

En effet, les avoirs extérieurs nets se sont chiffrés à 335,8 milliards de CDF, soit une hausse de 1.650,7 % par rapport à 2011. Cette hausse s'explique par les achats des devises effectués sur le marché interbancaire et les rachats des recettes en devises de l'Etat.

Graphique IV.9 Evolution des avoirs extérieurs nets en 2012

(en milliards de CDF)

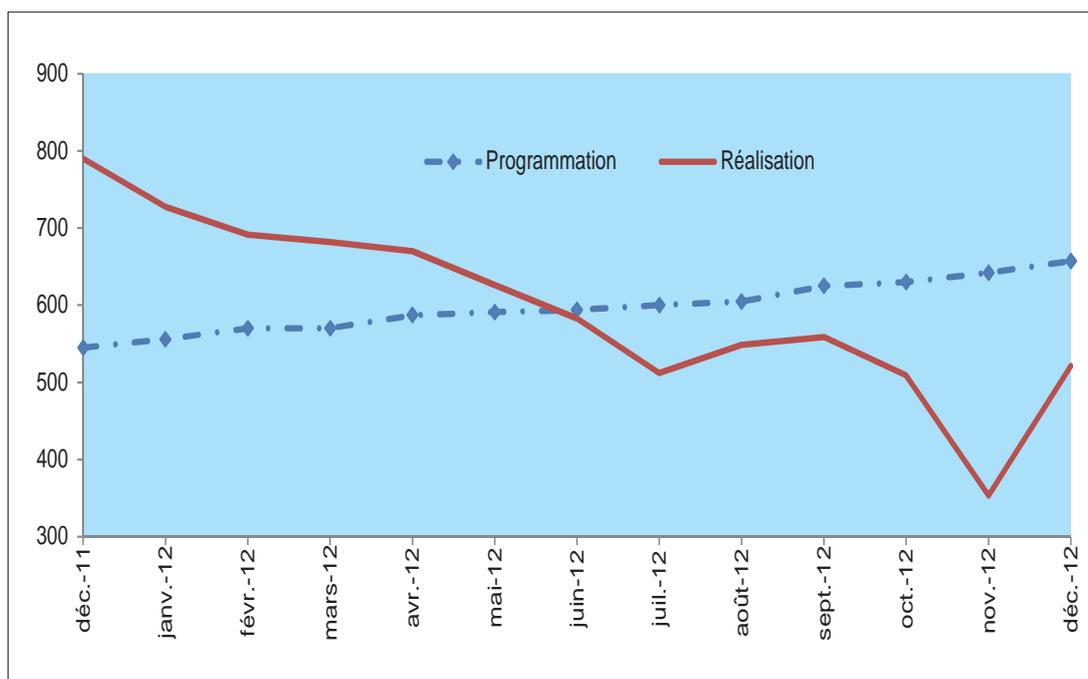


Source : Banque Centrale du Congo.

Toutefois, il y a lieu de relever qu'au début de l'année, le niveau des avoirs extérieurs nets a été en deçà de la programmation. Ce niveau a davantage baissé, pour s'établir à 1,6 milliard de CDF à fin janvier suite principalement à la vente des devises effectuée sur le marché de change. Par la suite, une hausse tendancielle a été observée suite aux excédents du budget en devises, impulsés notamment par les achats des devises. Cependant, certaines inflexions ont été observées aux mois d'août et de décembre suite à l'accroissement des dépenses en devises dans le but de contrer les tensions sur le marché des changes.

En ce qui concerne les avoirs intérieurs nets, ils ont baissé de 34,0 % au cours de l'année. Cette baisse est essentiellement due à la contraction du Crédit Net à l'Etat de 434,1 %.

Graphique IV.10 Evolution des avoirs intérieurs nets en 2012
(en milliards de CDF)

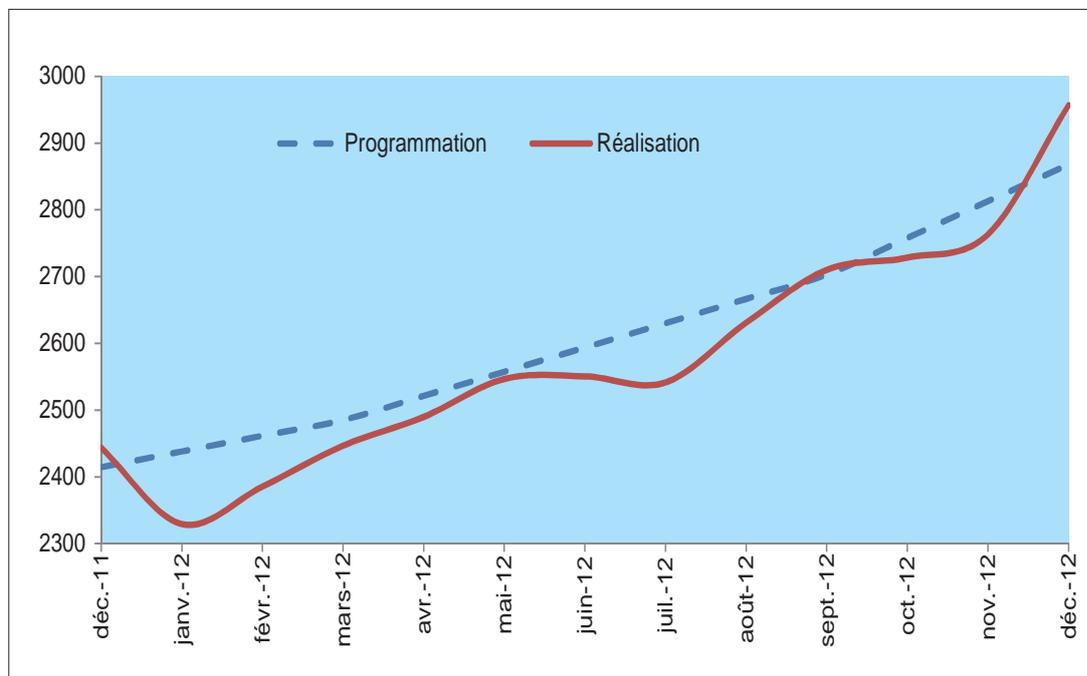


Source : Banque Centrale du Congo.

II.2. EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE

La masse monétaire s'est établie à 2.956,7 milliards de CDF, soit un accroissement de 21,0 %, supérieur à une hausse programmée de 18,8 %.

Une baisse de la masse monétaire a été observée consécutivement à celle des Avoirs extérieurs au mois de janvier 2012. A partir de ce mois, la hausse a été enregistrée bien que globalement, elle a évolué en deçà de la programmation.

Graphique IV.11 Evolution de la masse monétaire*(en milliards de CDF)*

Source : Banque Centrale du Congo.

- **Composantes de la masse monétaire**

L'accroissement de la masse monétaire en 2012 est localisé au niveau de la quasi-monnaie, principalement dans les dépôts en devises. Ces derniers se sont accrus de 25,7 % après une hausse de 29,4 % en 2011. Il est également observé une augmentation des dépôts à vue de 67,2 % et des dépôts à terme en monnaie nationale de 46,7 %.

Il convient de relever que les proportions des dépôts à vue et des dépôts à terme en monnaie nationale dans la masse monétaire ont été respectivement de 10,0 % et 1,0 %. Par contre, le poids des dépôts en devises a augmenté passant de 65,9 % à 68,3 % d'une année à l'autre.

Tableau IV.7 Composantes de la masse monétaire*(en milliards de CDF)*

	2010	2011	2012	Variation en %	
				2011	2012
Masse monétaire	2 008,6	2 443,6	2 956,7	21,7	21,0
Circulation fiduciaire	489,4	615,3	595,2	25,7	-3,3
Dépôts à vue	215,7	174,7	292,1	-19,0	67,2
Quasi- monnaie	1258,6	1628,4	2046,7	29,4	25,7
-Dépôts à terme en MN	8,5	17,5	25,7	105,9	46,9
-Dépôts en devises	1250,1	1610,8	2020,9	28,9	25,5
Provisions pour importation	45,0	25,2	22,8	-44,0	-9,5

Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant de la circulation fiduciaire, il convient de relever que l'utilisation du cash a reculé de 3,3 % en 2012 alors qu'elle avait augmenté de 25,7 % en 2011. La bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat explique, entre autres, cette situation.

- **Contreparties de la masse monétaire**

L'accroissement de la masse monétaire en 2012 est expliqué par celui des avoirs extérieurs nets qui ont augmenté de 66,2 % contre une baisse de 8,0 % en 2011. L'effet de l'expansion de ces avoirs a été modéré par la contraction des avoirs intérieurs nets.

Tableau IV.8. Contreparties de la masse monétaire
(en milliards de CDF)

	2010	2011	2012	Variation en %	
				2011	2012
Avoirs extérieurs nets	907,9	834,9	1 387,8	-8,0	66,2
Avoirs intérieurs nets	1 100,7	1 608,7	1 568,9	46,2	-2,5
- Créances nettes sur l'Etat	-395,2	-161,3	-593,0	58,6	-267,5
- Créances sur le Secteur privé	815,0	913,3	1 141,6	16,7	25,0
- Autres postes nets	681,0	808,0	862,9	18,6	6,8

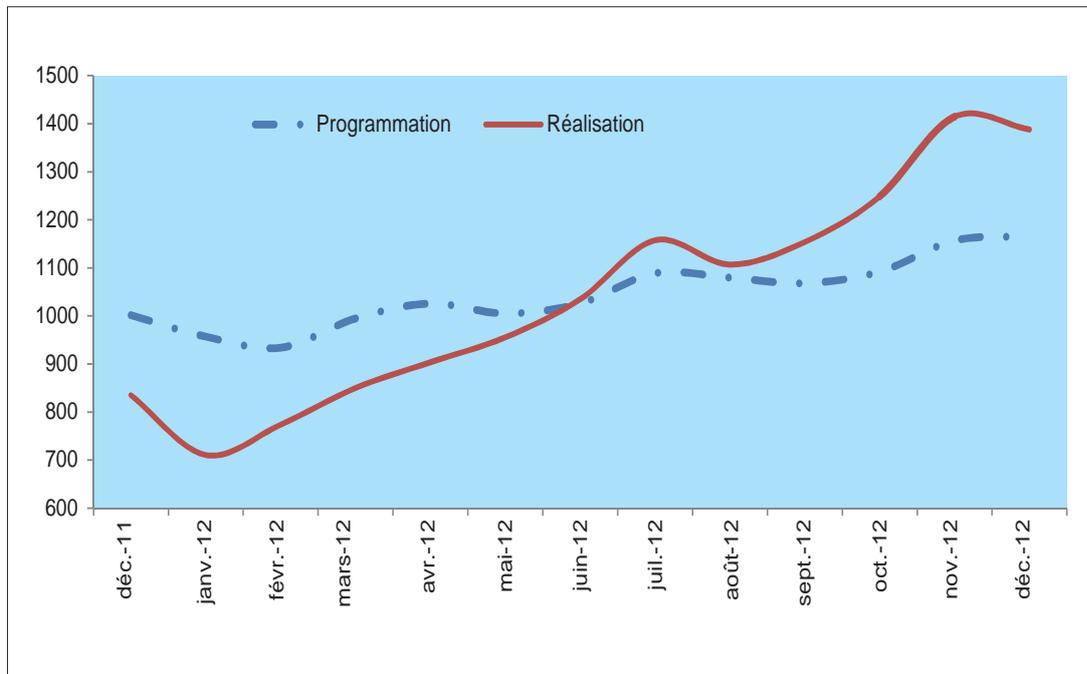
Source : Banque Centrale du Congo.

La baisse des avoirs intérieurs nets est consécutive à celle des créances nettes sur l'Etat. En effet, la position nette du Gouvernement s'est sensiblement améliorée en 2012 avec une contraction de 267,5 % du crédit net contre une détérioration de 58,6 % en 2011.

- **Evolution des avoirs extérieurs nets**

Jusqu'à mai 2012, les avoirs extérieurs nets ont évolué en deçà de la programmation. A partir du mois de juin, leur évolution est demeurée supérieure à celle qui a été programmée. Cette évolution est expliquée par l'excédent de la balance des paiements.

Graphique IV.12 Evolution des avoirs extérieurs nets
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

• Evolution des avoirs intérieurs nets

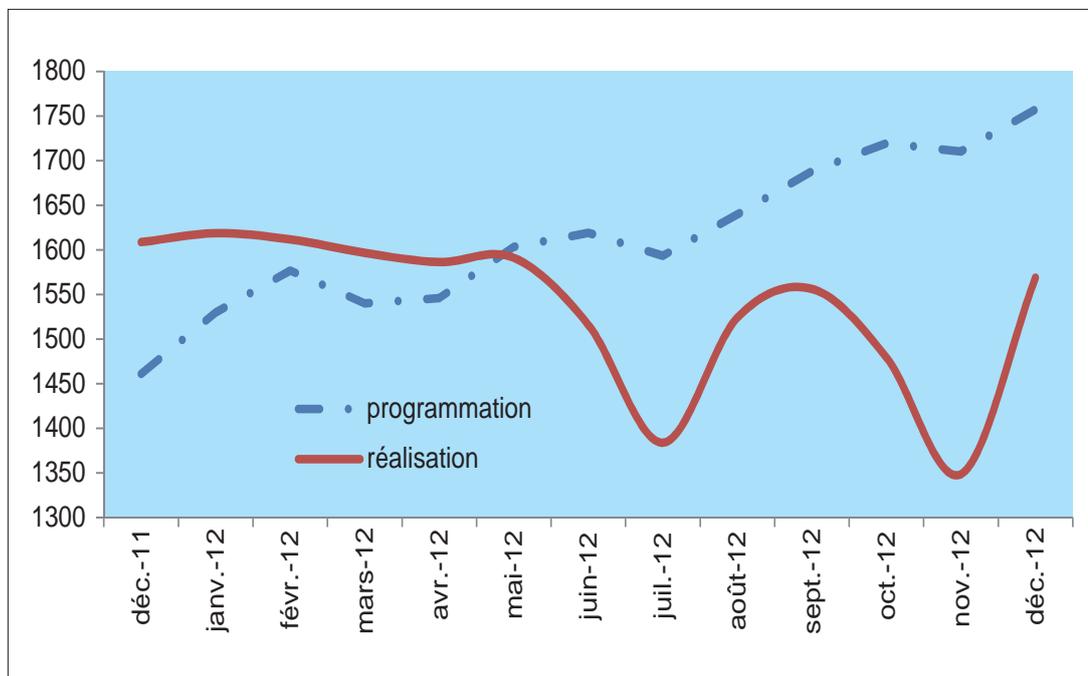
En ce qui concerne les avoirs intérieurs nets, leur recul est expliqué par la diminution des créances nettes sur l'Etat et ce, en dépit de la hausse des autres postes nets de 6,8 %.

S'agissant des créances sur le secteur privé, elles ont augmenté de 25,0 %, après une hausse de 16,7 % en 2011.

Pour ce qui est des autres postes nets, ils ont fortement été influencés par ceux de la Banque Centrale, lesquels sont fonction de l'évolution de l'encours des BTR. Ainsi, aux sept premiers mois de l'année, une baisse de 54,0 milliards de CDF de l'encours des BTR a été liée à la hausse de 93,0 milliards des autres postes nets même si au cours des mois qui ont suivi, l'évolution de ce poste a été expliquée notamment par le comportement du compte capital.

Graphique IV.13 Evolution des avoirs intérieurs nets

(en milliards de CDF)

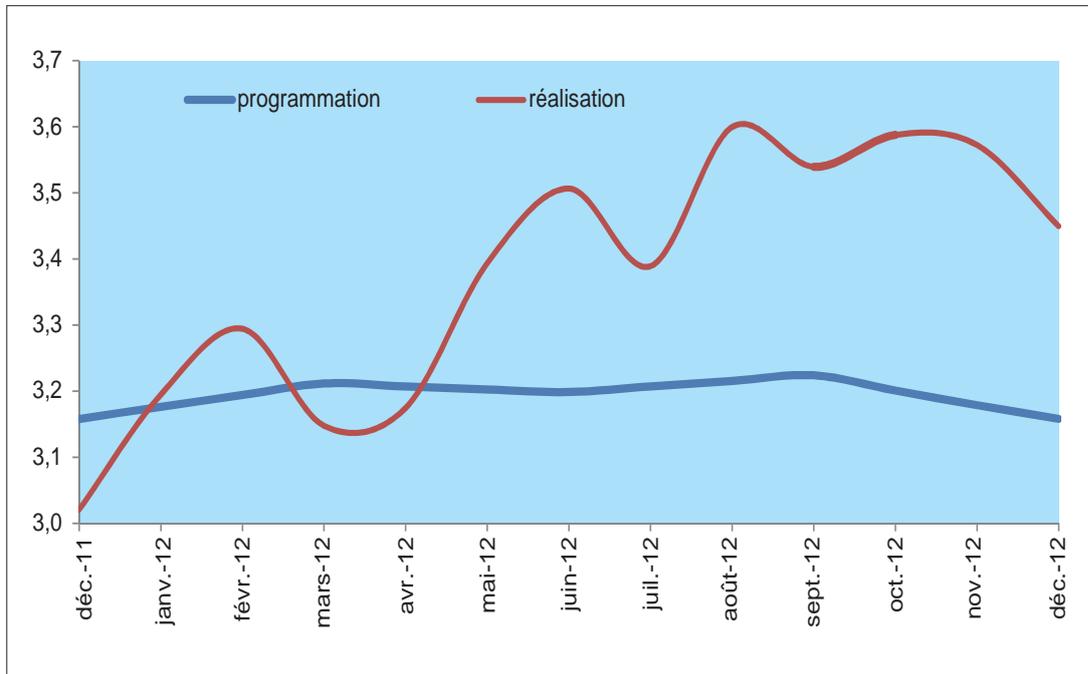


Source : Banque Centrale du Congo.

- **Evolution du multiplicateur monétaire**

Le multiplicateur monétaire a atteint une moyenne de 3,4 au cours de l'année 2012 contre 3,3 en 2011. Cette évolution s'explique par un accroissement du crédit du système bancaire qui a accru les dépôts bancaires. La baisse constatée au cours des mois de mars et d'avril s'explique en grande partie par l'accroissement de la base monétaire via les dépôts à la banque centrale, qui a servi au désengagement vis-à-vis de la Banque Centrale.

Quant à l'évolution du multiplicateur programmé, le niveau attendu était autour d'une moyenne de 3,2. Ce niveau est expliqué par l'hypothèse de la constance du multiplicateur en vue d'assurer le lien entre la base et la masse monétaire et, partant, l'inflation qui est l'objectif final de la politique monétaire.

Graphique IV.14 Evolution du multiplicateur

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

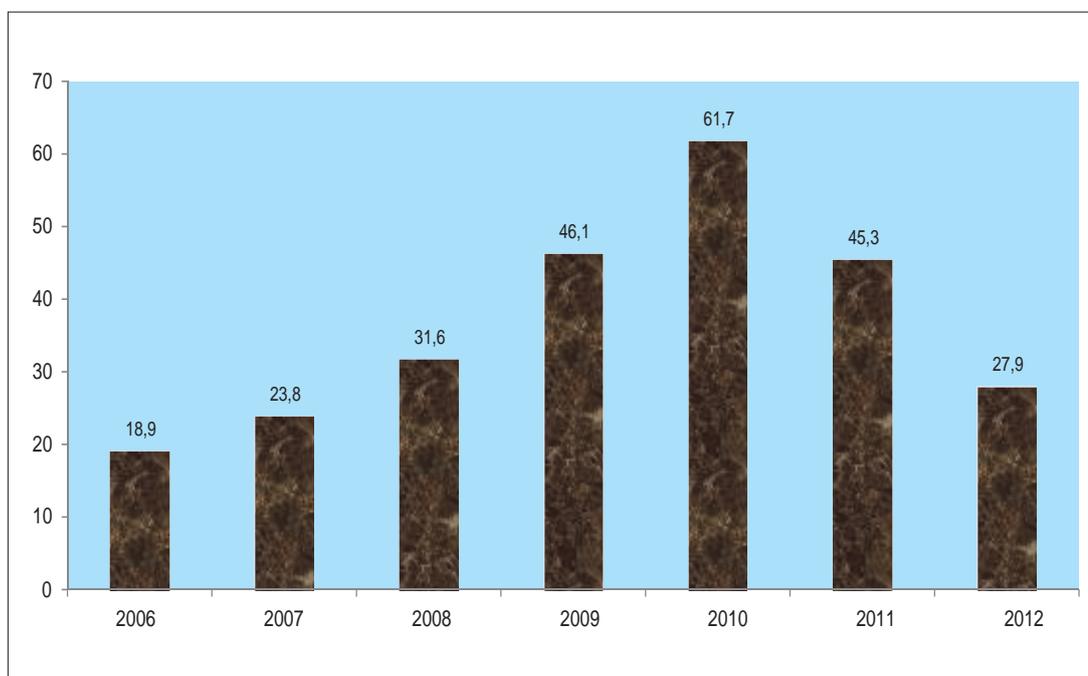
MARCHE MONETAIRE

Au cours de l'année 2012, il s'est observé un ralentissement des activités au niveau du marché en banque par rapport à l'année 2011. S'agissant des taux d'intérêt, des modifications significatives ont été observées au cours de la même année compte tenu du comportement de l'inflation.

III.1. EVOLUTION DES TRANSACTIONS

Dans l'ensemble, le volume des transactions dans les trois compartiments du marché, à savoir les marchés en banque, interbancaire et des billets de trésorerie, a été en deçà de l'année 2011. En effet, les mouvements effectués sur ces guichets ont perdu 17,4 points de pourcentage, passant de 45,3 % à 27,9 % du PIB. Le volume total des opérations sur ces guichets a diminué de 25,1 %, passant d'une année à l'autre de 6.392,5 milliards de CDF à 4.789,4 milliards.

Graphique IV.15 Volume des transactions sur le marché monétaire
(en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

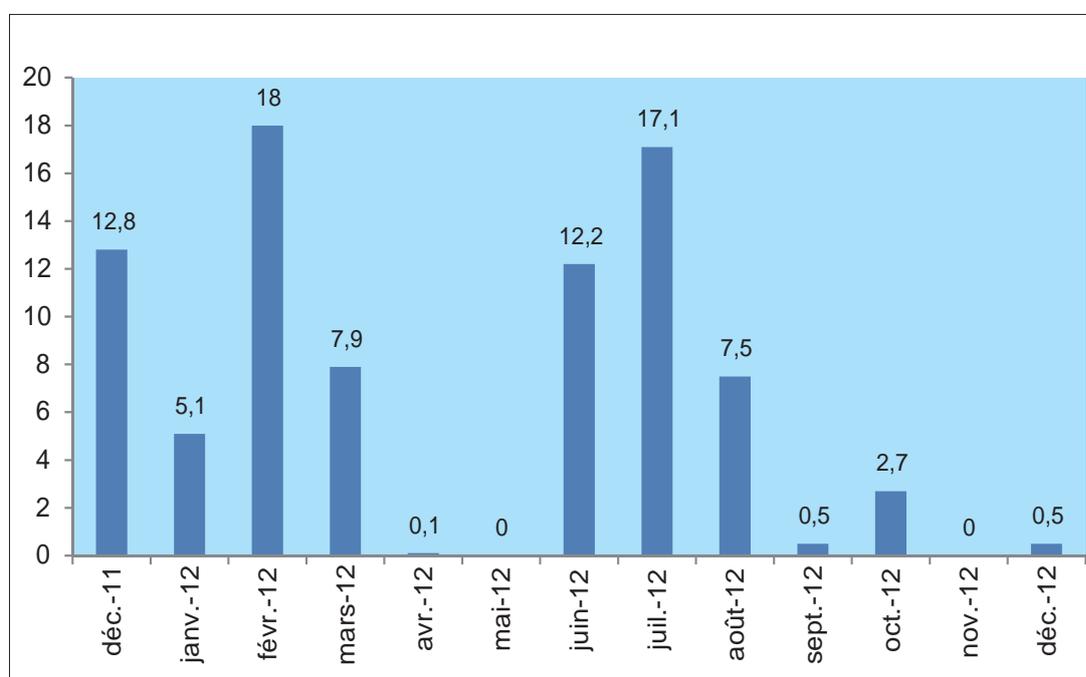
III.1.1. Marché en banque

Aucune opération n'a été effectuée au guichet des prêts à court terme au cours de l'année 2012. Par contre, il a été noté au guichet des facilités permanentes des mouvements sporadiques. Ce comportement est notamment lié à la surliquidité des banques observée au cours de la période sous analyse.

Le montant cumulé du refinancement s'est chiffré à 71,8 milliards de CDF en 2012 contre 503,8 milliards une année plus tôt, soit une régression de 85,7 %.

Graphique IV.16 Evolution mensuelle des facilités permanentes

(en milliards de CDF)



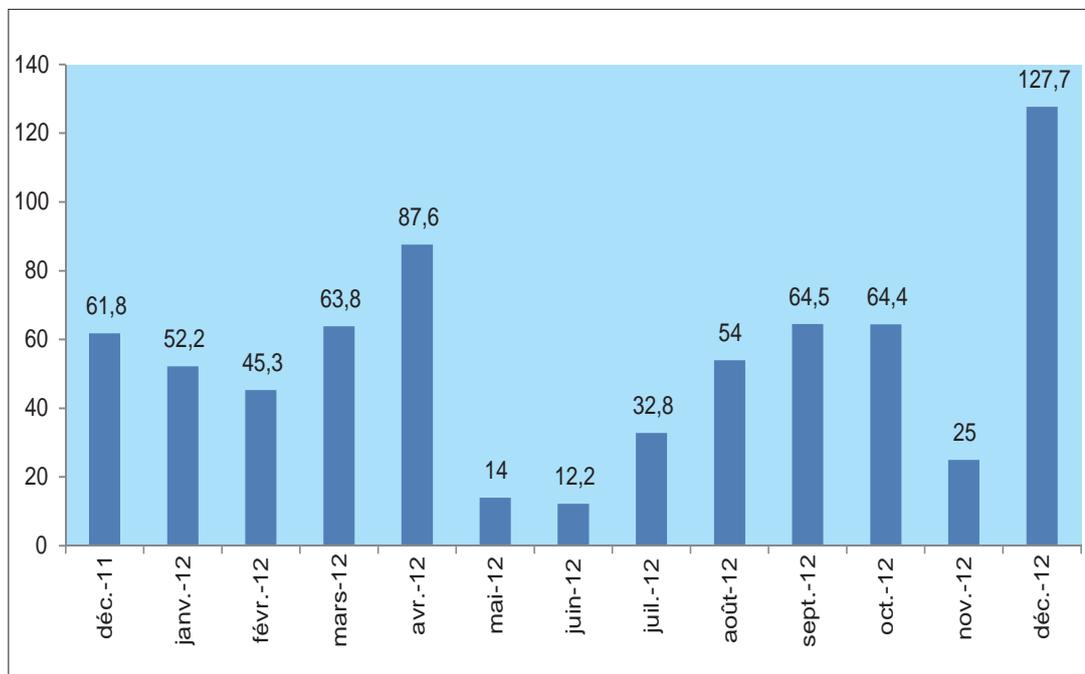
Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.2. Marché interbancaire

Le volume des transactions interbancaires est demeuré faible, en raison de l'aisance de trésorerie des banques. Les taux d'intérêt appliqués sur ce marché ont baissé au cours du deuxième trimestre de l'année, suite à la baisse du taux moyen pondéré (TMP) qui est passé d'une moyenne de 9,0 % en janvier 2012 à 1,2 % en décembre 2012.

En effet, le volume cumulé des transactions effectuées sur ce marché s'est élevé à 760,6 milliards de CDF en 2012 contre 840,6 milliards une année plus tôt. Ce recul est dû aux importants assèchements de la liquidité bancaire. En effet, le marché interbancaire a enregistré une baisse des transactions au cours des mois de mai à juillet 2012.

Graphique IV.17 Volume mensuel des transactions interbancaires
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.3. Marché des Billets de trésorerie (BTR) en 2012

La BCC a été très active sur le marché monétaire avec ses enchères hebdomadaires des BTR. Il importe de noter également que l'Autorité monétaire a poursuivi au cours de l'année sa stratégie d'orienter les souscripteurs vers la maturité longue, dans le souci de pérenniser la stabilité du cadre macroéconomique. Les appels d'offre des BTR ont induit une injection annuelle de 20,0 milliards de CDF.

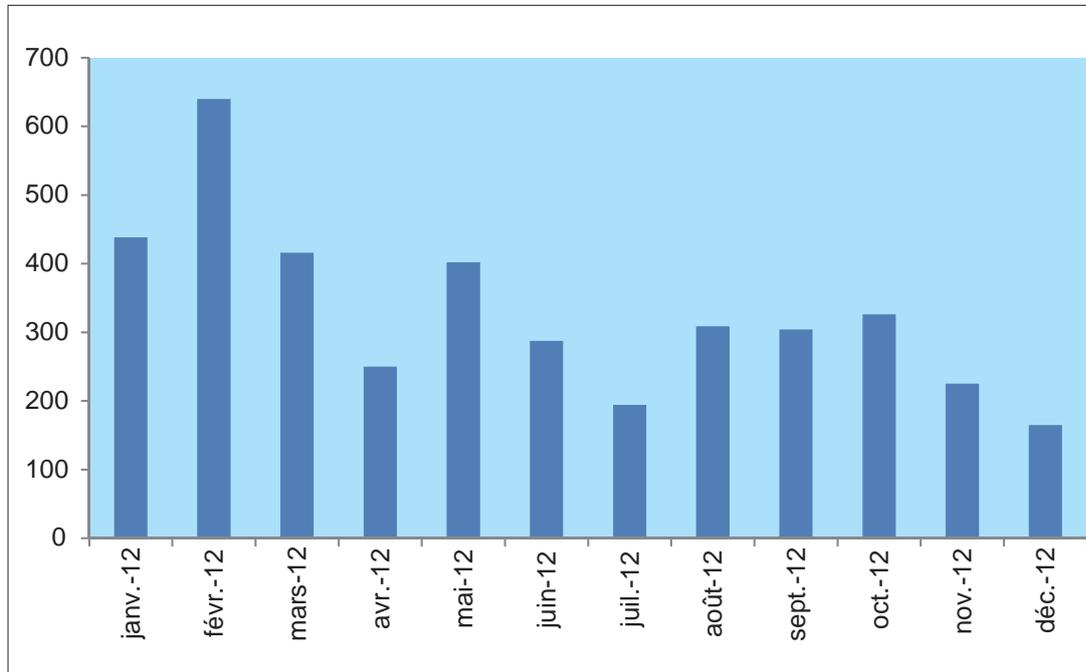
Tableau IV.9 Evolution de l'encours des BTR en 2012
(en milliards de CDF)

	déc.-11	janv.-12	févr.-12	mars-12	avr.-12	mai-12	juin-12	juil.-12	août-12	sept.-12	oct.-12	nov.12	déc.12
Encours BTR	115,0	144,9	171,7	102,3	85,0	116,2	88,7	62,0	90,0	97,7	95,0	90,0	95,0
Variation cumulée de l'encours	-20,6	29,9	56,7	-12,7	-30,0	1,2	-26,3	-53,0	-25,0	-17,3	-20,0	-25,0	-20,0
TMP	15,2	17,0	16,8	11,6	1,3	7,1	8,0	8,8	5,2	3,8	0,9	0,4	0,2

Source : Banque Centrale du Congo.

Le volume annuel des soumissions retenues des BTR s'est chiffré à 3.957,1 milliards de CDF contre 5.048,5 milliards en 2011, soit une baisse de 21,6 %. Cette situation est consécutive à la décelération de l'inflation au cours de l'année et à l'absence des pressions sur le marché des changes, ayant conduit la Banque Centrale à retrécir les fourchettes d'appels d'offre.

Graphique IV.18 Volume mensuel des ventes des billets de trésorerie
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

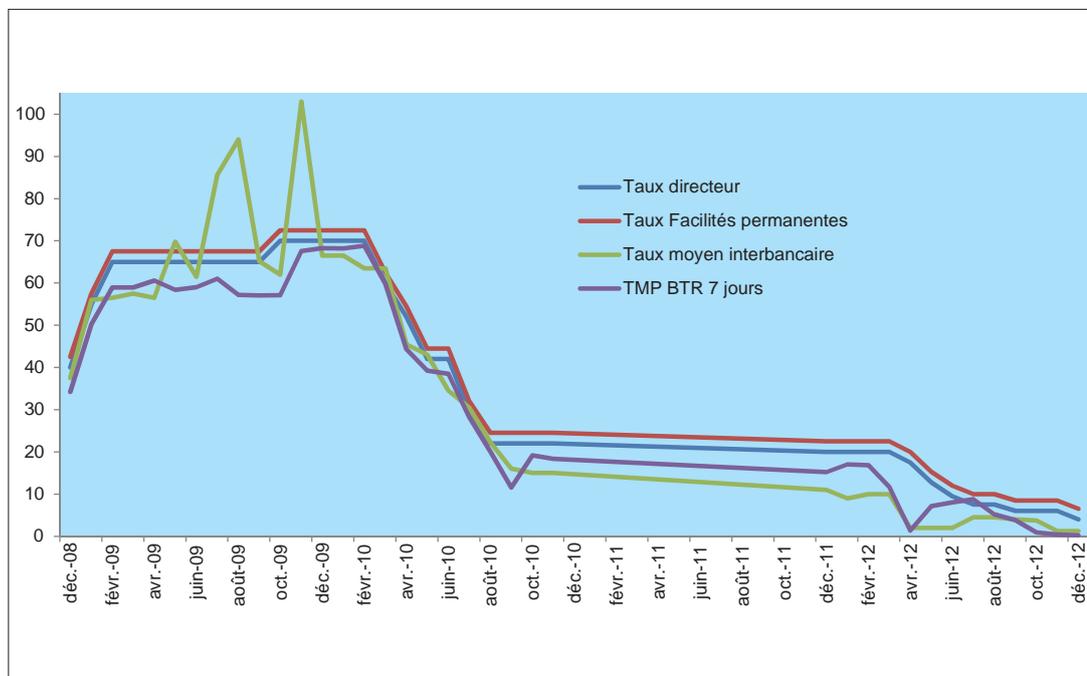
III.2. COMPORTEMENT DES TAUX D'INTERET

III.2.1. Evolution des taux d'intérêt

En 2012, un assouplissement du taux directeur a été réalisé par la Banque Centrale du Congo suite à la baisse significative des pressions inflationnistes. En effet, il a été opéré six ajustements dudit taux au cours de l'année. Les trois premiers ont été réalisés entre mars et juin et les trois derniers au second semestre.

Ainsi, après une trentaine d'années marquées particulièrement par des pics, le taux directeur est revenu au même niveau où il se situait entre 1967 et 1976, soit à 4,0 %, alors qu'il était de 20,0 % à fin décembre 2011. Cette évolution a entraîné la diminution des autres taux comme le montre le graphique ci-dessous.

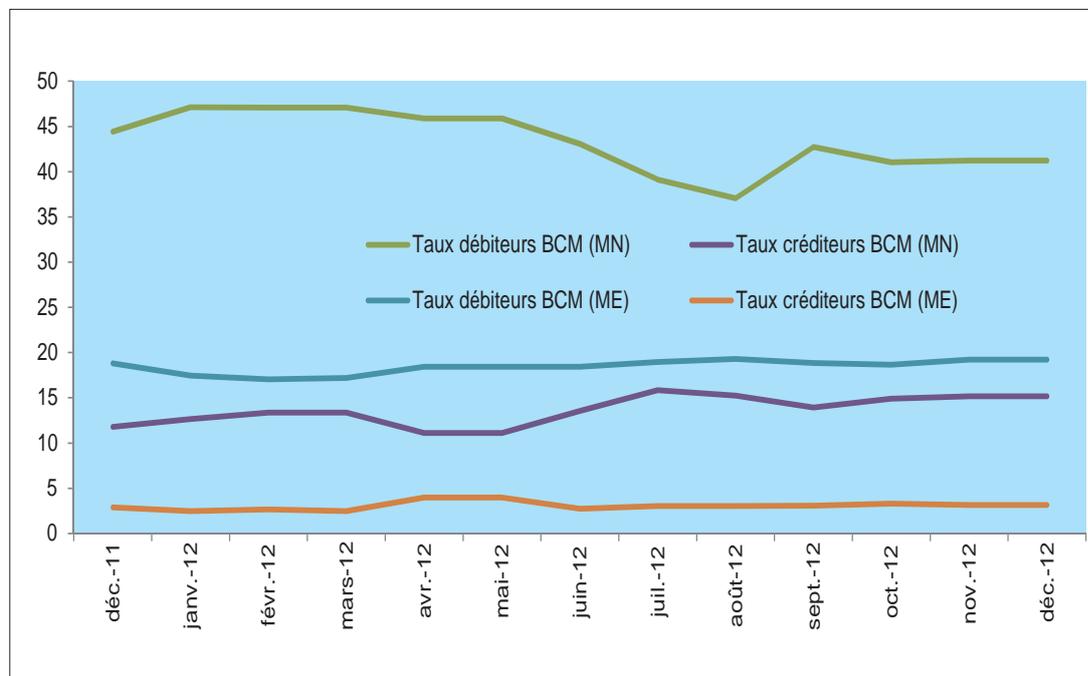
Graphique IV.19 Taux d'intérêt de la BCC et du marché interbancaire
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Les taux d'intérêt bancaires ont subi également l'effet de la baisse sensible du taux directeur. Les taux débiteurs en monnaie nationale et en monnaie étrangère ont baissé respectivement de 44,5 % et 17,1 %. De son côté, le taux créditeur en monnaie nationale a reculé de 58,2 %. S'agissant des taux sur les dépôts en devises de la clientèle, tournant autour de 3,0 %, ils sont demeurés tendanciellement rigides.

Graphique IV.20 Taux d'intérêt des banques commerciales
(en pourcentage)

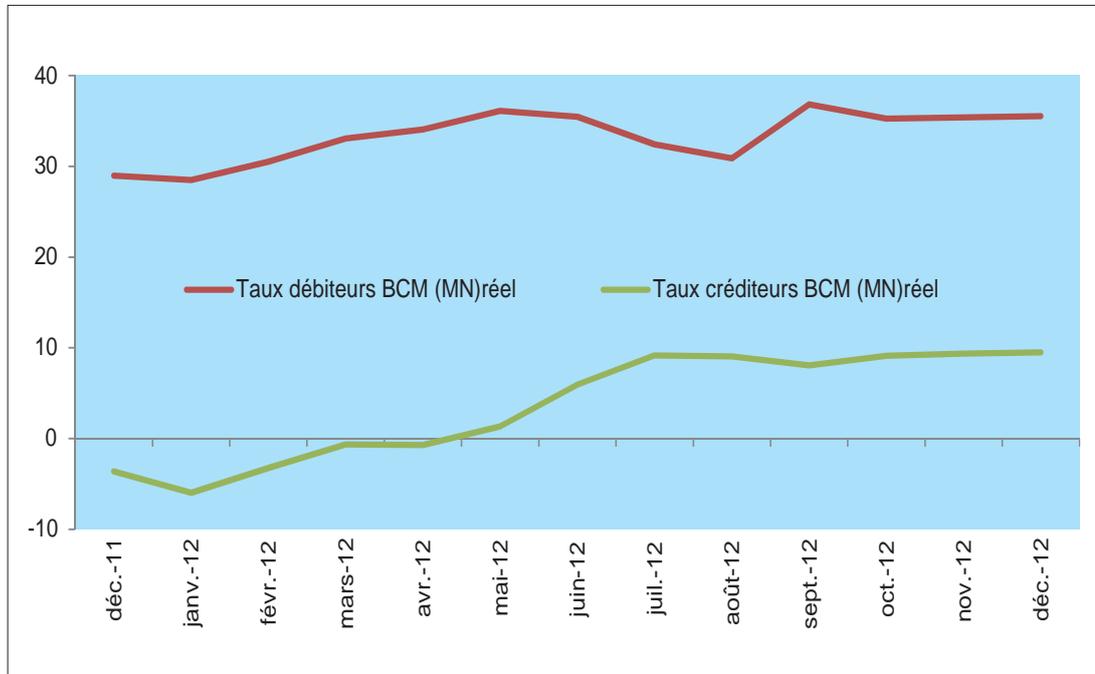


Source : Banque Centrale du Congo.

III.2.2. Taux réels

La marge de positivité du taux directeur a perdu 6,3 points de pourcentage, passant, d'une année à l'autre, de 4,6 points à -1,7 point. Le taux d'intérêt moyen pondéré (TMP) réel des BTR à 7 jours a connu une chute substantielle, demeurant négatif tout au long de l'année, s'établissant à -5,5 points à fin décembre 2012 contre -0,19 point à la période correspondante de 2011.

Graphique IV.21 Taux d'intérêt réels
(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

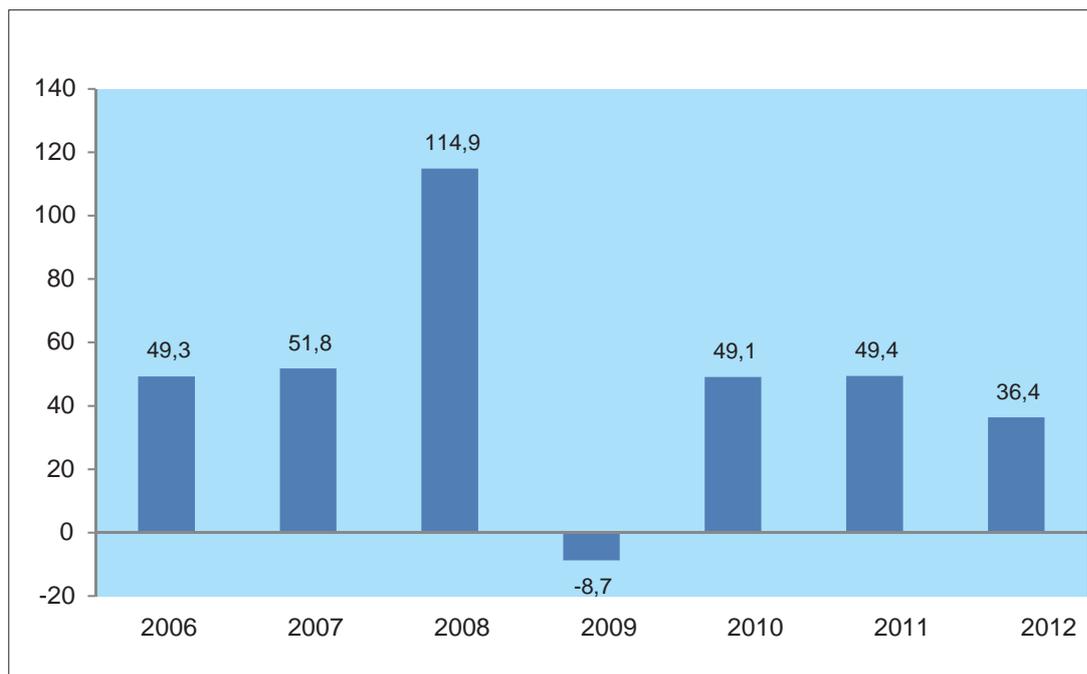
CHAPITRE IV

DYNAMIQUE DE L'ACTIVITE BANCAIRE

IV.1. EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS

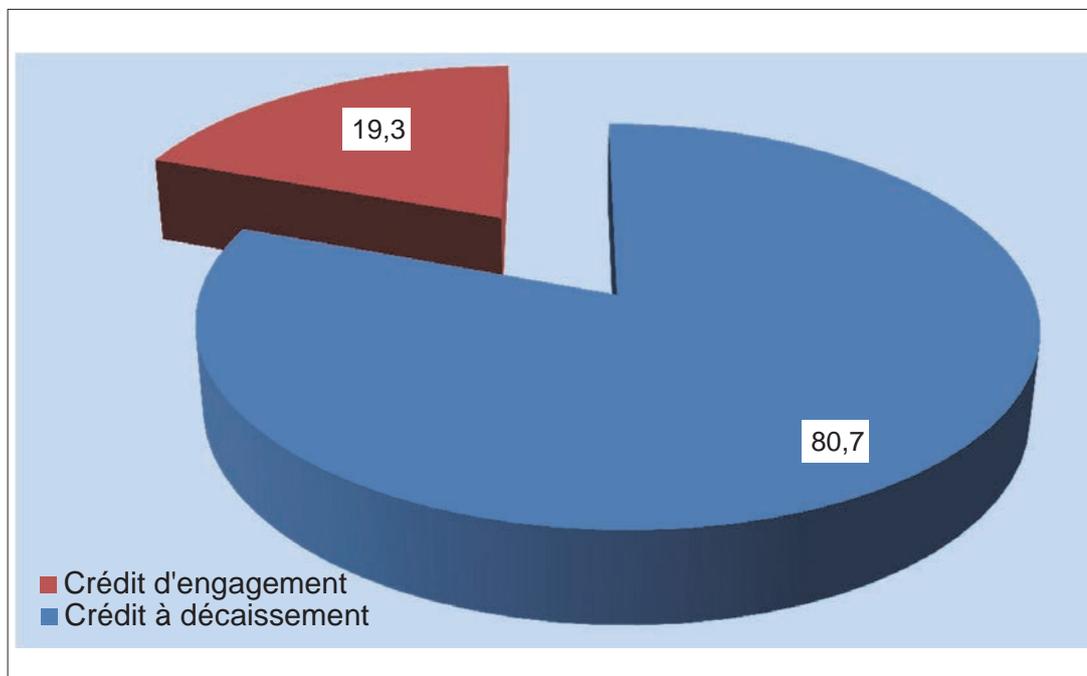
Le concours à l'économie s'est élevé à 1.661,6 milliards de CDF en 2012 contre 1.217,9 milliards en 2011, soit une augmentation de 36,4 % contre 49,4 % une année plus tôt. Le ratio des crédits à l'économie rapportés au PIB s'est situé à 9,7 % contre 7,1 % en 2011. Bien qu'en décélération, le rythme de croissance du crédit à l'économie tient notamment de l'accroissement de l'activité économique observé en 2012.

Graphique IV.22 Variation de l'encours des crédits
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique IV.23 Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.1. Crédits à décaissement

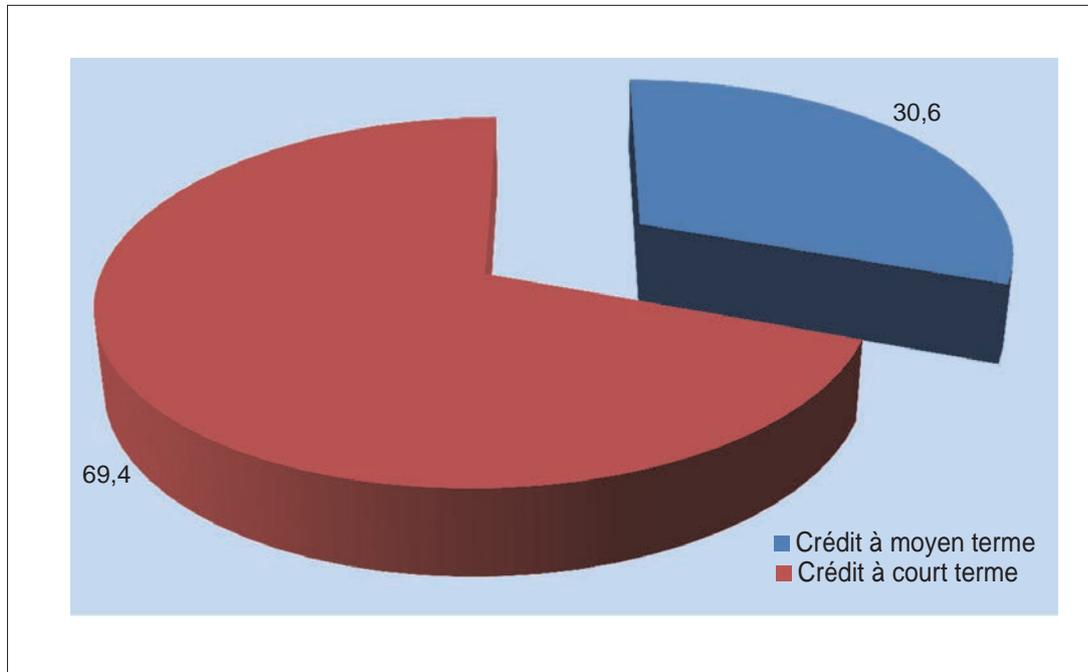
Les crédits à décaissement ont atteint 1.340,9 milliards de CDF en 2012 contre 963,3 milliards une année plus tôt, soit une progression de 39,2 %. Le poids de ces crédits dans le total est passé de 79,1 % en 2011 à 80,7 % en 2012.

- **Allocations des crédits à décaissement par terme**

Les crédits à court terme qui représentent l'essentiel des fonds alloués par les banques à l'économie, se sont chiffrés à 930,9 milliards de CDF, soit une augmentation de 36,7 %. Leur part dans le total des crédits à l'économie affiche une baisse de 1,3 point de pourcentage en 2012.

Quant aux prêts à moyen terme, ils révèlent un accroissement du portefeuille des crédits, lequel est passé de 282,3 milliards de CDF à 410,0 milliards, soit une augmentation de 45,2 %. Ces prêts ont représenté 24,7 % des crédits à décaissements en 2012 contre 23,2 % l'année précédente.

Graphique IV.24 Structure des crédits par terme
(en pourcentage)

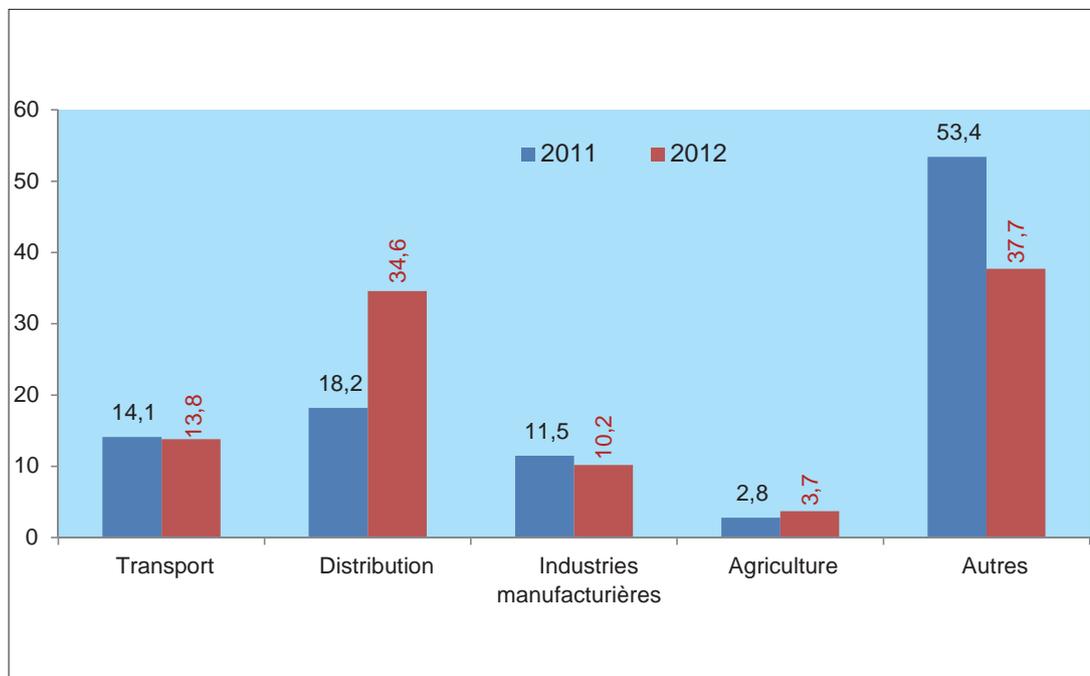


Source : Banque Centrale du Congo.

- **Allocations des crédits à décaissement par secteur**

S'agissant de la répartition du crédit par secteur, elle reste caractérisée par la prépondérance des crédits accordés au secteur tertiaire qui représentent près de 77,7 % du total à fin 2012. Le concours de ces crédits en faveur des secteurs primaire et secondaire ont représenté respectivement 5,9 % et 16,4 %.

Graphique IV.25 Allocation sectorielle des crédits à court et moyen termes
(en variation %)

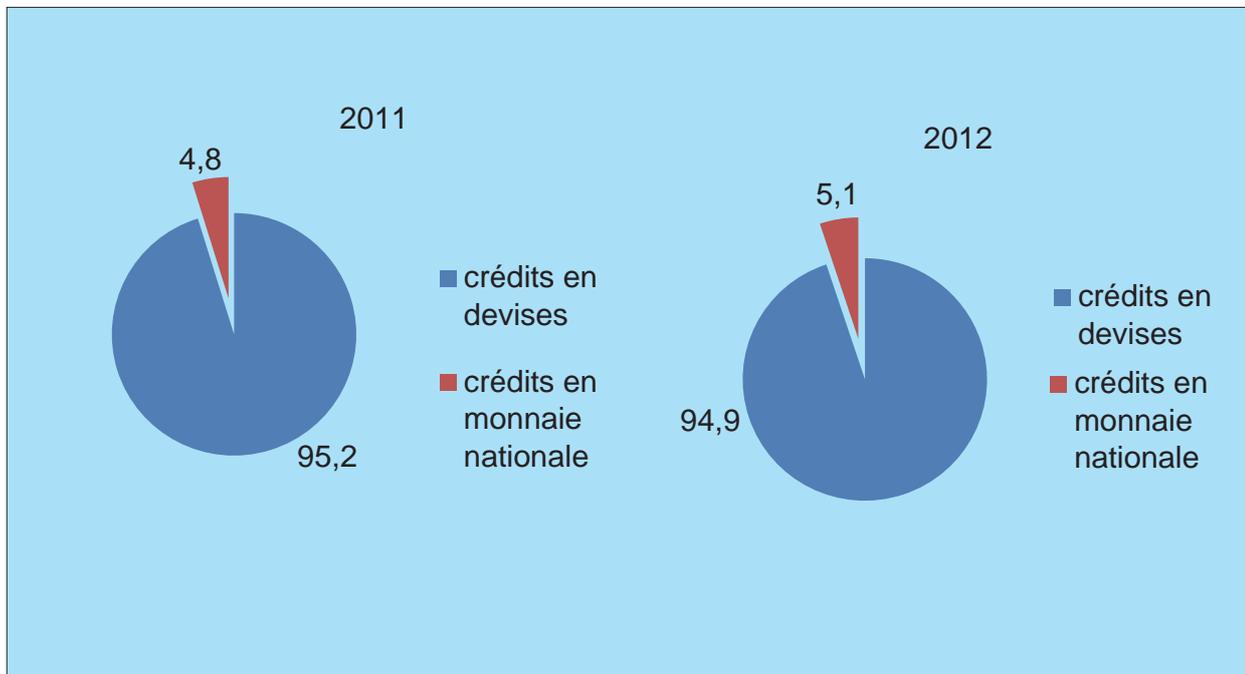


Source : Banque Centrale du Congo.

- **Répartition des crédits suivant la monnaie de règlement**

La structure des crédits à l'économie suivant la monnaie de règlement demeure dominée par les crédits en devises. La part de ces derniers dans l'encours total s'est située à 94,9 % en 2012 contre 95,2 % une année plus tôt, soit une légère baisse de 0,3 point de pourcentage.

Graphique IV.26 Structure des crédits suivant la monnaie de règlement
(en pourcentage)



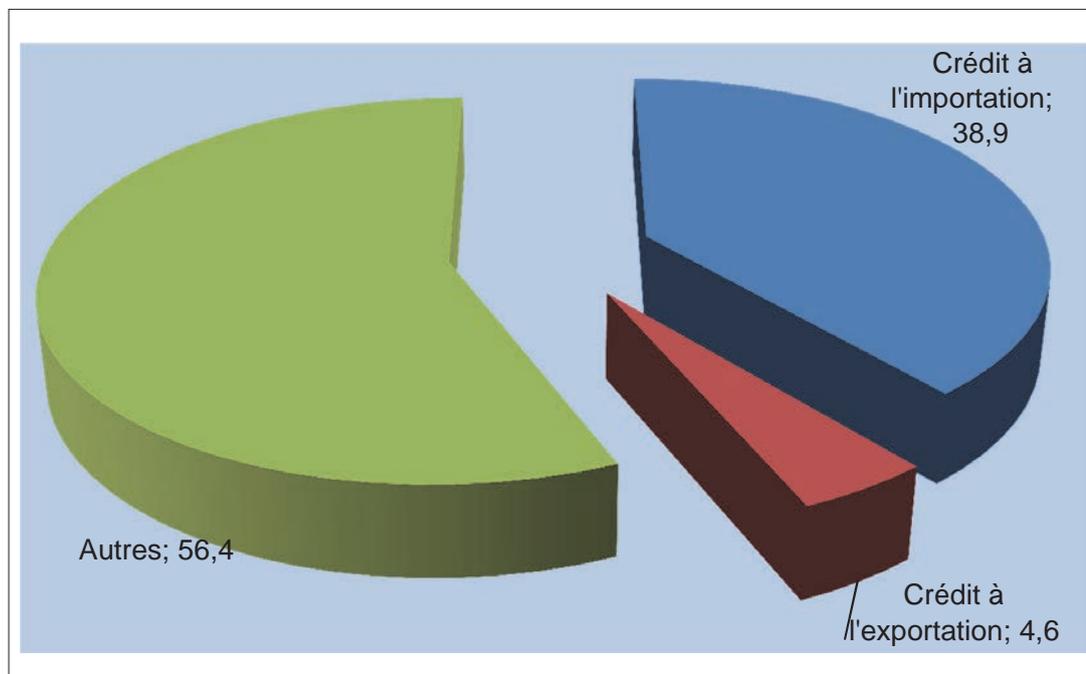
Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.2. Crédits d'engagement

Les crédits d'engagement se sont élevés à 320,7 milliards de CDF en 2012 contre 254,5 milliards une année auparavant. Leur part dans le total du crédit a légèrement reculé, passant de 20,9 % à 19,3 % en 2012. Les crédits documentaires ont augmenté de 58,8 milliards de CDF à l'importation et de 14,3 milliards à l'exportation après plusieurs années d'inactivités circonstancielles. Par contre, d'une année à une autre, les autres crédits d'engagement ont baissé de 7,4 milliards.

Graphique IV.27 Structure des crédits d'engagement

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.10 Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers

(en milliards de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
I. Crédits à décaissement	63,6	126,4	200,8	490,4	480,8	647,5	963,3	1 340,9
A. Crédits à court terme	60,6	115,2	169,3	412,3	367,5	436,9	681,0	930,9
1. Agriculture	5,2	9,7	7,9	15,2	69,2	43,0	19,0	34,3
2. Industrie	9,9	13,4	16,4	29,9	36,3	31,1	78,0	95,0
3. Distribution	10,9	16,4	23,3	79,8	53,4	56,5	124,2	322,2
4. Transport	6,4	23,6	33,8	34,4	37,4	66,3	96,3	128,0
5. Autres	28,2	52,0	88,0	253,0	171,1	240,0	363,5	351,4
B. Crédits à M.T.	3,0	11,2	31,5	78,2	113,4	210,6	282,3	410,0
1. Investissements productifs	1,2	4,8	6,5	9,8	17,9	85,5	107,0	131,2
2. Prêts spéciaux	0,0	0,0	2,3	8,6	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Autres	1,8	6,4	22,7	59,7	95,5	125,1	175,3	278,8
II. Crédits d'engagement	50,2	57,1	77,6	108,0	65,9	167,8	254,5	320,7
1. Crédocs à l'import	10,8	15,8	38,6	49,9	23,1	72,6	66,1	124,9
2. Crédocs à l'export	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,8
3. Autres (1)	38,3	41,3	39,0	58,1	42,8	95,2	188,4	181,0
III. Total crédits des BCM	113,9	183,5	278,4	598,4	546,7	815,4	1 217,9	1 661,6

Source : Banque Centrale du Congo

IV.2 . EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES DEPOTS

En 2012, les banques ont été globalement très dynamiques en matière de mobilisation des dépôts. En effet, elles ont mobilisé 2.471,5 milliards de CDF, soit 36,9 % de plus que le niveau de 2011. En moyenne annuelle, entre 2006 et 2012, les dépôts à vue et à terme ont augmenté respectivement de 46,2 % et de 55,7 %.

Néanmoins, la capacité de collecte de dépôts au sein de l'économie congolaise demeure encore faible avec un taux de 14,3 % du PIB.

IV.2.1. Encours des dépôts par catégorie des déposants

Ventilés par catégories des déposants, il apparaît que le dynamisme de l'activité bancaire est lié principalement aux dépôts des ménages et des entreprises privées. En effet, à elles seules, ces deux catégories ont représenté plus de 78,0 % du total des dépôts bancaires contre 89,0 % en 2011.

Tableau IV.11 Encours des dépôts par catégorie de déposants
(en milliard de CDF)

Dépôtsants	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(p)
Particuliers	83,8	135,1	295,9	461,2	466,9	721,9	1019,8
Entreprises privées	145,1	230,9	376,2	573,2	580,3	891,8	912,0
Entreprises publiques	16,4	26,0	29,6	66,7	63,3	100,1	294,5
Organismes financiers non monétaires	9,1	14,3	26,1	31,6	40,2	55,1	-
Pouvoirs publics subordonnés	3,4	5,2	10,6	21,4	17,3	29,8	22,4
Organismes publics à caractère administratif	13,0	20,1	8,7	3,9	4,0	6,1	222,8
Total	270,8	431,6	747,1	1 158,0	1 172,0	1 804,8	2 471,5

Source : Banque Centrale du Congo.

En moyenne, sur la période de 2006 à 2012, la part la plus importante des dépôts reste détenue par les entreprises privées, soit 49,0 %. Cependant, en termes évolutifs, on note une forte progression des dépôts des ménages due en grande partie à l'effet bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat.

IV.2.2. Encours des dépôts suivant l'horizon temporel

Les dépôts bancaires dans l'économie congolaise sont essentiellement à vue. En effet en moyenne depuis 2006, la part de ces derniers dans le total des dépôts mobilisés reste constante et se situe autour de 90,4 %.

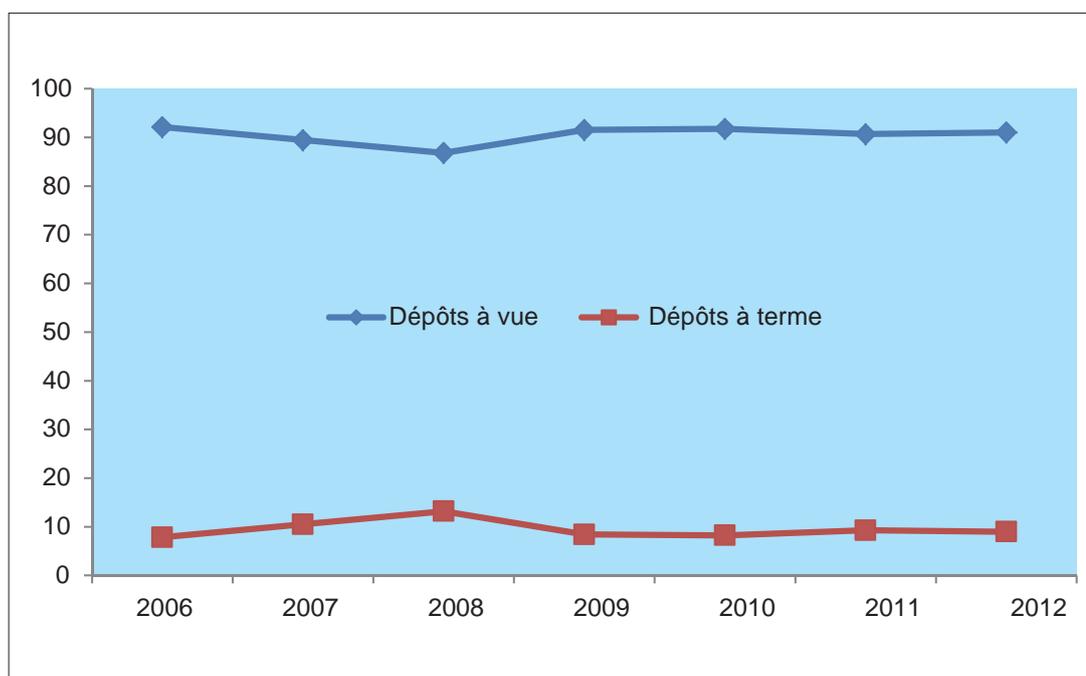
Tableau IV.12 Evolution des dépôts à vue et à terme
(en milliard de CDF)

Dépôts à vue et à terme	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(p)
Dépôts à vue	249,5	386,2	648,6	1060,2	1075,4	1637,2	2249,4
Dépôts à terme	21,3	45,5	98,5	97,8	96,6	167,6	222,1
Total	270,8	431,6	747,1	1 158,0	1 172,0	1 804,8	2 471,5

Source : Banque Centrale du Congo.

La progression des dépôts notée en 2012 est restée positivement corrélée à l'évolution des dépôts à vue. Ces derniers ont représenté 91,0 % de l'ensemble des dépôts contre 90,7 % une année plus tôt. Quant aux dépôts à terme, ils ont baissé de 0,3 point d'une année à l'autre, s'établissant à 9,3 % du total des dépôts.

Graphique IV.28 Evolution des parts de dépôts à vue et à terme
(en %)



Source : cfr tableau IV.12

IV.2.3 Encours des dépôts suivant la monnaie de constitution

En 2012, les dépôts ont été portés principalement par ceux en devises. En effet, ces derniers ont enregistré un taux de croissance de 32,4 %, représentant 87,0 % de l'ensemble de dépôts. Quant aux dépôts en monnaie nationale, en dépit de leur hausse de 78,0 % en 2012, leur part est demeurée marginale sur l'ensemble de l'épargne bancaire.

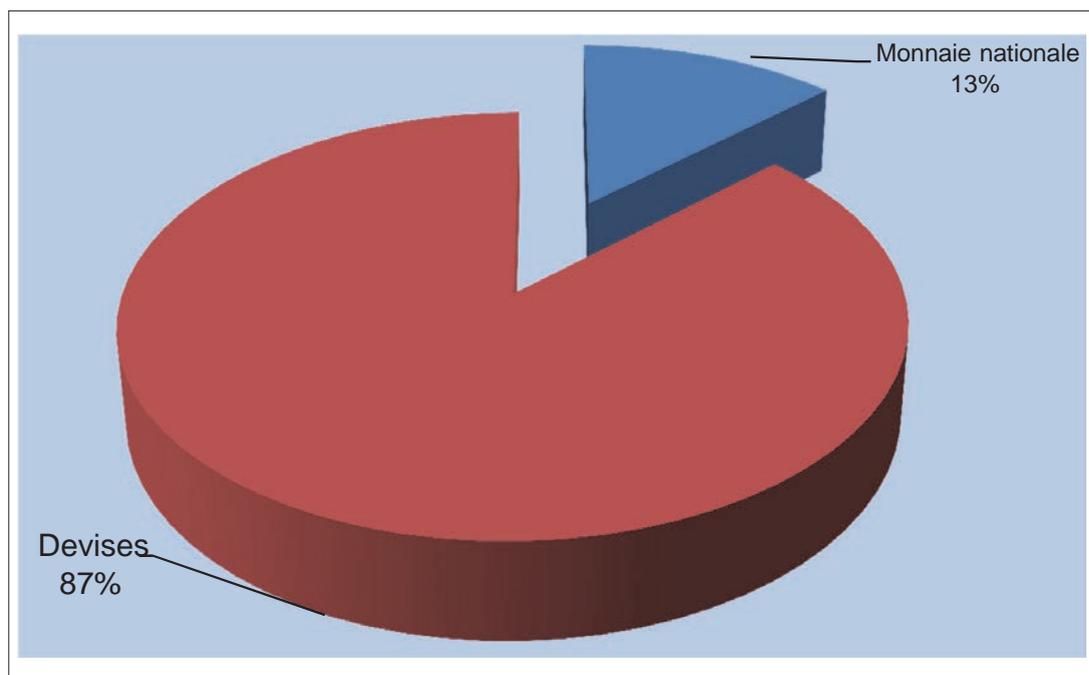
Tableau IV.13 Evolution des dépôts en monnaie nationale et en devises
(en milliards de CDF)

Monnaies	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(P)
Monnaie nationale	35,2	73,4	97,1	1042,2	175,8	180,5	321,3
Devises	235,6	358,3	650,0	1053,8	996,2	1624,4	2150,2
Total	270,8	431,6	747,1	2095,9	1172,0	1804,8	2471,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Ce phénomène, du reste normal pour une économie dollarisée, montre bien que la de-dollarisation de l'économie est un phénomène qui doit s'inscrire dans la durée et qu'une appropriation collective et individuelle des mesures prises à cet effet reste l'une des voies efficaces pour y parvenir.

Graphique IV.29 Encours de Dépôts en milliards de CDF et en devises en 2012
(en %)



Source : Banque Centrale du Congo.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV

Tableau IV.14 Situation des institutions de dépôts ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(p)
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	-258 995	-281 772	-273 877 146	-320 023	-172 601	-296 792	-40 957	907 868	834 878	1 387 776
a) Avoirs	103 602	212 958	165 880	225 141	308 031	349 210	1 549 392	2 047 759	2 106 483	2 711 804
b) Engagements	362 597	494 730	439 757	545 164	480 632	646 003	1 590 349	1 139 892	1 271 605	1 324 028
2. Avoirs intérieurs nets	389 113	503 998	550 988 623	842 044	831 435	1 338 169	1 584 493	1 101 741	1 608 736	1 568 899
2.1. Crédits intérieurs	18 057	18 641	148 036 576	251 415	373 351	724 294	859 446	424 933	800 706	705 989
a) Créances nettes sur l'Etat	-1 566	-23 013	84 567	130 635	176 212	248 900	172 837	-390 053	-161 337	-592 965
b) Crédits à l'économie	19 623	41 654	63 469	120 780	197 138	475 394	686 609	814 986	962 043	1 298 954
2.2. Autres postes nets	371 057	485 358	402 952	590 629	458 084	613 875	725 047	676 808	808 030	862 910
3. Masse monétaire	130 119	222 227	277 111 477	436 922	658 834	1 041 377	1 543 536	2 009 609	2 443 614	2 956 675
- Monnaie	72 110	117 078	138 893	211 983	300 273	392 484	479 875	706 164	790 059	887 222
- Quasi - monnaie	58 009	105 149	138 218	224 939	358 561	648 893	1 063 661	1 303 445	1 653 556	2 069 453

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Nouvelle appellation de la situation monétaire intégrée suivant le MSMF

Tableau IV.15 Situation des institutions de dépôts
(en millions de XDR)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(p)
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	-469,7	-409,9	-444,4	-420,1	-219,0	-298,6	-29,0	647,4	594,2	987,7
a) Avoirs	187,9	309,8	269,1	295,6	390,8	351,3	1 098,9	1 460,2	1 499,3	1 930,1
b) Engagements	657,5	719,7	713,5	715,7	609,8	649,9	1 128,0	812,8	905,1	942,4
2. Avoirs intérieurs nets	705,6	733,2	998,4	993,7	1 054,9	1 346,2	1 123,8	303,5	1 145,0	1 116,7
2.1 Crédits Intérieurs	32,7	27,1	240,2	218,3	473,7	728,7	609,6	303,0	569,9	502,5
a) Créances nettes sur l'Etat	-2,8	-33,5	137,2	59,8	223,6	250,4	122,6	-278,1	-114,8	-422,0
b) Crédits à l'économie	35,6	60,6	103,0	158,6	250,1	478,3	487,0	581,1	684,7	924,5
2.2. Autres postes nets	672,9	706,1	758,2	775,4	581,2	617,6	514,2	0,5	575,1	614,2
3. Masse monétaire	236,0	323,3	449,6	573,6	835,9	1 047,6	1 094,8	1 433,0	1 739,2	2 104,4
- Monnaie	130,8	170,3	225,4	278,3	381,0	394,8	340,4	503,5	562,3	631,5
-Quasi - monnaie	105,2	153,0	224,3	295,3	455,0	652,8	754,4	929,4	1 176,9	1 472,9

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.16 Situation des institutions de dépôts en 2012*(en millions de CDF)*

	2011	2012 ^(p)			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. Avoirs extérieurs nets	835	849 912	1 034 603	1 153 762	1 387 776
a) Avoirs extérieurs	2 106	2 197 188	2 365 161	2 488 771	2 711 804
b) Engagements extérieurs	1 272	1 347 276	1 330 558	1 335 009	1 324 028
2. Avoirs intérieurs nets	1 609	1 596 665	1 515 961	1 556 312	1 568 899
2.1 Crédits intérieurs	801	784 504	755 842	698 468	705 989
a) Créances nettes sur l'Etat	-161	-265 139	-365 826	-505 121	-592 965
b) Crédits à Economie	962	1 049 643	1 121 667	1 203 589	1 298 954
2.2 Autres postes nets	808	812 162	760 119	857 844	862 910
3. Masse monétaire	2 444	2 446 577	2 550 564	2 710 074	2 956 675
Monnaie	790	823 168	748 397	810 148	887 222
Quasi - Monnaie	1 654	1 623 409	1 802 167	1 899 927	2 069 453

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.17 Situation des institutions de dépôts en 2012*(en millions de XDR)*

	2011	2012 ^(P)			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. Avoirs extérieurs nets	594,2	596,5	743,8	817,5	983,7
a) Avoirs extérieurs	1 499,3	1 542,0	1 700,3	1 763,3	1 922,2
b) Engagements extérieurs	905,1	945,6	956,6	945,9	938,5
2. Avoirs intérieurs nets	1 145,0	1 120,6	1 089,8	1 102,7	1 112,1
2.1 Crédits intérieurs	569,9	550,6	543,4	494,9	500,4
a) Créances nettes sur l'Etat	-114,8	-186,1	-263,0	-357,9	-420,3
b) Crédits à Economie	684,7	736,7	806,4	852,8	920,7
2.2 Autres postes nets	575,1	570,0	546,5	607,8	611,7
3. Masse monétaire	1 739,2	1 717,1	1 833,6	1 920,1	2 095,8
Monnaie	562,3	577,7	538,0	574,0	628,9
Quasi - Monnaie	1 176,9	1 139,3	1 295,6	1 346,1	1 466,9

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.18 Liquidités monétaires
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(p)
1. Circulation fiduciaire hors banques	63 148	101 467	119 935	189 463	233 253	304 568	381 486	489 377	615 345	595 164
Circulation fiduciaire hors BCC(1)	68 170	112 156	136 516	192 563	243 785	320 274	394 659	510 071	647 487	642 560
Encaisses B.C.C.	-2 274	-6 267	-12 722	-	-	-	-	-	-	-
Encaisses B.C.M.	-2 748	-4 421	-3 859	-3 100	-10 532	-15 706	-13 173	-20 694	-32 142	-47 396
2. Monnaie scripturale	66 970	120 759	157 177	254 688	425 164	736 809	1 162 050	1 520 232	1 828 270	2 361 511
Dépôts à vue	8 962	15 611	18 958	29 749	66 603	87 916	98 389	216 787	174 714	292 058
- Banque Centrale du Congo	355	246	168	324	616	1 592	7 352	3 878	8 614	6 953
- Banques Créatrices de Monnaie	8 606	15 364	18 791	29 426	65 988	86 324	91 037	212 909	166 100	285 105
Dépôts à terme en MN et dépôts en devises des résidents	52 393	98 192	128 399	213 516	340 964	605 961	1 021 994	1 258 433	1 628 356	2 046 662
Dépôts à terme en MN	321	362	381	441	2 500	1 306	3 497	8 465	17 544	25 741
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaie	321	362	381	441	2 500	1 306	3 497	8 465	17 544	25 741
Dépôts en devises des résidents	52 071	97 830	128 018	213 074	338 464	604 656	1 018 497	1 249 968	1 610 812	2 020 922
- Banque Centrale du Congo	3 964	6 071	5 620	4 424	1 946	2 705	3 368	4 984	6 476	3 998
- Banques Créatrices de Monnaie	48 108	91 759	122 398	208 651	336 518	601 951	1 015 129	1 244 984	1 604 336	2 016 924
Provision pour paiements des importations	5 616	6 956	9 819	11 424	17 597	42 932	41 667	45 012	25 199	22 791
- Banque Centrale du Congo	3 459	4 688	3 361	2 818	2 960	2 908	4 151	3 862	3 772	3 901
- Banques Créatrices de Monnaie	2 157	2 269	6 458	8 606	14 637	40 024	37 516	41 150	21 427	18 890
Total (1 + 2)	130 119	222 227	277 111	444 152	658 417	1 041 377	1 543 536	2 009 609	2 443 614	2 956 675

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Circulation fiduciaire hors BCC à partir de 2007.

Tableau IV.19 Liquidités monétaires en 2012*(en millions de CDF)*

	2011	2012 ^(P)			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. Circulation fiduciaire hors banques	615 345	582 420	560 614	547 138	595 164
Circulation fiduciaire hors BCC	647 487	620 456	593 883	589 101	642 560
Encaisses B.C.C.	-	-	-	-	-
Encaisses B.C.M.	-32 142	-38 036	-33 269	-41 963	-47 396
2. Monnaie scripturale	1 828 270	1 864 157	1 989 950	2 162 936	2 361 511
Dépôts à vue	174 714	240 748	187 783	263 010	292 058
- Banque Centrale du Congo	8 614	2 746	5 119	3 688	6 953
- Banques Créatrices de Monnaies	166 100	238 002	182 664	259 321	285 105
Dépôts à terme en M.N. et dépôts en devises	1 628 356	1 600 043	1 777 114	1 882 521	2 046 662
Dépôts à terme en M.N.	17 544	20 520	19 607	21 059	25 741
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaies	17 544	20 520	19 607	21 059	25 741
Dépôts en devises des résidents	1 610 812	1 579 523	1 757 507	1 861 462	2 020 922
- Banque Centrale du Congo	6 476	3 855	1 944	4 051	3 998
- Banques Créatrices de Monnaies	1 604 336	1 575 668	1 755 563	1 857 411	2 016 924
Provision pour paiements des importations	25 199	23 367	25 053	17 405	22 791
- Banque Centrale du Congo	3 772	3 932	3 679	3 789	3 901
- Banques Créatrices de Monnaies	21 427	19 434	21 374	13 616	18 890
Total (1 + 2)	2 443 614	2 446 577	2 550 564	2 710 074	2 956 675

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.20 Origine des variations de la masse monétaire
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(p)
Variations de la masse monétaire	8 055	25 662	16 789	159 811	221 912	382 543	502 160	466 073	434 006	513 061
Monnaie fiduciaire	9 795	11 044	12 060	73 090	88 290	92 211	87 391	226 289	83 895	97 163
Monnaie scripturale	-1 741	14 618	4 729	86 721	133 622	290 332	414 768	239 784	350 111	415 898
Origine des variations	8 055	25 662	16 789	159 811	221 912	382 543	502 160	466 073	434 006	513 061
1. Avoirs extérieurs nets	5 690	-770	-7 444	-46 146	147 422	-124 191	255 835	948 825	-72 989	552 898
2. Avoirs intérieurs nets	2 364	26 432	24 233	205 957	74 490	506 734	246 324	-482 752	506 995	-39 837
Créances nettes sur l'Etat	-8 363	11 035	30 627	25 303	130 677	72 687	-76 062	-562 890	228 715	-431 628
Crédits à l'économie	326	2 544	9 858	57 311	76 358	278 256	211 215	128 377	147 057	336 912
Autres postes nets	10 401	12 853	-16 251	123 342	-132 545	155 791	111 172	-48 239	131 222	54 880

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.21 Origine des variations de la masse monétaire
(en pourcentage)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(p)
Variations de la masse monétaire	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Monnaie fiduciaire	121,6	43,0	71,8	45,7	39,8	24,1	17,4	48,6	19,3	18,9
Monnaie scripturale	-21,6	57,0	28,2	54,3	60,2	75,9	82,6	51,4	80,7	81,1
Origine des variations	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1. Avoirs extérieurs nets	70,6	-3,0	-44,3	-28,9	66,4	-32,5	50,9	203,6	-16,8	107,8
2. Avoirs intérieurs nets	29,4	103,0	144,3	128,9	33,6	132,5	49,1	-103,6	116,8	-7,8
Créances nettes sur l'Etat	-103,8	43,0	182,4	15,8	58,9	19,0	-15,1	-120,8	52,7	-84,1
Crédits à l'économie	4,0	9,9	58,7	35,9	34,4	72,7	42,1	27,5	33,9	65,7
Autres postes nets	129,1	50,1	-96,8	77,2	-59,7	40,7	22,1	-10,4	30,2	10,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.22 Origine des variations de la masse monétaire en 2012
(en millions de CDF)

	2011	2012 ^(P)			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations de la masse monétaire	434 006	2 444 134	103 987	159 510	246 601
Monnaie fiduciaire	83 895	822 378	-74 771	61 751	77 074
Monnaie scripturale	350 111	1 621 756	178 758	97 759	169 527
Origine des variations	434 006	2 444 134	103 987	159 510	246 601
1. Avoirs extérieurs nets	-72 989	849 077	184 691	119 159	234 014
2. Avoirs intérieurs nets	506 995	1 595 056	-80 704	40 352	12 587
Créances nettes sur l'Etat	228 715	-264 978	-100 686	-139 295	-87 844
Crédits à l'économie	147 057	1 048 681	72 025	81 921	95 366
Autres postes nets	131 222	811 354	-52 043	97 726	5 066

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.23 Origine des variations de la masse monétaire en 2012
(en pourcentage)

	2011	2012 ^(p)			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations de la masse monétaire	100	100,0	100,0	100,0	100,0
Monnaie fiduciaire	19,3	33,6	-71,9	38,7	31,3
Monnaie scripturale	80,7	66,4	171,9	61,3	68,7
Origine des variations	100	100,0	100,0	100,0	100,0
1. Avoirs extérieurs nets	66,4	34,7	177,6	74,7	94,9
2. Avoirs intérieurs nets	33,6	65,3	-77,6	25,3	5,1
Créances nettes sur l'Etat	58,9	-10,8	-96,8	-87,3	-35,6
Crédits à l'économie	-34,4	42,9	69,3	51,4	38,7
Autres postes nets	-59,7	33,2	-50,0	61,3	2,1

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.24 Ventilation des émissions monétaires en francs congolais
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
BILLETS										
20000 FC										12 000 000
10000 FC										14 200 000
5000 FC										20 900 000
1000 FC										14 740 000
500 FC		15 119 977	34 868 289	82 739 393	156 266 158	258 866 158	394 946 158	515 716 108	603 936 109	673 436 109
200 FC	2 319 999	19 811 952	23 194 475	32 084 911	40 082 790	45 882 790	48 642 790	72 548 790	100 388 790	101 396 790
100 FC	49 952 590	55 395 118	57 575 297	57 163 103	61 415 417	64 917 417	79 277 917	95 058 917	107 958 917	108 698 917
50 FC	8 860 795	13 069 154	14 928 042	15 576 347	16 772 521	22 072 521	25 540 021	29 578 521	41 560 521	45 570 521
20 FC	5 509 580	6 606 152	4 059 300	3 680 672	4 034 110	5 758 510	5 758 510	5 758 510	5 758 510	5 758 510
10 FC	1 204 179	1 627 394	1 397 868	1 199 061	1 469 681	2 143 081	2 143 081	2 143 081	2 143 081	2 143 081
5 FC	530 645	406 496	375 667	370 807	370 652	370 652	370 652	370 652	370 652	370 652
1 FC	100 540	41 950	41 160	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122
50 CC	122 250	50 244	49 373	49 356	49 352	49 352	49 352	49 352	49 352	49 352
20 CC	37 999	15 738	14 976	14 970	14 967	14 967	14 967	14 967	14 967	14 967
10 CC	19 020	8 431	8 270	8 267	8 266	8 266	8 266	8 266	8 266	8 266
5 CC	7 600	3 040	3 016	3 016	3 015	3 015	3 015	3 015	3 015	3 015
1 CC	200	152	150	150	150	150	150	150	150	150
TOTAL	68 665 397	112 155 797	136 515 883	192 931 174	280 528 201	400 128 000	556 796 000	721 291 450	862 233 452	999 331 452

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.25 Ventilation des dépôts bancaires à vue par secteur d'activités, catégories de déposants et province ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A. Secteur d'activité	59 025	93 454	152 050	249 488	386 161	648 579	1 060 166	1 075 392	1 637 240 427	2 249 446
Agriculture	475	920	4 193	1 395	2 160	3 515	8 176	10 268	14 129 526	17 347
Sylviculture et exploitation forestière	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Elevage et pêche	45	87	338	173	268	167	213	678	680 502	452
Industries extractives	88	1 042	413	423	655	958	1 642	466	1 622 866	3 485
Industries manufacturières	158	918	1 885	6 737	10 428	23 544	41 140	40 447	62 555 966	87 291
Eau, gaz, électricité	5 113	6 968	6 243	10 148	15 707	23 781	31 268	38 491	53 443 887	66 343
Industries du bâtiment et travaux publics	350	1 248	5 351	2 746	4 250	8 102	17 989	15 286	25 526 616	38 169
Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transports	29	700	1 226	2 836	4 389	7 762	14 936	14 745	22 757 224	31 690
Entreprises immobilières et d'assurances(2)	9 957	19 281	18 562	29 885	46 256	55 541	84 323	82 593	127 982 853	178 914
Autres services	1 407	1 505	4 557	4 547	7 038	12 498	25 585	27 575	40 746 630	54 285
Divers (3)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	219	507	726	14 734	22 805	2 912	3 253	4 432	5 885 492	6 902
	24 957	32 593	45 222	78 878	122 089	221 074	341 781	329 084	514 418 489	725 186
	16 227	27 686	63 334	96 985	150 115	288 724	489 861	511 328	767 490 375	1 039 381
B. Catégorie de déposants	56 063	116 330	152 050	249 488	386 161	648 579	1 060 166	1 075 392	1 637 240 427	2 249 446
Particuliers	10 797	31 279	36 524	74 512	115 330	255 744	408 624	410 891	628 306 913	917 623
Entreprises privées	31 673	54 591	78 733	134 427	208 067	325 574	531 063	543 637	823 899 233	811 472
Entreprises publiques	4 121	10 894	14 026	15 409	23 851	28 304	64 500	61 332	96 492 270	275 644
Organismes financiers non monétaires	9 039	11 180	11 156	8 736	13 521	19 686	31 056	39 689	54 192 561	0
Pouvoirs publics subordonnés	433	3 849	4 726	3 391	5 249	10 584	21 352	15 818	28 527 662	22 432
Organismes publics à caractère administratif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	4 537	6 884	13 013	20 142	8 687	3 571	4 025	5 821 788	222 275
C. Provinces	59 143	103 388	152 050	249 488	386 161	648 579	1 060 166	1 075 392	1 637 240 427	2 249 446
Kinshasa	50 300	85 310	120 044	183 379	279 508	465 799	756 884	798 588	1 192 346 588	1 713 076
Bas-Congo	2 708	3 216	4 946	6 553	10 143	16 645	24 455	24 078	37 211 938	45 002
Bandundu	9	64	99	0	0	111	111	111	170 729	608
Equateur	10	59	98	0	0	91	91	91	139 959	2 242
Orientale	63	398	533	1 009	1 561	3 635	7 371	6 509	10 646 652	38 791
Kivu	2 147	5 411	8 479	18 290	28 309	42 622	71 821	58 798	100 216 746	106 454
Katanga	2 847	6 964	16 067	40 258	62 311	111 952	190 553	181 110	285 004 449	332 016
Kasai Oriental	830	1 481	1 242	2 201	3 406	4 576	5 055	3 785	6 784 232	4 954
Kasai Occidental	229	486	540	596	922	3 146	3 824	2 320	4 719 135	6 302

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale.

(3) Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Congo et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades.

Tableau IV.26 Ventilation des dépôts bancaires à terme par secteur d'activités, catégories de déposants, province et échéance ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A. Secteur d'activité	2 498	16 501	8 880	21 308	45 485	98 499	97 816	96 646	167 595 318	222 064
Agriculture	-	-	-	33	71	45	1	1	948	1
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elevage et pêche	-	125	-	3	5	-	357	362	619 904	810
Industries extractives	-	-	-	-	-	2 324	7 326	1 941	7 958 834	16 631
Industries manufacturières	91	310	256	0	0	610	1 356	1 212	2 212 431	3 079
Eau, gaz, électricité	100	9 694	3 401	861	1 839	1 295	2 087	3 186	4 550 644	4 739
Industries du bâtiment et travaux publics	7	0	34	187	399	152	125	22	126 427	284
Commerce	483	1 281	528	3 055	6 522	7 457	17 185	16 524	29 049 791	39 015
Transports	0	54	81	767	1 638	213	2 441	2 039	3 859 363	5 542
Entreprises immobilières et d'assurances(2)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	7	53	9	51	108	77	58	58	100 317	132
Autres services	1 126	3 839	2 576	3 251	6 940	27 904	12 771	15 889	24 717 888	28 994
Divers(3)	683	1 146	1 995	13 100	27 963	58 422	54 108	55 412	94 398 771	122 837
B. Catégorie de déposants	2 496	16 038	8 880	21 308	45 485	98 499	97 816	96 646	167 595	222 064
Particuliers	657	1 319	2 098	9 279	19 808	40 175	52 621	55 978	93 616 317	102 143
Entreprises privées	1 458	11 613	3 330	10 691	22 821	50 644	42 144	36 650	67 881 680	100 521
Entreprises publiques	374	0	3 401	992	2 117	1 295	2 186	2 003	3 609 096	18 841
Organismes financiers non monétaires	7	2 750	52	346	739	6 384	535	535	921 608	0
Pouvoirs publics subordonnés	-	357	-	-	-	-	0	1 480	1 283 639	2
Organismes publics à caractère administratif	-	-	-	-	-	-	330	0	282 979	557
C. Province	2 495	16 038	8 880	21 308	45 485	98 499	97 816	96 646	167 595	222 064
Kinshasa	2 290	15 745	8 603	18 632	39 771	82 619	65 141	62 180	109 718 768	162 468
Bas-Congo	34	18	13	76	162	463	569	569	980 692	5 000
Bandundu	4	0	0	0	0	0	0	0	0	68
Equateur	5	0	0	0	0	0	0	0	0	249
Orientale	0	0	0	30	65	62	114	118	200 141	4 310
Sud, Nord Kivu et Maniema	58	185	4	346	738	536	2 799	2 827	4 849 029	11 828
Katanga	82	80	259	2 225	4 749	14 607	28 436	30 331	50 659 139	36 891
Kasai Oriental	13	5	0	0	0	183	668	526	1 028 257	550
Kasai Occidental	9	5	0	0	0	28	88	96	159 293	700
D. Echéance	2 496	16 038	8 880	21 308	45 485	98 499	97 816	96 646	167 595	222 064
15 jours	41	0	0	6 603	14 095	8 236	40	40	69 519	92
1 mois	491	667	371	2 131	4 550	5 142	12 748	9 134	18 840 569	24 964
3 mois	252	1 236	2 898	3 523	7 519	68 057	36 915	36 591	63 350 527	83 940
6 mois	529	7 707	3 489	6 246	13 332	5 498	20 747	21 016	35 996 553	47 696
1 an et plus	1 182	6 429	2 122	2 806	5 990	11 566	27 366	29 865	49 338 151	65 373

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale.

(3) Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Zaïre et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades.

Tableau IV.27 Crédits aux entreprises et aux particuliers
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005 ⁽¹⁾	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A. Banques	17 371	17 370	113 863	315	278 438	278 438	546 700	815 367	1 217 875	1 661 610
- crédits à décaissement (1)	12 683	12 683	63 625	126	200 833	200 833	480 847	647 548	963 345	1 340 903
- crédits de signature	4 688	4 688	50 237	189	77 605	77 605	65 853	167 819	254 530	320 707
B. Institutions spécialisées	17	17	54	37	63	89	96 478	1 237	25 151	35 697
Total	17 388	17 387	113 916	352	278 501	278 527	643 178	816 604	1 243 026	1 697 308

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les utilisations des crédits accordés par la Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.28 Crédits aux entreprises et aux particuliers (utilisations des crédits)
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
A. Crédits à court terme	24 607	41 443	60 608	115 152	169 307	412 259	367 471	436 917	681 043	930 926
1. Agriculture	1 319	3 312	5 189	9 747	7 921	15 195	69 246	43 001	19 014	34 339
2. Industries manufacturières	7 733	11 894	9 870	13 379	16 375	29 869	36 337	31 131	77 989	94 974
3. Distribution	5 413	6 777	10 904	16 437	23 267	79 806	53 441	56 456	124 248	322 172
4. Transport	1 670	6 942	6 414	23 555	33 752	34 353	37 365	66 325	96 304	128 016
5. Autres	8 473	12 517	28 231	52 034	87 992	253 036	171 081	240 003	363 488	351 425
B. Crédits à moyen terme	1 463	1 755	3 017	11 247	31 526	78 151	113 376	210 631	282 303	409 978
1. Investissements productifs	969	1 146	1 198	4 844	6 456	9 847	17 890	85 525	106 998	131 193
2. Prêts spéciaux	12	0	9	9	2 327	8 638	0	0	0	0
3. Autres	482	609	1 810	6 394	22 742	59 666	95 487	125 106	175 305	278 785
I. Crédits à décaissement total (A + B)	26 070	43 198	63 625	126 400	200 833	490 411	480 847	647 548	963 345	1 340 903
II. Crédits d'engagement	12 956	30 443	50 237	57 070	77 605	108 073	65 853	167 819	254 530	320 707
1. Crédits à l'exportation	22	26	1 199	0	0	81	0	0	0	14 814
2. Crédits à l'importation	3 435	6 873	10 767	15 753	38 588	49 938	23 098	72 576	66 120	124 862
- payables à l'embarquement	1 397	2 596	2 180	4 742	5 262	6 506	24	23 140	38 612	90 734
- payables à délai d'embarquement	2 039	4 277	8 587	9 429	26 207	33 248	3 826	49 436	27 508	34 129
3. Autres	9 498	23 545	38 271	41 317	39 017	58 055	42 755	95 243	188 410	181 031
TOTAL GENERAL (I + II)	39 026	73 641	113 863	183 469	278 438	598 484	546 700	815 367	1 217 875	1 661 610

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.29 Ventilation des crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

Secteurs d'activité économique	2003		2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012	
	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre
Agriculture, forêts, élevage et pêche	2 130	3 480	5 728	7 458	8 459	18 491	12 420	20 400	19 014	53 087										
Production minière	3 878	5 298	4 341	10 058	15 185	24 595	17 504	36 340	71 908	63 905										
Production industrielle	4 247	5 123	4 374	7 794	9 639	26 344	13 931	51 189	87 649	85 378										
Bâtiments et travaux publics	821	2 339	2 361	2 136	7 637	12 100	30 684	13 680	38 417	94 974										
Energie	185	1 405	124	4 903	3 954	2 407	7 625	15 465	21 230	46 278										
Transports	1 973	2 497	11 633	12 859	18 687	37 237	22 116	62 216	62 354	128 016										
Distribution	4 571	6 966	12 547	18 408	23 534	84 008	91 131	44 129	96 666	136 908										
Commerce, import, biens de consommation	-	-	-	173	202	4 352	20 166	132 759	0	112 839	124 152									
Commerce, import, biens d'équipement et matières incorporées à la production	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-									
Commerce, export. matières premières	-	-	-	69	67	187	43 679	58 634	33 852	68 974										
Commerce, export. prod. finis ou semi-finis	-	-	-	2	14	669	19 396	55 698	78 987	82 768										
Autres	8 266	16 089	22 519	62 538	113 453	280 021	202 195	157 038	340 429	456 465										
Total	26 070	43 198	63 625	126 400	200 833	490 411	480 847	647 548	963 345	1 340 903										

Source : Banque Centrale du Congo..

(1) Non compris le Portefeuille titres des banques et les crédits accordés par la Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.30 Ventilation des crédits bancaires à décaissement par branche d'activité
(en millions de CDF)

Branches d'activité	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 ^(p)	2011	2012
Production agricole	2 722	2 867	3 424	21 956	52 738	43 892	7 709	7 419	8 818	23 709
Traitement et conditionnement de la production agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sylviculture et exploitation forestière	385	423	1 257	5 752	14 160	7 660	1 411	2 358	3 804	8 613
Elevage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche	160	429	1 060	8 551	30 422	18 623	3 335	9 465	3 097	13 168
Minerais métalliques	56	18	18	429	8 335	11 779	79	605	2 603	5 580
Minerais non métalliques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Alimentation	100	4 852	3 604	58 837	79 154	3 450	20 005	25 845	71 908	98 538
Boissons	-	-	-	237	1 452	634	1 106	7 639	87 649	105 367
Tabac	236	592	523	5 333	19 171	24 108	1 197	8 294	13 568	28 367
Textiles et confections	806	926	1 201	11 651	20 702	13 958	7 872	14 694	18 652	98 742
Industries chimiques	-	127	1 071	-	9 852	-	9 000	6 584	5 202	30 856
Matériaux de construction	408	1 487	2 047	4 014	34 040	7 522	3 558	5 368	9 532	15 035
Métallurgie et fabrications métalliques	83	192	246	203	14 193	19 248	835	11 424	13 568	38 125
Autres industries manufacturières	239	503	1 963	16 381	8 185	2 572	3 046	4 100	3 025	61 733
Eau, gaz, électricité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries du bâtiment et travaux publics	250	480	435	10 425	17 333	4 434	1 256	1 099	2 357	6 548
Commerce de gros et demi-gros	1 049	1 342	2 357	13 296	21 890	24 761	6 403	14 695	5 698	9 208
Commerce de détail	437	1 761	465	16 526	26 041	71 026	7 156	13 590	27 640	46 278
Compagnies pétrolières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transports	51	475	1 261	13 676	19 074	114 897	21 544	12 742	38 417	33 241
Entreprises immobilières et d'assurances	261	1 649	2 306	100 369	67 507	61 444	47 881	105 594	163 584	165 537
Autres services	1 947	18 813	3 179	15 483	70 631	30 199	29 613	52 328	48 562	60 358
Divers	605	840	1 994	29 496	17 322	12 108	10 273	7 816	13 531	21 305
Total	615	1 829	3 966	4 038	52 360	31 721	18 703	61 278	62 354	78 016
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	67	139	259	1 376	98	-	10 510	34 610	36 167	18 461
	767	2 728	9 808	115 171	-	93 038	77 950	56 501	108 164	126 780
	6 656	9 008	15 095	124 994	-	29 194	190 406	183 503	215 445	247 341
Total	17 901	51 480	57 537	578 195	584 659	626 267	480 847	647 548	963 345 186	1 340 903

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.31 Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité
(en millions de CDF)

Branches d'activité	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(p)
Production agricole	526	568	-	435	266	3 514	20	426	625	856
Traitement et conditionnement de la production agricole	11	44	5	116	194	7 660	8	21	32	3 549
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	216	86	101	416	30	58	654	851
Elevage	6	-	-	4 066	7 345	8 155	1 246	3 579	5 412	8 321
Minerais métalliques	60	135	22	1 481	978	3 450	1 516	5 009	8 654	12 950
Minerais non métalliques	-	-	-	-	-	634	36	6 578	8 564	18 308
Alimentation	-	25	53	449	669	1 627	16	46	65	109
Boissons	439	2 052	1 727	27 244	34 734	5 757	10 794	35 678	26 547	39 077
Tabac										
Textiles et confections	140	80	842	11 354	6 588	7 522	110	569	6 259	8 974
Industries chimiques	9	-	19	9 401	-	-	1 739	8 652	7 564	5 353
Matériaux de construction	176	1 474	889	14 669	7 439	2 572	447	3 026	2 035	8 479
Métallurgie et fabrications métalliques	15	236	149	1 351	2 719	3 634	469	2 154	2 036	3 258
Autres industries manufacturières	90	248	747	2 850	915	6 798	196	521	625	958
Eau, gaz, électricité	3	270	20	2 074	5 484	56 340	470	988	1 024	3 205
Industries du bâtiment et travaux publics	47	3 372	3 738	39 537	57 352	111 495	23 689	45 631	43 953	48 745
Commerce de gros et demi-gros	-	95	97	38 334	19 744	19 135	2 757	6 587	85 641	96 888
Commerce de détail	604	102	992	8 949	8 674	7 999	446	2 565	3 652	4 570
Compagnies pétrolières	906	1 342	1 470	4 171	-	-	1 133	321	486	658
Transports	-	108	232	4 038	10 855	11 337	3 412	7 854	8 652	10 579
Entreprises immobilières et d'assurances	-	-	-	-	1 448	28 621	-	-	-	-
Autres services	-	275	553	14 463	33 861	42 843	7 154	15 322	8 326	5 235
Divers	20	234	390	3 639	7 474	12 561	10 165	22 235	33 724	39 785
Total	3 052	10 661	12 163	188 708	206 840	342 071	65 853	167 819	254 530	320 707

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.32 Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

Formes des crédits	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^{p)}
Crédits d'acceptation à l'importation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits documentaires à l'importation	731	2 775	4 864	51 999	33 391	5 860	22 689	72 576	66 120	124 862
Crédits documentaires à l'exportation	-	-	-	-	-	863	-	-	-	14 814
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lettres de garantie	-	166	2 653	33 190	22 071	1 894	14 780	45 321	86 669	76 033
Cautions	2 321	8 707	7 719	104 121	91 385	243 116	27 881	39 117	67 828	54 309
Avals	-	-	-	-	-	671	502	10 805	33 914	50 689
Total	3 052	11 648	15 236	189 311	146 848	252 403	65 853	167 819	254 530	320 707

Source : Banque Centrale du Congo.

(¹) non compris les données des FPI.

Tableau IV.33 Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit par branche d'activité
(en millions de CDF)

Branches d'activité	2003	2004	2005 ⁽ⁱ⁾	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ⁽²⁾	2012 ^(p)
Production agricole	420	688	4 146	2 319	19 593	21 946	3 219	230	6 574	8 642
Traitement et conditionnement de la production agricole	396	467	1 916	697	-	-	-	-	-	-
Sylviculture et exploitation forestière	160	429	572	6 677	1 006	1 821	3 173	32	125	325
Elevage	62	18	26	168	8 850	3 624	973	-	-	124
Pêche	-	-	-	-	116	-	39	-	-	-
Industries métalliques	160	499	6 624	-	-	-	-	-	-	-
Alimentation	236	617	1 352	1 027	17	2 248	12 639	124	564	8 940
Boissons	1 245	2 978	3 049	6	2 800	8 201	2 092	-	-	13
Tabac	-	127	105	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et confections	55	157	2 407	1 994	1 119	8 100	1 055	86	166	199
Industries chimiques	92	192	913	504	1 373	1 925	3 166	21	325	424
Matériaux de construction	414	198	2 525	200	1 990	1 990	332	41	987	1 237
Métallurgie et fabrications métalliques	265	717	885	300	300	799	50	-	13	22
Autres industries manufacturières	1 139	1 589	2 340	2 068	1 348	1 796	6 646	76	325	393
Eau, gaz, électricité	440	203	1 001	850	857	1 469	2 195	-	647	569
Industries du bâtiment et travaux publics	165	524	4 960	-	851	3 402	2 388	-	-	124
Commerce de gros et demi-gros	261	174	2 354	2 644	2 254	4 231	14 548	237	569	865
Commerce de détail	1 947	1 891	3 915	2 969	-1 946	2 220	9 759	12	25	136
Compagnies pétrolières	1 511	2 182	3 056	1 234	771	771	33	-	-	52
Transports	615	1 938	526	-	1 660	3 100	1 948	156	248	395
Autres services	767	300	9 241	5 111	5 070	5 019	11 121	54	325	5 674
Divers	6 676	724	1 697	7 888	15 453	16 633	20 158	168	8 259	7 565
Total	17 028	16 611	53 610	36 657	63 481	89 295	96 478	1 237 074	19 150 750	35 697

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.34 Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(p)
1. Avoirs extérieurs nets	-294 888	-347 579	-357 785	-433 605	-333 265	-475 855	-557 610	171 534	19 178	335 760
Avoirs	36 414	104 915	56 589	77 783	90 864	49 733	902 154	1 193 531	1 182 958	1 505 527
Engagements	331 302	452 494	414 374	511 388	424 129	525 587	1 459 764	1 021 997	1 163 780	1 169 767
2. Avoirs intérieurs nets	365 814	460 051	486 868	644 919	621 728	859 565	1 721 156	450 571	789 820	450 862
2.1 Crédits intérieurs	7 440	-10 666	38 948	178 823	206 618	295 189	959 066	-322 241	-54 412	-350 785
a) Créances nettes sur l'Etat	5 751	-11 843	38 943	163 131	198 728	272 446	200 253	-335 969	-68 712	-366 940
b) Crédits à l'économie	1 689	1 177	5	15 692	7 889	22 743	758 812	13 728	14 300	16 154
2.2 Autres postes nets	358 374	470 718	447 920	466 096	415 110	564 377	762 090	772 812	844 232	801 648
3. Base monétaire(sens large)	70 927	112 472	129 083	211 313 493	288 463	383 711	479 241	622 105	808 998	857 135
Base monétaire (sens strict)	63 504	101 714	120 102	204 072	283 557	378 098	469 315	613 259	798 750	849 236
Dépôts en devises & provisions pour importations	7 423	10 759	8 981	7 241	4 906	5 613	9 926	8 846	10 248	7 899

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.35 Situation monétaire de la banque centrale du Congo en 2012
(en millions de CDF)

	2011	2012 ^(P)			
	Décembre 2011	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. Avoirs extérieurs nets	19 178	95 413	144 296	206 831	335 760
Avoirs	1 182 958	1 274 524	1 299 768	1 375 961	1 505 527
Engagements	1 163 780	1 179 111	1 155 472	1 169 130	1 169 767
2. Avoirs intérieurs nets	789 820	681 882	583 110	558 853	521 375
2.1 Crédits intérieurs	-54 412	-150 952	-226 539	-313 468	-350 785
a) Créances nettes sur l'Etat	-68 712	-192 116	-242 489	-333 589	-366 940
b) Crédits à l'économie	14 300	41 165	15 950	20 121	16 154
2.2 Autres postes nets	844 232	832 834	809 649	872 321	872 161
3. Base monétaire(sens large)	808 998	777 295	727 406	765 684	857 135
Base monétaire (sens strict)	798 750	769 508	721 783	757 844	849 236
Dépôts en devises & provisions pour importations	10 248	7 787	5 623	7 840	7 899

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.36 Situation monétaire des autres institutions de dépôts
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(p)
1. Avoirs extérieurs nets	35 893	65 807	83 908	113 582	160 664	179 062	516 653	736 334	815 700	1 052 016
Avoirs	67 188	108 043	109 291	147 359	217 167	299 478	647 239	854 229	923 525	1 206 276
Engagements	31 295	42 235	25 383	33 776	56 503	120 415	130 585	117 895	107 824	154 261
3. Avoirs intérieurs nets	23 299	43 947	64 121	121 947	201 752	492 965	547 390	849 879	1 053 777	1 314 724
3.1 Crédits intérieurs	10 617	29 307	44 753	87 364	171 137	448 819	584 685	756 214	864 014	1 068 320
a) Créances nettes sur l'Etat	-7 317	-11 170	-18 711	-32 496	-22 516	-23 546	-27 416	-54 084	-92 625	-226 026
b) Crédits à l'économie	17 934	40 477	63 464	119 860	193 653	472 366	612 101	810 298	956 639	1 294 346
3.2 Autres postes nets	12 683	14 640	19 367	34 583	30 615	44 145	-37 295	-52 480	-51 499	-67 096
3. Total des dépôts	59 192	109 754	148 028	225 609	370 371	657 666	1 064 295	1 586 213	1 869 478	2 366 739
Dépôts en monnaie nationale	8 606	15 364	18 791	7 911	16 716	14 386	10 560	221 374	183 644	310 846
Dépôts en monnaies étrangères & provisions pour importations	50 586	94 390	129 238	217 698	353 655	643 280	1 053 735	1 364 838	1 685 833	2 055 894

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.37 Situation monétaire d'autres institutions de dépôts en 2012
(en millions de CDF)

	2011	2012 ^(p)			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. Avoirs extérieurs nets	815 700	754 499	890 307	946 931	1 052 016
Avoirs	923 525	922 664	1 065 393	1 112 811	1 206 276
Engagements	107 824	168 165	175 086	165 880	154 261
2. Avoirs intérieurs nets	1 053 777	1 226 747	1 192 145	1 220 824	1 314 724
2.1 Crédits intérieurs	864 014	969 491	993 398	1 025 478	1 068 320
a) Créances nettes sur l'Etat	-92 625	-73 023	-123 337	-171 533	-226 026
b) Crédits à l'économie	956 639	1 042 514	1 116 735	1 197 011	1 294 346
2.2 Autres postes nets	-51 499	-122 109	-88 762	-100 598	-67 096
3. Total des dépôts	1 869 478	1 981 247	2 082 452	2 167 755	2 366 739
Dépôts en monnaie nationale	183 644	258 522	202 271	280 381	310 846
Dépôts en monnaie étrangère & provisions	1 685 833	1 722 724	1 880 181	1 887 375	2 055 894

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.38 Réserves de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(p)
1. AVOIRS EN DEVICES	33 452 846	102 468 058	55 990 190	77 650 671	89 224 989	45 872 615	351 209 783	698 211 607	687 679 823	1 008 501 236
Avoirs libres	33 452 846	102 468 058	55 990 190	77 650 671	89 224 989	45 872 615	351 209 783	698 211 607	687 679 823	1 008 501 236
2. AVOIRS EN DTS	2 961 152	2 447 196	598 917	132 226	1 639 268	3 860 110	550 943 642	495 319 173	495 278 492	497 026 196
3. DEVICES ET DTS (1+2)	36 413 998	104 915 254	56 589 107	77 782 897	90 864 257	49 732 725	902 153 425	1 193 530 780	1 182 958 315	1 505 527 432
4. OR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	70 267 329	90 407 182	73 250 092	91 543 419	21 027 660	17 534 211	20 133 795	11 326 585	12 149 933	13 404 700
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	-33 853 331	14 508 072	-16 660 985	-13 760 522	69 836 597	32 198 514	882 019 631	1 182 204 196	1 170 808 382	1 492 122 732
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-294 887 545	-347 579 060	-357 784 907	406 084 291	-333 265 013	-390 061 733	-557 610 334	171 534 165	19 178 101	335 760 209
Réserves nettes	-33 853 331	14 508 072	-16 660 985	-13 760 522	69 836 597	32 198 514	882 019 631	1 182 204 196	1 170 808 382	1 492 122 732
F.M.I. position nette	-261 034 214	-362 087 132	-341 123 922	419 844 814	-403 101 610	-422 260 247	-719 351 681	-294 249 381	-433 873 843	-435 656 703
Allocations cumulatives	-	-	-	-	-	-	-720 278 283	-716 420 650	-717 756 438	-720 705 819

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.39 Réserves de la Banque Centrale du Congo
(en millions de USD)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(p)
1. AVOIRS EN DEVICES	89,80	230,74	129,82	154,24	177,39	71,75	389,08	762,96	755,01	1 101,98
Avoirs libres	89,80	230,74	129,82	154,24	177,39	71,75	389,08	762,96	755,01	1 101,98
2. AVOIRS EN DTS	7,95	5,51	1,39	0,26	3,26	6,04	610,36	541,26	543,77	543,10
3. DEVICES ET DTS (1+2)	97,75	236,25	131,21	154,51	180,65	77,79	999,44	1 304,22	1 298,78	1 645,08
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	178,07	123,61	169,84	181,84	41,80	27,43	22,31	12,38	13,34	14,65
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	-80,32	32,67	-38,63	-27,33	138,84	50,36	977,14	1 291,84	1 285,44	1 630,43
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-791,60	-782,68	-829,59	806,64	-662,56	-610,12	-617,74	187,44	21,06	366,88
Réserves nettes	-90,88	32,67	-38,63	-27,33	138,84	50,36	977,14	1 291,84	1 285,44	1 630,43
F.M.I. position nette	-700,72	-815,35	-790,96	833,97	-801,40	-660,48	-796,93	-321,54	-476,35	-476,04
Provisions arriérés	-	-	-	-	-	-	-797,95	-782,86	-788,03	-787,51

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.40 Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2012
(en millions de CDF)

	2011	Mars	2012		Décembre ^(b)
	Décembre		Juin	Septembre	
1. AVOIRS EN DEVISES	687 680	772 337	809 606	878 666	1 008 501
Avoirs libres	687 680	772 337	809 606	878 666	1 008 501
2. AVOIRS EN DTS	495 278	502 187	490 162	497 295	497 026
3. DEVISES ET DTS (1+2)	1 182 958	1 274 524	1 299 768	1 375 961	1 505 527
4. Or	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS A C.T	12 150	11 210	15 331	12 245	13 405
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	1 170 808	1 263 315	1 284 437	1 363 716	1 492 123
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	19 178	95 413	144 296	206 831	335 760
Réserves nettes	1 170 808	1 263 315	1 284 437	1 363 716	1 492 123
F.M.I. position nette	-433 874	-440 004	-429 545	-435 853	-435 657
FMI Allocations- DTS	-717 756	-727 898	-710 596	-721 031	-720 706

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.41 Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2012
(en millions de USD)

	2011	2012			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre ^(p)
1. AVOIRS EN DEVICES	0,8	0,8	0,9	1,0	1,1
Avoirs libres	0,8	0,8	0,9	1,0	1,1
2. AVOIRS EN DTS	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
3. DEVICES ET DTS (1+2)	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6
4. Or	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	0,0	0,1	0,2	0,2	0,4
Réserves nettes	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6
F.M.I. position nette	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5
Provisions arriérés	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.42 Evolution des opérations d'adjudication du Billet de trésorerie
(en milliards de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012
1. Fourchette d'appel d'offres	41,0 - 43,0	52,0 - 60,0	100-110	75-85	25-35
BTR à 7 jours	41,0 - 43,0	52,0 - 60,0	100-110	75-85	25-35
BTR à 28 jours					
2. Soumissions reçues	52,88	51,73	105,11	111,06	71,38
Soumissions BTR à 7 jours	52,88	51,73	105,11	111,06	71,38
Soumissions BTR à 28 jours	0,00	0,00			
3. Soumissions retenues	43,00	51,73	105,11	85,00	35,00
Soumissions retenues BTR à 7 jours	43,00	51,73	105,11	85	35
Soumissions retenues BTR à 28 jours	0,00	0,00			
4. Remboursement BTR	41	51,54	104,61	74,81	35,00
Remboursement BTR à 7 jours	41	51,54	104,61	74,81	35
Remboursement BTR à 28 jours		0,00			
5. Encours BTR	47,01	56,73	135,58	115,00	95,00
Encours BTR à 7 jours	43,00	51,73	105,11	85,00	35,00
Encours BTR à 28 jours	4,01	5,00	30,47	30,00	60,00
6. Ecart réalisations-prévisions (en %)	25,9	-12,3	0,1	38,8	137,9
7. Variation de l'encours (-) injection; (+) ponction	14,13	9,72	78,85	-20,58	-20,00
8. Taux d'intérêt marginal					
Taux minimum proposé (en %)					
BTR à 7 jours (en %)	39,25	70,00	21,50	17	0,25
BTR à 28 jours (en %)	27,50	65,00	21,00	18	2,25
9. Taux d'intérêt moyen pondéré					
BTR à 7 jours (en %)	33,16	68,27	18,16	15,24	0,2
BTR à 28 jours (en %)	25,50	65,00	19,10	17,32	2,13

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.43 Evolution des opérations d'adjudication du Billet de Trésorerie
(en milliards de CDF)

	2012												
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1. Fourchette d'appel d'offres	75-85	110-120	130-140	65-75	50-60	100-120	117-132	77-97	50-60	60-65	40-50	30-40	25-35
BTR à 7 jours	75-85	110-120	130-140	65-75	50-60	70-80	80-85	40-50	50-60	60-65	40-50	30-40	25-35
BTR à 28 jours	0	0	0	0	0	30-40	37-47	37-47	0	0	0	0	0
2. Soumissions reçues	111,06	125,12	136,71	129,54	71,56	120,43	88,70	61,96	103,53	82,04	89,14	86,49	71,38
Soumissions BTR à 7 jours	111,06	125,12	136,71	129,54	71,56	76,22	52,37	48,99	103,53	82,04	89,14	86,49	71,38
Soumissions BTR à 28 jours				0,00	0,00	44,21	36,33	12,97					
3. Soumissions retenues	85,00	120,00	136,71	75,00	59,99	116,22	88,70	61,96	60,00	65,00	50,00	40,00	35,00
Soumissions retenues BTR à 7 jours	85	120	136,71	75	59,99	76,22	52,37	48,99	60	65	50	40	35
Soumissions retenues BTR à 28 jours				0	0	40	36,33	12,97					
4. Remboursement BTR	74,81	104,56	127,65	90,00	55,00	79,79	88,89	76,01	60,00	61,36	55,00	40,00	35,00
Remboursement BTR à 7 jours	74,81	104,56	127,65	90	55	54,79	48,89	39,68	60	61,36	55	40	35
Remboursement BTR à 28 jours				0	0	25	40	36,33			0		
5. Encours BTR	115,00	144,88	171,71	102,33	84,99	116,22	88,70	61,96	90,00	97,70	90,00	90,00	95,00
Encours BTR à 7 jours	85,00	120	136,71	75	59,99	76,22	52,37	48,99	60	65	50	40	35
Encours BTR à 28 jours	30,00	24,88	35	27,33	25	40	36,33	12,97	30	32,7	40	50	60
6. Ecart réalisations-prévisions (en %)	38,8	8,80	1,27	85,06	30,11	9,48	-28,76	-28,78	88,24	31,3	98,09	147,11	137,9
7. Variation de l'encours (-) injection; (+) ponction	-20,58	29,88	26,83	-69,38	-17,34	31,23	-27,52	-26,74	28,04	7,70	-7,70	0,00	-2,70
8. Taux d'intérêt marginal													
Taux minimum proposé (en %)													
BTR à 7 jours (en %)	17	19,5	20	12	1,75	11	9,5	9,5	5,5	5	1,0	0,50	0,25
BTR à 28 jours (en %)	18	17	16	15	9,00	12,75	9,5	9,5	7,5	7,5	4,00	3,00	2,25
9. Taux d'intérêt moyen pondéré													
BTR à 7 jours (en %)	15,24	17,04	16,83	11,66	1,38	7,14	8,04	8,81	5,22	3,8	0,91	0,45	0,2
BTR à 28 jours (en %)	17,32	15,71	15,19	14,09	9,00	7,14	7,92	8,94	7,08	6,1	3,6	2,83	2,13

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.44 Différents taux d'intérêt appliqués par le système bancaire
(en pourcentage)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
TAUX DEBITEUR BCC										
Banque centrale - taux directeur	8,0	14,0	28,8	40,0	22,5	40,0	70,00	22,00	20,00	4,00
Banque centrale - facilité permanent(1)	13	19	31,25	42,5	25,0	42,5	72,50	24,50	22,50	5,25
TAUX CREDITEUR BCC										
Taux annuel des B.T.R										
- à 7 jours	4,0	11,0	24,75	41,00	15,50	33,16	68,27	18,16	15,24	0,20
- à 14 jours	6,0	13,0	26,75	43,00	17,50	-	-	-	-	-
- à 28 jours	8,0	14,0	28,75	45,00	19,50	25,50	65,00	19,10	17,32	2,13
TAUX SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE										
Marché interbanc. - moyenne min/max	28,4	21,0	39,0	30,0	17,0	23,5	66,50	15,50	11,50	1,50
Marché interbancaire – minimum		14,0		28,0	14,5	17	65,00	9,00	10,00	1,00
Marché interbancaire – maximum		27,0		32,0	19,5	30	68,00	22,00	13,00	2,00
TAUX D INTERET DEBITEUR BANQUES COMMERCIALES										
Banques comm. - taux crédits - MN	38,0	28,0	32,0	44,4	41,3	44,38	69,77	44,69	40,61	22,51
Banques comm. - taux crédits - ME	-	-	-	-	-	-	16,98	18,90	19,22	15,93
TAUX D INTERET CREDITEUR BANQUES COMMERCIALES										
Banques comm. - taux dépôts - MN (2)	18,0	13,0	22,0	22,4	15,0	15,0	19,03	11,57	14,58	6,10
Banques comm. - taux dépôts - ME							3,55	2,87	3,30	3,35

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.45 Différents taux d'intérêt appliqués par le système bancaire
(en pourcentage)

	2012												
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
TAUX DEBITEUR BCC													
Banque centrale - taux directeur	20,00	20,00	20,00	17,00	17,00	12,75	9,50	7,50	7,50	6,00	6,00	6,00	4,00
Banque centrale - facilité permanent(1)	22,50	22,50	22,50	19,50	19,50	15,25	12,00	10,00	10,00	8,50	8,50	8,50	5,25
TAUX CREDITEUR BCC													
Taux annuel des B.T.R	15,24	17,04	15,24	11,66	1,38	7,14	8,04	8,81	5,22	3,80	0,91	0,45	0,20
- à 7 jours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- à 14 jours	17,32	16,00	17,32	14,09	9,00	5,52	7,92	8,94	7,08	6,10	3,90	2,83	2,13
- à 28 jours													
TAUX SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE													
Marché interbanc. - moyenne min/max	11,50	10,50	10,00	10,30	6,00	1,50	6,82	5,00	4,50	3,50	2,97	1,13	1,50
Marché interbancaire - minimum	10,00	8,00	9,00	9,00	2,00	1,00	2,00	1,00	3,00	2,00	1,94	1,00	1,00
Marché interbancaire - maximum	13,00	13,00	11,00	11,60	10,00	2,00	11,64	9,00	6,00	5,00	4,00	1,25	2,00
TAUX D INTERET DEBITEUR BANQUES COMMERCIALES													
Banques comm. - taux crédits - MN	40,61	38,70	38,94	30,36	28,81	29,86	28,36	27,40	26,27	24,83	22,90	22,42	22,51
Banques comm. - taux crédits - ME	19,22	18,35	19,07	18,25	17,68	14,55	15,66	14,81	17,25	15,92	15,95	15,88	15,93
TAUX D INTERET CREDITEUR BANQUES COMMERCIALES													
Banques comm. - taux dépôts - MN (2)	14,58	13,96	11,22	8,88	7,98	7,99	6,88	8,73	3,87	4,57	6,40	6,05	6,10
Banques comm. - taux dépôts - ME	3,30	3,15	3,06	2,97	2,95	3,82	3,18	3,35	2,43	3,31	3,36	3,37	3,35

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV. 46 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(p)
A. Avoirs extérieurs bruts	103 602	212 958	165 875	225 141	308 031	349 210	1 549 392	2 047 759	2 106 483	2 711 804
a) Banque Centrale du Congo	36 414	104 915	56 584	77 782	90 864	49 733	902 154	1 193 531	1 182 958	1 505 527
1. Avoirs en or	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2. F.M.I. compte spécial en DTS	2 961	2 447	594	131	1 639	3 860	550 944	495 319	495 278	497 026
3. Avoirs en devises	33 453	102 468	55 990	77 651	89 225	45 873	351 210	698 212	687 680	1 008 501
b) Banques de dépôts	67 188	108 043	109 291	147 359	217 167	299 478	647 239	854 229	923 525	1 206 276
B. Engagements extérieurs	362 597	494 730	439 757	545 164	480 632	560 210	1 590 349	1 139 892	1 271 605	1 324 028
a) Banque Centrale du Congo	331 302	452 494	414 374	511 388	424 129	439 794	1 459 764	1 021 997	1 163 780	1 169 767
1. Crédit F.M.I.	261 034	362 087	341 124	419 845	403 102	422 260	719 352	294 249	433 874	435 657
2. Autres engagements	70 267	90 407	73 250	91 543	21 028	17 534	20 134	11 327	12 150	13 405
3.FMI allocations DTS	0	0	0	0	0	0	720 278	716 421	717 756	720 706
b) Banques de dépôts	31 295	42 235	25 383	33 776	56 503	120 415	130 585	117 895	107 824	154 261
C. Avoirs extérieurs nets (A - B) (sens strict)	-258 995	-281 772	-273 877	-320 023	-172 601	-296 792	-40 957	907 868	834 878	1 387 776
a) Banque Centrale du Congo	-294 888	-347 579	-357 785	-433 605	-333 265	-475 855	-557 610	171 534	19 178	335 760
b) Banques de dépôts	35 893	65 807	83 908	113 582	160 664	179 062	516 653	736 334	815 700	1 052 016

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.47 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires en 2012
(en milliers de CDF)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(e)
A. Avoirs extérieurs bruts	65 210	103 602	212 958	165 875	225 141	308 031	349 210	1 549 392	2 047 759	2 106 483	2 711 804
a) Banque Centrale du Congo	28 663	36 414	104 915	56 584	77 782	90 864	49 733	902 154	1 193 531	1 182 958	1 505 527
1. Avoirs en or	75	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-
2. F.M.I. compte spécial en DTS	3 108	2 961	2 447	594	131	1 639	3 860	550 944	495 319	495 278	497 026
3. Avoirs en devises	25 479	33 453	102 468	55 990	77 651	89 225	45 873	351 210	698 212	687 680	1 008 501
b) Banques de dépôts	36 548	67 188	108 043	109 291	147 359	217 167	299 478	647 239	854 229	923 525	1 206 276
B. Engagements extérieurs	287 543	362 597	494 730	439 757	545 164	480 632	560 210	1 590 349	1 139 892	1 271 605	1 324 028
a) Banque Centrale du Congo	271 507	331 302	452 494	414 374	511 388	424 129	439 794	1 459 764	1 021 997	1 163 780	1 169 767
1. Crédit F.M.I.	213 392	261 034	362 087	341 124	419 845	403 102	422 260	719 352	294 249	433 874	435 657
2. Autres engagements	58 115	70 267	90 407	73 250	91 543	21 028	17 534	20 134	11 327	12 150	13 405
3. FMI allocations DTS	-	-	-	-	-	-	-	720 278	716 421	717 756	720 706
b) Banques de dépôts	16 036	31 295	42 235	25 383	33 776	56 503	120 415	130 585	117 895	107 824	154 261
C. Avoirs extérieurs nets (A - B) (sens strict)	-222 333	-258 995	-281 772	-273 877	-320 023	-172 601	-296 792	-40 957	907 868	834 878	1 387 776
a) Banque Centrale du Congo	-242 845	-294 888	-347 579	-357 785	-433 605	-333 265	-475 855	-557 610	171 534	19 178	335 760
b) Banques de dépôts	20 512	35 893	65 807	83 908	113 582	160 664	179 062	516 653	736 334	815 700	1 052 016

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV. 48 Situation résumée de la Société Financière de Développement
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1. Trésorerie	1 256	7 835	68 390	175 414	19 939	9 373	19 447	13 668	19 599	4 635
2. Crédits à moyen terme et long terme	696 727	425 211	550 688	479 097	423 509	805 177	1 045 989	1 150 498	1 105 990	5 741
3. Crédits à C.T	128 250	101 900	98 223	114 739	272 919	214 481	202 330	511 205	552 230	910
4. Immobilisés nets	180 456	166 383	159 810	141 802	191 350	206 893	298 381	437 461	361 410	22 701
Avoirs = Engagements	1 006 689	701 329	877 111	911 052	907 718	1 235 924	1 566 147	2 112 832	2 039 229	33 986
1. Fonds propres	271 909	281 066	394 431	500 601	555 143	938 623	1 217 027	574 160	537 525	33 042
Capital	-	-	-	-	-	-	-	2 025	2 025	2 025
Réserves et provisions	-	-	-	-	-	-	-	572 135	535 500	31 017
2. Quasi-capital	916 670	624 343	680 829	570 756	583 433	558 059	701 948	971 234	905 766	10 008
Avance permanente de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts à long terme de l'Etat	61 786	1 955	1 954	1 896	-	-	-	-	-	-
Fonds consolidés (1)	854 884	622 388	678 874	568 860	583 433	558 059	701 948	971 234	905 766	10 008
3. Prélèvement sur lignes de crédits extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Bénéfices cumulés	36 099	24 867	17 389	25 512	24 680	34 345	36 753	-2 750	-6 364	159
5. Autres éléments nets	-217 989	-228 947	-215 538	-185 817	-255 539	-295 103	-389 581	570 188	602 302	-9 222 320

Source : Société Financière de Développement.

(1) Y compris les fonds divers et dettes à CT

Tableau IV.49 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances
(en millions de CDF)

	2003 ⁽¹⁾	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
1. Trésorerie	34	96	302	524	444	124	5 006	8 003	3 543	1 406
2. Créances diverses	5 770	6 406	5 637	8 797	9 103	20 857	50 631	46 321	47 936	42 307
3. Réassurance	1 038	1 038	2 264	779	608	727	1 321	1 897	6 015	6 706
4. Immobilisés nets ⁽¹⁾	786	1 991	3 050	4 090	3 473	5 311	7 581	58 774	66 073	68 291
ACTIF = PASSIF	7 628	9 531	11 254	14 190	13 628	28 133	64 540	114 994	123 567	118 709
1. Fonds propres	918	1 660	2 890	2 230	1 584	2 030	3 339	77 641	85 375	77 505
a) Capital libéré ⁽²⁾	295	295	295	295	295	295	295	72 376	72 376	72 376
b) Bénéfices et réserves	623	1 365	2 595	1 934	1 289	1 735	3 044	5 264	12 999	5 129
2. Dettes diverses à LT	99	104	99	96	135	143	62	65	62	
3. Provisions techniques	2 403	2 433	2 424	467	1 628	2 297	2 892	6 312	8 954	6 347
4. Provisions mathématiques	29	28	7	7	81	40	181	-	13	-
5. Engagements à court terme	4 179	5 306	5 797	11 359	10 232	23 690	58 219	30 977	29 161	34 857
6. Autres éléments nets	0	-	43	38	49	-28	27	-	2	-

Source: Direction financière de la SONAS.

(1) Y compris le portefeuille titres.

(2) A titre symbolique.

Tableau IV.50 Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
I. RECETTES	6 953	8 243	13 793	14 527	26 368	32 628	57 694	66 124	79 215	77 636
1. Primes et frais	6 855	8 118	11 566	13 227	26 193	28 731	40 508	55 050	72 551	71 065
Automobiles et cycles	4 422	4 511	6 435	10 363	11 200	23 681	33 295	44 760	49 772	52 114
Incendie	550	485	972	673	1 332	1 436	3 291	3 579	8 676	7 655
Transport	331	926	1 848	774	3 009	1 696	1 517	4 443	3 348	3 378
Risques divers ⁽¹⁾	1 498	2 038	2 188	1 250	1 333	1 809	2 234	1 371	9 957	7 070
Vie	55	158	123	167	9 319	110	171	896	798	707
Assurance voyage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	141
2. Autres recettes	98	125	2 228	1 300	175	3 896	17 186	11 074	6 664	6 571
II. DEPENSES	3 120	3 211	11 345	14 306	17 335	32 559	57 194	65 019	78 759	77 623
1. Régléments des sinistres	481	729	2 543	1 781	2 877	5 522	7 521	11 296	16 870	10 230
Automobiles et cycles	395	640	1 228	1 540	2 004	4 631	5 698	9 791	13 225	8 362
Incendie	18	3	456	36	335	148	376	400	1 258	899
Transport	11	19	282	30	78	225	1 054	655	2 047	239
Risques divers ⁽¹⁾	21	16	326	116	293	146	58	327	224	178
Vie	37	51	251	60	167	372	335	123	116	552
2. Frais de régléments & Autres charges techniques										2 717
2. Commissions	448	685	637	1 263	714	2 506	3 329	3 967	4 470	5 239
3. Dépenses d'exploitation	2 903	1 528	6 954	9 423	12 648	20 485	39 900	36 336	45 398	59 437
4. Provisions diverses	-3 135	29	0	0	0	898	1 229	9 717	9 160	0
5. Charges diverses	2 423	241	1 210	1 839	1 096	3 149	5 215	3 703	2 860	0
III. SOLDE (I - II)	3 833	5 033	2 448	221	9 034	68	500	1 104	456	13

Source : Direction Financière de la SONAS.

(1) Y compris les primes et frais ainsi que les régléments des sinistres Multi-Branches.

Tableau IV.51 Evolution de la base monétaire sens strict
(en millions de CDF)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^(p)
Circulation fiduciaire hors banques	63 148	101 467	119 935	182 234	233 253	304 568	381 486	489 377	615 345	595 164
Caisse des banques	2 748	4 421	3 859	3 100	10 532	15 706	13 173	20 694	32 142	47 396
Dépôts de banques	1 476	5 788	5 261	18 415	38 740	56 232	69 711	99 310	142 649	199 723
Dépôts des entr.publiques	86	193	89	207	417	678	2 407	1 357	1 541	2 378
Dépôts des entr.privées et part	270	53	78	117	615	914	4 944	2 521	7 073	4 575
Dépôts des inst; fin non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Base monétaire (BM) au sens strict	67 728	111 923	129 222	204 072	283 557	378 098	471 722	613 259	798 750	849 236
Masse monétaire (M2)	130 119	222 227	277 111	436 922	658 834	1 041 377	1 543 536	2 009 609	2 443 614	2 956 675
Multiplificateur monétaire(M2/BM)	1,92	1,99	2,14	2,14	2,32	2,75	3,27	3,28	3,06	3,48

Source : Banque Centrale du Congo.

TITRE V

PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES



CHAPITRE I

PERSPECTIVES MONDIALES 2013-2014

L'économie mondiale devrait poursuivre son sentier de croissance, selon le Fonds monétaire international (FMI), dont les prévisions à fin avril 2013 font état d'une croissance de 3,25 % en 2013 et 4,0 % en 2014. A l'instar de 2012, la croissance du PIB réel mondial serait tributaire d'une faible reprise dans les pays avancés et d'une bonne tenue des activités dans les pays émergents et en développement.

L'inflation mondiale tomberait aux environs de 3,25 %, contre 3,75 % au début de 2012 et devrait se maintenir autour de ce chiffre jusqu'à la fin de 2014. L'évolution de l'offre de produits alimentaires et de carburants contribuerait à contenir la pression à la hausse sur les prix des principaux produits de base en dépit du redémarrage attendu de l'activité mondiale.

Par ailleurs, les risques qui peuvent survenir en 2013 seraient liés (i) à l'absence d'un solide plan d'assainissement budgétaire aux États-Unis et au Japon; (ii) à la marge de manœuvre limitée des pouvoirs publics et à l'insuffisance des progrès institutionnels dans la zone euro, qui pourraient conduire à une période prolongée de croissance faible; (iii) aux distorsions causées par une politique monétaire accommodante et non conventionnelle dans les principaux pays avancés, (iv) à l'investissement excessif et aux prix élevés des actifs dans beaucoup de pays émergents et en développement.

I.1. DANS LES PAYS AVANCES

I.1.1. Activité économique 2013-2014

Dans les pays avancés, l'activité devrait s'accélérer progressivement, à compter du deuxième semestre 2013. La croissance du PIB réel devrait dépasser 2,0 % pour le reste de l'année et atteindre en moyenne 2,25 % en 2014, portée par une croissance américaine qui pourrait avoisiner 3 %. Cette évolution serait attestée par le comportement de la demande privée qui semble de plus en plus vigoureuse aux États-Unis. Cette vigueur est stimulée en partie par l'anticipation de taux directeurs faibles, selon les indications de la Réserve fédérale, quant à l'orientation future de la politique monétaire ainsi que par la demande non satisfaite de logements et de biens de consommation durables.

La croissance prévue aux États-Unis en 2013 ne semble pas suffisante pour faire reculer sensiblement le taux de chômage. Par contre, la croissance dans la Zone euro serait de -0,3 % en 2013 du fait notamment de la faiblesse de la demande privée.

I.1.2. Inflation 2013-2014

Dans les principaux pays avancés, l'inflation chuterait de 2,0 % à 1,75 % aux États-Unis et de 2,25 % à 1,5 % dans la Zone euro. L'inflation passerait au-dessus de zéro au Japon en 2013 et augmenterait temporairement en 2014, en raison du relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée. Dans ces pays, l'inflation serait inférieure aux objectifs à moyen terme. Cela porte à croire qu'il y a plus de marge pour assouplir la politique monétaire.

I.2. DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

I.2.1. Activité économique 2013-2014

Les pays en développement et les pays émergents pourraient continuer à tirer la croissance mondiale. En effet, la croissance dans ces pays devrait rester vigoureuse, pour passer d'environ 5,0 % en 2013 à 5,25 % en 2014, grâce à la demande résiliente des consommateurs, à des politiques macroéconomiques d'accompagnement et à un redressement des exportations.

Dans les pays émergents d'Europe, la reprise devrait s'accélérer à mesure que la demande des pays avancés d'Europe se redresserait. Cependant, quelques pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord continueraient à faire face à des transitions internes difficiles.

Pour les pays en développement, il s'agira de mettre l'accent sur le renforcement du potentiel de croissance de leurs économies tout en renforçant les mesures qui leur permettront de parer aux risques découlant de la situation dans la zone euro et de la politique budgétaire des États-Unis.

I.2.2. Inflation 2013-2014

Globalement, les taux d'inflation resteraient maîtrisés aussi bien dans les pays émergents qu'en développement, même si les taux de chômage seraient particulièrement faibles, les soldes courants pourraient diminuer, les crédits seraient probablement dynamiques et les prix des actifs élevés.

La maîtrise de l'inflation résulterait de la baisse des prix de l'alimentation et de l'énergie. Ainsi, l'inflation se situerait à 5,9% en 2013 et pourrait être ramenée à 5.6% en 2014.

I.3. PRINCIPAUX RISQUES PESANT SUR L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2013 - 2015

L'environnement international pourrait être négativement affecté par les facteurs suivants, au cours de deux prochaines années :

- la poursuite de la récession économique au sein de la Zone euro ;
- la vulnérabilité du système financier au sein des économies avancées ;
- la baisse de la demande extérieure et intérieure des pays émergents, etc.

CHAPITRE II

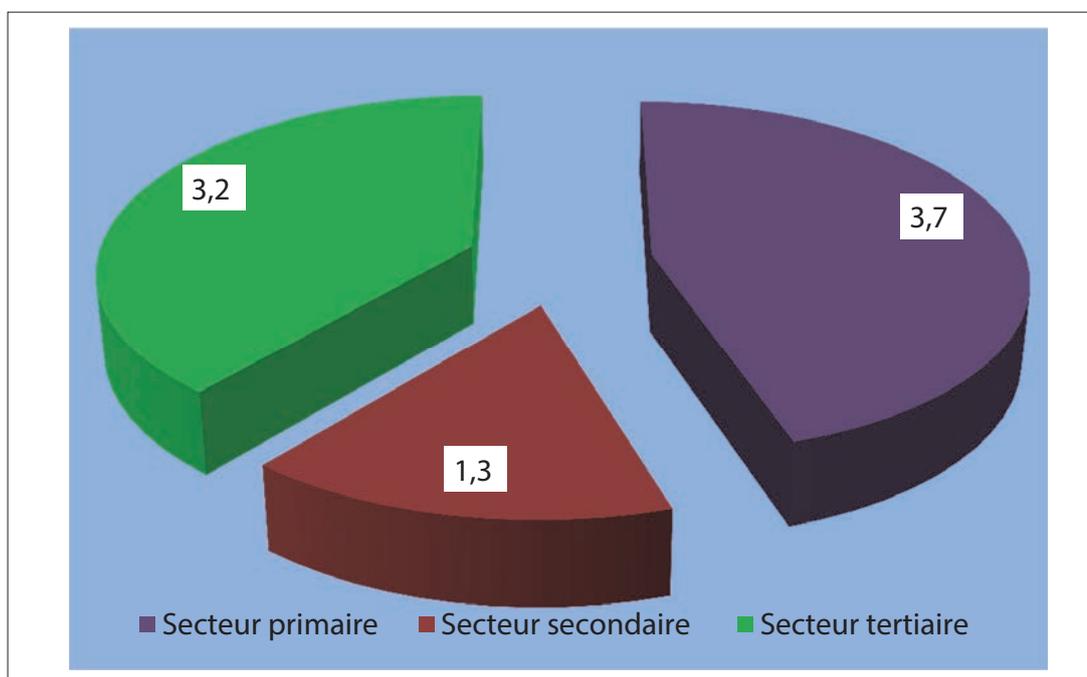
PERSPECTIVES INTERIEURES 2013-2014

II.1. SECTEUR REEL

II.1.1. Perspectives de la croissance économique

L'expansion de l'activité économique en RDC devrait se poursuivre en 2013 et en 2014. Selon les projections du comité permanent de cadrage macroéconomique sous-tendant le Programme d'Action du Gouvernement « PAG », la croissance du PIB réel s'établirait à 8,2 % en 2013, tirée principalement par le secteur primaire (3,4points) et tertiaire (2,7points).

Graphiques V.1 Contribution sectorielle à la croissance du PIB
(en points de croissance)



Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

Cette croissance attendue serait impulsée par : (i) le dynamisme du secteur minier à travers l'évolution favorable des cours mondiaux (2,3 points de pourcentage), (ii) le commerce de gros et de détail sous l'effet de l'amélioration du climat des affaires (1,7 point), (iii) les bâtiments et travaux publics grâce à la poursuite des travaux de reconstruction et de modernisation du pays(1,7 point), et (iv) l'agriculture dont

la contribution à la croissance serait de 1,3 point de pourcentage. Selon l'optique de la demande, l'investissement et la consommation soutiendraient l'activité avec des contributions en points de croissance respectives de 4,9% et 2,4 %. Le niveau d'investissements attendu serait tiré par le secteur public avec 5,5 points de pourcentage contre 1,2 point dans le secteur privé. Par contre, la contribution de la consommation des Administrations publiques à la croissance serait de 1,1 point et celle des ménages de 1,3 point.

La croissance projetée du PIB réel pour l'année 2014 pourrait se situer à 8,7%, tirée principalement par l'industrie extractive (2,7 points de croissance) et le commerce de gros et détail (2,1 points de croissance).

Les perspectives favorables du secteur minier tiennent essentiellement à l'entrée en production des grands projets miniers et aux performances de principales entreprises minières.

Tableau V.1 Contribution à la croissance
(en points de croissance)

	2013	2014
1. Secteur primaire	3,3	3,7
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	1,2	1,5
Industries extractives	2,1	2,2
2. Secteur secondaire	1,4	1,3
Industries manufacturières	0,1	0,1
Bâtiment et Travaux publics	1,3	1,2
3. Secteur tertiaire	3,0	3,2
Transports et communications	0,5	0,6
Commerce de gros et de détail	2	2,1
Services marchands	0,4	0,5
PIB aux prix du marché	8,2	8,7

Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

II.1.2. Rythme de formation des prix intérieurs

Le rythme de formation des prix intérieurs en 2013 pourrait s'établir à un niveau plus élevé que celui observé en 2012. L'objectif d'inflation postulé dans le cadre du programme autonome du gouvernement se situerait à 4,0 % à fin décembre 2013 contre 2,7% réalisé en 2012. Cette hausse anticipée des prix en 2013 serait consécutive à un accroissement des dépenses de l'Etat et à la survenance de la flambée des prix des partenaires commerciaux de la RDC, notamment la Chine.

Cependant, l'évolution des prix attendue en 2014 laisse présager que l'inflation serait sous contrôle. En glissement annuel, le taux d'inflation projeté dans le cadre macroéconomique se situerait à 3,7 % en 2014 contre 4,0 % en 2013.

II.2. SECTEUR PUBLIC

La gestion des finances publiques en 2013 et 2014 devrait être caractérisée par une mobilisation accrue des ressources intérieures et par une prudence dans la gestion des dépenses publiques pour éviter le recours au financement bancaire. Pour marquer sa volonté d'améliorer la gestion des finances publiques, le Gouvernement a inscrit le plan de trésorerie prévisionnel du secteur public dans une perspective d'amélioration de la collecte des recettes au titre de la TVA et d'augmentation de la fiscalité, notamment pétrolière.

Les opérations financières de l'Etat qui pourraient être légèrement déficitaires sur la période prévisionnelle, seraient maîtrisées. Rapporté au PIB, le déficit global représenterait 0,5 % en 2013 et 2,0 % en 2014. Cette situation déficitaire du Trésor resterait inférieure à la limite de 3,0 % du PIB fixé comme critère de convergence au niveau de la SADC.

III.2.1. Ressources budgétaires

La stratégie budgétaire mise en place amènerait les recettes totales à se situer autour de 20,2 % du PIB en moyenne annuelle sur la période des projections. Elles seraient essentiellement constituées de recettes fiscales qui représenteraient plus de 70,0 % des ressources totales sur cette période. En moyenne annuelle, les recettes fiscales entre 2013 et 2014 se situeraient à 15,3 % du PIB et des recettes non fiscales à 4,9%. Cette évolution attendue proviendrait des recettes collectées par la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) et la Direction Générale des Impôts (DGI) qui représenteraient, en moyenne, respectivement 7,1% et 8,2 % du PIB sur la période sous étude.

III.2.2. Dépenses budgétaires

La poursuite, d'une part, de la volonté politique du Gouvernement de conforter la stabilité du cadre macroéconomique et, d'autre part, de booster la croissance économique sur la période de projection, permettrait de contenir les dépenses courantes de l'Etat à hauteur de 17,1 % du PIB en moyenne et de faire passer les dépenses en capital de 2,9 % en 2013 et à 3,9 % du PIB en 2014.

II.3 SECTEUR EXTERIEUR

Sur la période 2013-2014, le marché de change serait caractérisé par une relative stabilité de la monnaie nationale, une sensible amélioration du niveau des réserves internationales et une poursuite de la positivité du solde de la balance des paiements.

II.3.1. Evolution du taux de change

Par rapport à décembre 2012, le taux de change en glissement annuel connaîtrait une faible dépréciation qui pourrait se situer à 0,9% à fin 2013. Le taux de change fin période passerait d'une année à l'autre de 915,2 à 923,7 CDF le dollar américain à l'indicatif.

S'agissant de l'année 2014, le marché des changes demeurerait stable. La Banque Centrale poursuivrait sa politique de lissage des fluctuations du taux de change. A fin décembre 2014, le taux pourrait osciller autour de 932,3 CDF le dollar américain à l'indicatif.

Par ailleurs, une amélioration significative du niveau des réserves internationales est attendue sur cette période prévisionnelle. Les objectifs visés dans le cadre du Programme d'Action du Gouvernement seraient d'atteindre 3 mois de couverture d'importations des biens et services en 2013 et 4 mois en 2014.

En termes annuels, les réserves internationales dépasseraient le niveau de 1.634,2 millions de USD atteint à fin 2012 et correspondant à 2,16 mois d'importations de biens et de services. La nécessité d'atteindre en 2017 le critère de convergence des pays de la SADC de 6 mois d'importations des biens et services, expliquerait cette évolution volontariste.

II.3.2. Evolution de la balance des paiements

La balance des paiements de la RDC connaîtrait une performance de 2013 à 2014 en passant d'une situation excédentaire de 683,7 millions de USD à 886,2 millions, représentant respectivement 3,5% et 4,1% du PIB. L'évolution favorable de ce compte résulterait principalement du bon comportement de la balance commerciale et des transferts courants qui contribueraient sensiblement à l'amélioration du compte courant.

Tableau V.2 Projection de la balance des paiements
(en pourcentage du PIB)

	2013	2014
Compte courant	-9,2	-7,8
Balance commerciale	3,1	5,0
Export des Biens	45,1	46,1
<i>dont minière</i>	43,9	45,0
Import des Biens	-41,9	-41,1
<i>dont Equipement</i>	-28,9	-29,1
Balance services	-19,3	-17,8
Balance revenus	-0,8	-2,0
Balance transfert	7,7	7,1
Compte capital et financier	12,7	11,9
Solde global	3,5	4,1

Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

II.3.2.1. Balance du compte courant

Le déficit du compte courant de la balance des paiements qui pourrait se situer à 9,6 % du PIB en 2013 s'atténuerait en se chiffrant à 7,8 % en 2014. La bonne tenue attendue du commerce des biens, l'évolution favorable que laisse présager les exportations et le niveau assez modéré du coût des importations auraient un impact positif sur l'amélioration du compte courant. En moyenne annuelle, le déficit de la balance courante en pourcentage du PIB serait de 8,5 % entre 2013 et 2014. Cette situation rencontrerait le critère de convergence des pays de la SADC (moins de 9,0 % du PIB).

III.3.2.2. Balance du compte de capital et d'opérations financières

Sur la période prévisionnelle, le compte de capital et d'opérations financières enregistrerait des excédents de 12,7% du PIB en 2013 et 11,9% en 2014. Cette bonne tenue de ce compte serait consécutive à l'amélioration des capitaux publics et des capitaux privés qui serait fortement tirés par la progression des investissements directs étrangers sur fond de l'amélioration progressive du climat des affaires.

II.4. SECTEUR MONETAIRE

II.4.1. Orientation de la politique monétaire

En 2013 et 2014, la Banque Centrale du Congo pourrait poursuivre l'orientation de la politique monétaire qu'elle a mise en œuvre en 2012 au regard de la nécessité de stabiliser dans la durée le niveau général des prix d'une part, de stimuler le crédit et de soutenir l'activité économique, d'autre part. Elle devrait ancrer les anticipations inflationnistes et améliorer l'efficacité ainsi que la crédibilité de la politique monétaire.

Par ailleurs, la volonté de la Banque Centrale d'accélérer la convergence vers les critères quantitatifs du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA), induirait de sa part le pilotage d'une politique monétaire prudente.

II.4.2. Evolution de la masse monétaire

Pour atteindre ses objectifs, il est projeté des augmentations modérées de la masse monétaire (M2) de 16,1% en 2013 et 16,0% en 2014 tenant compte de l'évolution des autres variables comme la croissance du PIB réel, le taux d'inflation, etc. Comparativement à 2011 et 2012 qui ont connu des accroissements plus forts de la liquidité, respectivement de 21,6% et 21,0%, la période prévisionnelle laisse présager une contraction de la masse monétaire qui s'expliquerait essentiellement par la baisse du crédit net à l'Etat.

DEUXIEME PARTIE

**ADMINISTRATION, ACTIVITES
ET COMPTES DE LA BANQUE**

TITRE I

ADMINISTRATION ET ACTIVITES DE LA BANQUE

CHAPITRE I

ADMINISTRATION

I.1. LE CONSEIL DE LA BANQUE

Le Conseil de la Banque est l'organe suprême d'administration de la Banque. Dans ce cadre, il conçoit, oriente la politique de la Banque et en contrôle la gestion. Il prend tout acte intéressant la Banque, notamment la définition et la mise en œuvre des politiques monétaire et de change, l'élaboration du budget et l'établissement des comptes annuels ainsi que la définition du statut des agents.

En 2012, Monsieur Blaise KIANGALA NE TULENTE a été remplacé par Monsieur Lamy LAMIEL au poste d'Administrateur du Conseil en sa qualité de Directeur du Trésor. Ainsi, à fin décembre 2012, cet organe se compose comme suit :

Président : Monsieur Jean-Claude MASANGU MULONGO, Gouverneur;
Membres : Monsieur Jules BONDOMBE ASSANGO, Vice- Gouverneur ;
Monsieur Issa SELEMANI, Administrateur ;
Monsieur Lamy LAMIEL, Administrateur ;
Monsieur Roger MASAMBA MAKELA, Administrateur ;
Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE, Administrateur ;
Monsieur Albert YUMA MULIMBI, Administrateur.

Au cours de l'exercice 2012, le Conseil de la Banque a tenu neuf réunions ordinaires, à l'issue desquelles il a été décidé notamment de :

- (i) opter pour un partenariat entre la Banque et d'autres opérateurs dans le cadre du désengagement, de la Banque Centrale du Congo, de l'Hôtel des Monnaies et du Centre Hospitalier ;
- (ii) créer l'Agence Autonome de Mwene-Ditu ;
- (iii) examiner les pistes d'atténuation des entraves à l'exercice prompt et efficace des actions disciplinaires et répressions au sein de la Banque ;
- (iv) adopter le Budget 2013 assorti des recommandations relatives notamment à une meilleure hiérarchisation des investissements ;
- (v) évaluer périodiquement les entités ou organes audités sur la prise en compte des recommandations des audits effectués et en publier les cotes sur le Website de la Banque ;
- (vi) fermer le Bureau de Représentation de Bruxelles.

1.2. LE GOUVERNEUR

Le Gouverneur est l'organe qui dirige la Banque Centrale. Il prépare et met en œuvre les résolutions du Conseil d'Administration. Aussi, assure-t-il la gestion courante de l'Institut d'Emission et la mise en œuvre de la politique monétaire. Dans l'exercice de ses fonctions, le Gouverneur est assisté d'un Vice-Gouverneur. Ce dernier exerce les fonctions qui lui sont déléguées par le Gouverneur. Le Gouverneur et le Vice-Gouverneur constituent la Haute Direction de la Banque Centrale.

Le poste du Gouverneur a été occupé par Monsieur Jean-Claude MASANGU MULONGO et celui du Vice-Gouverneur par Monsieur Jules BONDOMBE ASSANGO.

Par ailleurs, la Haute Direction compte également un cabinet structuré de la manière suivante :

Directeur de Cabinet : Monsieur Jean-Marcel KASONGO MWAMBA

Conseillers : Madame Aimée KAPIPA BYARUNGA ;
Monsieur Anderson MAWAKANI SAMBA ;
Monsieur Faustin LINGOSA MOMI ;
Monsieur SANGWA LUMBU ;
Monsieur Désiré YAV KAT MUCHAIL ;
Monsieur Honoré MULANGU PONGOLA ;
Monsieur Gaston N'KAMBUA MUKANKU ;
Monsieur Bertin BAGALWA MURHULA.

1.3. STRUCTURES DE CONTROLE

Outre le collège des commissaires aux comptes, la Banque Centrale dispose également d'autres structures de contrôle, à savoir : le Comité d'Audit et la Direction de l'Audit Interne.

1.3.1. LE COLLEGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le Collège des commissaires aux comptes exerce un contrôle des opérations financières de la Banque. A cet égard, il vérifie les livres, les caisses, le portefeuille et les valeurs de la Banque. Il contrôle la régularité et la sincérité des inventaires et certifie le bilan annuel et le tableau de formation des résultats.

Il est composé de :

Monsieur Nico MABATA TANTU ;
Monsieur Dany NKUVU ;
Monsieur André FOKO TOMENA.

1.3.2. LE COMITE D'AUDIT

Le Comité d'Audit est un organe relevant du Conseil d'Administration de la Banque. Il a pour mission de veiller sur les procédures d'Audit, le système de contrôle interne et le cadre d'informations financières et comptables de l'Institut d'Emission.

Ce comité, lequel s'est réuni onze fois en 2012, est composé des trois administrateurs ci-après :

Coordonnateur : Monsieur Albert YUMA MULIMBI ;
Membres : Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE ;
 Monsieur Roger MASAMBA MAKELA.

1.3.3. DIRECTION DE L'AUDIT INTERNE

L'Audit Interne est l'organe chargé de la prévention des risques et pertes en vue de garantir l'efficacité, la transparence et la bonne gouvernance de la Banque. A cet effet, il (i) exerce une activité permanente de surveillance et de contrôle sur le fonctionnement et la gestion de l'Institut d'Emission et (ii) propose à la Haute Direction des mesures susceptibles de contribuer à la prévention des cas de mauvaise gestion, à l'accroissement du rendement au sein de la Banque par la qualité de ses services et à l'amélioration de la fiabilité de l'information financière.

CHAPITRE II

ACTIVITES DE LA BANQUE

II.1. GESTION COURANTE

Pour assurer la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a signé plusieurs Ordres de Service en 2012, dont :

1. Ordre de Service n°009/12 du 19 janvier 2012

Cet Ordre de Service concerne les dispositions se rapportant à la gestion des risques et à la gouvernance de la Banque Centrale du Congo. Il vise à doter l'Institut d'Emission de règles, procédures et outils adéquats en matière de gestion des risques en vue de le hisser au niveau des meilleures pratiques internationales dans ce domaine.

Les missions lui assignées consistent notamment à :

- conduire le processus d'élaboration d'une cartographie des risques de la Banque ;
- suivre la mise en œuvre graduelle du dispositif de gestion des risques au sein de la Banque.

2. Ordre de Service n° 041/12 du 15 février 2012

L'Ordre de Service susmentionné crée une Commission Elargie d'Elaboration de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale, en sigle CEEBP. Cet organe consultatif a pour mission principale d'élaborer, suivant une périodicité donnée et conformément aux méthodologies internationales en vigueur, un état statistique retraçant, d'une part, les échanges économiques et financiers et, d'autre part, la valeur ainsi que la composition des créances et des engagements entre résidents et non-résidents.

A cet effet, elle est appelée à :

- doter la Banque Centrale d'un applicatif capable d'automatiser la gestion des Déclarations des Dépenses et des Recettes (DDR), en vue de :
 - accroître l'efficacité dans le suivi des opérations en devises ;
 - assurer un meilleur suivi des recettes générées par les opérations en devises, entre autres la Redevance Contrôle de Change (RCC), la vente en ligne des Déclarations modèles IB, EB, IS, ES et RC aux banques agréées et par les entités provinciales situées dans les localités non dotées des structures bancaires ;

- retracer les transactions commerciales et financières effectuées entre la RDC et ses principaux partenaires ;
- améliorer l'exhaustivité et la qualité des statistiques des échanges commerciaux avec les regroupements régionaux notamment la SADC, le COMESA et la CEEAC ;
- rechercher les méthodes appropriées au contexte national, en vue d'améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale ainsi que de proposer les mesures pour leur application ;
- valider les statistiques intervenant dans l'établissement de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale ;
- publier la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale suivant une périodicité arrêtée ;
- formuler des recommandations sur la politique économique au regard de l'évolution de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale.

Outre les représentants de la Banque Centrale du Congo, la CEEBP est composée des experts provenant des Ministères, Institutions, Organismes et Services Publics ou Privés.

3. Ordre de Service n° 046/12 du 05 mars 2012

Cet Ordre de Service consacre la création de l'Agence Autonome de la Banque Centrale du Congo à Mwene-Ditu, dans la Province du Kasai-Oriental.

4. Ordre de Service n° 63/12 du 30 mars 2012

Cet Ordre de Service porte dispositions modifiant le régime de la pension complémentaire à la Banque.

5. Ordre de Service n° 064/12 du 02 avril 2012

Le présent Ordre de Service définit les principes d'organisation et de fonctionnement de la Caisse de retraite des agents de la Banque Centrale du Congo. La caisse de retraite a pour mission la gestion de la pension complémentaire de retraite au profit des agents de la Banque et de leurs ayants droit tels que définis par les dispositions du Statut des Agents. Elle est composée de trois organes, à savoir : le Comité de Direction, la Coordination et le Comité de surveillance.

6. Ordre de Service n° 074/12 du 06 avril 2012

Cet Ordre de Service se rapporte à la création d'un Groupe de Travail chargé du suivi du processus de fermeture du Bureau de Représentation de Bruxelles « BRB », en

sigle GTB. Le Groupe de Travail a pour mission d'assister la Haute Direction dans la mise en œuvre de la décision du Conseil de la Banque, relative à la fermeture du BRB.

Le Groupe de Travail est composé de :

- Directeur de Cabinet qui en assure la présidence ;
- Conseiller de la Haute Direction chargé des Questions Administratives et du Suivi des Activités des Directions Opérationnelles ;
- Responsable de la Direction Juridique ;
- Responsable de la Direction de l'Administration Générale ;
- Responsable Adjoint de l'Audit Interne chargé du Contrôle de Conformité.

7. Ordre de Service n° 095/12 du 11 mai 2012

Le présent Ordre de Service porte création d'un Groupe de travail chargé de la Modernisation de la Gestion du Centre Hospitalier, en sigle GCMGCH. Le Groupe a pour mission d'implémenter le logiciel de gestion du Centre Hospitalier « WinClinic » dans le système d'information de la Banque.

Il est composé d'un Comité de pilotage comprenant les membres de la Banque Centrale du Congo et d'une Equipe de Projet.

8. Ordre de Service n° 096/12 du 15 mai 2012

L'Ordre de Service ci-dessus a trait à la création d'un groupe dénommé « Comité Technique chargé du Suivi du Plan de Trésorerie de la Banque Centrale du Congo », en sigle CSPT. Le CSPT a pour mission de piloter l'exécution hebdomadaire du Plan de Trésorerie de la Banque Centrale du Congo et de veiller à l'atteinte des objectifs de trésorerie consignés dans son Plan de résorption du déficit à fin décembre 2012.

Il est composé des Organes ci-après :

- Direction de la Comptabilité et du Budget ;
- Direction des Opérations Bancaires et des Marchés ;
- Direction de Surveillance des Intermédiaires Financiers ;
- Direction Générale de l'Hôtel des Monnaies ;
- Direction de l'Administration Générale ;
- Direction des Analyses Economiques ;
- Direction des Ressources Humaines ;
- Direction de l'Audit Interne.

9. Ordre de Service n° 098/12 du 07 septembre 2012

Cet Ordre de Service porte création d'un Groupe de Travail chargé de l'implémentation de la nouvelle version du logiciel de supervision Fin A.

Le Groupe de Travail est composé de vingt-cinq personnes émanant des Directions de la Surveillance des Intermédiaires Financiers et de l'Informatique.

10. Ordre de Service n°175/12 du 07 septembre 2012

Le présent Ordre de Service se rapporte à la mise en place d'un cadre de réflexion et d'analyse des voies et moyens de dé-dollariser l'économie congolaise. Ce cadre est porté par un projet dénommé « Projet Dé-dollarisation »

Le Projet est notamment chargé de :

- dresser un diagnostic global des caractéristiques de la dollarisation de l'économie congolaise ;
- étudier et mettre en œuvre les stratégies juridiques, financières, économiques et sociales appropriées de dé-dollarisation de l'économie congolaise en se fondant sur des outils qui en garantissent la faisabilité ;
- proposer des actions et des mesures à mettre en œuvre par le Gouvernement et la Banque Centrale ainsi que s'assurer de leur cohérence et convergence ;
- définir les indicateurs qualitatifs de mesure des performances réalisées dans la mise en œuvre des stratégies de dé-dollarisation ;
- évaluer, suivant une périodicité arrêtée, les performances réalisées dans la dé-dollarisation de l'économie congolaise.

Il comprend un Comité de Pilotage et une Equipe de Projet. Le Comité de Pilotage est composé des Organes de la Banque Centrale, des Représentants de la Présidence de la République et du Gouvernement. L'Equipe de projet est composé des Experts internes et externes issus des Organes composant le Comité de Pilotage.

11. Ordre de Service n°177/12 du 11 septembre 2012

Le présent Ordre de Service porte création d'un Comité Informatique, en sigle C.I.

Le C.I. a pour mission de définir la stratégie de la Banque en matière informatique et de télécommunication et de veiller à sa mise en œuvre.

L'Organe du C.I. est le Comité de Direction, lequel met en place des Sous-Comités ad hoc traitant notamment des questions de Sécurité Informatique, de Planification et Normalisation ainsi que des Infrastructures et Télécommunications.

La présidence du Comité de Direction est assurée par le Gouverneur. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, le Vice-Gouverneur le remplace. Le Secrétariat Technique est assuré par la Direction de l'Informatique.

12. Ordre de Service n°203/12 du 13 novembre 2012

Cet Ordre de Service concerne le projet chargé de l'Elaboration du Manuel de Procédures de la Banque Centrale du Congo.

Le Projet a pour mission de mettre à jour les normes régissant les activités de la Banque et d'élaborer le Manuel de procédures de toutes les activités de la Banque en vue de mettre à la disposition des titulaires de poste le processus de traitement des opérations dont ils ont la responsabilité.

Il est dirigé par un Comité de Pilotage et les organes ci-après :

- l'Equipe de Normalisation ;
- l'Equipe de Vérification de la conformité ;
- l'Equipe chargée de la Cohérence Technique ;
- les Groupes de Travail ad hoc.

13.Ordre de Service n°207/12 du 13 novembre 2012

Le présent Ordre de Service porte création d'un Comité de Pilotage de la Mise en Place d'un Fonds de Garantie des Dépôts en République Démocratique du Congo, en sigle CFGD.

Le CFGD a pour mission de faire aboutir le projet de création d'un système de garantie des dépôts susceptible de contribuer au renforcement de l'intermédiation financière par : (i) l'indemnisation des épargnants et (ii) l'accroissement et la préservation de la confiance du public envers les Etablissements de crédit et les Institutions de Microfinance, de manière à promouvoir la stabilité du système financier national.

Il est composé d'un Comité de Pilotage et d'une Equipe de Projet, comprenant les experts de la Banque Centrale du Congo, du Ministère des Finances, de l'Association Congolaise des Banques et des Associations représentant les Institutions du Système Financier Décentralisé.

14. Ordre de Service n°226/12 du 30 novembre 2012

L'Ordre de Service ci-dessus a trait à la création d'un Comité de Gestion des Réserves de Change, en sigle CGRC.

Le CGRC gère les réserves de change de la Banque suivant les orientations stratégiques arrêtées pour chaque exercice par le Gouverneur sous forme d' « Instructions ». Ces instructions définissent les limites des habilitations du Comité et les marges de déviation dans le choix des investissements en respectant l'équilibre optimal entre le rendement et le risque.

Ce Comité est présidé par le Directeur Général en charge de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires et comprend les membres ci-après :

- Le Conseiller Général du Gouverneur et son Assistant ;
- Le Conseiller de la Haute Direction en charge de la Politique Monétaire ;
- La Direction des Opérations Bancaires et des Marchés ;
- La Direction des Analyses Economiques ;
- L’Audit Interne/Sous-Direction chargée de la Gestion des Risques.

II.2. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES

En 2012, le Gouverneur et le Vice-Gouverneur ont effectué les missions officielles ci-après, à l’extérieur du pays :

1. Le Gouverneur

- Du 12 au 14 septembre : Nairobi (Kenya), participation à la réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC ;
- Du 10 au 14 octobre : Tokyo (Japon), participation aux réunions respectives du G24, du Comité Monétaire et Financier International (CMFI), du Comité de Développement ainsi qu’aux Assemblées Annuelles du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale ;
- Les 05 et 06 décembre : Pretoria (RSA), participation à la Session de Planification Stratégique du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC.

2. Le Vice-Gouverneur

- Du 05 au 08 février : Nairobi (Kenya), participation à la 61^{ème} réunion de l’Association Africaine de Crédit Rural et Agricole (AFRACA) ;
- Du 23 au 26 mai : Port-Louis (Maurice), participation à la 19^{ème} Conférence des Gouverneurs des Banques Centrales Francophones ;
- Du 14 au 18 octobre : Accra (Ghana), participation à l’Assemblée Générale de l’Association Africaine de Crédit Rural et Agricole (AFRACA).

II.3. PERSONNEL

En 2012, l’effectif de la Banque Centrale du Congo a augmenté de 4,8 %, passant de 1.691 agents en 2011 à 1.772. Le personnel féminin a atteint 417 unités en 2012 contre 399 une année auparavant, soit une hausse de 4,5 %.

L'évolution de l'effectif global découle, d'une part, des engagements de 94 unités et de 2 réintégrations et, d'autre part, d'une mise à la retraite, d'un détachement, d'un licenciement, de 4 démissions et de 8 décès.

La population prise en charge par la Banque Centrale est passée de 15.095 unités en 2011 à 18.509 en 2012, soit une hausse de 22,6 %. Cette augmentation découle principalement de la prise en charge des enfants du personnel féminin.

Cette population se présente comme suit :

Tableau I.1 Evolution des personnes à charge de la Banque Centrale du Congo

Désignation	31/12/2011	31/12/2012	Variation	
			En nombre	En %
Agents actifs	1 691	1 772	81	4,8
<i>(dont sexe Féminin)</i>	399	417	18	4,5
Epouses	3 341	3 502	161	4,8
<i>(dont épouses des agents passifs)</i>	2 226	2 345	119	5,3
Enfants	7 646	10 336	2 690	35,2
<i>(dont : - enfants des agents passifs</i>	2 957	3 881	924	31,2
<i>- orphelins)</i>	252	349	97	38,5
Retraités	1 532	1 767	235	15,3
Veuves	885	1 132	247	27,9
TOTAL	15 095	18 509	3 414	22,6

Source : Banque Centrale du Congo.

En 2012, la répartition de l'effectif du personnel par niveau d'études se présente de la manière ci-après :

Tableau I.2 Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études

Désignation	31/12/2011	31/12/2012	Variation	
			en nombre	en %
Licence et post-licence	397	461	64	16,1
Graduat	338	346	8	2,4
Secondaire degré supérieur	538	545	7	1,3
Secondaire degré inférieur	323	323		
Primaire et Assimilé	79	49	-	-
Capacitariat	16	16	-	-
Niveau non défini	-	28	-	-
Non répertorié	-	4	-	-
TOTAL	1691	1772	81	20,2

Source : Banque Centrale du Congo.

Le présent tableau ne tient pas compte des travailleurs temporaires.

II.4. FORMATION

II.4.1. Formation des agents

481 agents ont pris part aux actions de formation organisées par la Banque Centrale du Congo au cours de l'exercice 2012, dont 71 à l'étranger et 410 à l'intérieur du pays, contre 637 agents en 2011, soit une réduction de 24,5 %. Cette baisse du nombre d'employés formés est fondamentalement liée aux contraintes d'orthodoxie budgétaire auxquelles la Banque Centrale du Congo a été confrontée en 2012.

Tableau I.3 Personnel formé à l'intérieur du pays

N°	THEME	ORGANISMES FORMATEURS	LIEU	PARTICIPANTS
1	<i>Comment vivre sa retraite</i>		Kinshasa	32
2	<i>Gestion du Budget pour Secrétaires & Assistants Appro</i>	DRH - CPTÉ - INF	Kinshasa	14
3	<i>Gestion des RH</i>	CADICEC	Kinshasa	26
3	<i>L'administration du serveur TINA</i>	ATEMPO	Kinshasa	07
5	<i>Recyclage des chauffeurs</i>	CNPR + DRH	Kinshasa	34
6	<i>Indice de prix à la consommation harmonisé des ménages</i>	DRH + Statistiques	Kinshasa	19
7	<i>Cours d'anglais</i>	CALI	Kinshasa	05
8	<i>Communications internes ds une organisation interne : un outil de management</i>	SIGMA	Kinshasa	15
9	<i>Plan de communication</i>	SIGMA	Kinshasa	17
10	<i>Comptabilité et l'analyse financière des IMF</i>	CGAP	Kinshasa	20
11	<i>Administration de la formation</i>	SIGMA	Kinshasa	09
12	<i>Renforcement des leaders et du leadership</i>	CEPAS	Kinshasa	05
13	<i>Logiciel de regression économétrique Eviews, la prevision et l'analyse des politiques économiques</i>	SADC	Kinshasa	11
14	<i>Métier de bibliothécaire</i>	CEDERSUK	Kinshasa	08
15	<i>Connaissance de la Banque</i>	DRH	Kinshasa	21
16	<i>Sigma RH Base</i>	SIGMA	Kinshasa	11
17	<i>Formation à la BCC</i>	SIGMA	Kinshasa	13
18	<i>Techniques et Applications de Ipad 2 & Intégration et Implémentation</i>	Jet NzetSupply	Kinshasa	46
19	<i>Prévention de lutte contre l'incendie</i>		Kinshasa	35
20	<i>Gestion des opérations de change ISYS-DDR</i>	DRH -INF	Kinshasa	50
21	<i>Formation sur la conduite-auto</i>	INPP	Kinshasa	04
TOTAL				410

Tableau I.4. Personnel formé à l'extérieur du pays

N°	THEME	ORGANISMES FORMATEURS	LIEU	PARTICIPANTS
1	<i>Cours sur l'analyse des marchés financiers</i>	Centre Multidisciplinaire de l'Excellence + FMI	Port-Louis	02
2	<i>Cours de Programmation et Politiques financières</i>	BAD FMI	Tunis Washington	02 03
3	<i>Atelier sur l'utilisation des modèles Probit et logito dans le mécanisme d'alerte précoce des crises budgétaires et de la dette publique</i>	SADC	Jo'Bourg	02
4	<i>Le modèle Cobit</i>	Teamur Consulting	Paris	02
5	<i>Les outils de développement et les modules techniques de WinClinic</i>	Big Informatique	Annaba	02
6	<i>Séminaire sur le module Blackberry Enterprise Server V.5.0.3.</i>	GP X 5 Services	Paris et Londres	02
7	<i>Les normes et la gestion des messages de catégories Business, Customer and Banks</i>	Swift Alliance	Paris	03
8	<i>9è Edition du Forum Inter africain des RH</i>	Priorité Formation	Casablanca	03
9	<i>Le logiciel de formation FINA</i>	USAID + BM + Bque Nat du Rwanda	Kigali	04
10	<i>Les principales activités de gestion d'une structure hospitalière</i>	Hypocrate Training Center	Casablanca	02
11	<i>Formation sur Reuters 3000 X tra</i>	Agence Thomson Reuters	Paris	03
12	<i>La surveillance des flux des capitaux dans le cadre des statistiques de la Balance des paiements</i>	SADC	Gaborone	02
13	<i>Hipath 4000 VS</i>	IntegraliaBel	Casablanca + Bruxelles	02
14	<i>Evaluation des dispositifs de sauvegarde des Banques Centrales</i>	FMI	Tunis	02
15	<i>Transmission VSAT DVB S2 : Installation et configuration du modem L-Band Satellite</i>	Navysat	Paris	04
16	<i>Pratiquer l'analyse et la prevision financière</i>	CEGOS	Paris	02
17	<i>Optimisation Réseau VSAT : "les ateliers d'énergie solaire, la télégestion, les UPS et les groupes électrogènes"</i>	Firme GESCOM	Comez-la-Ville	04
18	<i>Séminaire sur les Systèmes de paiement</i>	IBFI	Paris	01
19	<i>L'introduction à la modélisation</i>	Centre d'Etudes et de Rech. De la Bque d'Angleterre	Londres	01
20	<i>Relations publiques et prestations protocolaires dans une perspective d'excellence et de résultats</i>	BECM	Brazzaville	02

N°	THEME	ORGANISMES FORMATEURS	LIEU	PARTICIPANTS
21	<i>La gestion de contrat et décaissement : exécution des marchés</i>	SETYM INT.	Casablanca	01
22	<i>L'Administration et la maintenance des onduleurs Galaxy 5000</i>	SetremaSprl	Grenoble	02
23	<i>Le revêtement des cylindres d'essuyage des plaques de presse taille douce</i>	AS SIKKAH + BANK-AL-MAG	Rabat	02
24	<i>Les questions économiques dans l'intégration régionale</i>		Ile Maurice	02
25	<i>Vipersat DVB-S2 & Ateliers de vulgarisation des équipements pour l'optimisation du réseau VSAT</i>	Comtech-Data	Californie	04
26	<i>L'élaboration et l'exploitation des statistiques par une banque centrale</i>	IBFI	Paris	02
27	<i>Le nouveau site Web SADC</i>	South Africa Reserve Bank	Pretoria	01
28	<i>La construction des marchés financiers africains</i>	Johannesbourg stock Exchange	Jo'Bourg	02
29	<i>Cadrage macroéconomique et le cadre de dépenses à moyen terme</i>	SETYM INT.	Boston	02
30	<i>La préparation des plaques utilisées sur les presses taille douce</i>	KBA Notasys + Assoc. Des imprimeries Af. Des billets de bque et doc de sécurité	Lausanne	01
31	<i>Harmoniques et environnement d'une installation onduleur</i>	APC/MGE	Grenoble	02
32	<i>Modélisation des politiques macroéconomiques et Prévision</i>	BAD	Abidjan	01
33	<i>Diagnostic macroéconomique</i>	BAD	Tunis	02
TOTAL				71

II.4.2. Accueil des stagiaires

En vue de contribuer à l'insertion des étudiants dans la vie professionnelle, la Banque Centrale du Congo a accueilli 417 stagiaires venus de différentes formations supérieures et universitaires au cours de l'année 2012 contre 461 une année plus tôt, soit une baisse de 9,5 %.

Tableau I.5 Répartition des stagiaires par Direction en 2012

DIRECTIONS	2011	2012
1. Ressources Humaines	72	91
2. Opérations Bancaires et Marché Financiers	85	119
3. Administration Générale	10	14
4. Juridique	26	38
5. Informatique	120	1
6. Statistiques	50	46
7. Analyses Economiques	54	79
8. Centre Hospitalier	8	14
9. Système National de Paiement	21	3
10. Surveillance des Intermédiaires Financiers	15	12
TOTAL	461	417

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cette situation n'intègre pas les données des entités provinciales

Tableau I.6 Répartition des stagiaires par provenance en 2012

N°	INSTITUTIONS	NOMBRE
01	Université de Kinshasa	74
02	Université Pédagogique Nationale	74
03	Université Protestante au Congo	77
04	Université Catholique au Congo	35
05	Université William Booth	02
06	Université Libre de Kinshasa	22
07	Université Chrétienne Cardinal Malula	07
08	Université Bel Campus	19
09	Institut Supérieur du Commerce de Kinshasa	36
10	Institut Supérieur Pédagogique de la Gombe	24
11	Institut Supérieur des Techniques Appliquées	07
12	Institut Supérieur des Techniques Médicales	14
13	Institut National des Préparation Professionnelle	03
14	Institut Supérieur d'Informatique, Programmation et Analyse	07
15	Institut Supérieur des Métiers Informatique et de Commerce	01
16	Ecole Supérieure de Formation des Cadres	02
17	IBNKHALDOUN	01
18	IFGC	01
19	Institut SONG HWA	02
20	Institut Supérieur des Arts et Métiers	05
21	Mundia Polis	01
22	Polytechnique Tunis	01
23	Université Nationale SOPHIA A.	01
24	Université Sedar SENGHOR	01
	TOTAL	417

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE EN 2012

III.1. HAUTE DIRECTION

- Gouverneur : Jean-Claude MASANGU MULONGO
- Vice-Gouverneur : Jules BONDOMBE ASSANGO

III.2. CABINET DU GOUVERNEUR

- Directeur de Cabinet KASONGO MWAMBA
- Conseillers MAWAKANI SAMBA
LINGOSA MOMI
SANGWA LUMBU
KAPIPA BYARUNGA
BAGALWA MURHULA
YAV KAT MUCHAIL
MULANGU PONGOLA
N’KAMBUA MUKANKU

III.3. COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Nico MABATA TANTU
- Deny NKUVU
- André FOKO TOMENA

III.4. DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE

III.4.1. DIRECTION GENERALE DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET DES OPERATIONS BANCAIRES

1. Directeur Général

KAYEMBE wa KAYEMBE

2. Direction de la Trésorerie

Titulaire : MUSA GALU

3. Direction des Analyses Economiques

Titulaire : MWANA NKWARA

4. Direction des Statistiques et de la Recherche

Titulaire : MUTOMBO MULE MULE

5. Direction des Opérations Bancaires et des Marchés

Titulaire : MUTOMBO MWANA NYEMBO

Adjoints

Chargé de la Sous - Direction des Opérations Bancaires :

SIAZO GINI

Chargé de la Sous - Direction des Marchés :

MBOMA NDONGO

III.4.2. DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET DES SERVICES TECHNIQUES

1. Directeur Général

MUDERHWA IGULU

2. Direction des Ressources Humaines

Titulaire : KAHAMBA SALIMA

Adjoint : KUKABU MBUZI NZUZI

3. Direction de la Comptabilité et du Budget

Titulaire : SHABANI ANIFA

Adjoint : LINDJANDJA BACHAMBALE

4. Direction de l'Administration Générale

Titulaire : IPANGA MUNENGE

Adjoint : MASANGU ILUNGA

5. Direction de l'Informatique

Titulaire : LUSAMBA NTUMBA

Adjoints :

-Chargé du Développement et Maintenance:

BOSONGA EKILA

-Chargé de l'Infrastructure

BOFALA BEKANGA

6. Direction Juridique

Titulaire : GERE KWAGALEME

III.4.3. STRUCTURES AUTONOMES

1. Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers

Titulaire : MUDIAY MPINGA

Adjoints :

- Chargé du Contrôle Permanent des Banques
et Autres Intermédiaires Financiers

RAMAZANI MWAMBO

- Chargé du Contrôle sur Place

KALUBI KAYEMBE

- Chargé de la Microfinance

NDAYA ILUNGA

2. Direction de l'Audit Interne

Titulaire : DISAMB KAZAD IRUNG

Adjoints :

- Chargé de la Sous - Direction de Conformité

MOSEI NSAMBI

- Chargé de la Sous - Direction de la Gestion des Risques

BEKILA MONGO BALHEO

3. Centre Hospitalier

Coordonnateur LOTAFE EFEKO

III.5. HOTEL DES MONNAIES

1. Direction Générale

Titulaire : NGONGA NZINGA
- Sous-Directeur chargé du Contrôle et Sécurité
KASHWANTALE BUGALE

2. Direction Commerciale

Titulaire : NYEMBO SANGWA

3. Direction Technique

Titulaire : KATHY MBAYA
Adjoints :
Chargé de la Production des Billets de Banque
NGALI TSHITEMPA
Chargé de la Production des Documents de Sécurité
NGONGO NGOYI BOSADI
Chargé de la Maintenance
MBANGU KASALUMUNA

III.6. BUREAU DE REPRESENTATION A BRUXELLES

Responsable Ghislaine VAN NEVEL

III.7. DIRECTIONS PROVINCIALES

1. Direction Provinciale de Lubumbashi

Titulaire : MABAKU KINSUMUNA
Adjoint : BOLIPOMBO M'BOMBO

2. Direction Provinciale de Mbuji- Mayi

Titulaire : MUSANGU LUFULWABO
Adjoint : AFUNDI AMENE

3. Direction Provinciale de Kananga

Titulaire : MULONGO KIBAWA
Adjoint : MUNDECKE LITANDA

4. Direction Provinciale de Matadi

Titulaire : MWIKIZA MBONEKUBE
Adjoint : GENE VUNGBO YATALO

5. Direction Provinciale de Bandundu

Titulaire : ESSAMBO LUKYE
Adjoint : KANDOLO DIAMAWA

6. Direction Provinciale de Mbandaka

Titulaire : OKENDE KIBUSHI
Adjoint : UMBA DIBWE

7. Direction Provinciale de Kisangani

Titulaire : BOPE MISHAMIEM
Adjoint : THASUR DUPAR

8. Direction Provinciale de Bukavu

Titulaire : MUBALAMA MUKUZO
Adjoint : MUGANZA BEYA

9. Direction Provinciale de Goma

Titulaire : LENGWE BIN KAUMBA
Adjoint : IMIDY PENE

10. Direction Provinciale de Kindu

Titulaire : MULAMBA MUSAFIRI
Adjoint : MWANZA NDALAMBA

III.8. AGENCES AUTONOMES

Agence de Boende

Chef d'Agence AISSI YUMA

Agence de Boma

Chef d'Agence KUMWIMBA BANZA

Agence de Bumba

Chef d'Agence NTAMBUKA ZABIKA

Agence de Buta

Chef d'Agence ADEITO KEMISA

Agence de Gbadolite

Chef d'Agence SELEMANI KATONGOLA

Agence de Gemena

Chef d'Agence MALEMP a BOSHABO

Agence d'Ilebo

Chef d'Agence NKASHAMA MULAMI

Agence d'Inongo

Chef d'Agence NGOIE KAKESSE

Agence d'Isiro

Chef d'Agence MBALE KADISHI

Agence de Kabinda

Chef d'Agence NGUZ NTAMBWE

Agence de Kalemie

Chef d'Agence YUMA Bin YUMA

Agence de Kamina

Chef d'Agence KIOMA KASAY

Agence de Kasumbalesa

Chef d'Agence KISHIMBA NYOMBO

Agence de Kikwit

Chef d'Agence MUYEBA KANDENGA

Agence de Kongolo

Chef d'Agence KIMPIAB MISSIR EKOB

Agence de Lodja

Chef d'Agence

ILUNGA MUTSHIPAYI

Agence de Tshikapa

Chef d'Agence

DEWAGUI TOMANI

Agence d'Uvira

Chef d'Agence

EKOLA BOMBWAMBWA

Agence de Zongo

Chef d'Agence

SAKUNGU KAKOLA

Agence de Mwene-Ditu

Chef d'Agence

KALOMBO NTUMBA

TITRE II

COMPTES DE LA BANQUE

Les comptes annuels de la Banque Centrale du Congo de l'exercice 2012 ont été marqués par un environnement caractérisé par les faits essentiels ci-après :

- l'accélération de l'activité économique intérieure qui a connu une progression du taux de croissance de 7,2 % contre 6,9 % en 2011 ;
- le recul très sensible du taux d'inflation annuel qui s'est situé à 2,72 % contre 15,43 % l'année précédente ;
- la baisse significative du taux directeur de la Banque lequel est passé de 20 % à fin 2011 à 4 % fin 2012¹ ;
- la mise en œuvre de la réforme fiscale instituant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et l'abrogation de l'impôt sur le chiffre d'affaires (ICA) ;
- la mise en circulation des billets de banque à valeur faciale adaptée ;
- la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat.

Sur le plan de la comptabilité de la Banque

La tenue des comptes de la Banque, quant à elle, a connu les principaux faits suivants :

- l'application de la TVA sur les opérations de la Banque Centrale ;
- la mise en œuvre du régime de pension qui a eu un impact sur les provisions et les avoirs de la caisse des retraites.

¹ Suite à une série d'ajustements opérés successivement en mars, avril et juin 2012 le taux est passé de 20% fin 2011 à 4 % fin 2012.

CHAPITRE I

BILAN

I.1. ACTIF

A fin décembre 2012, le total d'actifs s'est établi à 3.029,9 milliards de CDF contre 2.625,1 milliards en 2011, soit une hausse de 15 %. Cette situation découle essentiellement de l'accroissement des disponibilités à vue en ME auprès des correspondants étrangers.

I.1.1. Avoirs et créances en or et monnaies étrangères hors DTS

Ce compte a enregistré une progression de 322,3 milliards de CDF, d'une année à l'autre, Cette augmentation résulte des encaissements nets importants au niveau du budget en devises et des ajustements dus aux variations des cours de change.

I.1.2. Avoirs et créances en DTS

Ce poste a connu une légère hausse de 1,7 milliard de CDF résultant notamment des paiements des intérêts sur allocations cumulatives nettes, des intérêts trimestriels sur les avoirs en DTS et des frais de gestion annuels du « Département DTS ».

I.1.3. Avoirs et créances en monnaie nationale

Ces avoirs et créances ont été en baisse de 4,7 milliards de CDF par rapport à fin 2011 suite à la baisse des concours de la Banque Centrale du Congo aux établissements de crédit. Ces concours sont passés, d'une année à l'autre, de 4,8 milliards de CDF à 0,07 milliard. La diminution du volume des facilités permanentes accordées aux banques en 2012 explique cette situation.

Il convient de relever qu'il n'a été enregistré aucun mouvement, au niveau des Titres en monnaie nationale, pendant la période sous revue. Pour rappel, dans le cadre de la convention sur la recapitalisation de la Banque Centrale du Congo, le Ministère des Finances avait souscrit deux billets à ordre respectivement de CDF 1.025.000 millions² en février 2011 et CDF 224.498 millions en décembre 2011 en couverture des pertes et des différences de conversion nettes de la Banque de 2004 à 2010.

² Aux termes de cette convention, le premier titre est porteur d'intérêt de CDF 100 milliards pour 2011, soit un taux de 9.76

Tableau II.1 Avoirs de la Banque*(en millions de CDF)*

ACTIF	Notes	12/31/2012	12/31/2011	Variation
AVOIRS ET CREANCES EN OR ET ME HORS DTS	1	1 013 733	691 460	322 273
AVOIRS ET CREANCES EN OR	1.1	0	0	0
AVOIRS ET CREANCES EN ME	1.2	1 013 733	691 460	322 273
TITRES EN ME	1.3	0	0	0
AVOIRS ET CREANCES EN DTS	2	497 026	495 278	1 748
AVOIRS ET CREANCES EN DTS AUPRES DU FMI	2.1	497 026	495 278	1 748
AVOIRS ET CREANCES A VUE EN DTS AUPRES D'AUTRES IFNR	2.2	0	0	0
AVOIRS ET CREANCES EN MN	3	1 249 570	1 254 253	-4 683
CONCOURS EN MN AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	72	4 755	-4 683
TITRES EN MN	3.2	1 249 498	1 249 498	0
AUTRES ACTIFS	4	269 616	184 119	85 497
IMMOBILISATIONS	4.1	145 280	143 117	2 163
AVOIRS ET CREANCES DIVERS	4.2	17 336	3 305	14 031
REGULARISATION ET SUSPENS	4.3	25 543	11 614	13 929
AUTRES ACTIFS DIVERS	4.4	81 457	26 083	55 374
TOTAL ACTIF		3 029 945	2 625 110	404 835

COMPTES HORS-BILAN (ACTIF)	12/31/2012	12/31/2011	Variation
Engagements hors bilan actif	3 712 037	2 809 128	902 909

I.1.4. Autres actifs

Les autres actifs se sont accrus de 85,5 milliards de CDF en se chiffrant à 269,6 milliards à fin décembre 2012. Cet accroissement a été localisé dans toutes les composantes de ce poste. En effet :

- les immobilisations se sont accrues suite exclusivement aux acquisitions et aux compléments des valeurs résultant de la réévaluation de la période ;
- les avoirs et créances divers ont augmenté sous l'impulsion principale des avoirs et créances divers en monnaie étrangère, lesquels sont passés, d'une année à l'autre, de 0,5 milliard de CDF à 12,3 milliards ;
- la régularisation et les suspens ont progressé de 13,9 milliards de CDF partant de 11,6 milliards à fin décembre 2011 suite à la hausse significative des postes des « stocks » et « Opérations en attente » ;

- les autres actifs divers se sont inscrits en hausse de 55,4 milliards de CDF expliquée par les résultats d'exploitation. En effet, les résultats cumulés des exercices antérieurs de la Banque Centrale du Congo au 31 décembre 2012 affichent un solde de CDF 59.778 millions correspondant à la perte de l'exercice 2011.

Conformément à la convention sur la recapitalisation de la Banque Centrale, les pertes et les différences de conversion sont couvertes par des titres émis par le Trésor. La perte de 2011 n'a pas encore été couverte par un titre du Trésor.

I.2. PASSIF

A fin décembre 2012, le total du passif de la Banque Centrale du Congo indique 3.029,9 milliards de CDF contre 2.625,1 milliards en 2011, en raison de l'augmentation des comptes courants des banques agréées et du Compte Général du Trésor.

I.2.1. Engagements en monnaie nationale

Les engagements en monnaie nationale se sont accrus de 348,2 milliards de CDF venant de 1.300,2 milliards à fin décembre 2011. Cet accroissement résulte essentiellement de l'augmentation de 373,1 milliards des dépôts des résidents en monnaie nationale.

Cette hausse des dépôts découlent d'une part, de l'accroissement des dépôts de l'Etat et, d'autre part, de la progression des dépôts en MN des Banques agréées sous l'impulsion du remboursement en MN de la TVA et de la bancarisation des salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat.

I.2.2. Engagements en or et monnaies étrangères hors DTS

Ce poste a enregistré, d'une année à l'autre, une baisse de 7,8 milliards de CDF justifiée à due concurrence par la contraction des engagements en monnaies étrangères hors DTS. Cette dernière s'explique par les ajustements dus aux variations des cours de change d'une part et d'autre part par les opérations relatives à chaque composante.

I.2.3. Engagements en DTS

Ces engagements se sont accrus de 4,8 milliards de CDF sous l'impulsion principale des engagements en DTS envers le FMI. Cette évolution s'explique essentiellement par les variations des cours de change.

I.2.4. Autres passifs

Les autres passifs ont baissé de 6,5 milliards de CDF à fin décembre 2012, revenant de 31,0 milliards à fin décembre 2011. Cette évolution s'explique par la contraction

observée au niveau des postes « engagements divers » et « régularisations et suspens ».

En effet, s'agissant des engagements divers, une baisse de 3,1 milliards a été observée consécutive aux contractions des engagements envers les entreprises et les particuliers ainsi que des engagements divers envers en monnaie étrangère.

Pour ce qui est des régularisations et suspens, la chute de 3,9 milliards de CDF résulte de l'assainissement du compte Correspondant Hors-siège.

Tableau II.2 Engagements de la Banque

(en millions de CDF)

PASSIF	Notes	12/31/2012	12/31/2011	Variation
ENGAGEMENTS EN MN	5	1 648 388	1 300 202	348 186
BILLETS ET PIECES EN CIRCULATION	5.1	642 560	647 487	-4 927
DEPOTS EN MN DES RESIDENTS	5.2	910 740	537 627	373 112
DEPOTS EN MN DES NON-RESIDENTS	5.3	85	88	-3
REPRISES DE LIQUIDITE	5.4	95 003	115 000	-19 997
ENGAGEMENTS EN OR ET ME HORS DTS	6	15 803	23 558	-7 755
ENGAGEMENTS EN OR		0	0	0
ENGAGEMENTS EN ME HORS DTS	6	15 803	23 558	-7 755
ENGAGEMENTS EN DTS	7	1 161 807	1 157 053	4 755
ENGAGEMENTS EN DTS ENVERS LE FMI	7.1	1 156 363	1 151 630	4 732
ENGAGEMENTS EN DTS ENVERS LES AUTRES IFNR	7.2	5 445	5 423	22
AUTRES PASSIFS	8	24 549	31 003	-6 454
ENGAGEMENTS DIVERS	8.1	6 719	9 843	-3 124
REGULARISATIONS ET SUSPENS	8.2	16 815	20 699	-3 883
AUTRES PASSIFS DIVERS	8.3	1 015	462	553
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	9	30 707	33 263	-2 556
FONDS PROPRES	10	143 409	139 809	3 601
RESULTAT DE L'EXERCICE	11	5 281	-59 778	65 059
TOTAL PASSIF		3 029 945	2 625 110	404 835

COMPTES HORS-BILAN (PASSIF)	12/31/2012	12/31/2011	Variation
Engagements hors bilan passif	3 712 037	2 809 128	902 909

CHAPITRE II

COMPTES DE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE 2012

L'exercice 2012 s'est clôturé avec un boni de CDF 5,3 milliards de CDF expliqué par les faits suivants :

- une diminution des charges d'exploitation monétaire de 36,8 milliards et des charges d'exploitation bancaire de 6,2 milliards ;
- une baisse des reprises sur amortissements et provisions, ainsi que des dotations aux amortissements et provisions non exigibles pour respectivement 4,8 milliards et 36,0 milliards de CDF.

II.1. MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE

La marge d'exploitation monétaire de l'exercice 2012 s'est établie à CDF 3,8 milliards de CDF. Par rapport à 2011, elle connaît une amélioration de CDF 37,5 milliards, expliquée par les regressions constatées spécialement sur :

- les charges et commissions sur titres émis à intérêts postcomptés (BTR), conséquence de la mise en œuvre de la politique consistant à réduire les fourchettes des souscriptions avec comme effet la baisse des taux d'intérêt rémunérateurs. En effet, ces charges sont passées, d'une année à l'autre, de 28,7 milliards de CDF à 8,7 milliards ;
- les charges relatives aux signes monétaires, en raison de la mise en circulation en 2012 des billets à valeur faciales adaptées détenus en stock depuis 2004. En effet, le poste « Signes monétaires achetés et créés » qui enregistre les importations des billets de banque a connu un recul de 20,2 milliards, s'établissant à 4,9 milliards de CDF en 2012.

Par contre, il convient de relever que les produits d'exploitation monétaire de l'exercice 2012 ont totalisé 42,9 milliards de CDF, niveau quasiment identique à celui observé une année auparavant. Ces produits proviennent totalement du spread dégagé sur un volume global des ventes et rachats de devises au Trésor 2.355,0 millions de USD.

II.2. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE

Au 31 décembre 2012, la marge d'exploitation bancaire s'est établie 162,3 milliards de CDF. Par rapport à 2011, elle s'est améliorée de 3,3 milliards. Cette amélioration est justifiée par la regression notamment des charges d'exploitation bancaire pour CDF 6,2 milliards de CDF.

II.3. VALEUR AJOUTEE

Comme en 2011, la valeur ajoutée de 2012 est positive. Elle s'est située à 112,8 milliards de CDF contre 73,8 milliards une année auparavant. Cette amélioration est justifiée par une marge d'exploitation monétaire positive, d'une part, et par un niveau quasi identique de la marge d'exploitation bancaire et des consommations intermédiaires entre 2011 et 2012, d'autre part.

II.4. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Le résultat brut d'exploitation de la Banque Centrale de l'exercice 2012 est positif contrairement à l'année 2011. Il s'est amélioré de CDF 32.950 millions.

Tableau II.3 Tableau de formation du résultat
(en millions de CDF)

RUBRIQUES	2012	2011	Variation
1. Produits d'exploitation monétaire	42 937	42 245	692
2. Charges d'exploitation monétaire	39 113	75 923	-36 810
3. MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE (3)=(1)-(2)	3 824	-33 679	37 503
4. Produits d'exploitation bancaire	172 390	175 270	-2 880
5. Charges d'exploitation bancaire	10 122	16 287	-6 165
6. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE (6)=(4)-(5)	162 268	158 983	3 285
7. Matières et Fournitures consommées	9 879	9 597	282
8. Services consommés	43 406	41 872	1 534
9. VALEUR AJOUTEE (9)=(3)+(6)-(7)-(8)	112 807	73 835	38 972
10. Produits divers	3 986	3 895	91
11. Subvention d'exploitation	0	0	0
12. Reprises sur provisions exigibles	20 225	31 568	-11 343
13. Charges diverses	33 771	33 605	166
14. Charges du Personnel	68 930	58 732	10 198
15. Dotation aux Provisions exigibles	17 669	33 263	-15 594
16. RESULTAT BRUT D'EXPL. (16)=(9)+(10)+(11)+(12)-(13)-(14)-(15)	16 648	-16 302	32 950
17. Reprises s/Amortissement & Provisions N-exigibles	2 400	7 241	-4 841
18. Dotation Amortissement & Provisions N-exigibles	17 127	53 129	-36 002
19. RESULTAT COURANT D'EXPL. (19)=(16)+(17)-(18)	1 921	-62 190	64 111
20. Produits exceptionnels et hors-exploitation	12 163	8 818	3 345
21. Charges exceptionnelles et hors-exploitation	8 803	6 406	2 396
22. RESULTAT EXCEPT. & H-EXPL.(22)=(20)-(21)	3 361	2 412	949
Résultat courant d'exploitation (19)	1 921	-62 190	64 111
Résultat excéptionnel et hors-exploitation (22)	3 361	2 412	949
22. RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER (22)=(18)+(21)	5 281	-59 778	65 059

CHAPITRE III

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO



**LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE
ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES**

I.1. ETABLISSEMENTS DE CREDIT

1. Banque Commerciale du Congo (B.C.D.C.)

Siège : Kinshasa

Succursales ou agences : Bukavu, Butembo, Fungurume, Goma, Kananga, Kisangani, Kinshasa, Kolwezi, Likasi, Lubumbashi, Matadi, Mbuji-Mayi.

2. Afriland First Bank Congo Démocratique (First Bank CD)

Siège : Kinshasa

3. Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (B.I.A.C.)

Siège : Kinshasa

Succursale : Goma, Lubumbashi et Matadi.

4. Citi Group (C.B.)

Siège : Kinshasa

5. Stanbic Bank Congo (S.B.C.)

Siège : Kinshasa

6. Access Bank (A.B.)

Siège : Goma/Nord - Kivu

7. Banque Internationale de Crédit (B.I.C.)

Siège : Kinshasa

Succursales ou agences : Beni, Boma, Bukavu, Butembo, Lubumbashi, Matadi, Mbanza Ngungu et Muanda.

8. Procredit Bank Congo

Siège : Kinshasa

9. Raw Bank

Siège : Kinshasa

Succursales ou agences : Fungurume, Kolwezi, Likasi, Lubumbashi et Matadi.

10. Trust Merchant Bank (T.M.B.)

Siège : Lubumbashi

Succursales ou agences : Kasumbalesa, Kinshasa, Kolwezi et Likasi.

11. Ecobank (EC)

Siège : Kinshasa

12. Mining Bank Congo (MBC)

Siège : Kinshasa

13. First International Bank (FIBank)

Siège : Kinshasa

14. Sofibanque

Siège : Kinshasa

15. La Cruche Banque

Siege: Goma

16. Advans Banque Congo

Siège: Kinshasa

17. Bank of Africa, BOA

Siège: Kinshasa

18. Banque Gabonaise Française

Internationale, BGFIBANK

Siège : Kinshasa

19. United Bank for Africa, UBA

Siège : Kinshasa

20. Byblos Bank Congo

Siège : Kinshasa

I.2. CAISSES D'EPARGNE**1. Caisse Générale d'Epargne du Congo (CADECO)**

Siège : Kinshasa

Succursales : Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Mbuji-Mayi, Bukavu, Mbandaka, Kikwit, Kananga, Goma et Matadi.

Agences : Kinshasa (Marché, Ngaliema et Kasa-vubu), Bas-congo (Boma, Tshela, Mbanza-Ngungu, Muanda, Kwilu-Ngongo et Kimpese), Bandundu (Inongo, Idiofa, Bandundu et Nioki), Equateur (Bumba, Boende, Gemena et Gbado Lite), Kasai occidental (Mweka, Tshikapa et Ilebo), Kasai oriental (Kabinda, Mwene assainissement, Assainissement et Lodja), Orientale (Bunia, Isiro et Aketi), Nord-Kivu (Beni et Butembo), Sud-Kivu (Uvira), Maniema (Institus et Kasongo), katanga (Likasi, Kolwezi, Egalement, Kipushi et Kalemie).

Aubettes : Kinshasa (Marché et UPN), Bas-congo (Luozi), Bandundu (Mushie, Bolobo), Equateur (Marketing, Karawa, Lisala, Budjala, Assainissement, Kota koli et Etre), Kasai occidental (Mapangu et Banga), Kasai oriental (Luputa et Lusambo), Orientale (Yangambi, Banalia, Bondo, Buta et Punia), Maniema (Punia), katanga (Kongolo et Kasumbalesa).

I.3. INSTITUTIONS FINANCIERES SPECIALISES

1. Société Financière de Développement (SOFIDE)

Siège : Kinshasa

Antenne : Kisangani.

5. Fonds de Promotion de l'Industrie (F.P.I.)

Siège : Kinshasa.

Succursales ou agences : Lubumbashi et Matadi

I.4. COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT

1.	COOPEC DIBAYA-LUBWE	Bandundu
2.	COOPEC GUNGU	«
3.	COOPEC ECC/KIKWIT	«
4.	COOPEC ECOLE	«
5.	COOPEC LUKOLELA	«
6.	COOPEC SAINT FRANCOIS XAVIER	«
7.	MUCREFEKI COOPEC	«
8.	COOPEC MASIMANIMBA	«
9.	COOPEC MOKALA	«
10.	COOPEC UDIPAK	«
11.	COOPEC MAYOMBE	Bas- Congo
12.	CAMEC INKISI/COPEC	«
13.	CEAC KINZA MVUETE	«
14.	CAMEC MBANZA-NGUNGU/COOPEC	«
15.	COOPEC DEKOC	Kasaï Occidental
16.	COOPEC BOLINGO	Kinshasa
17.	COOPEC'SCO	«
18.	COOPECCO KINSHASA	«
19.	MEC DECO/COOPEC	«
20.	CECKI	«
21.	COOPEC CBCO	«
22.	COOPEC CEAC/MATETE	«
23.	COOPEC CU	«
24.	COOPEC MAKIN	«
25.	COOPEC UNAF	«
26.	COOPECAS	«
27.	MEC BOSANGANI	«
28.	MEC APROSCAC/COOPEC	«

29.	MEC-CAPROS/COOPEC	«
30.	MECRE GOMBE COOPEC	«
31.	MECRE KINTAMBO MAGASIN	«
32.	MECRE MASINA /COOPEC	«
33.	MECRE NGALIEMA UPN/COOPEC	«
34.	MECRECO/COOPEC	«
35.	MECREKIN/COOPEC	«
36.	MUFESAKIN/COOPEC	«
37.	MUTECREDE/COOPEC	«
38.	MEC BOMOKO COOPEC	«
39.	COOPEC MOLENDE	«
40.	COOPEC CEAC KINTAMBO	«
41.	MEC FMC/COOPEC	«
42.	COOPEC IMARA KINDU	Maniema
43.	MECREKINDU/COOPEC	«
44.	COOPECCO BENI	Nord Kivu
45.	COOPECCO-OICHA	«
46.	MECRE-BENI/COOPEC	«
47.	COODEFI/COOPEC	Nord-Kivu
48.	COOPEC LA SEMENCE	«
49.	COOPEC-CR/BUTEMBO	«
50.	COOPECCO/BUTURANDE	«
51.	COOPECIMARA/GOMA	«
52.	COOPEC ADEC	«
53.	COOPEC AGRI	«
54.	COOPEC BONNE MOISSON	«
55.	COOPEC KESHENI	«
56.	COOPEC TUJENGE PAMOJA	«
57.	COOPEC UMOJA NI NGUVU	«
58.	MECRE-BIRERE/COOPEC	«
59.	MECREGO/COOPEC	«
60.	MECRE-KATINDO/COOPEC	«
61.	MECRE-VIRUNGA/COOPEC	«
62.	COOPEC AMKENI	«
63.	COOPEC KIRUMBA	«
64.	COOPECCO KIRUMBA	«
65.	COOPECCO LUBERO	«
66.	MECRE MABANGA/COOPEC	«
67.	COOPEC NYAMILIMA	«

68.	COOPECCO/VITSHUMBI	«
69.	COOPEC BAGIRA	Sud-Kivu
70.	COOPEC CAHI	«
71.	COOPEC EDE/BUKABU	«
72.	COOPEC ELILA	«
73.	COOPEC KAWA	«
74.	COOPEC MALI FEZA	«
75.	COOPEC MOCC/BUKAVU	«
76.	COOPEC NYAWERA	«
77.	COOPEC PILOTE	«
78.	COOPEC TULIME	«
79.	MECREBU/COOPEC	«
80.	MUTEC/COOPEC	«
81.	COOPEC KALUNDU	«
82.	COOPEC CIHERANO	«
83.	COOPEC BURHIBA-KASHA	«
84.	COOPEC CIMPUNDA	«
85.	COOPEC FOMULAC KATANA	«
86.	COOPEC KAVIMVIRA	«
87.	COOPEC KAZIMIA	«
88.	COOPEC LUHWINDJA	«
89.	COOPEC BARAKA	«
90.	COOPEC UVIRA	«
91.	MECRE IBANDA/COOPEC	«
92.	MECRE KADUTU/COOPEC	«
93.	MECRE UVIRA/COOPEC	«
94.	COOPEC MWANGAZA	Nord-Kivu
95.	COOPEC AGROPAS LE GRNIER /BUTEMBO	«
96.	COOPEC IMARA BUKAVU	Sud-Kivu
97.	COOPEC IDIOFA	Bandundu
98.	COOPEC MUDIANO	Kasai-Oriental
99.	COOPEC MBOKO	Sud-Kivu
100.	COOPEC UNION	«
101.	MEC IDECE/COOPEC BANDUNDU	Bandundu
102.	COOPEC KIBUNGO	Katanga
103.	COOPEC EFFATA	Kinshasa
104.	COOPEC UNION ET CRARITE	«
105.	COOPEC FOND	«

106. MEC IDECE/KINSHASA	«
107. COOPEC CBCO MBANZA NGUNGU	Bas-Cpngo
108. COOPEC CBCOBOMA	«
109. COOPEC SILOE	Nord-Kivu
110. COOPEC FAIDEC	Kinshasa
111. CAMEC LUFU-TOTO/COOPEC	Bas-Congo
112. CAMEC KWILU-NGONGO/COOPEC	«
113. CEAC MATADI/MVUADU	«
114. COOPEC EDE/GOMA	Nord-Kivu
115. COOPEC EAD	«
116. COOPECCO GOMA	«
117. COOPEC NYALUKEMBA	Sud-Kivu
118. COOPEC CEAC BOMA/VILLE	Bas-Congo
119. COOPEC -KIVU	Sud-Kivu
120. COOPEC KANDO	«
121. COOPEC AKIBA YETU	Nord-Kivu
122. COOPEC LE BATISSEUR	«
123. COOPEC MBONGO ZA KINVUK	Bas-Congo
124. COOPEC UMOJA-WETU	Nord-Kivu
125. COOPEC CEC	Bas-Congo
126. COOPEC NYAWERA KAVUMU	Sud-Kivu
127. COOPEC NYAWERA BEACH MUHANZI	«
128. COOPEC AXES SUR LRS RESULTATS	«
129. COOPEC TULINDE HAZIN	«
130. COOPEC /COPELO	Kasaï-Oriental
131. COOPEC CPD	Katanga
132. COOPEC KINSU KI MATE	Bas-Congo
133. COOPEC CEFMC	Bandundu
134. COOPEC BULUNGU	Bandundu
135. COOPEC CEAC OZON	Kinshasa
134. COOPEC MKONO MKONONI	Katanga
135. COOPEC NYAWERA/GOMA	Nord-Kivu
136. COOPEC NYATENDE	Sud-Kivu
137. COOPEC BUKAVU/KINSHASA	Kinshasa

I.5. LES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES

1. AIRTEL MONEY

Siège : Kinshasa

2. TIGO MONEY

Siège : Kinshasa

II. INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE

II.1. Entreprises de Micro Finance de première catégorie

1. IMF ADEKOR	Kasai-Oriental
2. IMF PULKA	Bandundu
3. IMF CREP	Kinshasa
4. IMF PALMIER	Kinshasa
5. IMF GONGO CREDIT FINANCE	Kinshasa
6. IMF CREDI YA MPA	Bandundu
7. IMF AFRMIC	Kinshasa
8. IMF MAMA TOMBWAMA	Equateur
9. IMF BUSINA MICROCREDIT	Bas-Congo

II. 2. Entreprises de Micro Finance de deuxième catégorie

1. IMF TUJENGE	Katanga
2. IMF APE	Kinshasa
3. IMF HOPE RDC	Kinshasa
4. IMFVIA NOVA	Kinshasa
5. IMF HEKIMA	Nord-Kivu
6. IMF SOFIGEL	Sud-Kivu
7. IMF SMIC	Sud-Kivu
8. IMF OPPORTUNITY INTERNATIONAL RDC	Kinshasa
9. IMF LBC	Nord-Kivu
10. IMF YOASI	Kinshasa
11. IMF SILVER	Kinshasa
12. IMF OXUS RDC	Kinshasa

II.3. Sociétés de Micro Finance

- | | |
|------------------|----------|
| 1. FINCA RDC | Kinshasa |
| 2. IMF LIVE-VEST | Kinshasa |

III. MESSAGERIES FINANCIERES

III.1. Messageries Financières de catégorie A

1. AGENCE GOLDORAK
2. AMI FIDELE TRANSFERT
3. AMIS FIDELES EXPRESS
4. ARMI GLOBAL BUSINESS
5. BOBO CASH EXPRESS
6. COLOMBE SERVICES
7. CONGO TRANS
8. GRAINE DES ASS
9. JUSTIN COMPANY
10. SOCIETE JESUS SEUL
11. SOCIETE DE TRANSFERT AU CONGO
12. WAPICOM TRANSFERT
13. AGENCE BAUDOUIN TRANSFERT
14. REHOBOTH
15. MASEVO SERVICES
16. KUMU TRANSFERT
17. AFRIMAISON TRNASFERT
18. JJ WELCOM
19. LA PREDESTINEE
20. AGENCE M.FILS
21. CONGO LIGHT
22. AGEFRAM
23. AGENCE AIGLON SERVICES
24. CHEMIN D'EMMAÛS
25. KIN PERFORMANCE SPRL
26. AFRICA BUSINESS
27. MAMAN THERESE
28. CASH EXPRESS

III.2. Messageries Financières de catégorie B

1. AFRICAN BUSINESS
2. AGENCE GRACE D.WORLD BUSINESS
3. APOCALYPSE 22
4. AVIDA BUSINESS LINK
5. AXE SERVICES
6. NEW CONGO SERVICES
7. DATCO
8. TRANSFERT DE FONDS EWEDGE
9. EXPRESS UNION
10. KIN EXPRESS MULIT SERVICES
11. KIN PERSONNAL MAIL
12. MALU TRANSFERT
13. SOFICOM TRANSFERT
14. SOLIDAIRE TRANSFERT
15. TRASCASH
16. ZIFA FT

IV. BUREAUX DE CHANGE

1. SOFICOM CHANGE
2. SOLIDAIRE CHANGE
3. LA REFERENCE CHANGE
4. MODESTIE CHANGE
5. ABS CHANGE
6. AFRICAN CHANGE
7. EWEDGE EXCHANGE RDC
8. KILEFU SPRL
9. MALU CHANGE
10. MAMIE LAURE
11. SOCIETE DE CHANGE « LUDJUMA SPRL»
12. SOCIETE MERE DOUBLE
13. FREE BUSINESS CHANGE
14. FREE CHANGE
15. EXPRESS CHANGE
16. NDIYO CHANGE
17. BUREAU DE CHANGE ALPHA

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES

I. Organismes nationaux

CADECO	Caisse Générale d'Épargne du Congo
CESCN	Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux
C.F.M.K.	Chemins de Fer Matadi-Kinshasa
C.F.U.	Office des Chemins de Fer des Uélé
C.M.D.C.	Compagnie Maritime du Congo
D.G.I.	Direction Générale des Impôts
D.G.R.A.D.	Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et des Participations
GECAMINES	Générale des Carrières et des Mines du Congo
I.N.S.	Institut National de la Statistique
I.N.S.S.	Institut National de Sécurité Sociale
I.R.E.S.	Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Kinshasa
MIBA	Société Minière de Bakwanga
OFIDA	Office des Douanes et Accises
OGEDEP	Office de Gestion de la Dette Publique
ONATRA	Office National des Transports du Congo
O.C.C.	Office Congolais de Contrôle
O.N.C.	Office National du Café
P.G.A.I.	Plate Forme de Gestion de l'Aide Internationale
REGIDESO	Régie de Distribution d'Eau potable au Congo
SIDERNA	Sidérurgie Nationale de Maluku
S.N.C.C.	Société Nationale des Chemins de Fer Congolais
SNEL	Société Nationale d'Electricité
SODIMICO	Société de Développement Industriel et Minier du Congo
SOFIDE	Société Financière de Développement
SONAS	Société Nationale d'Assurance
SOCIR	Société Congo-Italienne de Raffinage

II. Organismes internationaux

A.I.D.	Association Internationale pour le Développement
B.A.D.	Banque Africaine de Développement
B.E.A.C.	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
B.E.I.	Banque Européenne d'Investissement
B.I.R.D.	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
C.C.E.A.C	Chambre de Compensation des Etats de l'Afrique Centrale
U.E.	Union Européenne
C.E.P.G.L.	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
COMESA	Common Market of the East and South Africa
F.E.D.	Fonds Européen de Développement
F.M.I.	Fonds Monétaire International
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economique
O.I.C.	Organisation Internationale du Café
O.M.C.	Organisation Mondiale du Commerce
O.NU.DI	Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel
O.N.U.	Organisation des Nations-Unies
P.N.U.D.	Programme des Nations-Unies pour le Développement
S.A.D.C.	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
U.S.A.I.D.	United States Agency for International Development.
C.U.A	Commission de l'Union Africaine
WEO	World Economic Outlook.

